

AU SALVADOR

Plus de trente-cinq tués
lors des obsèques
de Mgr Romero

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ;
Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique,
17 f. ; Canada, 8 1/10 ; Côte d'Ivoire, 220 F CFA ;
Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-
Bretagne, 35 p. ; Grèce, 34 dr. ; Iran, 125 rls. ;
Inde, 500 l. ; Liban, 275 p. ; Luxembourg, 17 fr. ;
Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal,
30 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 3,75 kr. ;
Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 35 cts ; Yougoslavie, 27 din.

Tarif des abonnements page 23

S. RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Euroterrorisme ?

Le « coup de filet » opéré vendredi 28 mars presque simultanément par les polices française et italienne dans les milieux extrémistes, la façon manifestement coordonnée des interrogatoires et enquêtes sont menées depuis, autorisent à parler d'une véritable opération franco-italienne contre le terrorisme. Cette opération a mis en lumière, pour la première fois aussi nettement, qu'il existe entre les polices d'Europe de l'Ouest une coopération technique probablement plus poussée qu'il n'y paraissait jusqu'alors en matière de lutte anti-terroriste.

L'arrestation, puis l'extradition de M. Klaus Croissant, ou l'affaire Piperno, avaient déjà montré l'existence de cet « espace judiciaire européen » dont M. Gisard d'Estaing avait pour la première fois parlé au lendemain du conseil européen de décembre 1977. Plusieurs autres arrestations, sensiblement plus mouvementées, étaient venues confirmer depuis cette coopération des pouvoirs publics ouest-européens.

L'opération franco-italienne relancera probablement la polémique sur l'espace judiciaire européen. Mais elle conduira sans doute aussi — dans la mesure où, selon les premières déclarations des deux polices, elle s'est déroulée extrêmement fructueuse — à s'interroger sur l'existence d'un véritable réseau terroriste à l'échelle du continent. A différents signes, il semble qu'on ne puisse plus guère douter qu'une certaine coopération s'est établie entre les mouvements partisans de l'action violente. Cela suffit probablement pour que l'on commence à parler d'« euroterrorisme ».

Il faut pourtant se garder de tirer de ces indices des conclusions prématurées ou exagérées. Il est toujours séduisant pour les imaginations, et utile pour les gouvernements, de brandir le spectre d'un mystérieux complot international destiné à déstabiliser les démocraties occidentales, d'autant plus mal armées pour lutter contre la violence politique qu'il s'agit, justement, de démocraties. Voici quelques années certains voyaient volontiers dans le moindre attentat commis en Europe de l'Ouest la main de La Havane. Aujourd'hui, c'est plutôt à la Libye — que passe pour n'être pas chiche de ses subventions — que l'on attribue la responsabilité de la coordination et du financement de telles opérations.

En réalité, s'il existe certainement des liens entre ces différents mouvements, leurs buts et leurs traditions sont trop différents pour que l'on puisse imaginer qu'il s'agit d'une véritable entreprise concertée, à commandement unique. C'est mal connaître le nationalisme basque ou irlandais, par exemple, que de croire que l'ETA ou l'IRA ne sont que les antennes locales d'une organisation internationale. De même pour la Fraction armée rouge, si profondément germanique même quand elle s'affiche qu'assersion pour son propre pays.

Il reste que, pour compenser la faiblesse de circulation qui existe entre pays d'Europe occidentale, et par crainte aussi, sans doute, d'une toujours possible « contagion », les polices de ces pays s'organisent. Des rencontres très discrètes entre ministres de l'Intérieur ont lieu. L'information permet de tenir à jour, et à la disposition des polices étrangères intéressées, les fichiers qui se sont constitués depuis quelques années.

On peut s'inquiéter du danger que ferait peser, à terme, la généralisation de cette entreprise sur les traditions de liberté et d'accueil aux étrangers qui sont celles de l'Europe, en particulier de la France. On peut aussi estimer que cette liberté, dans l'immédiat, est surtout menacée par le terrorisme lui-même et trouver légitime que les pouvoirs publics européens misent leurs efforts face à des organisations qui coordonnent les leurs. Mais quelque jugement que l'on porte sur cette concertation, l'opération franco-italienne semble confirmer que, dans un camp et dans l'autre, on a choisi la stratégie du « tous contre tous ».

(Lire nos informations page 12.)

Washington envisage de nouvelles sanctions contre l'Iran

En dépit des nombreux démentis des responsables américains, il est presque certain que le président Carter a adressé récemment deux messages aux dirigeants iraniens au sujet de l'affaire des otages. Selon notre envoyé spécial à Téhéran, le second de ces messages, qui a été remis au président Bani Sadr dans la journée du dimanche 30 mars, consistait un « ultimatum » du chef de la Maison Blanche, demandant aux Iraniens quarante-huit heures pour transférer les otages américains de la garde des « étudiants islamiques » à celle des autorités légales.

A Washington, notre correspondant évoque la possibilité de sanctions qui concerneraient un embargo « officiel » sur le commerce avec l'Iran et une nouvelle réduction du personnel de l'ambassade iranienne à Washington.

D'autre part, chacun des chefs de gouvernement de l'Europe des Neuf a adressé une lettre au président Bani Sadr pour lui demander d'« épuiser toutes les possibilités pouvant mener à la libération des otages américains de Téhéran ».

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Ve-t-on vers une confrontation irano-américaine ou, au contraire, vers un compromis qui éviterait le pire ? Les dirigeants de Téhéran, vivement inquiets de la tournure des événements, ne le savent pas eux-mêmes ce lundi matin 31 mars.

Une chose est certaine, encore qu'elle n'ait pas été annoncée officiellement : l'ambassadeur de Suisse a remis, dimanche, à 11 heures locales, un ultimatum du président Carter adressé au chef de l'Etat iranien. Le chef de la Maison Blanche demandait à M. Bani Sadr quarante-huit heures pour transférer les otages américains de la garde des « étudiants islamiques » à celle des autorités de la République. Autrement, les Etats-Unis mettraient en œuvre « les sanctions qui ont déjà été décidées » (vraisemblablement le 23 mars à Camp David, lors d'une réunion qu'a tenue M. Carter avec ses proches collaborateurs). M. Bani Sadr a fait allusion à cet avertissement en déclarant, en début d'après-midi dimanche : « M. Carter m'a assuré qu'il ne souhaitait pas avoir recours à des pressions et à diverses mesures qui infligeraient à l'Iran de graves difficultés ».

L'anxiété était à son comble dimanche après-midi dans l'entourage du président iranien, où l'on spéculait sur la nature des sanctions que pourrait appliquer Washington : rupture des rela-

tions diplomatiques et expulsion des diplomates iraniens et de quelque quarante mille étudiants poursuivant leurs études aux Etats-Unis, embargo sur toutes les fournitures, à l'exception de produits alimentaires et pharmaceutiques, voire un blocus maritime qui contraindrait l'Iran à « se jeter dans les bras des Russes ».

Les responsables, ici, craignent que les Etats-Unis ne soient en mesure de s'assurer la solidarité active de la plupart des pays arabes « conservateurs et hostiles à la révolution iranienne », ainsi que celle de plusieurs pays européens d'« obédience américaine ».

ÉRIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

La guerre civile a déjà fait au Tchad des milliers de victimes

La guerre civile a déjà fait des milliers de victimes à N'Djamena. Un éphémère cessez-le-feu a été rompu dimanche 30 mars, et les combats ont repris ce lundi matin.

L'ambassade de France a été transférée sur la base militaire française. L'exode de la population africaine se poursuit massivement vers le Cameroun.

La force neutre congolaise, chargée de veiller au respect des accords signés l'an dernier à Lagos, a été évacuée. Le général Eyadéma, président du Togo, a demandé la réunion du comité de médiation de l'Organisation de l'unité africaine, tandis que M. Ahidjo, président du Cameroun, lançait un appel à l'arrêt des combats.

Scènes hallucinantes à N'Djamena dans les hôpitaux de fortune

De notre envoyée spéciale

N'Djamena. — Le nouveau cessez-le-feu décrété dimanche 30 mars, à 12 h, dans la capitale tchadienne après une série d'échanges téléphoniques entre le président Oueddei Goukouni et M. Hissène Habré n'aura guère été mieux respecté que les précédents. Bien que les combats aient semblé diminuer d'intensité, des tirs d'armes automatiques et de mortars lourdes ont été entendus sporadiquement tout l'après-midi. Les deux chefs, des Forces armées populaires (FAP) et des Forces armées du Nord (FAN) avaient cependant diffusé un communiqué conjoint qui, outre le cessez-le-feu, demandait la réunion d'une commission mixte pour déterminer les deux lignes sur lesquelles les deux parties doi-

vent se retirer, la zone située entre ces deux lignes étant considérée comme neutre et placée sous le contrôle de patrouilles mixtes. Seul signe d'espoir, la commission s'est effectivement réunie pendant deux heures dimanche après-midi. Mais son principal résultat semble être le nouveau rendez-vous qui a été pris pour ce lundi.

La situation demeure extrêmement tendue dans la capitale tchadienne, qui est depuis maintenant dix jours le théâtre d'une bataille fratricide entre les troupes du président Oueddei Goukouni et celles du ministre de la défense, M. Hissène Habré.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite page 4.)

L'attentisme de M. Mitterrand peut favoriser M. Rocard

Les responsables de la majorité du P.S. s'accordent à qualifier d'« inopportunes » les déclarations faites ce week-end par MM. Pierre Mauroy et Michel Rocard, et commentent sévèrement la décision du maître de Lille de soutenir le député des Yvelines en vue de la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle, bien que ce dernier ait précisé qu'il n'est « pas candidat à la candidature ».

La démarche de M. François Mitterrand paraît, pour le moment, justifier l'optimisme des amis de M. Michel Rocard quant à l'éventuelle désignation de leur chef de file comme candidat pour 1981.

Exprimé plus nettement que jamais par le maître de Lille, dimanche soir, à Europe 1, l'accord entre MM. Rocard et Mauroy doit trouver dès mardi 1^{er} avril une traduction concrète dans la visite que le député des Yvelines doit effectuer ce jour-là dans la région Nord-Pas-de-Calais. M. Rocard répond à l'invitation d'un responsable qui a été le véritable trait d'union entre les chefs de file des deux courants minoritaires du P.S. : M. Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais.

JEAN-M. COLMBANI.

(Lire la suite page 8.)

Vingt ans d'indépendances africaines

Il y a vingt ans, durant toute l'année 1960, les républiques africaines issues de l'empire colonial français, puis du régime de la loi-cadre, accèdent à l'indépendance. Treize d'entre elles devaient être admises en deux groupes à l'ONU les 20 et 29 septembre, la Mauritanie ne devant l'être que l'année suivante.

Les célébrations de ce vingtième anniversaire ont commencé en Afrique le 1^{er} janvier, date de l'indépendance du Cameroun. C'est en août que le plus grand nombre d'États — notamment le

Niger, la Côte d'Ivoire, le Congo, le Gabon et le Tchad, aujourd'hui, déchiré par la guerre civile — accèdent à la souveraineté internationale. La série d'articles dont nous commençons la publication aujourd'hui, la réunion du septième sommet franco-africain, les 8 et 9 mai à Nice — se propose, après un rappel des conditions historiques dans lesquelles intervint l'indépendance, d'ébaucher un bilan de l'évolution de ces États sur les plans politique, économique et culturel au cours des deux décennies écoulées.

I. — Les enfants de l'équivoque

par GILBERT COMTE

L'histoire officielle entretient traditionnellement des rapports désinvoltes avec la vérité. Voici environ dix-huit mois, un document publié à Paris par le ministère de la coopération africaine, réuni en 1944 à Brazzaville par le général de Gaulle, le mérite d'avoir prévu « l'accession des territoires coloniaux à la responsabilité politique et à l'indépendance ». Un

ouvrage illustre inspira peut-être à l'auteur anonyme du document cette monumentalité inexistante. Dans les Mémoires d'espoir, publiés quelques semaines avant sa mort, l'homme du 18 juin avait en effet ses lecteurs avertis en prédisant avoir pris « le vaste sujet » des rapports avec l'outre-mer. « L'orientation nécessaire à des son premier passage au gouvernement.

tendus ni dérobades du programme relatif à l'émancipation fixée à Brazzaville, à l'émancipation rapide et complète de ses territoires africains. Ses choix comportaient beaucoup plus d'hésitations, d'ambiguïtés qu'il semble d'ordinaire, et quelques-unes de leurs conséquences compromettent toujours l'équilibre des jeunes États indépendants.

(Lire la suite page 5.)

Arthur Conte

Vers quel avenir ?



Plon

KARAJAN A SALZBOURG

Un « Parsifal » décevant pour une apothéose

Treize ans de « Pâques à Salzbourg », treize ans déjà que, grâce à Herbert von Karajan, l'enfant du pays, on découvre cette Salzbourg frileuse, au seuil du printemps, hésitant entre neige et soleil, et ces chatons, ces rubans, ces bouquets multicolores qui font cortège à la passion du Christ pendant la procession des Romaeux.

Treize ans pendant lesquels Karajan a édifié dans le vaste Palais des festivals le cycle complet des chefs-d'œuvre de Wagner, s'achève aujourd'hui avec « Parsifal », chef-d'œuvre pascal justement, où la mort et l'hiver cèdent au printemps de la résurrection et de la vie, avec cet « enchantement du Vendredi saint » que l'on découvre déjà dans les merveilleux coups de soleil qui coupent ici des arêtes diluviennes.

« Couronnement et apothéose » de l'œuvre de Wagner, « Parsifal » est-il aussi de l'œuvre de Karajan à Salzbourg ? D'une certaine manière, sans aucun doute ; un cycle se reforme et, après 1981, où « Parsifal » sera rejoué, nul ne sait la suite qu'il lui donnera, reprise

de mises en scène passées ou nouvelles, à moins qu'« alors », à soixante-quatorze ans, il ne décide de passer la main.

« Apothéose », ce « Parsifal » ? Sans doute à en juger par l'enthousiasme du public promptement réprimé par le maître, respectueux du caractère « sacré » de l'œuvre. Pourtant, cette représentation est loin de susciter un ferveur sans mélange. En attendant-on trop ? Cette fois, même la réalisation musicale ne paraît pas sans défaut.

La qualité de la Philharmonique de Berlin n'est certes pas en cause, mais on s'étonne que le discours marque souvent de subtilité, de force, de mystère, dans cette œuvre où Knappertsbusch nous subjugait de bout en bout, où Boulez déployait tant de magie. Malgré d'admirables passages (le prélude du deuxième acte, le Vendredi saint), Karajan ne semble plus aussi maître de la dynamique de ces immenses périodes où il excellait naguère.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 16.)

Le Monde

idées

LA TENSION INTERNATIONALE

Discordances atlantiques

par RENÉ FOCH (*)

FACE à la crise afghane, on aurait pu penser que les Occidentaux s'arrêteraient les rangs. C'est le contraire qui est en train de se produire et, pour commencer, les analyses divergent : est-ce un nouvel épisode du conflit Est-Ouest ? Est-ce au contraire un conflit Est-Sud d'un type nouveau, l'U.R.S.S. attaquant un pays en voie de développement ?

La question est fondamentale. Lorsque la France se battait en Indochine, désireuse de bénéficier de l'appui américain, elle présentait cette guerre coloniale comme un épisode du conflit Est-Ouest. Lorsque les G.I. prirent le relais de l'armée française dans les jungles vietnamiennes, c'était également au nom de la défense contre le communisme.

En réalité, même si les Vietnamiens bénéficiaient de l'aide militaire chinoise ou russe, il s'agissait, dans un cas comme dans

l'autre, d'un conflit Ouest-Sud que ni la France ni les Etats-Unis ne pouvaient gagner, car ni l'une ni l'autre de ces démocraties n'avait de raison d'occuper la péninsule indochinoise contre la volonté de ses habitants.

Dans l'affaire afghane, s'agit-il d'une manœuvre de grand style par laquelle l'Union soviétique tend à conquérir une position stratégique à portée des sources d'approvisionnement de l'Occident en pétrole ? C'est l'explication la plus courante à Washington.

S'agit-il au contraire d'une nouvelle étape dans la marche conquérante des Slaves en Asie centrale, même si elle se pare de motivations idéologiques ? Ce serait plutôt la thèse retenue dans les capitales européennes, dont la nôtre.

Des stratégies fort différentes

Ces interprétations divergentes mènent à des stratégies fort différentes.

Pour les Américains, et pour les Britanniques qui leur font écho, il s'agit de réagir avec la dernière vigueur, au moins verbale, à ce nouvel empiètement soviétique par une solidarité atlantique sans faille, par des mesures de rétorsion, économiques ou symboliques, par une présence navale américaine dans le golfe Persique.

Tout ceci, qui n'est pas inutile, est cependant d'une portée limitée. Les plus farouches partisans des sanctions économiques ou du boycottage des Jeux olympiques ne prétendent pas que ces mesures suffiront à obtenir le départ des Russes.

Quant à la présence navale dans le Golfe, présence américaine mais aussi, ne l'oublions pas, française, elle a une valeur politique certaine, vis-à-vis des Russes aussi bien que vis-à-vis des populations locales, mais son efficacité militaire serait limitée, car l'Amérique devrait agir loin de ses bases alors que l'armée soviétique est à pied d'œuvre et, de toute façon, il y a des limites à ce que des porte-avions puissent faire pour stopper des blindés.

Les Européens, quant à eux, se demandent s'il n'est pas plus conforme à leurs intérêts et à leurs possibilités d'action réelles de constater simplement que l'Union soviétique attaque à visage découvert un pays de l'islam et de tourner ce fait nouveau à leur avantage. L'islam, qui détent une part si importante du pétrole dont nous avons besoin, est devenu, on ne le répètera jamais assez, le premier partenaire commercial de la Communauté, aussi important que les Etats-Unis et le Japon ensemble, tant au point de vue de nos importations que de nos exportations.

Il n'y a aucune raison pour que ces différences légitimes envahissent le dialogue transatlantique, dès lors qu'elles sont clairement expliquées. Rappelons-nous pendant la dernière guerre les conceptions opposées des Américains, Britanniques, partisans d'une stratégie indirecte.

Au vrai, il ne s'agit pas de choisir entre ces deux stratégies, mais de les combiner : si l'objectif numéro un de l'Occident est d'empêcher l'Union soviétique de menacer ses approvisionnements en pétrole, il s'agit d'abord de faire comprendre à l'Union soviétique que ce serait un *casus belli*, et ceci justifie la présence de puissantes forces navales dans le Golfe. Il s'agit ensuite d'aider militairement les pays islamiques menacés par Moscou sans chercher pour autant à les enrôler dans le camp occidental. Une présence navale européenne dans le Golfe, des livraisons d'armes aux pays qui ont la volonté et la capacité de s'en servir, telle pourrait être la contribution des pays européens.

Au plan économique, la concurrence est inévitable, mais il est un objectif qui devrait être commun, c'est le recyclage des surplus pétroliers. Mais tout cela serait vain, et tout espoir de mobiliser l'islam contre l'agression soviétique s'illuse si on ne reconnaît pas le droit des Palestiniens à l'autodétermination.

Ces objectifs peuvent paraître fort éloignés de la crise afghane. Ils le sont beaucoup moins que l'éventuel boycottage des Jeux olympiques.

Il ne faut pas oublier que si la paix semble raisonnablement assurée en Europe même, il y a fallu le plan Marshall, l'alliance atlantique, la présence de trois cent mille soldats américains, la réconciliation franco-allemande, la création de la Communauté européenne, les efforts militaires des Européens, au total un effort sans précédent de solidarité politique, économique et militaire entre Occidentaux.

C'est un effort de solidarité du même ordre que les Occidentaux devront déployer vis-à-vis des pays du Moyen-Orient s'ils veulent sauvegarder leur civilisation industrielle et leur indépendance politique.

(*) Ancien fonctionnaire européen.

Bahrein n'est pas Phnom-Penh

par
DIDIER MOTCHANE (*)

L'INTERVENTION soviétique en Afghanistan annonce-t-elle la retour de la guerre froide ? On ne peut, en vérité, répondre sérieusement à cette question sans replacer la crise de la détente dans son contexte : la crise mondiale du capitalisme.

Tout se passe aujourd'hui comme si la politique étrangère des grandes puissances — et celle des moins grandes — servait de dérivatif et d'alibi à leurs difficultés intérieures. Au moment où le pouvoir soviétique se trouve confronté aux problèmes de la succession de M. Brejnev, tout se passe comme si les gouvernements occidentaux transformaient leur diplomatie en vitrine des campagnes électorales prochaines. M. Carter n'hésite pas à plonger le monde et son propre pays dans une quasi-psychose de guerre pour se débarrasser de la concurrence du sénateur Kennedy. Notre président de la République, après avoir évoqué dans son message de Nouvel An les perspectives de l'Apocalypse, ne manque pas de dénoncer — à New-Delhi — les dangers de la polarisation du monde par les blocs à laquelle il n'a cessé, aussi consciemment que discrètement, de subordonner la politique de la France.

Non pas que les périls que fait courir à la paix un équilibre mondial fondé sur un condominium russo-américain ne soient bien réels. On oublie seulement de dire qu'ils ne datent pas d'aujourd'hui. Si l'on fait mine brusquement de s'en apercevoir, ne serait-ce pas peut-être parce qu'une crise internationale est un bon moyen pour faire oublier le chômage et l'inflation, ou plus exactement pour les faire subir comme la fatalité d'une marée noire venue de l'autre bout du monde ? La droite au pouvoir recourt toujours au discours de la guerre pour faire oublier au peuple les promesses qu'elle n'a pas tenues et qu'elle serait d'ailleurs bien incapable de tenir sans mettre en cause les intérêts des privilégiés.

Qu'en nous fasse pas dire que nous prenons les chars soviétiques pour des rouleaux de l'Armée du salut et que nous suggérons de laisser passer l'invasion de l'Afghanistan sans protester et sans réagir. Mais il importe beaucoup que notre réaction soit celle d'une vraie démocratie, et non pas celle de la réaction tout court. Celle-ci a beau jeu de nous précipiter, au nom de la peur et de l'honneur, dans la guerre, du goulag et de la servitude, dans cette servitude volontaire que signale pour la France l'attribution comme pour ses habitants les fichiers électroniques de M. Bonnet.

Contrairement à bien des idées reçues, ou à bien des espoirs déçus, la fin de la guerre du Vietnam n'a pas marqué pour les Etats-Unis le début d'une époque de répit mais la possibilité d'un redéploiement de sa puissance. Si l'on envisage l'ensemble des événements qui ont achevé les relations internationales jusqu'à la crise actuelle, force est bien de constater le caractère globalement offensif de la politique américaine. Si ses fondations économiques et idéologiques demeurent inchangées, elle vise davantage, en passant des mains de l'équipe de M. Kissinger à celles de M. Brzezinski, à refouler la puissance soviétique qu'à lui faire contrepoids. Le rapprochement avec la Chine est

ainsi devenu une alliance de fait, dont un membre du gouvernement américain n'a pas craint d'évoquer à Pékin les prolongements militaires possibles.

Au Proche-Orient, en jouant à fond l'égypte de Sadate et l'Arabie Saoudite, les Américains ont réussi, au moins pour le moment, à éliminer de la région toute autre influence étrangère. En Europe, la programmation de l'installation des euro-missiles, préparée par une gigantesque opération d'intoxication psychologique destinée à accréditer l'idée d'un déséquilibre militaire en faveur de l'Union soviétique, apparaît, non seulement comme un défi à celle-ci, mais comme le moyen de resserrer la discipline du « monde libre », c'est-à-dire en l'occurrence la subordination politique et militaire de l'Europe occidentale au dispositif stratégique américain.

Des coups de boutoir

Il suffit d'avoir présent à l'esprit ce contexte mais aussi les difficultés intérieures et extérieures auxquelles le régime soviétique se trouve confronté pour donner aux interventions soviétiques (Ethiopie, Cambodge par Vietnam Interposé, Afghanistan) leur véritable caractère : celui de coups de boutoir qui, en tout cas dans la période actuelle, précèdent plus de la volonté de prévenir l'encerclement que de l'ambition de l'imposer à son tour.

L'Union soviétique se trouve, en effet, globalement acculée à la défensive. Ce n'est pas prendre à la légère la réalité de son gigantesque effort d'armement que de constater que celui-ci doit désormais compenser, objectivement comme à ses propres yeux, la faiblesse de ses positions idéologiques comme celles de son économie. L'Union soviétique a besoin du marché mondial capitaliste pour poursuivre son développement technologique et combler les insuffisances de sa production alimentaire.

La cohésion des pays satellites de l'Europe de l'Est lui pose un problème permanent. L'éclatement enfin du mouvement communiste international traduit la perte de son influence idéologique extérieure. Pour les pays du tiers-monde, l'Union soviétique a, depuis longtemps, cessé d'être un modèle : il ne lui reste, quand elle le peut, que le rôle de contrepoids.

Dans ces conditions, l'intérêt des

France comme ceux de la paix du monde exigeraient que la France s'oriente effectivement vers une attitude de non-alignement. Encore faudrait-il, pour cela, qu'elle sache définir sa propre ligne. Le projet socialiste le lui propose. Faut-il croire qu'il touche juste puisque nous voyons M. Giscard d'Estaing s'efforcer d'en reprendre certains termes dans ses discours ? Mais il ne suffit pas de changer de langage pour changer de politique. Célébrer le neutralisme en Inde et mettre l'armée française au service de quelques grandes compagnies en Afrique, parler d'indépendance nationale et laisser les entreprises multinationales coloniser la France et l'Europe procède bien d'une volonté cohérente, mais c'est celle d'un camouflage.

A Phnom-Penh, le général de Gaulle avait jadis expliqué au monde que la politique de la France n'était pas celle de l'Amérique. Il arrive à M. Giscard d'Estaing de nous offrir une pâle réplique d'un tel langage. A Bahrein, par exemple. Mais si le général de Gaulle, qui était un homme de droite mais qui incarnait tout de même la France, n'a pu réunir les moyens de sa politique, comment M. Giscard d'Estaing, qui est un homme de droite qui incarne mieux la droite que la France, pourrait-il en avoir la volonté ? A payer les autres en monnaie de singe, on n'est jamais que le singe de quelqu'un.

(*) Parlementaire européen.

Le désir de guerre

par THIERRY DE BEAUCÉ (*)

COLONIALE ou subversive, la guerre était devenue une affaire exotique. On avait pris son parti de l'ignorer. Mais voilà qu'elle revient, se rapproche et, parce qu'elle apparaît à l'horizon politique, chacun lui ordonne ses stratégies. Pour la première fois, la guerre propose un thème électoral. Il n'est plus question de « ramener les soldats », comme au temps de Nixon ou d'Eisenhower, mais brutalement de tension, de réarmement. Carter s'en trouve mécontent. Il n'aura pas fallu longtemps, après le « repli vietnamien », pour que l'Amérique reparte à l'envers dans des directions impériales et des mesures offensives. La déséquilibre — toujours relatif — des puissances et l'action violente des Soviétiques ne suffisent pas à expliquer ce retournement.

La préparation de la guerre est maintenant une donnée de l'économie. Aux Etats-Unis, le soutien de l'activité économique passe en partie par l'accroissement des dépenses militaires. L'administration veut rattraper une décennie de retard et évoque des plans supplémentaires de 100 milliards de dollars étendus sur cinq ans qui permettraient à la fois de sauver l'investissement et l'emploi et d'élever le taux de croissance d'un point. Avec 5,5% du P.N.B., les dépenses d'armement sont encore loin des proportions atteintes au moment de la guerre du Vietnam (10%). Ou de la guerre du Vietnam (9%). Mais la volonté est là de tenter de s'en rapprocher. L'Europe pour sa part a fait des choix parallèles.

Devant l'accroissement de la facture pétrolière, on attend d'une multiplication des dépenses d'armement dans le monde une solution partielle au déficit des balances des paiements. Les pays arabes rendus plus réticents devant l'industrialisation, depuis l'expérience iranienne, devront aussi consommer leurs surplus avec du matériel de guerre. Pendant ce temps, l'or, les matières premières stratégiques, l'indice des entreprises concernées par la guerre, dépendent d'une speculation sur la probabilité d'un conflit.

Nous entrons peut-être dans une nouvelle ère stratégique. A l'équilibre absolu de la terreur, s'est substituée une notion nouvelle de l'escalade qui passe insensiblement de la guerre conventionnelle à l'utilisation possible du nucléaire tactique. La miniaturisation des charges atomiques efface la frontière stricte qui isolait le risque de l'apocalypse. Dans l'excès des nuances, le degré vient maintenant se confondre avec la nature.

La dissémination atomique

Le renforcement des puissances régionales, la multiplication des centres de décision partielle, accroissent les dangers de cette confusion stratégique. Quelle que soit la valeur des nouveaux arsenaux, la dissémination atomique se profile que nul ne saura plus contrôler. En effet, le risque fort d'un désamorçage s'ajoute à la différence de la période précédente. Il paraît aujourd'hui plus nécessaire aux Grands d'affirmer leur présence sur le terrain pour répondre à toute la gamme des situations possibles. Tandis que les Soviétiques s'installent en Afghanistan, les Américains recherchent de nouvelles bases dans la zone. Il n'a pas fallu vingt ans après la décolonisation pour que des pays moins jaloux de leur indépendance nationale ou la concevant différemment — je pense à l'Egypte — leur proposent de

s'implanter chez eux et essent des refus prudents.

Pendant ce temps, la situation économique reste bloquée, avec tout ce que cela comporte de risques de déstabilisation ou de crises politiques. Le prix du pétrole ne cesse de monter et les pays fournisseurs se sentent autant menacés par l'étranger que par leur évolution interne. La faillite économique de l'U.R.S.S., l'accroissement de ses besoins énergétiques, révoquent un nouvel intérêt pour l'extérieur qui se traduit chez elle par des tentations impérialistes, d'autant plus que les Etats-Unis menacent de l'isoler en limitant à la fois son approvisionnement alimentaire et ses fournitures technologiques. Le tiers-monde est affamé. Quelles seront les conséquences d'une régression sans espoir ? Nous pouvons déjà les

(*) Ecrivain.

chiffrer chez nous, puisque 80% des exportations européennes en biens d'équipement vont vers le tiers-monde et qu'accablé par la hausse pétrolière il ne sera plus capable de les payer.

Fautes à ces données nouvelles, l'Occident prend son temps pour effectuer une restructuration industrielle véritable, réformer le système monétaire ou se conformer à l'évidence de la rareté et du haut coût de l'énergie. Sur la carte du monde, la multiplication des zones à fort risque (celles qui font la « une » des journaux) traduit ces tensions plus profondes, l'engrenage.


Après la seconde guerre mondiale, le travail doctrinal cherchait à se débarrasser de la guerre comme méthode d'évolution des sociétés. La révolution, la lutte des classes, les violences limitées du terrorisme, se substituaient à la simple confrontation des armées. Les idéologies du développement imaginaient des solutions éconômiques. Le capitalisme — foi-technocratique — chiffrait ses espérances objectives. Mais, aujourd'hui, le monde sans utopies retrouve son cynisme primordial. Les rêves que larguent des générations désempantées laissent la place à la force nue, à la guerre.

La militarisation des esprits est devenue une évidence de la guerre. Beaucoup imaginent une guerre que feraient les autres et qui permettrait de débloquer les situations. On en parle. On en mesure les nécessités. On s'y habitue surtout. Pour que l'attente cesse, le désir en monte confusément. L'engrenage est enclenché.

L'AFRIQUE AUX AFRICAINS

20 ans
d'indépendance
en Afrique
noire
francophone

**PIERRE
BIARNES**



Témoin privilégié de cette vaste région d'Afrique depuis vingt ans, Pierre Biarnès, correspondant du "Monde", analyse ici sans agressivité européenne mais sans complaisance revêche une évolution qui nous concerne tous.

ARMAND COLIN

مكتبات الأصل

مكتبة الامم المتحدة

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
ACC. NO. 27102
CLASS NO.
DATE 22 NOV 1980

Le Monde

étranger

LE MONDE — Mardi 1^{er} avril 1980 — Page 3

LA TENSION ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'IRAN

Le gouvernement américain cherche à apaiser une opinion dont l'impatience grandit

Washington. — Les porte-parole officiels ont passé leur week-end à répéter que ni le président Carter ni aucun autre responsable américain n'avaient envoyé de « message » à l'imam Khomeiny, mais ce nouvel épisode de la crise iranienne n'en fait pas moins grand bruit. M. Powell, porte-parole de la Maison Blanche, a admis dimanche la véracité de l'information diffusée par le gouvernement iranien selon laquelle celui-ci a servi d'intermédiaire entre Washington et Téhéran à diverses reprises. La précision apportée le même jour par M. Chobazadeh selon laquelle ce mystérieux message n'était pas une lettre mais une communication orale a également réduit la différence entre les versions des deux capitales.

Rifin, le contenu de cette communication telle qu'elle a été diffusée par Téhéran ne paraît pas excessivement éloigné des positions exprimées en privé, et parfois même en public, par des responsables américains. Le passage le moins plausible est celui dans lequel le président américain dit « se rendre compte que l'occupation de notre ambassade a pu être considérée comme une action compréhensible de la part de la jeunesse de Téhéran ». Des représentants du gouvernement se sont référés à cette phrase pour affirmer que le message n'est qu'une « fantaisie ».

Mais l'on ne saurait exclure que M. Carter ait choisi de jouer le tout pour le tout pour convaincre les dirigeants iraniens de sa bonne volonté et qu'il s'agit d'apaiser les susceptibilités de l'imam Khomeiny, il ait utilisé un langage inhabituellement conciliant. Les références aux attentats terroristes faits par le passé à propos du Chili et du Nicaragua

De notre correspondant

sont dans la ligne de ce que divers responsables avaient envisagé ces derniers temps. Le 8 mars M. Carter avait admis, parlant en privé à quelques journalistes, que les États-Unis étaient prêts, sinon à s'excuser pour leur politique passée envers le chah, du moins à exprimer leur « préoccupation » à propos des répercussions de ce passé sur l'état présent des relations américano-iraniennes. Le 26 mars, M. Vance avait donné son accord à une proposition de M. Chah, président de la commission sénatoriale des affaires étrangères, en faveur de la rédaction d'un Livre blanc sur les relations entre les deux pays.

« Fermentation »

C'est à tous ces facteurs que M. Powell faisait allusion lorsqu'il a parlé dimanche de l'état de « fermentation » dans lequel la crise est entrée. En réalité, la Maison Blanche ne sait plus que faire depuis bien longtemps déjà, mais surtout depuis l'échec de la mission d'enquête de l'ONU à Téhéran pour trouver une issue à la crise. De l'essai de calmer une opinion qui s'impatiente et des adversaires politiques qui commencent à en tirer parti sur le plan électoral, les conseillers de M. Carter ont parlé de « nouvelles mesures » qui seraient « à l'étude » pour renforcer la pression sur l'Iran. Il est notamment question de décréter dans les prochains jours un embargo « officiel » sur le commerce avec ce pays — une mesure largement appuyée puisque les échanges sont déjà pratiquement au point mort, mais dont l'an-

nonce était sans cesse différée depuis janvier — et aussi de réduire encore le personnel de l'ambassade iranienne à Washington.

Mais l'on exclut plus que jamais les actions belliqueuses, puisque toute pression de cet ordre ne pourrait que réduire la marge de manœuvre du président Bani Sadr, considéré comme le principal espoir. Aussi bien, les tentatives menées ces derniers temps allaient toutes dans le sens de la conciliation. Le raidissement récent des dirigeants iraniens à l'égard de l'Union soviétique a évidemment encouragé la diplomatie américaine à persévérer dans cette voie. Le fait que le message prêt à M. Carter se réfère au discours — vivement apprécié par Téhéran — et les démentis de Washington compliquent encore une situation déjà inextricable en aggravant les implications de politique intérieure dans les deux camps. La seule possibilité que M. Carter se soit dit prêt, même sous une forme voilée, à baisser pavillon devant les nationalistes iraniens lui a déjà valu des critiques de ses adversaires républicains. M. Bush a affirmé qu'une attitude « d'autoritarisme et d'excès » ne pourrait que conduire à de nouvelles prises d'otages. Le candidat à la présidence a dénoncé la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran et l'aggravation des sanctions économiques. Son concurrent, M. Reagan, se prononce pour sa part pour un embargo aux opprimés du monde et les exportations de pétrole, allant de pair avec d'autres mesures d'« extrême pression ».

MICHEL TATU.

Washington envisage de nouvelles sanctions

(Suite de la première page.)

Les messages reçus dans la journée de dimanche des chefs de gouvernement de l'Europe des Neuf, qui insistent pour que les otages américains soient libérés, ont été ressentis ici comme autant de « coups de poignard dans le dos ».

Les dirigeants iraniens n'ont pas grand moyen de riposte. On parle de la fermeture à Téhéran de six ambassades occidentales et de l'expulsion de leurs diplomates. On envisage encore des mesures dans le domaine pétrolier qui « provoqueraient des bouleversements dans le système monétaire mondial » et qui « feraient dégringoler le dollar ».

Mais ceux qui profitent de telles menaces en privé finissent par admettre que peu de pays de l'OCPE sont susceptibles de suivre l'Iran sur de telles voies aventureuses. Ils rappellent à ce propos que l'Arabie Saoudite accroît sa production d'hydrocarbures au moment où, pour des raisons techniques notamment, les disponibilités pétrolières de l'Iran sont réduites au quart de ce qu'elles étaient sous l'ancien régime.

De longs débats au Conseil de la Révolution

Les difficultés de trésorerie, redoutées en outre, viendraient s'ajouter à la pénurie de produits de consommation courante, conséquence d'un éventuel embargo américain-européen, pour susciter une situation explosive dans le pays. On signale à ce propos un regroupement des forces de l'opposition royaliste, qui ont tenu récemment une conférence à Saad, et l'arrivée au Kurdistan iranien du général Oveissi. L'ancien gouverneur militaire de Téhéran dans les dernières semaines de la monarchie peut compter, en outre, sur le soutien d'environ quinze mille guerriers kurdes recrutés dans les tribus toujours fidèles à l'ancien chah. Parallèlement, les attentats et les sabotages dans les régions pétrolières du Khouzistan, attribués à des « terroristes » et à des « agents du trahison », se multiplient depuis quelques semaines.

L'ultimatum américain a suscité des débats dans le Conseil de la Révolution, dont la réunion a duré plus de quatre heures. Le chef de la diplomatie, M. Sadegh Ghotbzadeh, a défendu avec détermination son point de vue : les « étudiants islamiques » devraient être expulsés sans tarder de l'ambassade américaine et les otages placés sous la garde des forces de l'ordre ; la Croix-Rouge internationale devrait ensuite être autorisée à vérifier l'état de santé des diplomates américains. C'est ainsi qu'il a soutenu que les États-Unis admettraient que le sort des otages soit réglé par le futur Parlement iranien, conformément au vœu de l'imam Khomeiny.

Le « repentir » du président Carter

C'est sans doute pour favoriser un rapprochement entre Téhéran et Washington que le chef de la diplomatie iranienne défend avec passion l'authenticité de la lettre que le président Carter aurait adressée à l'imam Khomeiny le 28 mars dernier et rendue publique dimanche par M. Ghotbzadeh. Cette missive comme une « grande victoire » pour l'Iran. Tant le contenu que la forme conciliaient des propos prêts au chah de la Maison Blanche (qu'on lira par ailleurs) ont permis à certains journaux favorables à un compromis avec les États-Unis d'annoncer en manchette : « Le repentir du président Carter ». Cependant, quelques indices alimentent le scepticisme de certains observateurs. Ceux-ci soupçonnent que le message, transmis verbalement par une chaîne d'intermédiaires s'étendant de Washington à Téhéran en passant par Paris, a été tronqué pour amadouer l'imam Khomeiny avant de le persuader de transférer les otages à la garde des forces de l'ordre. La manœuvre aurait eu un autre objectif : faire avorter la mission entreprise à Téhéran par l'ancien ministre iranien des affaires étrangères, M. Sean MacBride, invité en consultation par M. Bani Sadr. Tandis que le président de la République s'entretenait dimanche matin avec son hôte, M. Ghotbzadeh n'hésitait pas à soutenir, au cours d'une conférence de presse, que le projet de règlement proposé par M. MacBride pour résoudre la crise irano-américaine servait ni plus ni moins « la propagande et les intérêts du communisme international ».

Le président Bani Sadr, qui tient en haute estime l'ancien chef de la diplomatie irlandaise (défenseur du prix Nobel du prix Lenine), dans un discours de distinction américaine, l'améri-

can Medal of Justice), avait envisagé un moment d'infliger un châtiment démentiel à son ministre des affaires étrangères. Il a finalement choisi une voie plus efficace : il a soumis, dès dimanche soir, le projet MacBride (qui a été amendé dans un sens plus favorable aux États-Unis) au Conseil de la Révolution, qui l'a approuvé par un vote quasi unanime. Peu après, le chef de l'État remettait le texte à M. Ahmed Khomeiny, qui devait le présenter à son père lundi matin. Si le guide de la révolution devait l'approuver à son tour, estimait-on dans les milieux informés, une issue honorable pour les deux parties pourrait être trouvée.

Le nouveau projet de « tribunal de Nuremberg »

M. MacBride, qui est reparti pour Dublin lundi matin, en compagnie des deux avocats américains du gouvernement iranien, MM. Leonard Boudin et Jim Abouresk, se rendait à Washington dès qu'on le lui demandait pour soumettre ses propositions à M. Cyrus Vance, avec lequel il entretenait d'excellentes relations. Deux articles en particulier de son projet sont conçus pour satisfaire les États-Unis :

« Le tribunal de Nuremberg » qui serait constitué par les Nations unies, serait chargé de juger l'ancien chah *in absentia*, mais, en revanche, n'aurait aucune compétence pour examiner les accusations de « connivence » lancées par l'Iran contre l'administration américaine. Encore plus intéressant pour les États-Unis : les otages seraient libérés très rapidement pour la plupart, avant même l'ouverture du procès de Khomeiny, qui eût dû interrompre récemment sa mission à Téhéran, mais au contraire lui attribuer de nouvelles et importantes fonctions.

Le texte du compromis, laborieusement négocié samedi et dimanche entre l'ancien diplomate irlandais et le président de la République iranienne, sera gardé secret jusqu'à son approbation tant par l'imam Khomeiny que par le président Carter. On se demande cependant si la tension engendrée par l'ultimatum américain, l'impatience du président Carter et les pressions nationales en Iran permettront la reprise du dialogue entre Téhéran et Washington.

ÉRIC ROULEAU.

Le texte de la lettre attribuée au président Carter

Téhéran (Reuter). — Les autorités iraniennes ont rendu public, dimanche soir 30 mars, le texte de la lettre que le président Carter aurait écrite à l'imam Khomeiny. Voici ce texte :

« Message personnel du président Carter à S.E. l'imam Khomeiny pour être transmis par S.E. M. le ministre des affaires étrangères Sadegh Ghotbzadeh. »

« Excellence, »

« J'ai eu la possibilité de lire votre message adressé au peuple iranien le 21 mars. Je le consi-

dère comme une pièce clé pour l'avenir de votre pays. »

« Dans ce message, vous avez aussi fixé votre choix en politique internationale. Cela nous concorde. Je suis d'accord que la paix du monde demande de nouvelles relations entre les États, surtout le respect de la souveraineté des nations et le droit à l'autodétermination des peuples. »

« Je tiens à vous dire que ces deux principes sont exprimés par vous et le président Bani Sadr sont mes principes, et nous avons prouvé au monde notre décision de les rendre effectifs, soit au Nicaragua, soit en Afghanistan, ou devant une probable menace à la souveraineté de la Yougoslavie. »

« Je tiens à vous dire que mon gouvernement a hérité d'une très délicate situation internationale, produite d'une autre politique, d'autres circonstances qui nous ont tous amenés à commettre des erreurs dans le passé. »

« Le grand avantage de la démocratie américaine est qu'elle a toujours su reconnaître ou condamner ses erreurs. Nous avons donné notre accord à la commission d'enquête au Congrès américain pour éclairer la vérité des faits. graves d'intervention américaine comme dans le cas du Chili, et cette commission d'enquête a pris de très importantes décisions condamnant cette intervention. (...) Le président Bani Sadr a été prévenu par nous que nous sommes prêts à conduire cette commission d'enquête aux États-Unis dans le cadre d'un programme qui puisse permettre le règlement de cette crise entre nos deux nations. »

« Nous avons fait savoir aussi au président Bani Sadr que nous sommes disposés à faire un grand effort et donner les satisfactions nécessaires au peuple iranien pour résoudre par la voie pacifique les différends qui opposent nos deux gouvernements. Je peux comprendre tout bien que la prise de l'ambassade de notre pays chez vous pouvait être une réaction compréhensible de la part de la jeunesse iranienne. Mais le temps s'est écoulé, et j'ai des raisons sérieuses d'avoir des doutes sur les vraies motivations de ceux qui ont pris notre ambassade. »

« Cette occupation aujourd'hui crée de gros problèmes à notre et à notre gouvernement. Elle finit par être un élément de discordie à la crise actuelle et d'établir ces nouvelles relations que vous signalez et que nous acceptons sur la base de l'égalité et du respect mutuels. Nous sommes prêts à la reconnaissance des réalités nouvelles nées de la révolution iranienne. Ceci demeure notre objectif et notre espoir puisque, si seulement, je considère que nous poursuivons un seul et même objectif : la paix du monde et l'établissement de la justice pour les peuples. Depuis ce moment où l'ancien chah déchu est parti des États-Unis où il avait été accueilli pour des raisons humanitaires et dans des buts médicaux,

mon gouvernement a décidé de ne pas intervenir dans ces problèmes. Son départ de Panama est une décision de l'ancien chah personnellement et nous sommes tout à fait étrangers à la négociation établie par lui-même avec M. Sadegh pour trouver refuge en Égypte. Nous ne voulons pas que cela puisse prêter à équivoque. Nous nous sommes opposés à son retour aux États-Unis, nous avons même refusé de le laisser entrer dans des hôpitaux américains et par des médecins américains. »

« Nous avons communiqué au président Bani Sadr toutes les informations que nous tenons sur l'état de santé de l'ancien chah. »

« Je considère essentiel de maintenir le principe de division totale des deux problèmes. La crise entre nos deux pays doit être résolue par la volonté et la capacité de nos gouvernements d'être conjointement à la réalité et l'intérêt d'un avenir sérieux pour nos peuples. Je tiens à vous signaler qu'il est des fois que le problème immédiat sera résolu par le transfert des otages sous la responsabilité du gouvernement iranien, nous sommes prêts à adopter une attitude raisonnable et amicale en ce qui concerne la résolution des nombreux problèmes bilatéraux existant entre nous. On nous a recommandé la création d'une commission qui joindra à l'ensemble de nos deux questions bilatérales. Nous sommes prêts à accueillir favorablement cette idée et nous pourrions concevoir un moyen de faire nos deux pays d'une manière équitable et honorable pour tous. Je vous en suis très reconnaissant. Nos peuples vous en seront très reconnaissants. Je me permets de vous signaler qu'à mon humble opinion le temps et les ennemis déraisonnables de nos relations politiques respectifs travaillent contre nous. »

« Avec mon plus grand respect, »

« Jimmy Carter. »

LISEZ

Le Monde de L'Éducation

Numéro d'avril

L'ORIENTATION APRÈS LA CINQUIÈME ET LA TROISIÈME

- La formation des architectes
- Jeunes Africains à Paris

En vente partout : 7 F.

FRANCOIS MAURIAC

PAR JEAN LACOUTURE

Une communion indoue. Tout en restant critique et en n'omettant rien, l'auteur nous plonge littéralement dans le monde cafre d'un enfant prodige et prodigue.

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

Un grand livre, croyez-moi. En vérité un très grand livre.

Henri Guillemin / Sud-Ouest Dimanche

Un biographe exceptionnel.

L'Express

L'ouvrage de Lacouture est parfait, excellent, un modèle du genre. Irréprochablement honnête.

François Nourissier / Le Figaro Magazine

Derrière l'artiste c'est une des quelques grandes consciences de notre temps que son biographe salue sans pitié aveugle mais avec une ferveur qui relie ces pages d'allégresse. Vous attendiez un écrivain et vous en trouvez deux.

Michel Winock / Le Matin

648 pages, plus 32 pages de photos

PROCHE-ORIENT

Egypte

Une manifestation d'étudiants intégristes contre le chah aurait fait un mort à Assiout

De notre correspondant

Le Caire. — Selon un communiqué du dimanche 30 mars des Groupements islamiques universitaires (association fondamentaliste) publié pour la première fois avec sa traduction en anglais, ce qui dénote apparemment un soudain changement d'attitude, les étudiants intégristes égyptiens d'Assiout ont manifesté contre le chah d'Iran, le vendredi 28 mars, à l'occasion d'une manifestation contre la présence en Egypte de l'ancien chah d'Iran.

Comme au Caire deux jours auparavant (le 28 mars), les étudiants intégristes ont manifesté leur opposition à l'installation dans leur pays de l'ancien chah d'Iran. Mais si, dans la capitale, la manifestation, qui, d'ailleurs, n'avait attiré qu'un nombre relativement réduit de participants, s'est déroulée sans incident, à Assiout, la manifestation a pris la forme d'un défilé dans le centre ville. Repoussés par les forces de l'ordre — on parle de brigades anti-émeutes armées de bâtons et de boucliers — les manifestants ont voulu quand même passer. Dans la mêlée, et sans que l'on soit sûr que des coups de feu aient été tirés, il y aurait eu, selon les intégristes, un mort, au moins six blessés graves et une cinquantaine d'interpellations. Ni les sources gouvernementales ni la presse officielle n'ont encore donné leur version de ces événements.

Un autre communiqué publié au Caire le dimanche 30 mars par le siège pontifical copte orthodoxe de Saint-Marc a attiré l'attention sur Assiout, ville d'un demi-million d'habitants, dont approximativement la moitié sont chrétiens et qui est connue pour être la cité la plus dure du pays. Au printemps 1979, Assiout et une autre ville universitaire de Haute-Egypte, Minieh, avaient été le théâtre d'incidents anti-croisés répétés qui avaient conduit le pape à aller prendre lui-même le taureau par les cornes sur place (le Monde du 30 avril 1979).

Le texte annonce que l'Eglise nationale d'Egypte a renoncé à « élever officiellement cette année la fête de Pâques » le 6 avril prochain, pour protester contre « les incidents dont ont été victimes des chrétiens » de la partie intégriste (islamiques) à Assiout et à Alexandrie.

Il faut remonter aux périodes les plus sombres des persécutions islamiques ou mamelouques pour trouver une décision semblable dans l'histoire de l'Eglise copte. En outre, toutes les réjouissances pascales sont annulées, et le patriarche copte orthodoxe Chénouda III se retirera à partir de Pâques avec ses cinq cents évêques dans un monastère du Wadi-Natroun, à l'ouest du delta, « pour y prier et s'y recueillir ». Chénouda III a demandé au patriarche

copte catholique Stephanos IV d'adopter une attitude similaire. Selon certaines informations non officielles, la manifestation d'Assiout contre le chah aurait dégénéré en violence contre des chrétiens. Quant à la mention d'Alexandrie dans le communiqué, elle se rapporterait aux tentatives d'attentats intégristes, commises dans deux églises alexandrines pour la Noël copte, le 6 janvier dernier (le Monde du 26 janvier).

Au Caire, où tout paraît calme pour le moment, on relève que des membres des brigades anti-émeutes ont été déployés au cours du week-end autour de l'hôpital militaire de Madiouh où se trouve le chah, qu'a rejoint sa sœur jumelle, la princesse Ashraf. D'autre part, la surveillance policière a été renforcée aux alentours de bâtiments universitaires comme la faculté de médecine de la principale université de la capitale, cette faculté passant pour être l'un des bastions de l'intégrisme étudiant.

Quant à l'ancien souverain iranien, opéré le vendredi 28 mars par un chirurgien américain d'origine libanaise, le docteur Michel Deakay, assisté par le docteur Georges Mandour, hémato-oncologue français de l'hôpital Saint-Louis à Paris, et par des praticiens égyptiens, il a bien supporté l'ablation de la tumeur. Selon le docteur Deakay, Mohamed Reza Pahlavi devrait pouvoir quitter l'hôpital dans dix jours et « mener une vie normale et très active durant de nombreuses années ». On ignore toutefois si le cancer du système lymphatique pour lequel le chah avait subi ces derniers mois une intervention chirurgicale aux ganglions du cou, à New-York, est totalement guéri.

Sans plus attendre, le pape a décerné l'ordre de la République à tous les médecins étrangers et égyptiens ayant participé à l'opération du chah au Caire. Ce geste, simplement protocolaire aux yeux de certains, risque d'acquiescer à l'irritation des fondamentalistes qui voient dans le droit d'asile offert au chah par le pape un « défi à l'Islam ».

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

AMÉRIQUES

L'ENCHAÎNEMENT DES VIOLENCES AU SALVADOR

Plus de trente-cinq personnes ont été tuées lors des obsèques de Mgr Romero

Les funérailles de Mgr Oscar Arnulfo Romero, célébrées le dimanche 30 mars, ont dégénéré en affrontements sanglants dont le bilan provisoire est, selon la Croix-Rouge, de trente-cinq morts et plus de deux cents blessés. Certains des victimes ont été tués par balles alors que d'autres étaient écrasés par la foule.

Les incidents ont débuté alors qu'environ deux cent mille personnes assistaient à la cérémonie. C'est à ce moment que des coups de feu ont été tirés. Des scènes de panique s'ensuivraient au cours

L'assassinat de Mgr Romero, le lundi 24 mars, attribué généralement à un professionnel payé par l'extrême droite, ne pouvait qu'entraîner le pays dans une nouvelle vague de violence. Les incidents sanglants du dimanche 30 mars, à l'occasion de ses funérailles, pourraient constituer aux yeux de beaucoup de Salvadoriens et d'observateurs étrangers la deuxième étape d'une entreprise visant à conduire le pays à une guerre civile ouverte.

Desquels des milliers de personnes, affolées par les explosions des cocktails Molotov et le crépitement d'armes automatiques, se précipitèrent vers la cathédrale pour s'y réfugier. La foule, entassée dans une chaleur accablante, les quelques mille réfugiés, blessés, pleurant ou prosternés, attendaient une heure que la fusillade prenne fin, avant de pouvoir sortir, les mains en l'air, chemise ouverte pour bien montrer qu'ils ne portaient pas d'armes.

Dès 8 heures, des milliers de personnes étaient réunies devant la cathédrale où devait avoir lieu la messe funéraire, tandis qu'environ quarante mille militants de gauche se regroupaient dans le parc Cuscatlan, à 1 kilomètre et demi du centre de la ville, avant d'entamer une marche de protestation vers la cathédrale.

À 11 heures, le cardinal Corripio Ahumada, archevêque de Mexico et représentant du pape, commença la célébration du service religieux. Les incidents ont éclaté à 11 h 45. Les témoignages sur les circonstances exactes du déclenchement de la fusillade sont contradictoires. Un porte-parole de la commission salvadorienne des droits de l'homme a déclaré que les premiers coups de feu avaient été tirés après que des extrémistes de droite, poètes dans les locaux

du Palais national, eurent jeté des grenades à fragmentation sur le cortège des militants de gauche. Un autre témoin affirme que la fusillade commença aussitôt après l'explosion d'une bombe distributive de tracts révolutionnaires. Certains témoins, enfin, estiment que des bombes et cocktails Molotov n'ont explosé qu'après que des coups de feu eurent été tirés des toits des immeubles avoisinants comme la façade de la cathédrale, alors même que le service religieux s'y déroulait.

Mgr James O'Brien, qui représentait les catholiques britanniques aux obsèques, estime que la fusillade était le fait des forces de l'ordre. « C'était, a-t-il dit, un défilé paisible et ordonné, mais les forces de sécurité ont réagi en faisant exploser de petites bombes et en ouvrant le feu ».

Les militants de gauche, dont un grand nombre étaient venus aux obsèques, ont sorti pistolets, cocktails Molotov et armes automatiques pour tirer sur les troupes et les forces de sécurité. Les « milices de sécurité » de la coordination révolutionnaire de masses sont intervenues tout autour de la cathédrale. L'armée a vu rétablir l'ordre dans la rue, a-t-il déclaré, dimanche soir, le gouvernement, dans un communiqué radiodiffusé, a communiqué que les groupes de gauche d'avoir voulu

s'emparer du cadavre de Mgr Romero à des fins de propagande lors des obsèques de l'archevêque assassiné. Il affirme qu'aucun incident n'était survenu avant l'arrivée, devant la cathédrale, des militants de gauche. Les actes de violence, selon le communiqué, ont éclaté quand l'envoyé du pape, Mgr Corripio Ahumada, a lancé un appel à la paix et demandé que la mort de Mgr Romero ne serve pas de prétexte à la violence.

« Il n'y avait pas dans les rues de San-Salvador d'agents des forces de l'ordre, et cela, le peuple salvadorien l'a constaté », a indiqué le communiqué.

La Coordination révolutionnaire de masse, qui regroupe la plupart des organisations de gauche, a pour sa part rejeté la responsabilité des incidents sur les groupes d'extrême droite et des agents en civil qui auraient attaqué le cortège.

« A Paris. — Une manifestation d'adieu en hommage à la mémoire de Mgr Oscar Arnulfo Romero, a été organisée, dimanche 30 mars en fin d'après-midi, devant l'ambassade du Salvador. Elle a réuni environ deux mille personnes et s'est déroulée dans le calme ».

Dès 15 heures, à l'appel d'organisations latino-américaines et d'associations d'inspiration chrétienne, d'innombrables branches de bûles ont été déposées autour d'une photographie de Mgr Romero. Les organisateurs avaient voulu, en ce dimanche des Rameaux, qui rappelle la Passion du Christ, associer à ce souvenir celui de l'archevêque, victime de son combat en faveur des plus déshérités. Pour la première fois, de véritables délégations composées de religieux et de laïcs sont venues des différentes paroisses de la capitale manifester leur solidarité avec le peuple du Salvador.

Un échec pour l'O.U.A. Le colonel Kamougue — dont, mis à part cet accrochage, les troupes n'ont pas encore participé directement au combat — se serait retiré à 5 kilomètres au sud du Chari, d'où il bombarde les positions tenues par les AN. Chez les FAN, on accuse non seulement les adversaires tchadiens, mais aussi les libyens, qui, dit le vice-président, M. Idress Miskine, « par leur action intermédiaire, sont directement mêlés aux combats ».

Ici, pas de doute, l'origine de cette nouvelle vague de violence est due aux provocations des FAP et des FAR, front d'action commune, rassemblement de plusieurs tendances plus ou moins inspirées de l'étranger et en particulier par la Libye.

Le jour même, dimanche 30 mars, a été un nouvel échec pour l'O.U.A. avec le début du rapatriement par des Antonov des huit cents Congolais de la force neutre venue à N'Djamena en janvier pour aider à la démission de la ville : ces Congolais, qui ont eu un mort, un homme tué par une balle perdue, dans la journée de samedi. Une fois de plus, l'Organisation de l'unité africaine aurait fait la preuve de son inefficacité, et une chose est certaine : les Tchadiens veulent régler leur problème entre eux, sans se laisser entrainer une nouvelle fois dans d'inutiles conférences à l'étranger.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

Mali

Le président TRAORE annonce la libération des étudiants récemment arrêtés

Bamako (A.F.P.). — Le président malien Moussa TRAORE a annoncé samedi 30 mars, à Bamako, sa décision de libérer tous les étudiants et élèves arrêtés récemment, au cours d'une réunion d'information de cadres du parti unique de l'Union démocratique du peuple malien (U.D.P.M.).

AFRIQUE

LA GUERRE CIVILE AU TCHAD

Scènes hallucinantes à N'Djamena dans les hôpitaux de fortune

(Suite de la première page.)

La moitié de la population africaine a déjà fui vers le Cameroun, tandis que la presque totalité de la colonie étrangère a quitté le pays. Située à environ 500 mètres du P.C. du président Ouéddei Goukouni, l'ambassade de France a été évacuée samedi en début d'après-midi. L'ambassadeur ainsi que le personnel diplomatique se sont réfugiés sur la base militaire française.

N'Djamena est une ville complètement morte dans sa partie européenne. Les combats dans le quartier, c'est-à-dire autour de la cathédrale, de la présidence, du Musée du Tchad et de la mairie, ont été très violents et les impacts de balles comme les obus non explosés qui jonchent l'avenue ombragée qui longe le fleuve témoignent de la violence des affrontements. Dimanche, la ligne de front, le long du Chari, se situait autour de la place de la cathédrale, derrière laquelle est installé le camp du 13-Avril. Les troupes de M. Hissène Habré.

La façade de l'ambassade des Etats-Unis sur laquelle flotte toujours le bannière étoilée est criblée de trous.

Les blessés se comptent par milliers et une visite à l'hôpital central, à l'antenne montée par le C.I.C.R. (Comité international de la Croix-Rouge) dans l'université ou à l'hôpital de la base militaire française permet de mesurer l'ampleur du drame.

Face à la mairie, l'hôpital civil de N'Djamena offre un spectacle d'horreur. Dans les couloirs maculés de sang gisent un peu partout des blessés parmi lesquels le tri est difficile à faire. Arrivés mardi dernier, l'équipe du C.I.C.R. n'a pu recueillir que des blessés récemment atteints, les autres étant le plus souvent déjà victimes de septicémie. Les plus gravement touchés reçoivent quelquefois des soins mais sont abandonnés à leur sort. Les opérations de longue durée ont été interrompues car « deux heures pour sauver un homme, c'est en retarder deux autres à la mort » reconnaît un médecin. Alors on extrait les balles, on panse, on ampute et l'on dégage la place pour les nouveaux arrivants.

L'hôpital situé en pleine zone de combat n'a plus d'eau et l'on vide systématiquement les piscines pour tenter de remédier au problème. Un coopérant français, resté sur place, assure avec les moyens du bord la marche intermittente du groupe électrogène. Dans la cour, trois obus non explosés sont signalés par

de petits drapeaux. Samedi matin, au milieu de cette misère, les médecins célébraient une petite victoire de la vie. Ils avaient réussi à sauver une femme enceinte de neuf mois atteinte d'une balle au côté. Son bébé extrait par césection repose sous un lit dans une poêle à chaussures simplement protégée d'une gaze.

À côté de chaque blessé, un ou plusieurs membres de la famille veillent, et dans cette chaleur écrasante on se contente souvent d'agiter au-dessus du malade un chape-mouchoir. A l'université, trois coopérants suisses, aidés par quelques civils français, ont installé un centre de soins. Une salle de chirurgie, c'est-à-dire une table recouverte d'un brancard, a été installée dans la bibliothèque, où les étages de livres ont été simplement repositionnés à la hâte. Une fois traités, les malades sont transportés dans la cour, où veillent les familles. Au malheur fillet

d'eau qui coule encore de la citerne installée là, un jeune homme lave une masse de villets couverts de sang. Les arrivées sont incessantes, et ici plus de sept cents blessés auraient été soignés depuis une semaine et quatre cents morts dénombrés. Ceux-ci, soigneusement alignés derrière une caisse de bois, sont emmenés au fur et à mesure par leur famille, qui les enterrent. Tous les infirmiers africains normalement affectés à l'hôpital sont restés et soignent sans discrimination les blessés de tous bords. La situation sanitaire pourrait cependant s'améliorer un peu grâce à la trêve, qui a permis dimanche matin le transport des blessés de l'hôpital vers une annexe médicale ouverte à Farcha, à l'ouest de la ville, et grâce aussi à l'installation prochaine dans la petite ville camerounaise de Kousséri d'une équipe médicale d'intervention rapide de l'armée.



AFRIQUE

Vingt ans d'indépendances africaines

(Suite de la première page.)

Toujours dans ses *Mémoires d'espoir*, le général de Gaulle étudie ces points embarrassants par quelques paragraphes adroitement tournés. « En reprenant la direction de la France, j'étais résolu à la dégarer des contraintes déformantes sans contrepartie que lui imposait son empire, assure-t-il. Bref, quelque mélancoie que l'on pût en ressentir, le maintien de notre domination sur des pays qui n'y consentaient plus devenait une gageure où, pour n'avoir rien à gagner, nous avions tout à perdre. En somme, conduire les peuples de la France d'outre-mer à disposer d'eux-mêmes et, en même temps, aménager entre eux et nous une coopération directe, voilà quelques-unes de nos intentions. »

L'ancien chef de l'Etat revient au fondateur de la Cinquième République. Le général de Gaulle, de Dakar à Tananarive, des interlopes si peu mûres à désirer l'indépendance qu'il leur proposa d'établir, entre eux et avec Paris, une communauté fédérale, contractuelle et organique où chaque territoire s'administrerait souverainement, mais laisserait la métropole organiser, selon l'intérêt de tous, la défense, les finances, l'économie et la diplomatie. Au Niger, en Guinée, son projet suscita l'opposition des dirigeants locaux. MM. Djibo Bakary et Sékou Touré. Partout ailleurs, il érigea des ralliements parfois proches de l'enthousiasme.

A l'occasion d'un grand discours, prononcé au stade Général de Gaulle le 7 septembre 1958, M. Houphouët-Boigny exprima ainsi son accord dans un esprit encore très proche de l'idéal défini à Brazzaville quatre ans plus tôt. Après avoir rappelé à ses compatriotes qu'ils

ne pouvaient « demeurer indifférents à tout ce qui touche le renouveau de la France, la grandeur française, l'unité française », il se déclara résolu à soutenir « avec ferveur et fierté les tentatives qui consacrent désormais l'unité, l'efficacité du gouvernement français dont dépend en grande partie notre évolution commune », puis ajouta : « que ce serait sortir de l'histoire, aller à contre-courant si, en Afrique notamment, nous devions limiter notre évolution dans le cadre étroit d'une nation. » A « ceux qui veulent l'indépendance, il opposa donc « ceux qui veulent aller à la Communauté avec toute leur foi, toute leur raison, tout leur cœur ».

Il accompagna même cette confiante profession de franco-

philie d'un subtil examen des risques d'une émancipation trop hâtive dans des pays tropicaux : « Si je ne voulais que servir ma personne, votre destin, me faire construire des palais et me faire envoyer, comme on sait si bien le faire pour tromper les peuples, des Cadillac dorées, j'aurais accepté de conduire mon pays vers l'indépendance, vers la sécession (...). Il se trouverait de grands hommes d'affaires qui viendraient proposer pour la Côte d'Ivoire et pour moi-même des affaires fructueuses mais avec des taux d'intérêt si élevés que, en définitive, ceux qui paieraient, ce n'est pas la minorité, la néo-bourgeoisie des lettres, ce sont les masses, nous aurions trahi la confiance. »

Le choix du général

Le 28 septembre 1958, onze territoires sur les douze des anciennes colonies d'Afrique occidentale et de l'A.E.F. acceptèrent par référendum la Constitution de la V^e République et conservèrent, avec Madagascar, l'établissement de la Communauté. Fondée sur d'indiscutables consentements populaires, elle se proposait non sans orgueil d'être en exemple un nouveau modèle d'organisation politique, à mi-chemin entre l'assujettissement et la séparation. Par un « non » retentissant, la Guinée seule en déclinait les avantages. Mais la victoire française cachait beaucoup d'équivalences.

Au Sénégal, au Soudan, l'occasion perdue d'un affranchissement définitif laissait certains nationalistes amers. Peu sûrs de leurs troupes, MM. Senghor et Modibo Keita s'étaient pas courir les chances d'une sécession

hasardeuse, par peur qu'un désaveu du suffrage universel les chassât du pouvoir, comme M. Djibo Bakary au Niger. Tactiquement, l'épreuve électorale consolidait cependant le premier à Dakar et l'autre à Bamako. Dès lors, cette indépendance qu'aucun des deux n'avait voulu conquérir isolément, pour ne pas la réclamer ensemble ?

Le nouveau dispositif constitutionnel en reconnaissait le droit. Associés dans l'éphémère Fédération du Mali, ils envisagèrent de l'utiliser. Le général de Gaulle pouvait, sans doute, refuser de rompre une union si vite remise en cause après sa naissance. Avec presque tous ses collègues, M. Félix Houphouët-Boigny préférait la résistance. Entre les deux clans, l'homme du 18 juin hésita six mois. A la fin de 1959, il décida soudain non seulement d'offrir au Mali sa souveraineté pleine et entière, mais encore de la remettre aux autres jeunes Républiques autonomes, même si elles préféraient vivre en étroite association avec la métropole.

Des sentiments très mêlés déterminèrent sans doute cette réaction brutale. Le général ne souhaitait pas contraindre le Sénégal et le Soudan à une rupture longue, en Guinée, M. Sékou Touré aménageait provisoirement plutôt bien la sienne avec le soutien soviétique, sous peine d'être la collection d'autres territoires. Dans cet esprit, les précipiter tous ensemble vers l'indépendance préviendrait peut-être d'éventuelles défections. Certes, la réussite justifia le

calcul. Sous la superbe du choix princier, il n'en trahissait pas moins une profonde impuissance.

M. Senghor en exposa sans le vouloir l'un des principaux mécanismes cachés lors d'une conférence qu'il prononça précisément à Cannes, en octobre 1959. « Tout peuple colonial qui se dresse, debout, pour réclamer son indépendance, est sûr de l'obtenir, jurait-il en poète. Il lui suffit de croiser les bras et d'assigner le colonisateur au tribunal de la conscience internationale. » Aujourd'hui où tant de pays écraasés défendent en vain leurs droits les plus élémentaires en bien des régions du monde, une telle assurance stonne par son optimisme. A l'époque, elle traduisait une certitude universelle, et imprégnait les meilleures lettres politiques jusqu'à déformer leur jugement.

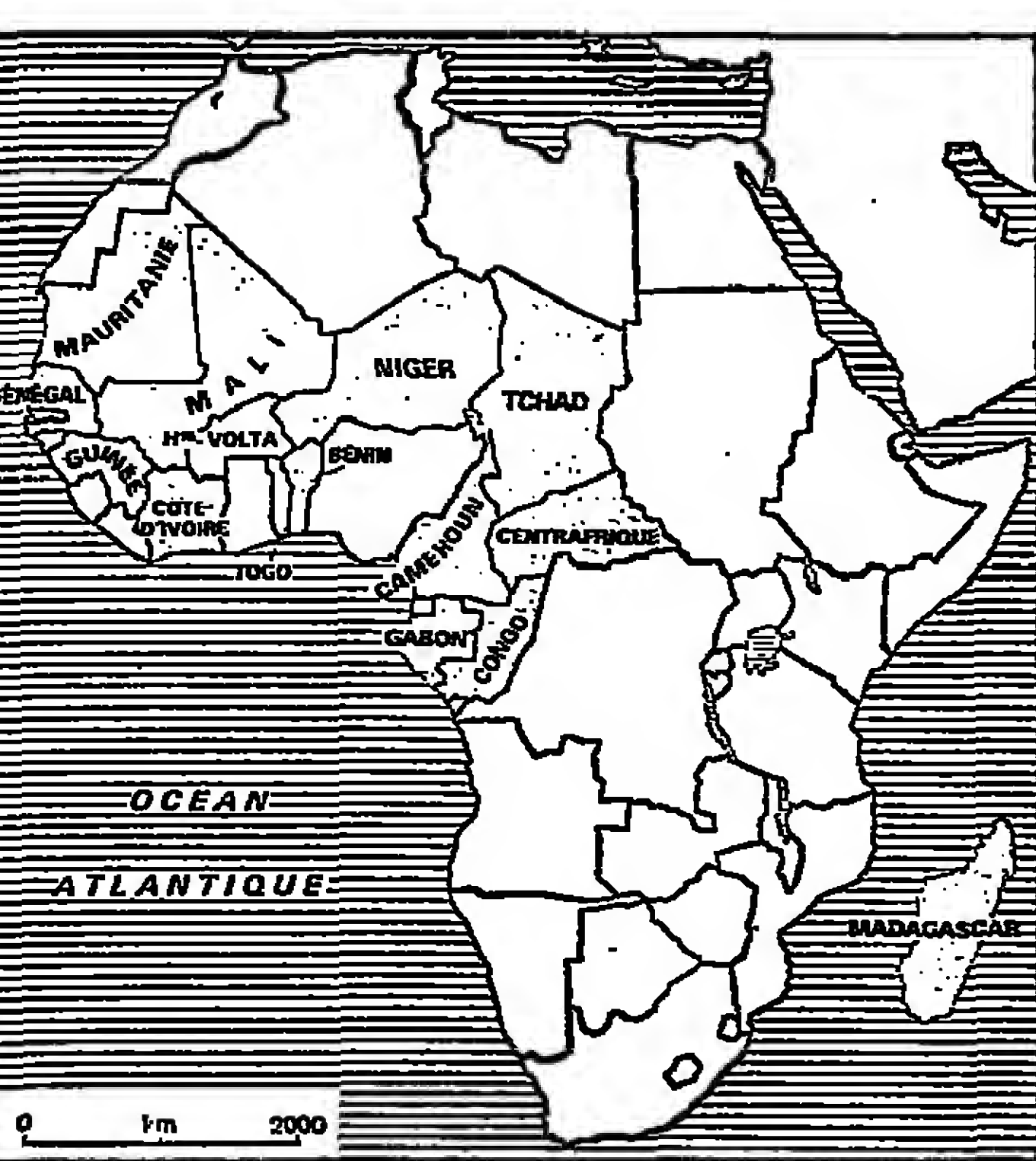
Mais, enfin, quelques années plus tôt, les divisions vietnamiennes du général Giap submergeaient une garnison française dans la caverne de Dien Bien Phu, et leur victoire avait paru sonner le glas des empires. Peu après, le Maroc, la Tunisie, rejetaient le protectorat au terme d'une lutte sanglante. Une expédition franco-britannique lancée contre l'Égypte nassérienne échouait pitoyablement sur les bords du canal de Suez. Depuis la fameuse conférence afro-asiatique réunie à Bandung en 1955, des forces fatales aux antipodes des colonisateurs semblaient vraiment les balayer du monde. La survie même de la Guinée donnait l'impression qu'à chaque nouveau verdict les événements se ressemblaient comme eux par une irrésistible volonté du sort.

Fasciné comme tant d'autres par ces événements, Léopold Sédar Senghor sautait en eux une « victoire morale des peuples de couleur ». Il annonçait la venue d'un ordre nouveau. « Pour la première fois, ces peuples, hier méprisés et dominés parce qu'hommes de civilisations sans majesté, relèvent la tête et, par la voix de leurs délégués, disent en commun leur dignité d'hommes. Conscients de représenter la majorité de l'humanité, ils assument la responsabilité de leur situation. Ils proclament la loi morale qui doit régir les rapports entre les nations ; ils dénoncent la violence, procèdent à l'abolition de la mort, édictent la liberté et l'égalité pour tous les peuples comme conditions sine qua non de la coexistence pacifique des nations. »

Une égalité réelle ?

front puisse s'ouvrir le long des tropiques remplissant la métropole d'épouvante. De Gaulle n'évoqua jamais clairement cette hantise. Elle n'en pesait pas moins sur ses réflexions et précipita l'Afrique noire vers l'indépendance encore jugée indésirable par la plupart de ses dirigeants deux ans plus tôt.

Entre l'Afrique libre, vulnérable, d'Houphouët-Boigny et celle du lyrisme de Senghor, le général mit sa seconde. Bien entendu, l'anticolonialisme ambiant lui offrit tous les arguments possibles pour prétendre qu'il n'obéissait qu'au sens de l'histoire. Pendant un an ou deux, le maître de la V^e République parla comme Jean-Paul Sartre. Conduit en son ordre au nom de principes libéraux jusqu'alors détenus par la gauche, le repli débarrassait élégamment l'hexagone de char-



Les quinze Etats mentionnés sur cette carte, qui, à l'exception de Madagascar, formaient les anciennes Afrique occidentale et Afrique équatoriale françaises, ont accédé à l'indépendance en 1960. La République de Djibouti (ancienne Terrière française des Azzas et des Issas) n'a accédé à l'indépendance qu'en 1977. L'indépendance de l'archipel des Comores a été unilatéralement proclamée en 1975, et n'a été reconnue par Paris — sauf en ce qui concerne l'île de Mayotte — qu'en 1978.

ges passées inaperçues dans l'euphorie de la Communauté nationale. Une égalité réelle, non de pure fiction juridique entre la France et l'outre-mer, supposait en effet qu'ils partagent équitablement les ressources et les espérances, les revers et les succès. Mais, surtout,

elle exigeait par des investissements massifs une mise en valeur des pays les plus pauvres. Hélas ! entre la force de frappe, la modernisation industrielle de la France européenne et celle de ses prolongements tropicaux, le simple équilibre budgétaire condamnait à choisir.

Les spectres du passé

Une mytique nationale nouvelle, pareillement admise par le peuple et par les élites, aurait peut-être rendu ces grands sacrifices acceptables par tous les Français, orientés différemment le destin. Cette pédagogie excéda la volonté du général de Gaulle. Devenu sceptique sur ses compatriotes pendant son éloignement du pouvoir, il n'imaginait jamais de transformer leurs mœurs par une quelconque « réforme » intellectuelle et morale. Puisque le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes offrait à la métropole une occasion convenable de se soustraire à une coûteuse solidarité, il s'empressa donc d'y satisfaire.

Ses *Mémoires d'espoir* évoquent discrètement la manœuvre lorsqu'ils parlent d'« astreintes désormais sans contrepartie », de « gageure où, pour n'avoir rien à gagner, nous avions tout à perdre ». L'invincibilité mythique du tiers-monde aboutissait ainsi paradoxalement à laisser l'Afrique presque seule avec ses misères.

M. Houphouët-Boigny ne rêvait certainement pas lorsqu'il entrevoyait avec une étonnante prémonition la « néo-bourgeoisie des lettres » de confisquer à son profit les avantages de l'indépendance. En brousse, des coutumes patriarcales séculairement enracinées lui livrèrent une paysannerie soumise, passive, prête à l'obéissance. A leur façon, le choc, l'arbitraire colonial y avait apporté un certain modernisme. La souveraineté

intérieure suscita un puissant réveil des valeurs médiévales d'autrefois associées depuis un demi-siècle. Ce mélange d'archaïsme et de nationalisme installa au pouvoir des oligarchies habiles à jouer tour à tour ou simultanément du conservatisme ou de l'innovation. Non sans quelques aménagements idéologiques ! Le mot *démocratie*, prononcé chaque fois qu'il servait à arracher des concessions aux colonisateurs dans l'Afrique de 1960 au non de leurs propres principes, tomba peu à peu en désuétude et disparut presque des discours.

Dans un entretien récent, M. Léopold Sédar Senghor confiait à son interlocuteur : « Je pense, par ma part, comme le président Bourguiba... que quelques années supplémentaires dans le régime de l'autonomie interne n'auraient pas nui à notre indépendance réelle, tout au contraire. » Dans sa bouche, la constatation a du poids. Née dans l'équivoque, l'indépendance africaine n'a pas fini de réserver des surprises, puisque l'histoire d'hier palpite et se prolonge à travers celle d'aujourd'hui.

GILBERT COMTE.

Prochain article :

SOUS LE REGARD DES VOISINS par J.-C. POMONTI

Que sont-ils devenus ?

Parmi les hommes qui ont conduit leur pays à l'indépendance en Afrique noire restent aujourd'hui en place les présidents Ahidjo du Cameroun, Banda du Malawi, Houphouët-Boigny de Côte-d'Ivoire, Jawara de Gambie, Kaunda de Zambie, Nyerere de Tanzanie, Senghor du Sénégal, et Sékou Touré de Guinée.

Sont décédés de mort naturelle dans l'exercice de leurs fonctions les présidents Maréchal de Soudan, en 1964, Mba du Gabon, en 1967, Kenyatta du Kenya, en 1978, et Neto d'Angola, en 1979. L'ancien président Grunitzky du Togo est mort d'un accident de la route en Côte-d'Ivoire, en 1969, deux ans après être redevenu simple citoyen.

Ont été assassinés les présidents Olympio du Togo, en 1963, Abubakar Tafawa du Nigeria, en 1966, Ali Shermake de Somalie, en 1969, le roi Ntare V du Burundi, en 1972, et le président Nguabi du Congo, la même année, les présidents Ratsimandrava de Madagascar et Tombalbaye du Tchad, en 1978. Sont morts en prison ou en résidence surveillée, après leur destitution, l'empereur Haile Sélassié d'Éthiopie, en 1975, le président Kayibanda du

Rwanda, en 1976, le président Kéita du Mali, en 1977. Le président Macias Nguema de Guinée-Équatoriale a été exécuté après avoir été destitué en 1969.

Sont morts en exil après avoir été chassés du pouvoir les présidents Youlou du Congo, en 1972, à Madrid, Nkrumah du Ghana, en 1972, à Bucarest, le Mwami Mwambutsa IV du Burundi, en 1977, à Genève, tandis que sont morts dans leur pays, après leur éviction de la scène politique, les présidents Kasa-vubu du Zaïre, en 1969, et Tahirouana de Madagascar, en 1978.

Vivent aujourd'hui en simples citoyens : l'ancien président Yammou de Haute-Volta, retiré dans son village natal, et les anciens présidents Soglo et Zinsou du Dahomey, Ould Daddah de Mauritanie, tous les trois installés en France, MM. Obote d'Ouganda, Micombero du Burundi, et Bokassa de Centrafrique vivent en exil, respectivement en Tanzanie, en Somalie et en Côte-d'Ivoire.

Restent emprisonnés ou assignés à résidence par ceux qui les ont chassés du pouvoir, les anciens présidents Ahamadegbe, Maga et Apithy du Dahomey, depuis 1967, et Diori du Niger, depuis 1972. — Ph. D.

Agfa-Gevaert, la seule qui jamais un copieur ne se trouve pas à vos besoins.

2000 à 20.000 copies par heure. Dans la gamme des formats, à un besoin précis.

Agfa-Gevaert. Toute une gamme de copieurs sur mesure.

Notre mini-copieur X12, s'adresse aux petites entreprises ou à celles qui veulent décentraliser leur poste de reprographie, le X 21 aux entreprises moyennes, le X 22 aux spécialistes qui ont des documents hors formats à classer, et le X 31, à ceux qui reproduisent des grands formats.

AGFA-GEVAERT

EUROPE

OMATIE

Le F.O.C.D.E. d'ajourner l'annonce
programme d'aide inquiète la Turquie

La Turquie a réagi avec une certaine inquiétude à l'annonce du F.O.C.D.E. d'ajourner l'annonce de son programme d'aide à la Turquie.

LES ETATS-UNIS NE POURRAIENT FINANCER LES BAVES TURQUES QUE POUR LES ACTIVITES DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE

LA RÉUNION DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

La «déclaration de Saint-Domingue» lance un appel en faveur d'un nouvel ordre économique mondial

Saint-Domingue (A.F.P.). — Les représentants de l'Internationale socialiste, réunis depuis le 26 mars à Saint-Domingue, ont lancé, samedi 28 mars, un appel en faveur de la paix et d'un nouvel ordre économique mondial, et ont dénoncé les multinationales et les vestiges du colonialisme.

La conférence a également exprimé, dans sa déclaration finale, son soutien à l'indépendance portoricaine, aux opposants de gauche de la junta salvadorienne et aux sandinistes nicaraguayens, qui ont renversé le général Somoza, l'année dernière.

Elle demande aussi aux grandes puissances de «mettre immédiatement un terme à leur course aux armements» et à la place, d'utiliser leurs ressources au développement des pays du tiers-monde.

Elle fait appel aux gouvernements du monde afin qu'il soit mis fin au climat actuel de guerre froide et qu'on recherche les moyens d'instaurer une coexistence pacifique entre grandes puissances.

Les dirigeants socialistes et sociaux-démocrates, dit la résolution, «condamnent l'intervention en Afghanistan et, en général, toute intervention armée dans n'importe quel pays».

D'autre part, la résolution préconise la mise en œuvre d'un programme d'action de l'Internationale socialiste, afin de lutter «pour le rétablissement de la démocratie dans les pays d'Amérique latine opprimés par des régimes dictatoriaux, la légalisation immédiate des partis politiques dissous et le retour de milliers de responsables politiques exilés».

LE «NEW-YORK TIMES» CRITIQUE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE

New-York (A.F.P.). — La diplomatie française et, en particulier, la volonté de Paris de ne pas s'aligner sur les positions américaines sont vivement critiquées le mercredi 26 mars par le New York Times.

«Sans la sécurité fournie par la solidarité américaine et le parapluie nucléaire, il n'y aurait pas de discordance», affirme l'éditorial de ce journal. «Certes, la France peut profiter d'un rôle indépendant en vendant de la technologie nucléaire, en dépit des risques de prolifération de l'armement, en gagnant des récompenses commerciales du bloc soviétique, en obtenant des faveurs des pays arabes exportateurs de pétrole (...) mais, ce qui donne à la France une liberté de manœuvre, c'est l'hypothèse non publiquement affirmée que l'Union soviétique ne traitera pas l'Europe occidentale comme l'Afghanistan».

Estimant qu'en cette période trouble pour les Etats-Unis, les Européens devraient reconsidérer quels sont leurs meilleurs intérêts, le New York Times estime que ces intérêts pourraient au moins être symboliquement affirmés et la France s'alignant sur le boycottage des Jeux olympiques de Moscou.

M. MITTERRAND : le capitalisme est notre principal adversaire.

De son côté, M. Mitterrand a estimé que l'Internationale socialiste évolue «vers la gauche». Dans une allocution prononcée en séance de clôture, il a demandé aux partis sociaux-démocrates de lutter pour un nouveau système monétaire afin que les peuples ne vivent plus sous la «double emprise interne du dollar et du pétrole».

Il a également pris à parti les compagnies multinationales «soutenant d'origine américaine». «Le capitalisme parvenu au stade multinational est notre principal adversaire», a affirmé M. Mitterrand.

Le premier secrétaire du parti socialiste a dénoncé toutes les formes d'intervention et rejeté «l'hypocrisie qui s'arroge le droit d'abriter des dictatures pour leur subvenir des administrations sous contrôle des envahisseurs». M. Mitterrand a fait référence à l'Afghanistan, à l'intervention vietnamienne au Cambodge, mais également au renversement par la France de la dictature de Bokassa en Centrafrique et du régime d'Amin Dada en Ouganda par la Tanzanie.

Union soviétique

UNE ENTRAVE SUPPLÉMENTAIRE A L'ÉMIGRATION DES JUIFS

«Dédommager» des parents éloignés

pour les cadeaux reçus

Moscou (A.F.P.). — Le peintre juif André Resnaiski (trente-sept ans) et son épouse, Mme Nadejda Zakharova (vingt-sept ans), ont protesté, samedi 29 mars, contre l'attitude des autorités soviétiques qui leur réclament 8 000 roubles (54 000 francs) pour les autoriser à émigrer en Israël, alors que leurs visas de sortie leur ont déjà été accordés. Ils ont indiqué que cette somme leur est réclamée par la «dédommager» des cadeaux qu'elle lui a faits dans le passé, et que l'OVIRO (organisme chargé de la délivrance des visas) soumettait cette demande, pourtant sans fondement juridique. La justice soviétique a indiqué à Mme Zakharova qu'elle ne peut toutefois la défendre, dans la mesure où sa demande d'émigrer en Israël, une fois acceptée, a entraîné automatiquement la perte de sa citoyenneté soviétique. Les intéressés interprètent leur cas comme «une première expérience» des autorités soviétiques qui, si elle était généralisée, deviendrait une entrave supplémentaire à l'émigration juive. Des revendications financières émanant de parents éloignés viendraient s'ajouter aux mesures qui pèsent déjà sur les candidats juifs à l'émigration (licenciements, refus initial de visa de sortie, tracasseries à la frontière...).

[Pour protester contre ces diverses entraves et contre la baisse considérable du nombre d'autorisations d'émigrer accordées depuis le début de 1980, deux réunions ont eu lieu à Paris : d'abord, le président de la Conférence de Bruxelles réunira, les 16 et 17 avril, les dirigeants des principales communautés juives dans le monde ; ensuite, une conférence de parlementaires européens regroupés à l'Assemblée nationale, le 6 juin, des délégations de toutes les familles politiques de quatorze pays européens.]

Roumanie

Mme Ceausescu ajoute à ses nombreuses fonctions celle de premier vice-premier ministre

De notre correspondant en Europe centrale

Vienna. — Vivement applaudi par les députés de la Grande Assemblée nationale, Mme Elena Ceausescu vient de faire l'objet samedi 29 mars d'une nouvelle promotion. L'épouse du «plus brillant de la nation» est désormais premier vice-premier ministre.

Le titre supplémentaire n'apporte en lui-même que peu de chose aux pouvoirs de la «femme la plus juste du monde». Déjà membre du comité politique exécutif et du bureau permanent du parti, présidente, avec rang de ministre, du Conseil national pour la science et la technologie, et chef de la section des cadres du comité central, Mme Ceausescu est depuis longtemps le seul véritable «numéro deux» roumain, loin devant le premier ministre, M. Verdet.

Les autres changements entraînés par les députés élus le 9 mars dernier relèvent du principe, cher à M. Ceausescu, de la rotation des cadres. Mme Maria Ciocan, membre du comité central, vice-présidente de la radio-télévision et M. Petru Enache, membre suppléant du comité politique exécutif sont nommés vice-présidents du Conseil d'Etat, qui n'en comptait que trois jusqu'à maintenant. M. Ion Dinca devient lui aussi premier vice-premier ministre, laissant sa place de vice-premier ministre à une autre vice-présidente de la radio-télévision, Mme Cornelia Filipas, et son portefeuille de la construction industrielle à M. Dimitru Popa, évincé du secrétariat du parti jeudi dernier.

Trois des huit autres nominations au gouvernement retiennent l'attention. A la défense, le major-général Constantin Olteanu, nommé l'année dernière membre du comité central et chef de la section des affaires militaires, remplace le colonel-général Ion Coman, qui occupait ce poste depuis 1976. M. Coman avait pris jeudi 27 mars, au secrétariat, la succession de M. Popa ; à la justice M. Ion Ceterchi prend la suite de M. Justin Grigoras, ancien président de la Cour suprême, et qui n'aura fait à ce poste qu'un bref passage après sa nomination en octobre 1979. M. Corneliu Mihuțea, enfin, prend la tête d'un comité d'Etat nouvellement créé, pour l'énergie nucléaire.

La Grande Assemblée nationale — qui a élu par ses secrétaires le fils de M. Ceausescu, Nicu, dirigeant de l'Union de la jeunesse communiste, — a d'autre part lancé un appel au Parlement des Etats signataires des accords d'Helsinki, qui réaffirme avec force la position roumaine dans l'affaire afghane. Tout en demandant que soit «annulée ou ajournée» l'implantation (par l'OTAN) de nouveaux missiles en Europe, les députés écrivent en effet : «Le facteur décisif de la poursuite de la détente est l'observation rigoureuse de l'indépendance et de la souveraineté de chaque Etat (...) la réalisation de ce desideratum aurait une immense influence positive sur l'assainissement du climat politique international, la détente et la paix mondiale.» On ne saurait plus clairement dire, pour un pays membre du pacte de Varsovie, que le retrait des troupes soviétiques de Kaboul est la condition nécessaire à la reprise du dialogue Est-Ouest.

BERNARD GUETTA.

— Premier ministre : M. Ilie Verdet.

— Premiers vice-premiers ministres : Mme Elena Ceausescu, MM. Gheorghe Oprea et Ion Dinca.

— Vice-premiers ministres : MM. Corneliu Filipas, Nicolas Constantiu, Corneliu Filipas, ADM, Janos Fuzsaka, Ion Tohla, Angelo Miculescu, Paul Niculescu, Ion Patan et Virgil Trofin.

— Ministres : agriculture : M. Angelo Miculescu ; industrie chimique : M. Gheorghe Caranfil ; éducation : Mme Aneta Sportic ; énergie électrique : M. Gheorghe Ciocan ; finances : M. Paul Niculescu ; affaires étrangères : M. Stefan Andrei ; commerce extérieur : M. Corneliu Filipas ; éducation : M. Ion Florea ; santé : M. Eugen Proca ; commerce intérieur : Mme Ana Muresan ; construction : M. Dumitru Popa ; intérieur : M. Gheorghe Homocutan ; justice : M. Ion Ceterchi ; travail : M. Emil Bobu ; industrie légère : Mme Lina Ciobanu ; construction de machines : M. Ion Avram ; métallurgie : M. Nicolai Arachi ; mines, pétrole et géologie : M. Virgil Trofin ; défense nationale : M. Constantin Olteanu ; matériel technique : M. Ion Patan ; tourisme et sports : M. Emil Dragulescu ; transports et télécommunications : M. Vasile Bulucea ; conseil national des eaux : M. Ion Blaciu ; affaires de jeunesse : M. Pantelimon Gavasescu.

LE MONDE

UNE BOMBE CACHÉE DANS UNE AUDI.

Thaïlande
Yougoslavie

Le Monde

politique

LE P.S. ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

L'attentisme de M. Mitterrand

(Suite de la première page.)

Ce déplacement du député des Yvelines dans une région où les socialistes sont dans leur majorité, acquis au maire de Lille, n'est pas un hasard. Il est d'autant plus qu'en quelques mois, et surtout depuis son intervention télévisée le 25 février dernier, il a accru ses chances d'obtenir son objectif : devenir le candidat socialiste pour l'élection présidentielle de 1981. Par rapport à la fin de l'année 1979, le schéma s'est quasiment inversé : à son profit, il y a six mois, il paraissait acquis que M. François Mitterrand serait de nouveau candidat à l'Élysée. La préparation et l'adoption du « projet socialiste » s'étaient déroulées dans des conditions telles qu'elles semblaient favoriser cette éventualité. Face à ces données, M. Pierre Mauroy s'employait à donner à ses amis des leçons de réalisme : prenons acte, leur disait-il, en substance, que le premier secrétaire est candidat ; et qu'il a besoin de rassembler le parti autour de lui. Le maire de Lille proposait donc à M. Mitterrand de créer les conditions politiques de son rassemblement et d'élargir la majorité du parti aux deux courants minoritaires. De son côté, M. Michel Rocard considérait qu'il lui incombait de prendre date pour l'après-Mitterrand. Toutefois, dans le même temps, il s'appliquait à préserver ses chances, pour elles mêmes, en se prévalant du poids de l'opinion publique et des élus du parti — ces derniers pouvant être plus enclins que l'appareil à désigner le candidat « le plus efficace ».

Après que M. Mitterrand eut décliné M. Rocard du serment prononcé au congrès de Metz, en avril 1979, de ne pas être candidat contre le premier secrétaire, la convention nationale à Lilleville, réunie à la mi-janvier 1980, s'était achevée sur la promesse d'une trêve, jusqu'à l'adoption d'un calendrier permettant de préciser la date de la désignation du candidat.

Cette trêve n'a pas été respectée : M. Rocard a pris l'offensive au mois de février à Antenne 2. Aujourd'hui, ses chances d'être désigné ne sont plus ténuës, mais réelles.

Les raisons de cette évolution sont multiples. Pour M. Mauroy, le premier secrétaire est candidat ; le parti bien que les conditions politiques d'une réconciliation aient été réunies, il n'y a pas deux lignes politiques au P.S., a réaffirmé avec force, dimanche le maire de Lille.

S'il s'agit de plusieurs reprises prêt à accueillir les amis de M. Mauroy, M. Mitterrand a toujours refusé d'adopter la même attitude à l'égard de ceux de M. Rocard. Or M. Mauroy ne

souhaitait pas que le maire de Lille soit marginalisé. C'est donc le constat d'échec d'une ligne de conduite à mi-chemin de la majorité et de la minorité qu'il a d'abord dressé dimanche le maître de Lille. C'est aussi une appréciation de l'état du parti qui l'a déterminé : après avoir visité plusieurs fédérations, il est désolé mais convaincu qu'un mouvement se dessine fortement en faveur de M. Rocard, parce que celui-ci apparaît comme le meilleur candidat.

Le député des Yvelines s'est en effet toujours placé sur le terrain de l'efficacité, en misant sur la perméabilité du parti aux

mouvements en sa faveur de l'opinion publique et sur l'attention que les élus portent à celle-ci. « Il y a une situation créée par ce mouvement d'opinion et le P.S. aura à en tenir compte », a-t-il rappelé samedi. S'il se refuse à déclarer formellement sa candidature en pressant le premier secrétaire de « parler le premier », c'est parce qu'il compte que celui-ci ne pourra pas être candidat. De même, le ralliement de M. Mauroy à une candidature de M. Michel Rocard, procède d'un calcul politique. M. Mitterrand renouvellerait ainsi la majorité à présenter, par exemple, M. Pierre

Joxe.

Plusieurs candidats

Il est vrai que l'attitude qu'adopte le premier secrétaire demeure l'élément déterminant. M. Mitterrand a toujours eu le souci de se préserver la plus grande marge de manœuvre. Surtout, il souhaite préserver aussi précisément que possible les chances de victoire de la gauche. Il n'envisage pas, dans ses conditions, de se prononcer avant l'élection. Consistant que l'attitude du P.C.F. ne permet pas un pronostic très favorable sur l'issue de la bataille de 1981 et sur l'état de la gauche pour les années à venir, il n'envisage pas de privilégier son rôle de premier secrétaire aux dépens de celui de candidat potentiel. Constatant également que M. Rocard se pose en candidat virtuel et occupe un terrain aux dépens de la majorité du parti, M. Mitterrand s'en tient au règlement intérieur du P.S. qui veut que les militants soient appelés à se prononcer « il y aura plusieurs candidats », avait-il précisé le 29 février dernier à R.M.C. Dans cette perspective, il n'est pas exclu qu'il accorde une sorte de caution morale à une éventuelle candidature de M. Pierre Joxe, si le trésorier du parti est appelé à représenter la majorité du P.S.

M. Mitterrand n'ignore pas que dans un tel schéma, la désignation de M. Rocard est probable. De cette façon, et indubitablement, le premier secrétaire intègre

dans son raisonnement, pour la première fois, l'idée d'une candidature du député des Yvelines.

Toutefois, il se réserve d'être lui-même candidat dans deux hypothèses. La première est celle d'un changement tel du paysage politique que la perspective d'une victoire de la gauche redeviendrait crédible. La seconde est celle d'un trouble tel dans les rangs socialistes à l'occasion des primaires que le recours à celui qui se reconstruit un espoir socialiste (selon l'expression de M. Rocard) serait nécessaire.

Il est vrai que la campagne précédant la désignation du candidat socialiste peut être soit désastreuse, soit raisonnable. Le son de certaines réactions aux propos de M. Mauroy — M. Georges Sarre, l'un des animateurs du C.R.E.S. parle de « prononciamento » — comme les affirmations de certains responsables de la majorité selon lesquelles M. Rocard devait être désigné une grande partie des militants « trahissent les pieds », laissent penser qu'on s'achemine vers une campagne interne très dure. On peut également se ranger à l'avis inverse et soutenir que la nature même du P.S. le retiendra de trop aggraver les choses. La veille d'une élection électorale importante, mais force est de constater qu'il ne prend pas un tel chemin.

L'enjeu : le parti

En fait, il s'agit moins de préparer une bataille électorale que de se disputer le contrôle du parti. L'enjeu de la désignation, c'est d'abord une ligne politique, c'est ensuite l'avenir du parti. M. Mitterrand a toujours affirmé récemment M. Pierre Joxe dans le *Nouvel Observateur* (numéro du 17 mars). Le constat selon lequel l'enjeu est non plus la candidature mais, à travers elle, le parti électorale, la démarche du premier secrétaire. Celui-ci privilégie désormais son rôle historique, qui est d'avoir fait d'un P.S., ancré à gauche, le premier

parti de cette gauche et du pays. Son souci est de garder le contrôle de ce parti afin de préserver son œuvre et de s'assurer que les décisions prises par le parti ne puissent prendre le relais le moment venu. Mais, pour beaucoup de ses amis, accepter une candidature de M. Rocard, c'est prendre le risque de voir le parti des Yvelines recueillir, au lendemain du scrutin, les fruits d'une campagne conduite au nom du P.S. même si elle n'est que le prétexte d'un projet d'« excessif », les minoritaires nourrissent en effet l'espoir de devenir majoritaires dans la foule de la campagne électorale de la droite. Il n'y a donc pas d'autre choix, estime-t-on dans la majorité du parti, qu'une candidature de M. Mitterrand, quelles que soient les perspectives du scrutin.

Le premier secrétaire pense, en revanche, qu'une campagne de courte durée, ainsi qu'un échec de M. Rocard en 1981, permettraient à la majorité actuelle du P.S. de conforter ses positions, d'autant que les primaires auront permis à celle-ci de prendre date dans les perspectives du congrès qui doit être réuni au lendemain de l'élection présidentielle.

Dans un tel schéma, la candidature de M. Joxe, au nom des amis de M. Mitterrand, peut permettre de mieux marquer les divergences idéologiques avec les courants qui représentent M. Mauroy et M. Rocard. Le trésorier du P.S. doit en outre à la Convention des Institutions républicaines (pari qu'animait M. Mitterrand avant 1971) peut incarner la continuité d'une ligne

politique ; en outre, se réclamant du marxisme, partageant le nationalisme et les réserves du C.R.E.S. à l'égard de l'intégration européenne, il personnifie l'antithèse de M. Rocard. De même que sa candidature rendrait plus difficile celle d'un représentant du C.R.E.S., elle permettrait de préserver les chances de M. Lionel Jospin, qui l'on destine le poste de premier secrétaire.

Nombre des partisans de M. Mitterrand estiment cependant que la mise en œuvre d'un processus conduisant à désigner un candidat dans leurs rangs aurait pour fâcheux effet de faire reculer l'idée d'une candidature de leur côté de l'île. C'est pourquoi M. Bérégovoy, membre du secrétariat national, et M. Joxe lui-même ont réaffirmé lundi matin le premier à France-Inter, le second au micro d'Europe 1, qu'ils se prononcent pour la candidature de M. Mitterrand.

Dans l'attente d'une décision de celui-ci et pour parer à toute éventualité, les amis du premier secrétaire ont choisi de renforcer les structures de leur courant, en le dotant d'un groupe d'animation de vingt-quatre membres. La composition de cet entourage mêle les responsables nationaux du parti et des personnalités qui occupent de fortes positions locales, les plus jeunes et les fidèles issus de la Convention des Institutions républicaines.

L'hypothèse d'une candidature de M. Rocard suscite donc, plus que jamais, l'hostilité des responsables de la majorité du P.S. Même si le mot d'ordre du député des Yvelines est désormais la réconciliation et le consensus, la perspective de primaires — donc d'une éventuelle victoire de M. Rocard, en même temps, cette perspective favorise le dessein de M. Rocard, dans la mesure où la participation de M. Mitterrand à un tel processus interne est difficile, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, il ne peut pas faire obstacle à la désignation de M. Rocard, le premier secrétaire ne peut être qu'un candidat de consensus et ne peut donc plonger dans la mêlée.

En tout cas, cette convention ne permettra pas un élargissement de la majorité aux amis de M. Mauroy, comme cela, avait

Enfin, le ou les candidats, quels qu'ils soient, bénéficieraient de la part du P.C.F. d'une égalité de traitement dont témoignent des déclarations de M. Mauroy et de M. Rocard, et d'un point commun : l'anticommunisme.

Il faut donc, en attendant, en appeler aux électeurs communistes et spéculer sur un changement d'attitude du P.C.F. à la faveur d'un renforcement de la primauté du P.S. dès le premier tour du scrutin de 1981.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. JOXE RÉAFFIRME QU'IL N'EST PAS CANDIDAT

M. Pierre Joxe, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré, lundi matin 31 mars, sur Europe 1, que M. François Mitterrand a raison de vouloir renouer et rétablir l'unité du parti socialiste, mais qu'il n'est pas candidat. M. Joxe a réaffirmé qu'il n'est pas candidat à l'élection présidentielle. M. Joxe a réaffirmé qu'il n'est pas candidat à l'élection présidentielle. M. Joxe a réaffirmé qu'il n'est pas candidat à l'élection présidentielle.

D'autre part, des responsables de la majorité ont déclaré, dimanche 30 mars, que M. Mauroy a pris pour long terme la décision de ne pas se présenter à l'élection présidentielle. M. Mauroy a pris pour long terme la décision de ne pas se présenter à l'élection présidentielle. M. Mauroy a pris pour long terme la décision de ne pas se présenter à l'élection présidentielle.

Quant à la prise de position de M. Mauroy en sa faveur, M. Rocard indique qu'elle « manifeste bien qu'il s'agit d'un combat collectif ».

Il évoque la situation nouvelle « créée par la volonté de rupture » de l'union de la gauche qui est « prise pour long terme ».

« Il nous faut en tenir compte en nous adressant directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants, au parti communiste, à son appareil, en leur disant : alors quoi, nous préférez vraiment la droite au pouvoir ? Mais il ne faut pas faire semblant de croire que l'union négocie à travers un accord de sommet, comme en 1972, reste encore posée dans cette situation-là : nous préférons nous adresser directement aux électeurs, aux militants, aux sympathisants,

**Murray : j'apporte mon soutien
à Michel Rocard**

Consommation conventionnelle à vitesse stabilisée: 3,9 l à 90 km/h; 11,8 l à 120 km/h; 15,7 l en ville. Volkswagen France S.A. 02600 Villers-Cotterêts. Tél. 96.08.03 - Crédit VW par SVE

AUDI 200 5 Cyl. LA TURBO.

La maîtrise.

Gray Fines

POLITIQUE

LE COMITÉ FÉDÉRAL DE PARIS DU P.C.F. ESTIME QUE LE LIVRE DE M. FISZBIN EST UN « ACTE D'ACCUSATION DÉFORMANT ET INJUSTE ».

L'Humanité publie, lundi 31 mars, le texte adopté le 28 mars par le comité fédéral de Paris du P.C.F., après la parution du livre de M. Henri Fiszbin, ancien premier secrétaire de la fédération communiste parisienne, Les bouches s'ouvrent (le Monde daté 30-31 mars). Le comité fédéral estime que ce livre est « une publication profondément négative ». Il reproche à M. Fiszbin de ne pas avoir reproduit, dans son livre, le rapport qu'il avait lui-même présenté, le 11 janvier 1978, devant le bureau politique du parti, et qui dressait un bilan positif, mais critique, de l'activité de la fédération parisienne.

Le comité fédéral indique notamment que ce rapport « soulignait (...) la nécessité d'une défense ferme contre les interprétations opportunistes qui sont faites du XXII^e congrès ». Il fait également état « des résistances, voire des réticences » suscitées par l'abandon de la notion de dictature du prolétariat et par la « condamnation des atteintes aux libertés dans divers pays socialistes ».

« L'absence de ce rapport dans le livre et le résumé déformé qui en est fait faussent tout le sens de la réunion avec le bureau politique », déclare le comité fédéral, car c'est sur cette base qu'elle a eu lieu, et a été conclue. Du coup, cela fait apparaître comme des agressions contre la fédération, des interventions qui confirment des appréciations de la direction fédérale, elle-même, ou s'appuyent sur elles pour la réflexion ».

En total désaccord

Le comité fédéral estime que M. Fiszbin exprime, dans son livre, « des désaccords politiques nombreux et sérieux » et que « les communistes réactionnaires qui utilisent ce livre comme un élément de justification de leurs thèses anticomunistes n'ont pas, hélas, à en déformer le contenu. Il leur suffit de citer et puiser dans ce livre ». Il conclut : « Le comité fédéral tient à exprimer son désaccord total avec ce livre, avec ce long acte d'accusation, déformant, injuste et injustifié ».

La « Pravda » prend la défense du P.C.F. et de M. Marchais

De notre correspondant

Moscou. — La Pravda a condamné le dimanche 30 mars « la campagne de calomnies du plus bas niveau contre le mouvement ouvrier et ses dirigeants » qui se développe en France. Tout en se défendant de vouloir administrer à qui que ce soit des leçons de morale politique, ou de plaider la cause du P.C.F., « il n'en a pas besoin, il sait se défendre, défendre les intérêts de la classe ouvrière », — l'organe du P.C. soviétique invite tout homme honnête à se solidariser avec les forces ouvrières et démocratiques en lutte « contre l'oppression et la calomnie, pour la vérité et la justice ».

Pour la première fois depuis que le passé de M. Georges Marchais est redevenu un sujet de débat politique, un officiel soviétique, M. Vadim Zagladine, chef adjoint de la section internationale du comité central, a affirmé samedi à la télévision soviétique, que les accusations contre le secrétaire général du P.C.F. reposaient sur des « affabulations, des insinuations sans aucun fondement, ou avec des références à des sources fort douteuses ou simplement incertaines ». Les télespectateurs soviétiques, comme d'ailleurs les lecteurs de la presse, ignorent cependant tout des reproches adressés à M. Marchais.

L'exemple de Maurice Thorez

Pour la Pravda, la campagne contre le P.C.F. rassemble des « forces très larges, y compris la social-démocratie ». Elle rappelle « l'époque la plus sombre de la guerre froide » et même les « méthodes les plus odieuses » des réactionnaires et des collaborateurs sous l'occupation nazie. Ces derniers s'étaient attachés à calomnier le général de Gaulle et Maurice Thorez en les qualifiant de « déserteurs », écrit le journal du P.C. soviétique. « Or c'est en premier lieu grâce à ces « déserteurs » que la dignité nationale de la France a été sauvee ».

L'exemple de Maurice Thorez vient à point nommé pour montrer que le P.C.F. est resté fidèle (ou a retrouvé sa fidélité) à la coopération avec le P.C. soviétique. « Les communistes de France tiennent le langage de Maurice Thorez en ce qui concerne les problèmes majeurs de notre

époque », écrit la revue théorique du comité central, Kommunist, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la naissance du dirigeant communiste. Cela peut dire qu'ils adoptent des positions internationalistes de classe, qu'ils resserrent l'unité avec les communistes de l'U.R.S.S. et des autres pays socialistes, la solidarité avec tous les combattants pour la paix, la démocratie et le socialisme ».

Quant à la campagne anticomuniste en France, elle vise à détourner l'attention de l'opinion publique des vrais problèmes. Mais la Pravda affirme que « l'anticommunisme est incapable de résoudre aucun problème social », comme il est incapable de troubler la détermination de la classe ouvrière. Les communistes sont favorables à une confrontation objective des points de vue, à une lutte d'idées franche et loyale, mais la flamme d'anticommunisme en France et dans d'autres pays occidentaux est « une composante de la croisade lancée par les milieux réactionnaires, non seulement contre les communistes, la classe ouvrière, tous les travailleurs, mais aussi contre les idées de la démocratie et de la coopération internationale, contre le socialisme ».

DANIEL VERNET.

Sixième anniversaire de la mort de Georges Pompidou

Hommage des « gaullistes historiques »

A l'occasion du sixième anniversaire de la mort de Georges Pompidou, le 2 avril 1974, ses deux premiers ministres, MM. Jacques Chaban-Delmas et Pierre Messmer, ainsi que MM. Roger Frey, Olivier Guichard et Jacques Foccart (1) ont publié, dimanche 30 mars, la déclaration suivante : « Georges Pompidou fut celui des nôtres qui le destin appela à prendre la suite du général de Gaulle, après qu'il eut été, durant vingt ans, son proche collaborateur, puis son premier ministre, ce qui témoigne de l'estime et de la confiance exceptionnelles que lui portait le général ».

Nous exprimons nos sentiments de gaullistes en rendant hommage à l'homme qui, avec son tempérament propre et en adaptant l'action à l'évolution des temps, continua l'œuvre entreprise en 1958.

Georges Pompidou, par ses capacités et son action lucide et résolue, a maintenu les conceptions gaullistes sur le plan des institutions, fondement de la V^e République. Il a poursuivi avec ténacité la politique d'indépendance nationale et de paix et assuré le développement économique du pays.

D'une grande force d'âme dans les épreuves, il s'est jusqu'au dernier moment consacré tout entier au service de la

France et il laisse un grand exemple de courage et de désintéressement ».

Pour sa part, M. Michel Debré a évoqué l'action de Georges Pompidou, premier ministre du général de Gaulle, dimanche 30 mars, dans une interview à l'A.F.P. Il a contesté la thèse défendue par Anne et Pierre Fouanet dans leur livre Les Trois Derniers Chagrins du général de Gaulle.

« Que Georges Pompidou ait été animé par des aspirations personnelles pour la suite des années, qui songerait à le nier. Mais qu'il y ait eu de la part de Georges Pompidou volonté de nuire, ardeur à se substituer au général, en un mot conspiration, voilà qui me paraît contraire à la vérité », a déclaré M. Debré.

(1) M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, a été ministre de l'Intérieur, puis ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement dans les gouvernements de Georges Pompidou, premier ministre, puis ministre d'Etat chargé des réformes administratives dans le cabinet de M. Jacques Chaban-Delmas. Entré au gouvernement lorsque Georges Pompidou était à Matignon, M. Olivier Guichard a exercé sans interruption des responsabilités ministérielles jusqu'au décès du président de la République. M. Jacques Foccart a été secrétaire général pour la Communauté et les affaires africaines et malgaches sous la présidence de Georges Pompidou.

M. BERNARD PONS (R.P.R.) :

le gaullisme n'appartient pas plus à M. Debré qu'à un autre.

MM. Jacques Chirac et Bernard Pons, président et secrétaire général du R.P.R., ont participé à deux congrès régionaux de leur parti, samedi 29 mars à Limoges et dimanche à Lyon.

A Limoges, M. Bernard Pons a déclaré : « Un pays sans grands projets est condamné à végéter à court terme et à voir les intérêts particuliers s'installer en maîtres ». Il a également évoqué la lettre adressée par M. Valéry Giscard d'Estaing au garde des sceaux à propos des Rottiers qui, le mercredi 19 mars, ont déversé du mazout devant l'Élysée. « Le président de la République demande l'indulgence », a-t-il dit. Les Rottiers n'ont pas besoin d'indulgence, pas plus que les agriculteurs. Les uns et les autres ont besoin de justice ».

A Lyon, le secrétaire général du R.P.R. a affirmé que « le gouvernement et le premier ministre n'acceptent pas le dialogue » et déploré l'« marche au sein de la majorité ». M. Pons a une nouvelle fois commenté l'incident qui, lors des journées parlementaires R.P.R. de Saint-Raphaël, a provoqué le départ de M. Michel Debré. « M. Debré est parti, mais il reviendra. Il n'était pas content, tant pis pour lui », a-t-il dit, avant d'ajouter : « Michel Debré est un gaulliste historique, mais le gaullisme ne lui appartient pas plus spécialement qu'à un autre. A aucun moment il n'a dit qu'il était candidat à l'élection présidentielle. S'il l'est, nos instances en délibéreront, et je pense que s'il n'a pas notre soutien Michel Debré se retirera sans que les électeurs en soient troublés ».

● L'U.D.F. et le R.P.R. ont décidé de présenter pour les prochaines élections sénatoriales une liste commune en Côte-d'Or, département qui compte tenu de l'augmentation de sa population, bénéficiera d'un troisième siège de sénateur. Les sénateurs sortants, MM. Michel Sordel, maire U.D.F. de Châtillon-sur-Seine, et Bernard Barbier, maire U.D.F. de Nuits-Saint-Georges, feront équipe avec M. Maurice Lombard (R.P.R.), premier adjoint au maire de Dijon. Le CNIP, qui précise ne pas avoir été consulté, a décidé d'accorder son investiture à M. Jacques Mercusot, vice-président du conseil général, qui a pris l'initiative de constituer une liste.

Charles Bignon, ancien député R.P.R., meurt dans un accident de la route

M. Charles Bignon, ancien député R.P.R. de la Somme, a trouvé la mort, samedi matin 29 mars, dans un accident de la route, survenu sur l'autoroute A-10, à Saint-Germain-de-Brethencourt, près de Rambouillet (Yvelines). Selon les gendarmes du peloton d'Abilly, la voiture de M. Bignon, qui s'était arrêtée samedi, vers 1 h 45, pour une raison inconnue, sur le bas côté de l'autoroute, a été heurtée par un camion qui la suivait et a pris feu immédiatement. M. Bignon est mort carbonisé à l'intérieur du véhicule.

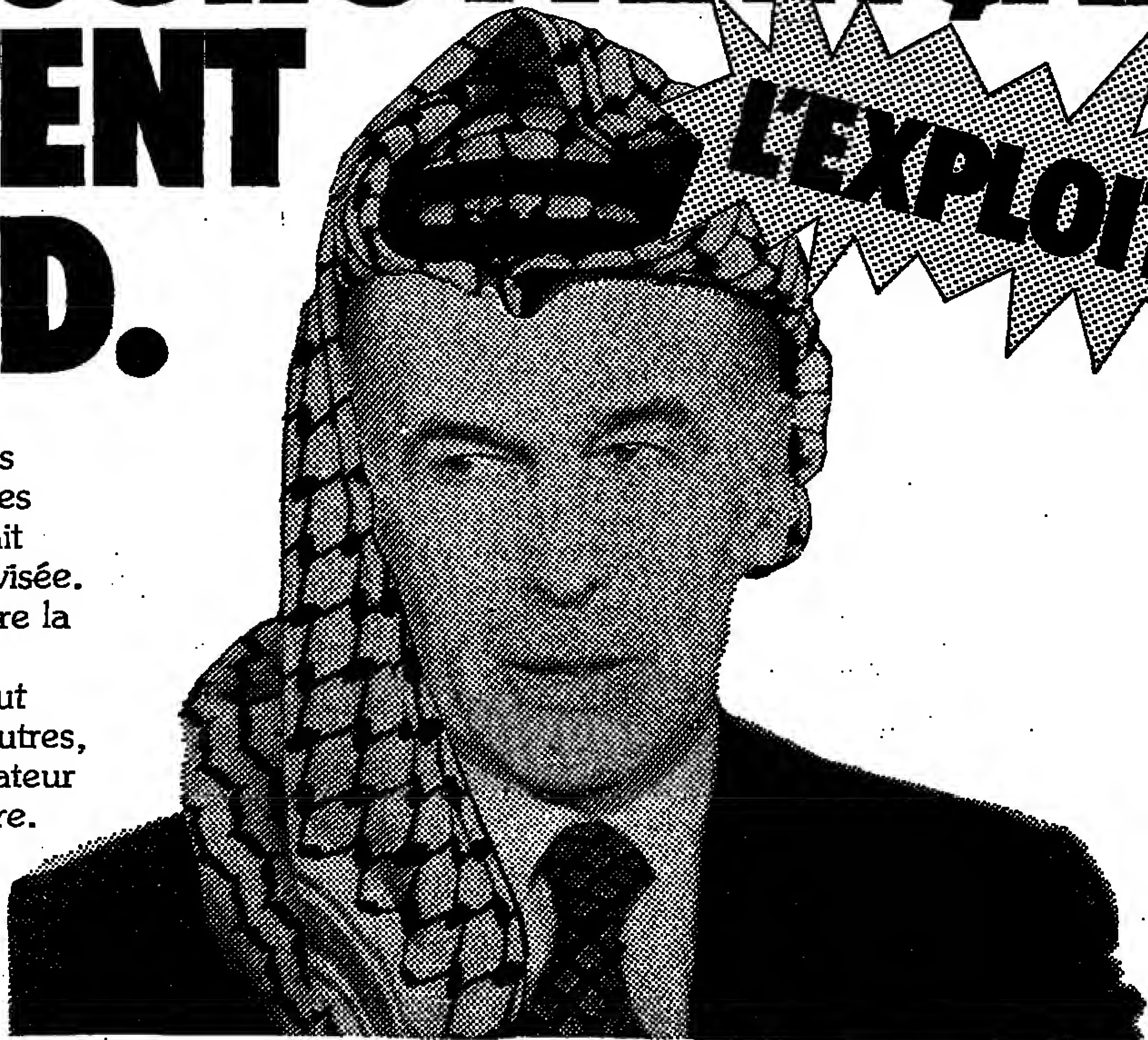
Né le 4 août 1921 à Paris, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Charles Bignon commença une carrière d'industriel avant de joindre par la suite divers cabinets ministériels et d'obtenir des mandats politiques. Il fut ainsi suc-

cessionnaire directeur des établissements Covert (1951-1960), directeur général de la manufacture de Blainville (1960-1961), président de la commission d'exportation du syndicat général de l'industrie cotonnière (1965-1969). Nommé chef de cabinet, puis directeur de cabinet de Jean de Broglie, il fut l'ancien secrétaire d'Etat chargé du Sahara et des départements et territoires d'outre-mer dans les divers ministères que celui-ci occupa de 1961 à 1967.

Chargé de mission au ministère de l'Industrie en 1967, Charles Bignon fut élu député de la troisième circonscription de la Somme en 1968 sous l'étiquette U.D.R. Réélu en 1973, il fut battu aux élections législatives de mars 1978 par M. Michel Couillet (P.C.), où il se présentait sous l'étiquette R.P.R. Vice-président de la

700 000 JUIFS FRANÇAIS SE METTENT D'ACCORD.

La communauté juive française est la plus importante de la Diaspora, après celles des Etats-Unis et d'Union Soviétique. Elle était aussi - à l'image de la France - la plus divisée. Pourquoi se retrouve-t-elle unanime contre la politique arabe de Giscard ? Les Juifs en France : un lobby ? Un électorat ? Ou tout simplement des Français qui, comme d'autres, ont peur pour Israël ? Le Nouvel Observateur raconte leur histoire et explique leur colère. Un grand dossier.



LE NOUVEL
observateur

مركز أمن الأصل

POLITIQUE

M. Giscard d'Estaing devant les jeunes rassemblés au Bourget

• Cinq mille réfugiés supplémentaires en mai • Augmentation des crédits consacrés à l'énergie solaire • Une fête de la liberté en 1980

Cinq mille jeunes réunis sur l'initiative du Mouvement des jeunes giscardiens ont écouté, le samedi 29 mars à 18 heures au Bourget (Seine-Saint-Denis), le président de la République, qui voulait à cette occasion dialoguer avec les jeunes (« Le Monde » du 29 mars 1980). Ce public est apparu particulièrement sensible aux développements nombreux que le chef de l'Etat a consacrés aux droits de l'homme : « La France ne doit pas être seulement un pays de libertés, a déclaré notamment M. Giscard d'Estaing, mais le pays de la liberté ».

Ce progrès des libertés fut un des quatre thèmes de l'intervention que le chef de l'Etat fit ensuite devant les caméras de la télévision à l'intention de la jeunesse : la présence de la France

dans le monde, la nécessité pour la France d'être économiquement et politiquement au « rendez-vous de l'avenir », et la nécessité d'éloigner la guerre, furent les trois autres thèmes développés par le chef de l'Etat.

Les questions posées durant le débat par les cinq interlocuteurs qui avaient été choisis furent nombreuses et précises : le statut des objectifs de conscience, le développement de l'énergie solaire, les possibilités de référendum local, la cherté des places de concert et de théâtre, l'accès des jeunes comédiens à la télévision, le droit à la formation permanente, furent quelques-unes des questions évoquées. Le ton de ces interventions fut sans agressivité, mais sans complaisance : l'un des

interlocuteurs du chef de l'Etat, M. Pierre Lebailly, vice-président de l'association Espace pour demain, n'a pas hésité à l'interrompre pour revenir sur une de ces questions.

Le président de la République, sans doute faute de temps, n'a pas pu répondre à toutes les questions : s'il a parlé de Plogoff, il n'a pas évoqué la peine de mort. Le chef de l'Etat, d'autre part, n'a pas annoncé d'initiative spectaculaire, à l'exception du message qu'il a lancé en faveur d'une « fête mondiale de la liberté » — « toutes tentatives politiques confondues », — à l'occasion du deux centième anniversaire de « la plus célèbre révolution du monde »... en 1989.

À-t-il dit, sans précipitation avec une période de transition de dix ans. Durant son intervention télévisée, le chef de l'Etat a stigmatisé les divisions de notre pays comme « une survivance maladroite du passé, un résidu de guerre civile et de religion ; d'intolérance et de dogmatisme ». Avant d'appeler la jeunesse à « aller plus loin » pour assurer le rayonnement de la culture française dans le monde et faire que son économie soit une « économie d'avenir », le chef de l'Etat avait souligné la « solidarité profonde » qui unit à la jeunesse de France, car, a-t-il précisé, « nous nous préoccupons de la même chose, nous nous préoccupons de l'avenir ». « Il faut, a-t-il déclaré, que le groupe central du français devienne toute la France pour que la France devienne une fraternité ». Le chef de l'Etat a estimé qu'il « fallait réformer certains aspects de notre enseignement et notamment de notre École nationale d'administration ».

M. Valéry Giscard d'Estaing a répondu aux questions qui lui étaient posées sur les cinq thèmes suivants : les droits de l'homme, l'accès des jeunes à la culture et à la vie en milieu rural.

● **LES DROITS DE L'HOMME.** « Les droits de l'homme constituent, a déclaré le chef de l'Etat, une des exigences les plus fortes de notre temps (...). Elle doit s'exprimer fortement dans la jeunesse. Tout en affirmant que la France était un des pays les plus libres dans le monde, le chef de l'Etat a estimé qu'il fallait en ce domaine être d'abord soi-même

exemplaire. Il a rappelé notamment son effort en faveur des détenus, la préparation d'un texte sur l'adoption des enfants, sa visite au printemps 1976 à Anvers, l'interdiction de la peine de mort, la possibilité de créer un haut commissariat aux droits de l'homme. M. Giscard d'Estaing a estimé qu'une telle proposition serait rejetée malheureusement par les États les plus puissants et les plus faibles : « Je suis plus favorable, a-t-il dit, à des commissions régionales d'enquête et de contrôle ». Le chef de l'Etat a, enfin, rappelé que la France était le pays au monde où l'on comptait le plus

LES RÉACTIONS

● **LE MOUVEMENT DE LA JEUNESSE COMMUNISTE** déclare : « Que des balbutiements et des grandes phrases creuses ! Pourtant, rien n'a été épargné pour organiser cette triste mascarade, même pas les derniers publics, puisque nous savons maintenant que, sous couvert de la Semaine de la jeunesse, c'est en fait une initiation des jeunes giscardiens dont il s'agit (...). Giscard d'Estaing n'est pas l'homme de l'avenir, mais l'homme du passé. Tout d'abord parce qu'il est responsable de la politique du chômage et de mal-être que connaissent plus de sept millions de jeunes dans notre pays et, d'autre part, parce que tout ce qu'il a proposé à la jeunesse, c'est une politique d'argent, où l'homme humain ne peut être que source de profits ».

● **LE CENTRE CONFÉDÉRAL DE LA JEUNESSE C.O.T.** : « Pour dialoguer avec les jeunes, le président de la République s'est d'emblée situé loin d'eux et de leurs problèmes (...). Cynisme et mépris étaient (...) au rendez-vous ».

● **M. PATRICK WEILL**, responsable des jeunes du C.S.R.E.S. et membre du comité directeur du P.S. : « Le président de la République vient de conclure la prétendue « Semaine de la jeunesse » en mettant la jeunesse au service de la Communauté, il se fera, à l'occasion de l'Europe, il a notamment déclaré : « S'il est difficile de construire l'Europe, il sera encore plus difficile de la détruire ». Quant à l'élargissement de la Communauté, il se fera, à l'occasion de l'Europe, il a notamment déclaré : « S'il est difficile de construire l'Europe, il sera encore plus difficile de la détruire ».

Disco, sandwiches et politique

Deux « Jeunesses » bien différentes ont accueilli, avec de nombreux applaudissements, l'hélicoptère présidentiel lorsqu'il est posé à 17 h 42 sur l'aéroport. Il y avait les jeunes giscardiens et les autres. Les premiers avaient déployé de grandes banderoles : « L'ube du tricolore millénaire ! » — « Metz avec V.G.E. ! » — « Les jeunes d'Alsace-Province avec Giscard ! ». On les reconnaissait à leur costume rayé et à leur ton posé, ainsi qu'à leur badge à l'effigie du président qu'ils portaient sur eux.

Agés souvent, parmi les responsables, de plus de vingt-cinq ans, ils sont catégoriques. « Il n'y a jamais eu mieux que V.G.E. », réchiffrent Mme Anne Texiera, secrétaire départementale des jeunes giscardiens, pour les Pyrénées-Orientales, lorsqu'un autre militant, trop timide à ses yeux, déclare : « Il n'y a pas mieux que Giscard d'Estaing ». Une militante de Montpellier estime que V.G.E. est « le seul à prendre des mesures pour la jeunesse ». Les mesures qu'elle décrit ne sont pourtant pas très précises : « La majorité à dix-huit ans, dit-elle, l'apprentissage, les femmes et le social ».

Une riche organisation

Qui leur a offert ce voyage ? « C'est Giscard », répondent la plupart. A cette question M. Hugues Desverin, secrétaire général du Mouvement des jeunes giscardiens, déclare : « C'est notre organisation qui a financé l'ensemble de la manifestation, y compris les déplacements internationaux ». Riche organisation ! Sept camionnettes ont été louées pour les militants de Paris pour collecter d'innombrables affiches ; des centaines de dossiers ont été dressés ; un écran géant a été installé sur la tribune ; des jeunes gens rémunérés — pas des militants — ont accueilli les cars. Enfin, malgré les dix cars de C.R.S. dont certains ont bloqué une manifestation de cent cinquante motards, un service d'ordre privé de trois-cinq personnes a été engagé pour reconnaître les responsables du mouvement des jeunes giscardiens pour filtrer les entrées.

NICOLAS BEAU.

Dans la presse parisienne

Le président de la République a-t-il tenu le langage qu'il fallait, samedi, aux jeunes rassemblés au Bourget ? Poser la question vaut réponse pour Guy Barret, qui doute, dans l'Aurore, de l'impact des propos de M. Valéry Giscard d'Estaing. « Il leur a parlé de l'avenir (...), remarque-t-il. Mais ce qui caractérise la « bof génération », c'est précisément sa volonté de ne vouloir penser à l'avenir qu'à très court terme (...). Giscard a aussi accordé quelques satisfactions immédiates à son auditoire. Mais là encore, aujourd'hui, les jeunes ne sentent pas l'actualité venue d'en haut ».

Dans l'Éditorial du Figaro, Max Clos accorde au chef de l'Etat une circonstance atténuante : « Le président de la République n'avait pas grand-chose à dire à la jeunesse. Il n'est pas le seul. Ceux dont c'est la fonction ou le métier carrent ou éducatifs n'arrivent pas non plus à établir le dialogue. Pourquoi le chef de l'Etat serait-il plus doué ? », écrit-il.

« Il n'est pas sûr qu'il existe

aujourd'hui un seul homme politique qui sache parler des jeunes aux jeunes », estime le Matin après le discours hétéro et pratique du Bourget ».

« La traite des jeunes », titre le Quotidien de Paris, selon lequel « le discours de Giscard à la jeunesse couronne une longue série de parenthèses électoralistes venant de tous les milieux politiques ». Pour Dominique Jamet, le dialogue a été inexistante au Bourget : « À ceux qui ne savent pas leur parler, les jeunes n'ont rien à dire ».

Après M. Roland Leroy, qui dans l'Humanité dimanche, avait résumé la prestation du président de la République sous le titre « On ne s'entend pas », M. René Andrieu estime dans l'Éditorial de l'Humanité quotidien que le discours du Bourget « n'a pas échappé aux lois du genre » des allocutions présidentielles qui, selon lui, « tiennent à la fois de la conversation mondaine, des propos de patronage et des propositions de loi préélectorales ».

L'ALGÉRIE ACCORDE LA LIBRE CIRCULATION AUX FRANÇAIS MUSULMANS AGÉS DE MOINS DE TRENTE ANS

MM. Jacques Roseau et Guy Foray, dirigeants du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et apollés d'outre-mer), ont été reçus par M. Sahannou, ambassadeur d'Algérie en France, qui leur a indiqué que le gouvernement algérien « avait décidé d'accorder officiellement et totalement la libre circulation entre l'Algérie et la France à tous les fils et filles de Français musulmans, donc de harkis ». L'ambassadeur a précisé que cette disposition concerne tous les Français musulmans de moins de trente ans, et que des directives sont transmises à tous les consulats d'Algérie en France pour que les plus grandes facilités soient accordées aux jeunes Français musulmans dans leurs démarches.

Les dirigeants du RECOURS ont reçu l'assurance que l'élargissement de cette mesure à l'ensemble des Français musulmans ferait l'objet d'un examen approfondi, ainsi que la situation des « pieds-noirs » toujours installés en Algérie.

maîtrisez les microordinateurs

5^e CONGRÈS EXPOSITION les 6-7 et 8 MAI 1980 PALAIS DES CONGRÈS place de la porte Maillot PARIS

LES SÉMINAIRES

INTRODUCTION AUX MICROPROCESSEURS.
5 mai 1980, 9 h 00 à 16 h 00, Réf. C10 (1 jour).
Niveau : *Destiné à tous ceux, même non spécialistes, qui disposent d'une formation scientifique de base.*
Description : Ce séminaire s'adresse à tous ceux qui ont pris conscience du phénomène microprocesseurs et qui souhaitent acquérir rapidement les bases techniques hardware et software nécessaires à la compréhension des microprocesseurs et microcalculateurs.

LES MICROPROCESSEURS.
6 et 7 mai 1980, 9 h 00 à 16 h 00, Réf. A1 (2 jours).
Niveau : *Ce séminaire de base s'adresse à tous ceux dont la formation n'est pas nécessairement informatique et qui souhaitent acquérir rapidement une connaissance de l'ensemble des avantages et des problèmes liés aux microprocesseurs.*
Description : Ces concepts et techniques de base seront présentés en détail et illustrés par des études de cas précises et chiffrées. À l'issue du séminaire, les participants devront avoir acquis l'ensemble des connaissances de base et des critères d'évaluation nécessaires à la compréhension et à la mise en œuvre des microprocesseurs et microordinateurs.

PROGRAMMATION PRATIQUE SUR MICROORDINATEUR.
8 et 9 mai 1980, 9 h 00 à 16 h 00, Réf. B12.
Niveau : *Pour ce cours de deux jours, aucune connaissance préalable de programmation n'est nécessaire.*
Description : Apprentissage des microordinateurs sur matériel avec pratique de programmation. Développement de programmes concrets.

LES CONFÉRENCES

NOUVEAUX PRODUITS.
6 mai 1980, 16 h 30 - 20 h 00, Réf. D1.
APPLICATIONS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES DES MICROORDINATEURS.
7 mai 1980, 16 h 30 - 20 h 00, Réf. D2.
QUESTIONS/REPONSES SUR LES ORDINATEURS PERSONNELS.
8 mai 1980, 16 h 30 - 20 h 00, Réf. D3.
INTRODUCTION AU BASIC.
6 mai 1980, 9 h 00 - 16 h 00, Réf. B10.
BASIC PAR LA PRATIQUE.
7 mai 1980, 9 h 00 - 16 h 00, Réf. B11.
UTILISATION PRATIQUE DES MICROORDINATEURS.
6 mai 1980, 9 h 00 - 13 h 00, Réf. B13.
PASCAL : INTRODUCTION, EXERCICES PRATIQUES.
8 mai 1980, 14 h 00 - 18 h 00, Réf. B14.
MICROPROCESSEURS A 16 BITS.
9 mai 1980, 9 h 00 - 13 h 00, Réf. B15.

LES MICRO-ORDINATEURS AU BUREAU ET CHEZ LE MÉDECIN

LE MICROORDINATEUR POUR LES PROFESSIONS MÉDICALES ET PARAMÉDICALES.
mardi 6 mai de 16 h 30 à 20 h 00, Réf. F1.
LE MICROORDINATEUR AU BUREAU : COMPTABILITÉ / GESTION.
mercredi 7 mai 1980, 16 h 30 - 20 h 00, Réf. F2.

NOS RÉFÉRENCES

Sybox est spécialisée dans la formation microprocesseurs et microordinateurs et dispose d'une entantine à « Silicon Valley » où sont mises au point les techniques de développement les plus récentes dans le domaine LS. Les séminaires SYBOX sont enseignés par des spécialistes renommés et sont rendus possibles par un effort de recherche et de mise à jour constant. Les matériels les plus récents sont mis à la disposition des participants qui jugent nos séminaires « bons à excellent ». Renseignez-vous. Plus de 1000 sociétés ont formé leur personnel par notre intermédiaire. SYBOX est indépendante des constructeurs.

PARTICIPATION : Conférences D1, D2, D3 - 177 F; B10, B11 - 353 F; B13, B14, B15, F1, F2 - 225 F.
Séminaires C10 - 1155 F; A1 - 2330 F; B12 - 2330 F.

Pour pouvoir vous inscrire, soit en envoyant le bulletin ci-dessous à : SYBOX, 18 rue Planchet, 75020 PARIS soit en nous téléphonant directement à 070 32 75.

Inscription à renvoyer à SYBOX, 18 rue Planchet, 75020 Paris.

Veuillez m'envoyer : invitations gratuites à MICRO-EXPO.

Veuillez m'inscrire à votre : Séminaire ☐ A1 ☐ B12 ☐ B10

Conférence ☐ C10 ☐ D2 ☐ D3

☐ B11 ☐ B13 ☐ B14 ☐ B15

Soirée Professionnelle ☐ F1 ☐ F2

M. _____ Société _____

Adresse _____ Tél. _____

Votre inscription peut être accompagnée du chèque libellé à l'ordre de SYBOX, soit d'un bon d'inscription de votre société qui nous permettra de lui établir une facture.

NCAIS
EXPLOIT

M. Michel Legrand, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat, a été chargé des dossiers de toutes les personnes arrêtées depuis jeudi.

● Le titre tiré du film est : *Chaprin et le Ptitâ* ne sera pas assisté du film le *Chaprin*, et le Ptitâ avec le réalisateur *Mas* Ophils et avoi à ce titre le *Chaprin* et le *Ptitâ* de *M. André* Harris avant, *M. André* Harris, président du tribunal de Paris, la saisie du livre tiré de ce film, publié sans son autorisation et sans son accord, et le *Chaprin* portant, comme seul titre, le titre de *Marcel Ophils*. Dans l'ordonnance rendue le 28 mars *M. André* Harris a déclaré qu'il n'a pas été entendu, et a déclaré, car il existe en France, une contestation sérieuse sur la validité des titres respectifs de *M. André* Harris et de *M. Marcel Ophils* au scénario (à qui oppose le

iristes

Après ses arrestations, un...
L'acte d'arrestation...
M. Michel Legendre...
C'est de la part de la justice...

A TOULON
L'arrivée des enquêteurs italiens...
De notre correspondant...

Le Pape Louis Sintas, jésuite, vient de prêcher, pour la dernière année consécutive, les conférences de carême en la cathédrale de Notre-Dame de Paris. Ayant choisi de traiter, dans un cycle de trois ans, les vertus théologales — foi, espérance, charité, — il avait pris comme thème l'année dernière : « Ne soyez pas crédules, mais croyants » (« le Monde » daté 4-5 mars et 15-16 avril 1979). Cette année, les six conférences, qui se sont terminées le dimanche 30 mars, avaient pour thème : « Tous ces mortels qui veulent vivre » (1).

Le Pape Louis Sintas semble bien dans sa peau. Ce fils de paysan landais de quarante-sept ans respire le solide bon sens. Quelle est son impression après deux ans comme « prédicateur de Notre-Dame » : « Ces conférences m'ont permis de me livrer à des verbes grandiloquents, d'apartenance à l'âge de Boesius ou de Bourdaloue qu'à notre siècle trépidant et affairé ? »

RELIGION

LES CONFÉRENCES DE CARÊME A NOTRE-DAME

L'espérance : un au-delà ici-bas

Le Pape Louis Sintas, jésuite, vient de prêcher, pour la dernière année consécutive, les conférences de carême en la cathédrale de Notre-Dame de Paris. Ayant choisi de traiter, dans un cycle de trois ans, les vertus théologales — foi, espérance, charité, — il avait pris comme thème l'année dernière : « Ne soyez pas crédules, mais croyants » (« le Monde » daté 4-5 mars et 15-16 avril 1979). Cette année, les six conférences, qui se sont terminées le dimanche 30 mars, avaient pour thème : « Tous ces mortels qui veulent vivre » (1).

Le Père Louis Sintas semble bien dans sa peau. Ce fils de paysan landais de quarante-sept ans respire le solide bon sens. Quelle est son impression après deux ans comme « prédicateur de Notre-Dame » : « Ces conférences m'ont permis de me livrer à des verbes grandiloquents, d'apartenance à l'âge de Boesius ou de Bourdaloue qu'à notre siècle trépidant et affairé ? »

— D'abord, répond le Père Sintas, Notre-Dame est toujours pleine, ce qui représente six mille personnes environ, et je suis obligé d'adopter un certain style oratoire, le mètre de m'adresser à chacun individuellement — en fixant tel ou tel visage, par exemple, j'ai d'ailleurs simplifié mon style, par rapport à l'année dernière, car il s'agit d'atteindre le plus grand nombre de personnes possible. Ensuite, il ne faut pas oublier que le plus grand public est invisible ! Les conférences sont diffusées en direct sur France-Culture, et la radio est un médium très discret en ce qui concerne la parole de bouche à oreille.

— Quel peut être l'impact de tels sermons ? M'avez-vous pas

l'impression de mener un monologue ?

— Au contraire, un dialogue s'instaure par la suite. Le fait que la cathédrale ne désemplit pas — et l'assistance est très variée, allant de vieilles dames en noir aux jeunes aux cheveux longs — montre que cela répond à un besoin réel. Mais c'est surtout l'important courrier que je reçois — plusieurs centaines de lettres l'année dernière, la plupart confidentielles, — qui me donne à penser que le genre d'écrit n'est pas dénué.

— Quels sont les problèmes les plus souvent abordés ?

— En dehors des cas de conscience personnels, je dirais que le sujet qui revient le plus concerne la situation actuelle de l'Eglise. Et, paradoxalement, je reçois surtout des lettres d'un bord que de l'autre — de ceux qui soutiennent la « démolition de l'Eglise » que de ceux qui se plaignent du manque de liberté d'expression. Si 1/2 des lettres viennent de personnes qui veulent sortir de leur solitude : les malades, les prisonniers, les Français vivant à l'étranger... Je reçois aussi des lettres d'incroyants — critiques ou sympathiques.

L'appartenance chrétienne

— Quant au fond, quel est le sens de votre démarche cette année ?

— Mon but est l'éveil spirituel des consciences. Tout au long de cette prédication, j'ai essayé de faire redécouvrir la dimension spirituelle de nos vies, dit le Père Sintas. Il existe une contradiction fondamentale entre la course au pouvoir politique, l'exercice de la justice, les rapports entre les hommes à tous les niveaux et le message de l'Evangile, la fraternité évangélique par le Christ. Un chrétien peut-il prendre son parti de cette contradiction ?

— Il est vrai que, face aux grands problèmes du monde, face au tiers-monde, face à la guerre, face à tant d'injustices criantes, nous nous sentons accablés par notre impuissance. Comment, en effet, n'aurions-nous pas l'impression d'une gigantesque machine à laquelle personne ne peut rien ? C'est alors que l'Evangile nous révèle. Qu'étaient donc les Douze face au monde entier ? Que pouvaient-ils, dès lors, proposer aux communautés naissantes, sinon leur propre expérience du don de Dieu et de son pardon ? Cela ne pouvait se traduire que par une structuration nouvelle de la vie communautaire fondée non plus sur la rivalité et la seule justice, mais sur le partage de tous les biens et sur le pardon mutuel.

Pour le Père Sintas, le chrétien est la conviction que l'Evangile met à la portée de l'homme un moyen de salut. Et il ne s'agit pas d'un salut situé dans un au-delà mythique. « L'espérance, dit-il, ne se trouve pas dans un au-delà chronologique, mais dans l'au-delà de l'homme, qui doit continuellement se surpasser, lui-même ».

« Si seulement je pouvais convaincre l'opinion publique de cela, mais je me mets à rêver... Persuadé qu'il accomplit un ministère populaire, grâce à la démocratisation opérée par la radio, le Père Sintas, tel un paysan, poursuit son rêve l'année prochaine.

ALAIN WOODROW.

(1) Six fascicules édités par Bayard-Presses, 7 F chacun ou trois fascicules, la série : 150 F, 3, rue Bayard, 75005 Paris.

DÉFENSE

M. Debré : la France peut se doter de la bombe à neutrons, mais ce n'est pas une priorité

« La France peut se doter de la bombe à neutrons, mais ce n'est pas une priorité », a déclaré l'ancien premier ministre du général de Gaulle et ancien ministre de la défense de Georges Pompidou, M. Michel Debré, qui a prononcé, samedi 29 mars, à Paris, un colloque de la revue *Paradoxe* sur l'indépendance de la politique militaire de la France.

« Il ne faut pas condamner la bombe à neutrons, qui, comme toutes les armes destructrices de guerre, n'a pas à être jugée d'un point de vue moral. Telle que notre politique de défense doit être envisagée, la bombe à neutrons n'est pas une arme prioritaire. C'est une arme du champ de bataille, et notamment expliquée M. Debré, de qui n'est pas l'hypothèse prioritaire. Dans les choix budgétaires, le problème des armes stratégiques a la priorité sur l'arme à neutrons ».

Selon l'ancien premier ministre, « la France est vouée dans les quinze ans qui viennent à augmenter le nombre de ses sous-marins nucléaires lance-missiles et à se doter de sous-marins nucléaires d'attaque ». « C'est la priorité », a ajouté M. Debré. Pour la première fois de son histoire, la marine nationale se trouve au premier rang de la défense nationale.

M. Debré n'a pas cité le nombre de sous-marins nucléaires qu'il lui semblait nécessaire de construire. Mais représentant des interventions de plusieurs participants du colloque, notamment celle de M. Pierre Messmer, ancien ministre

LE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE

Moins de postes au CAPES et à l'agrégation de mathématiques

Un arrêté du ministère de l'éducation paru jeudi 27 mars au *Journal officiel* fixe à mille le nombre de postes ouverts aux concours d'agrégation en 1980 et à mille sept cent cinquante des postes ouverts aux concours d'admission au professorat de l'enseignement du second degré (CAPES).

Ces chiffres totaux sont les mêmes qu'en 1979. Ils marquent donc un arrêt de la tendance à la diminution du recrutement par concours des enseignants du secondaire qu'on avait enregistré depuis les concours de 1975. Cependant, si le nombre de postes est le même qu'en 1979 (*le Monde* du 4 avril 1979), la répartition entre disciplines est différente.

En philosophie, le nombre de postes mis au concours de l'agrégation augmente (vingt-cinq cette année contre vingt en 1979), alors qu'il diminue dans les disciplines littéraires. Mais la baisse la plus importante concerne les mathématiques (cent vingt-huit en 1979, quatre-vingt-deux en 1980), alors que le nombre de postes mis au concours pour le génie mécanique, le génie électrique et l'éco-

PRESSE

A « la Voix du Nord »

LES JOURNALISTES EN GRÈVE RÉCLAMENT UN « CONSEIL DE RÉDACTION »

(De notre correspondant.)

Lille. — Le quotidien « la Voix du Nord », imprimé à Lille, n'a pas paru le dimanche 29 mars en raison d'une grève de vingt-quatre heures déclenchée par l'intersyndicale des journalistes (S.N.J., C.G.C., S.F.J.-C.F.D.T.) qui a été massivement suivie. Les journalistes exigent ainsi que soient respectés les droits de la direction de la rédaction en matière de décision unilatérale de la direction, qui a modifié l'organisation de la rédaction en transférant au directeur la plupart des pouvoirs qui reviennent aux rédacteurs en chef.

Les syndicats réclament la création d'un conseil de rédaction paritaire, mais que les statuts de la société ne lui permettent pas de donner à la rédaction des pouvoirs de décision. Ce à quoi les syndicats répondent que le conseil réclamé par les journalistes n'a qu'un caractère consultatif. Dans la lettre, la direction dénonce l'« limitation de la liberté syndicale » dans la marche de la société pour contester des décisions prises.

L'assemblée générale des actionnaires de « la Voix du Nord » aura lieu le 23 avril. L'intersyndicale demande aux nombreux journalistes de « la Voix du Nord » qui possèdent des actions d'assister à cette assemblée et d'exercer eux-mêmes leur droit de vote. — G.S.

LE FICHIER DU S.N.J.

PRÊTÉ A M. PERDRIEL ?

(De notre correspondant.)

Lille. — Le journal communiste *Liberté*, imprimé à Lille, affirme dans son édition du 30 mars que le fichier des instituteurs (S.N.I.) a fourni son fichier à M. Claude Perdriel, P.-D.G. du *Matin du Nord*, pour le lancement du *Matin du Nord*, dont la date de parution n'a pas été précisée. *Liberté* publie à l'appui de ses thèses les bandes de rouage du *Bulletin du S.N.I.* et du *Journal FEV Informations*, ainsi que la bande de l'association de souscription diffusée actuellement dans le Nord - Pas-de-Calais par M. Perdriel.

Pour le cas de Mme Carabin, Gibeaux, enseignante en retraite, on retrouve les mêmes fautes sur les trois adresses (Gibeaux au lieu de Giguère). Le journal communiste affirme : « L'affaire est grave ; il s'agit d'une atteinte à la vie privée et à la liberté individuelle de chaque membre de ce syndicat ».

La section du Pas-de-Calais du S.N.I. a formellement démenti avoir fourni son fichier à M. Perdriel.

AÉRONAUTIQUE

Le grand prix 1979 de l'Association aéronautique et astronautique de France (A.A.A.F.) a été attribué à M. Roger Bételle, directeur général d'Albus-Industrie, et pour la part déterminante qu'il a prise depuis le tout début dans le succès technique et commercial du programme Airbus.

Le prix d'aéronautique a été décerné à M. Jacques Pagard pour l'étude des systèmes de pilotage automatique des avions civils et militaires et le prix d'astronautique à M. Frédéric d'Allet pour son rôle dans le développement du lanceur Ariane. — A.A.A.F., 80, rue Lauriston, 75016 Paris.

ÉDUCATION

Manifestations à Quimper, Orange et Nîmes contre la fermeture de classes

Les mouvements de protestation contre l'annonce des fermetures de classes à la rentrée de septembre prochain continuent en province où les vacances de printemps commenceront le samedi 5 avril, alors que pour les trois académies de la région parisienne sont en cours depuis le samedi 29 mars.

Près de cinq mille personnes ont manifesté samedi 29 mars à Quimper à l'appel de la FEN, du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.-E.C.C.) et de la Fédération des conseils de parents d'élèves (que préside M. Jean Corneil), pour protester contre les fermetures prévues dans le département du Finistère. Des manifestations d'enseignants et de parents d'élèves ont eu lieu samedi à Orange dans le Vaucluse et à Nîmes dans le Gard.

Alors qu'à Aix deux collèges sont occupés de manière symbolique, les parents d'élèves de Marguerite, près de Nîmes, ont décidé de faire de même dans une école primaire.

Le conseil départemental de l'enseignement primaire du Val-de-Marne aurait refusé vendredi 28 selon le S.N.I. d'entériner les fermetures de classes prévues dans le département pour la rentrée prochaine. A Dijon, c'est le conseil municipal, présidé par M. Robert Foudjé (R.P.R.) qui a donné un avis défavorable aux fermetures de classes annoncées par l'inspection académique (quatre classes maternelles, et treize dans les primaires).

● Pétition pour les sciences économiques. — Quatre mille enseignants et parents d'élèves ont signé une pétition à l'appel de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales. Le texte remis jeudi 26 mars au ministère de l'éducation s'oppose à la « destruction » de l'enseignement de cette discipline à l'occasion de la réforme du second cycle qui doit être appliquée à la rentrée de 1981 dans les classes de seconde.

A L'OCCASION DE PAQUES

un numéro spécial de



CHRIST EST RESSUSCITÉ

N° 1 864 du 31 mars au 6 avril

A commander dès à présent à
TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN
49, rue du Faubourg Poissonnière
75009 PARIS - CCP 5023 99 PARIS
7 Francs



FEU VERT!

Le nouveau reflex

Pentax MV ouvre

enfin la voie de la

simplicité à la photo-

graphie de qualité.

Regardez dans le

viseur. Si le voyant est

vert, faites la mise au

point et déclenchez.

S'il est rouge ou

jaune, tournez la

bague des diaphrag-

mes jusqu'au vert.

Sinon utilisez un pied

ou le flash AF 200. Le

flash mis en place,

juste un coup d'œil

sur le témoin et

déclenchez.

Voilà. C'est

aussi facile que

ça.



PENTAX



DIRECTEUR SOCIÉTÉ COMMERCIALE

300.000 F

Biens durables de grande consommation — Un très important groupe industriel français spécialisé dans la production et la commercialisation de biens durables de grande consommation, recherche pour Paris, le Directeur d'une société commerciale (environ 700 personnes). Dépendant de la Direction Générale du Groupe, il sera responsable de la stratégie commerciale de la société et de la réalisation des objectifs de vente. Il dirigera des réseaux commerciaux spécialisés par produits et/ou marques et gèrera un budget de l'ordre de un milliard de francs. Ce poste de très haut niveau nécessite un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC, Sciences Politiques...), possédant une expérience confirmée des différents réseaux de distribution, de l'animation et de la gestion commerciale acquise dans un poste d'envergure nationale dans les biens de consommation. La rémunération annuelle, de l'ordre de 300.000 francs, comprendra essentiellement la prime et la participation au bénéfice. Des informations complémentaires seront données au cours d'un entretien strictement confidentiel. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2912M

CHEF SERVICE QUALITÉ

180.000 F

Une importante société fabricant du gros matériel chaudronné et mécano-soudé de haute technicité, implantée dans le Nord, crée le poste de Chef de Service Qualité de l'usine. Rendant compte au Directeur de l'usine et animant une importante équipe, il veillera à la coordination étroite avec la fabrication au respect de la qualité. Il prendra et mettra en œuvre toutes les mesures qu'il jugera utiles à cet effet, tant en ce qui concerne les moyens matériels qu'en ce qui concerne les hommes. Ce poste nécessite un Ingénieur âgé de 40 ans au moins (AM, ICAM, IDN ou équivalent) venant ou de la production ou d'un service qualité, mais dans les deux cas, il aura acquis une expérience de la fabrication en chaudronnerie soit directement comme « fabricant » soit au sein d'un service technique touchant de près la production. La pratique de l'anglais constituerait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 180.000 francs, sera fonction de l'acquis du candidat. Écrire à M. OLARI à Croix. Réf. A/496M

RESPONSABLE DES MÉTHODES

150.000 F

Centre — Un très important groupe industriel français recherche le Chef du service méthodes d'une usine (800 personnes) spécialisée dans l'assemblage et la production en série de matériels électroniques grand public. Dépendant de la Direction de l'usine et avec l'aide d'une équipe comprenant deux ingénieurs et des techniciens, il sera responsable des méthodes : implantation des fabrications, choix des procédés, définition des temps, élaboration des gammes, choix des outillages, projets d'investissements, industrialisation nouveaux produits... Ce poste nécessitera un ingénieur diplômé, âgé d'au moins 30 ans, possédant une expérience des méthodes acquise dans des productions de série. De bonnes connaissances en électronique sont nécessaires. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 150.000 francs, sera fonction de l'expérience. Ce poste est à pourvoir dans une ville du centre de la France. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2913M

CHEF DES VENTES

150.000 F

PROMOGIM est un promoteur-construteur d'importance nationale, appartenant au groupe SCREG. Organisé en plusieurs Directions Régionales, il emploie environ 150 personnes. Il construit de 1.500 à 2.000 logements par an, dont 75 % en maisons individuelles groupées. Dans le cadre de son expansion, il recherche son Chef des Ventes « Maisons Individuelles France ». Sous la responsabilité du Directeur des Ventes, il aura essentiellement un rôle d'animation directe de l'équipe de vendeurs situés dans les Régions. Il participera à l'élaboration de la stratégie commerciale et en assurera la mise en œuvre (campagnes de publicité, plans de recrutement, etc.). Ce poste nécessitera un ingénieur diplômé de l'enseignement supérieur, âgé d'au moins 28 ans et disposant d'une double expérience de commercial et de gestionnaire, acquise, par exemple, chez un constructeur ou un établissement bancaire. La rémunération, composée d'un fixe et d'un intéressement, sera surtout fonction de l'expérience du candidat et pourra atteindre 150.000 francs par an. Le poste est situé au siège, à Paris. Il suppose des déplacements fréquents mais de courte durée, dans toute la France. Écrire à J.A. DENNINGER à Paris. Réf. A/2911M

RESPONSABLE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

140.000 F

Neuilly — Une société française en expansion constante et rapide depuis 10 ans (deux unités de production en Province ; chiffre d'affaires : 200 millions de francs), recherche pour son siège à Neuilly, un Responsable de la Comptabilité Générale. Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il aura dans un premier temps à faire un audit des procédures comptables existantes et à proposer des améliorations de fonctionnement. Cette mission accomplie, il sera responsable de la comptabilité générale : comptes mensuels et semestriels, bilan annuel, fiscalité... Il sera, enfin, en charge des problèmes de droit des sociétés ainsi que d'application de la législation sociale et du droit du travail. Ce poste nécessitera un candidat âgé d'au moins 32 ans, ayant le diplôme d'Expertise Comptable et pouvant justifier d'une expérience confirmée et réussie dans ce domaine, acquise au sein d'une entreprise industrielle. Un passage préalable dans un cabinet d'audit serait apprécié. La rémunération annuelle, de l'ordre de 140.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2909M

CHEF COMPTABLE

130.000 F

La filiale d'un important groupe industriel français, spécialisée dans la construction et la commercialisation de biens d'équipement lourds (Mécatronique), recherche, pour son siège situé à une centaine de km à l'Ouest de Paris, son Chef Comptable. Sous l'autorité du Directeur Financier, il animera et supervisera une petite équipe et sera chargé du suivi et de la coordination des comptabilités (générale, analytique, clients...) tant au niveau du siège que des deux établissements. Il interviendra également pour l'ensemble des problèmes fiscaux et pour la consolidation des bilans. Ce poste nécessitera un candidat âgé de 40 ans au moins, possédant, si possible, le DECS et ayant acquis une solide expérience de la comptabilité générale en milieu industriel. De bonnes connaissances fiscales et juridiques ainsi que la pratique de la comptabilité analytique sont impératives. La rémunération annuelle, de l'ordre de 130.000 francs, sera liée à l'expérience et à la valeur du candidat retenu. Écrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A/2910M

RESPONSABLE EXPORT

130.000 F

Produits mécaniques grande série — Une société industrielle française, leader dans sa spécialité sur le plan national, ayant décidé de tripler sa part à l'exportation d'ici 1983, recherche un Responsable Export. Rendant compte au Directeur Marketing, doté d'une large autonomie d'action et assisté par les études commerciales, il aura à créer, animer et contrôler un réseau performant d'agents et de filiales à l'étranger. Il aura comme objectif prioritaire une meilleure pénétration du marché européen ainsi que la consolidation d'une présence dans le monde entier. Ce poste nécessite un candidat âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'enseignement supérieur (technique ou commerciale) et pouvant justifier d'une expérience réussie à l'exportation, acquise dans le secteur des produits industriels. La pratique courante de l'allemand et de l'anglais est exigée. Ce poste nécessite une grande disponibilité : le candidat retenu devra consacrer environ 75 % de son temps hors de France. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 130.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2888M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord des candidats.

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bolini, 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505-14-30
1, rue Duguesclin, 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82
78, boulevard du 11-Novembre, 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 883-90-63
19, Résidence Flandre, 93170 CROIX - Tél. (20) 72-52-26
3, quai Kléber, 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22-01-54

Amsterdam - Bruxelles - Copenhague - Crotz - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes
Paris - Stockholm - Strasbourg - Vienne - Zurich

CARNET

Naissances

— Françoise HOLLANDE, née Rousseau, et Eric HOLLANDE sont très heureux avec Tristram d'annoncer la naissance de

Daniel,
le 24 mars 1980,
2, résidence du Parc, 91300 MONTY.

Mariages

— Le docteur et Mme Jacques SERANNE
M. et Mme Pierre BAZY,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,
Catherine et Laurent,
qui a été célébré dans l'intimité le 24 mars 1980, en l'église Sainte-Glode, à Paris.

Décès

FRANÇOIS DE CHAMPEAUX
Le comte de Champeaux, de Diebach et leurs enfants ont la profonde douleur de faire part du décès du

marquis de CHAMPEAUX,
ancien député de la Côte-d'Or,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945.

survenu le 25 mars 1980, dans sa soixante-dix-septième année.
Les obsèques auront lieu le mardi 26 mars, à 10 heures, en l'église de la Madeleine, 82, boulevard de la Madeleine, à Paris. Le service funéraire sera célébré à 11 heures, en l'église de la Madeleine, 82, boulevard de la Madeleine, à Paris.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris, en l'église Saint-Roch, le 10 avril 1980, à 10 heures. Les obsèques de M. de Champeaux, journaliste au quotidien « Le Journal », y avait effectué plusieurs reportages en Amérique où, en 1936, il avait interviewé le président Roosevelt.
Le 3 mai 1936, il avait été élu, au second tour, député de Seine-Montparnasse, dans la 1^{re} circonscription de la Côte-d'Or, inscrit au groupe de l'Alliance des républicains de gauche et des radicaux indépendants. Il était fait, contre le gouvernement de Front populaire, le défenseur du commerce et de la petite et moyenne industrie. Il avait aussi déposé une proposition de loi tendant à instituer le vote obligatoire. Après avoir voté, le 10 mai 1936, les pouvoirs constitués au maréchal Pétain, François de Champeaux avait pris, en 1940, la tête du mouvement de la région de Poitiers-en-Auxois, dont il était ensuite devenu le chef de la libération. Débarqué, en 1945, par l'armée Rhin et Danube à la 3^e division américaine, il fut le premier officier français à entrer au camp de Dachau en libérateur.
Après la guerre, François de Champeaux avait renoncé à toute activité politique.

PIERRE-JEAN DESGHÈNES

Nous apprenons le décès subit, à Paris, de notre confrère,

Pierre-Jean DESGHÈNES,
né le 24 mars 1904, à Orléans, dans la Deux-Sèvres, où il était né.
M. Desghènes avait été, à l'âge de cinquante-trois ans, ancien élève de l'École de journalisme de Lille, élu, en 1938, directeur de la revue « L'Europe », et en 1942, directeur de l'agence « Europe » de Paris-Marmont. Il était, en outre, directeur de la revue « L'Europe », et en 1942, directeur de la revue « L'Europe », et en 1942, directeur de la revue « L'Europe ».

Il collabora ensuite comme pigiste à plusieurs journaux parisiens, dont « Le Monde », pour lequel il écrivit de nombreux reportages régionaux ou internationaux. Son dernier article sur le Rwanda a été publié dans notre supplément « Tous les jours du monde ».

Tous ceux qui, au « Monde », apprécièrent sa sensibilité et son dévouement à la famille et ses amis de croire à leur sentiment de sincère sympathie.

— M. et Mme Etienne Bernard et leur fille Monique,
M. et Mme Georges Baladi et leurs enfants Michel et Marie-Christine,
M. et Mme Albert Broder et leur fille Laure,
Mlle Germaine Baladi,
Mlle Noëlle Baladi,
Mlle Monique Dullac et sa fille Nicole.

Mlle Françoise Grimbeek,
ses enfants et petits-enfants.
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Michel BALADI,
née Pauline Esauy,

survenue le 27 mars 1980, à Paris.
Pris pour elle Monique.

Le service religieux sera célébré en l'église Saint-Pierre de Montrouge, Paris (92), le mardi 1^{er} avril 1980, à 9 h 30.
L'inhumation aura lieu le même jour, vers 11 h 30, au cimetière de Boissy-la-Bastille (Seine-et-Oise).

88, boulevard Romain-Rolland,
92120 Montrouge.
M. et Mme Barrière, 75014 Paris.
7, rue Edouard-Picard,
94 Joliette-le-Pont.

— Mme Françoise Ballouey, née Samson,
ses enfants et petits-enfants.
Ses frères et belles-sœurs,
ont la douleur de faire part du décès de

M. François BALLOUAEY,
survenu le 28 mars 1980, à Paris, à l'âge de 82 ans.

Le service religieux sera célébré le mercredi 3 avril 1980, à 9 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, Paris (15^e).
L'inhumation aura lieu au cimetière d'Agen (Lot-et-Garonne).
Ni fleurs ni couronnes.

132, rue de Javel, 75015 Paris.

— Le président, le conseil d'administration, les membres de l'Association philanthropique de Chevilly-Larue, la direction, le personnel du Centre de pneumologie de Chevilly-Larue ont le regret de faire part du décès de

André BASSAC,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
administrateur,
ancien directeur adjoint,

survenu le 27 mars 1980, dans sa soixante-dixième année.
Les obsèques seront célébrées le 28 mars 1980, à 10 h 30, en l'église Sainte-Colombe de Chevilly-Larue (Val-de-Marne).

— Versailles, Charlier, Morlaix, Montluçon,
M. et Mme Jean Nayme,
M. et Mme Jean Cosquer,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Blanche BERTHIER,
née Guedon,

survenue à Versailles, le 27 mars 1980, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Le service religieux a lieu le lundi 31 mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Versailles, suivie de l'inhumation à Montluçon le même jour, à 17 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Ils rappellent à votre pieux souvenir le

colonel Maurice BERTHIER,
son époux,
décédé le 7 juin 1972.

— Mme Maurice Billel,
M. Yves Druenne et ses enfants,
M. et Mme Alain Billel et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Billel et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves Druenne, leur fils aîné, officier de la Légion d'honneur, directeur honoraire de la compagnie de Saint-Gobain, pleureusement endormi dans le sein du Seigneur et l'attente de la Résurrection.

La cérémonie d'inhumation aura lieu le 2 avril 1980, à 15 heures, en la paroisse de Montluçon, 39000 Lons-le-Saunier.

— Mme Michel Boitard,
Bernard et Claudine Jouanneau et leurs enfants,
Claude et Martine Boitard et leurs enfants,
Olivier et Anne Boitard et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel BOITARD,
officier de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance, avocat à la cour,
professeur associé à l'université de Paris-IX-Dauphine.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale à Harlevy (Seine-et-Marne).
Une messe sera dite à son intention le mercredi 3 avril 1980, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Chailly, Paris.

— M. Michel Boucoiran et son fils Yves,
Mme René Haguenauer,
M. et Mme Boucoiran, Mme Madeleine Boucoiran,
M. et Mme Max Amado,
M. et Mme Jacques Haguenauer,
M. et Mme Bernard Haguenauer,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Martine BOUCOIRAN,
née Haguenauer,
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— M. et Mme Claude Karla-Cohen, ses enfants,
Claude, Daniel et Pierre Karla-Cohen, ses petits-enfants,
M. et Mme Robert Karla et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Karla et leurs enfants,
M. et Mme Gilles de Van et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Karla et leur fils Yvan,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Valentine COHEN,
survenue le 28 mars 1980.
Les obsèques auront lieu le mardi 31 mars 1980, à 10 h 30, au cimetière de Bagneux-Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part. La famille s'excuse de ne pas répondre.

95, rue Jouty, 75017 Paris.

— Les familles Pierre et Jacques Laucagne,
leurs enfants,
Ses parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve FISCHER,
née Isabelle Laurencin,
survenue le 24 mars 1980, dans sa quatre-vingt-cinquième année, en son domicile, 84, rue de la Convention, 75015 Paris.

Le service religieux en l'église Saint-Christophe de Javel et l'inhumation au cimetière de Vaugrard ont lieu le samedi 30 mars 1980, à 10 heures, dans l'intimité familiale.

38, rue de la Grande-Oudrard, 91190 Gif-sur-Yvette.
Saulieu-sur-Cé, 48330 Cabrerets.

— M. et Mme Denis Foray,
M. et Mme Ivar Kristiansen,
leurs enfants, leurs familles,
ont le chagrin de faire part du décès de

M. Georges FORAY,
survenu le 15 mars, à Long-la-Sauvage, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
Les Funérailles,
Montée Sainte-Clotilde, Bastia, Ambassade de France, Oslo 2 (Norvège).

— Philippe Donat GAUDRY est décédé le 25 mars 1980, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.
L'inhumation et l'inhumation dans la plus stricte intimité, le 1^{er} avril 1980, à Saint-Basmy-l'Honneur.

Le Père provincial de la Compagnie de Jésus et le Père de la Communauté des Studes,
Sœur Marie-Christine Holstein, religieuse, sœurs,
M. et Mme Louis Holstein, leurs enfants et petits-enfants,
ont le regret de faire part du décès de

M. Louis HOLSTEIN, dans sa soixante-quatrième année, du Père Henri HOLSTEIN, de la Compagnie de Jésus, professeur honoraire à la faculté de théologie de l'Université catholique de Paris.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-Ignace, 21, rue de

Sèvres, Paris (8^e), le mardi 1^{er} avril, à 10 h 30.

15, rue Monsieur, Paris (7^e), 16, rue Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, Paris (6^e), 84, avenue Charles-de-Gaulle, 92300 Neuilly-sur-Seine.

Le Père Henri Holstein, né à Poitiers le 16 avril 1906, entra dans la Compagnie de Jésus en 1922, fut ordonné prêtre en 1927.

Après son retour de captivité en Allemagne au cours des années de la Première Guerre mondiale, il se consacra à l'enseignement de la théologie fondamentale, d'abord aux Facultés catholiques de l'Ouest, à Angers (1947-1955), puis à l'Institut catholique de Paris (1955-1972).

Il participa à la création de la revue « Christus » (1954) et fut pendant quelques années (1959-1962) adjoint du directeur de la revue « Eikon ».

Il avait écrit plusieurs ouvrages de catéchèse, pour adolescents et de théologie, notamment « La Tradition dans l'Eglise » (1960), traduit en italien et en allemand, avait collaboré à l'« Histoire des conciles œcuméniques » (1975) et publié de nombreux articles dans « Eikon », « Recherches de sciences religieuses », etc.

— Mme Yves Jourdan,
M. et Mme Pierre Jourdan et leurs enfants,
M. François Jourdan et son fils,
M. et Mme Marc Jourdan et leur fils,
ont la douleur de faire part du décès de

capitaine de vaisseau (R.R.) Yves JOURDAN, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, survenue le 28 mars 1980, à l'âge de 62 ans, à 8 h 30, à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, suivi du service funéraire de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu le mercredi 3 avril, à 9 h 30, en l'église Saint-Sulpice, sa paroisse, suivies de l'inhumation à Sainte-Maure-de-Touraine (Indre-et-Loire).
Ni fleurs ni couronnes.

24, rue d'Assas, 75006 Paris.

— Mme Marthe Juliette à la douleur de faire part du décès de son fils, René JULIET,
survenu à l'âge de trente-cinq ans, à Paris.

L'inhumation aura lieu le mardi 1^{er} avril au cimetière de Montmartre. On se réunira à l'entrée principale du cimetière, avenue Rachel, à 17 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Henri Pupponi,
Jean et Marie Pupponi, leurs fils Jacques et Antoine (†),
Madeleine et Emmanuel Le Roy Ladurie, leurs enfants François et Anne,
Henri et Alexandra Picou et leur fils,
André et Simone Raffin, leurs enfants et petits-enfants,
Les familles : Pupponi, Raffin, Panzani, Barus, Minguet et Le Roy Ladurie, les parents, alliés et amis, font part du décès, à l'âge de soixante-seize ans, de

Henri PUPPONI,
professeur honoraire, croix de guerre 1939-1945, conseiller municipal d'Allevard. Les obsèques ont eu lieu à Allevard-les-Bains le vendredi 28 mars 1980, à 10 heures, en la paroisse de Jacquemont, 38380 Allevard-les-Bains.

— M. et Mme Bob SOQUEUX-CIEKE ont la douleur de faire part du décès de leur jeune enfant, Mathieu,
survenu le 13 mars 1980.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans la plus stricte intimité le jeudi 20 mars 1980, à Paris.

— Les familles et les amis de Roger VOORMES, le « poète du bonheur », chevalier de la Légion d'honneur, officier des Arts et Lettres, ont la douleur de faire part de son décès, survenu à son domicile, 188, rue Ordener, 75018 Paris, le 29 mars 1980.

Un hommage lui sera rendu à son domicile le mardi 1^{er} avril, à 9 h 30. Les obsèques seront célébrées dans l'intimité au cimetière de Vaugrard (Seine-et-Marne).

Remerciements

— Le conseil d'administration et la direction de la Mutualité générale du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, 84, rue de la Convention, Paris (8^e), très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de leur président, M. Léon MARTIN, expriment toute leur gratitude.

Anniversaires

— Le 1^{er} avril 1978, le docteur Paul DUCAS quittait subitement ce qu'il aimait. En ce premier et triste anniversaire, nous remercions ceux qui l'ont connu et apprécié d'avoir une pensée affectueuse à son intention.

— Dans la nuit du 1^{er} au 2 avril 1977, notre fils, paraissant pour l'éternité, à tous ceux qui l'ont connu et aimé. Famille VIV.

— Pour le troisième anniversaire du décès de M. Georges VIMEUX, ancien élève de l'E.N.S., une pensée est demandée à ceux qui l'ont aimé, connu et apprécié, et qui gardent son souvenir.

Avis de messe

— Une messe à la mémoire du président Georges POMPIDOU sera célébrée en l'église Saint-Louis en l'Île, le mercredi 3 avril 1980, à 10 heures, à laquelle ses amis et ses anciens collaborateurs sont invités à assister.

Communications diverses

— Lors de la messe du 1^{er} Vendredi 15 avril 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Louis en l'Île, la messe traditionnelle dans la chapelle française d'aujourd'hui, à Sur le pont.

L.N.F. R.P. 81, 75160 Paris Cedex 04.

— Mon Schweppe « Indes Tonic » et moi on part souvent en voyage ensemble.

MEMBRE DES SANTEC

صكزا من الأصل

Europa

Le Monde
DE L'ÉCONOMIE

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE RÉALISÉ EN COLLABORATION AVEC LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

Le dialogue euro-musulman n'est pas pour demain

L'ISLAM est, après le christianisme, la religion la plus répandue dans le monde. De six cents ans plus jeune que celui-ci, il est encore en train de grandir. Il prédomine dans tous les pays membres de l'OPEP, à l'exception de deux. Ce qui rend actuellement entièrement dépendants du monde musulman, à un moment de l'histoire où il est devenu plus difficile que par le passé de contrôler et de prévoir ses comportements.

Nous décrivons soudain le « renouveau islamique ». Mais qu'y a-t-il, en fait, de neuf ? Le « renouveau islamique » faisait déjà l'objet d'un éditorial du *Times* en 1959, et M. Gray Mottel déclarait, en juillet 1964, au cours d'un congrès du parti socialiste, que le panislamisme faisait peser une menace sur le pays. La première conférence économique islamique s'est, par ailleurs, tenue en novembre 1969.

Peut-être la grande différence est-elle qu'autrefois on pouvait lire dans le *Times* : « La plupart des pays musulmans, de nos jours, à l'exception du Pakistan, sont pauvres et politiquement instables ». Personne, aujourd'hui, ne pourrait écrire cela. Cependant — la grande majorité des musulmans le savent — il est encore vrai que « la plupart des pays musulmans sont pauvres ». Presque tous les pays de l'OPEP sont musulmans, mais la majorité des pays musulmans ne sont pas membres de l'OPEP : et même l'OPEP, avec une population totale de quelques trois cents millions d'habitants, a un P.N.B. global inférieur à celui de l'importateur des Etats industriels qui ont pris part au sommet de Tokyo l'année dernière. (Sans compter que les deux tiers des membres de l'OPEP ont une balance des paiements déficitaire.)

La détention du pétrole, pourtant, a apporté, sous forme de disponibilités, une richesse relative à un petit nombre d'Etats musulmans, et a considérablement accru leur importance stratégique. Ceci a contribué à re-

donner à l'islam confiance en lui-même, mais surtout à ranimer les peurs et les jalousies anciennes (médées de respect et d'intérêt) qu'éprouve l'Europe occidentale à l'égard de l'islam. Nous sommes aujourd'hui partiellement conscients de la nouvelle force que représente l'islam, et les musulmans eux-mêmes sont davantage conscients de leur propre vulnérabilité et de leur faiblesse.

Pendant un millier d'années, la culture islamique a égalé celle de la chrétienté d'Europe occidentale, et s'est même montrée à bien des égards supérieure. Puis l'Europe a distancé les pays de l'islam sur le plan économique, technique, militaire — jusqu'à ce que, au dix-neuvième siècle et au cours des premières années du vingtième, les puissances européennes parvinrent à exercer, directement ou indirectement, leur domination sur tout le monde musulman.

Créer des rapports plus stables

Du côté de l'Europe, les dirigeants politiques et économiques sont de plus en plus conscients de leur dépendance à l'égard du monde musulman, et ressentent le besoin d'une compréhension plus grande et de rapports plus stables. Les relations commerciales entre les deux mondes sont certes nombreuses, mais trop ténues. Nulle part elles n'ont été aussi actives qu'en Iran, mais avec quelle brutalité elles ont été interrompues et combien d'Américains et de médians s'est ensuivi ! Sûrement des relations plus saines sont possibles.

Depuis 1973, nous avons connu le dialogue euro-arabe et le dialogue Nord-Sud, qui ont tous deux, donné des résultats décevants. On parle à présent d'un « dialogue euro-Golfe » — entre gens riches — qui laisserait de côté toutes ces relations bégayantes et fastidieuses. Mais ce dialogue n'arrive pas vraiment à voir le jour, car ceux qui, dans le Golfe, ont des intérêts, des associés, restent encore divisés sur la question précisément qui

Aujourd'hui, ces Etats islamiques — ils sont plus de quarante — ont réaffirmé leur indépendance politique, mais sur le plan économique et culturel, la plupart restent sur la défensive. Aucun d'eux n'est encore entièrement indépendant. Tous ont besoin d'importer tout un ensemble de produits manufacturés, mais surtout la technologie venue du monde non musulman.

Aucun de ces Etats ne peut se permettre — et peu le désirent — un conflit ouvert avec l'Occident. Certains croient nécessaire un affrontement avec les Etats-Unis, dont les intérêts ont envahi l'économie et la politique de leur pays, ou celles de leurs voisins immédiats. Mais même ceux-ci cherchent à établir avec l'Europe, à présent qu'elle a abandonné son empire colonial, des relations plus égalitaires qui soient profitables aux deux parties.

a empêché la réussite d'un dialogue euro-arabe plus large ; devront-ils, en effet, comme le souhaitent les Européens, débattre des problèmes économiques et financiers, ou bien faire passer leurs préoccupations politiques et essayer d'amener les Européens à un conflit ouvert avec les Etats-Unis sur la question de la Palestine ?

Il n'y a aucune raison de penser qu'un dialogue euro-musulman ne se heurterait pas aux mêmes problèmes. Sur le plan des institutions, la structure existe : l'Organisation de la Conférence islamique a son secrétariat permanent à Djeddah, sous l'autorité de M. Karim Gaye. C'est la seule organisation intergouvernementale au monde qui s'occupe des relations musulmanes. Elle n'est pas sans points communs avec la Communauté européenne : notamment par le fait que les décisions y sont prises à la majorité des deux tiers, ce qui est peut-être symptomatique de la difficulté

qu'il y a, dans l'un et l'autre cas, à construire une unité politique et économique sur un héritage culturel commun lorsqu'on se heurte à des divisions linguistiques et idéologiques aussi bien que nationales.

Sur le plan théorique, l'unité de l'islam pourrait être plus facile à réaliser que celle de l'Europe. La tradition de l'Umma, communauté unique fondée par le Prophète, est beaucoup plus forte que celle du christianisme comme entité politique (si l'on met à part le Saint-Empire romain). Mais, dans la pratique, les choses sont différentes, avec plus de six cent millions de musulmans répartis dans plus de quarante Etats et disséminés sur deux vastes continents.

Des accords de coopération économique, technique et commerciale ont été conclus, mais ils sont très imparfaitement appliqués, et dans tous les cas, ne règlent rien au-delà du plan en cinq points avancé en 1977 par un représentant de la Banque mondiale : transformation industrielle, autosuffisance dans les domaines de l'alimentation et des céréales, monnaie unique, investissement d'un milliard de dollars dans l'éducation et la science, utilisation, enfin, de 5 milliards de dollars annuels pour les « besoins humains fondamentaux ».

Il n'y a pas de marché commun islamique. La plus importante réalisation à ce jour a été la Banque islamique de développement au capital de 2 milliards de dollars, qui draine les revenus du pétrole arabe vers les pays musulmans moins développés. (En accord avec les usages islamiques, elle ne prête pas de l'argent avec intérêt, mais préfère une participation par actions dans les entreprises dont le rapport est élevé.)

EDWARD MORTIMER.

(Lire la suite page 21.)

Un sport difficile : la chasse à la fraude fiscale internationale

Le développement du commerce international a-t-il entraîné au cours des quinze ou vingt dernières années une aggravation de la fraude fiscale ? Et dans l'affirmative les différents Etats ont-ils réussi dans leur chasse à la fraude ? La question se pose, bien sûr, aussi pour les formes les plus ambiguës de la fraude que les experts appellent « évasion fiscale », faute de pouvoir les condamner légalement avec certitude.

La réponse à la première question ne fait hélas ! guère de doute, il est moins certain que dans la lutte permanente que se livrent fraudeurs et gardiens du droit les agents du fisc puissent avant longtemps faire basculer en leur faveur un rapport de forces qui, sans doute, aux Etats-Unis, a jusqu'ici fait la part belle aux sociétés multinationales.

Lors d'un colloque organisé récemment à Strasbourg par le Conseil de l'Europe, la plupart des pratiques en vigueur dans le grand monde de la fraude fiscale internationale ont été démontées et complètes aux parlementaires et aux journalistes présents. Les rapports publiés à cette occasion évoquent par leur précision clinique certains cours de faculté, et le fait qu'ils concernent des dossiers anonymes ne peut tromper personne sur leur réalité.

Ces leçons d'anatomie montrent bien que les mécanismes de la fraude fiscale sont maintenant connus, ils le sont, parce que les techniques empruntées par les entreprises sont intelligentes — et intelligentes, — utilisant, sans dans le vol pur et simple au bénéfice d'une personne physique, dont M. Jean Cosson, conseiller à la Cour de cassation a montré qu'il était beaucoup plus fréquent qu'on ne le pensait, les faiblesses inévitables d'un droit fiscal international encore sous-développé. Intelligentes aussi parce que la fraude joue sur l'égoïsme sacré des Etats qui, à l'image de pays comme le Luxembourg, les Pays-Bas ou la Grande-Bretagne, cherchent à tirer parti au maximum des disparités existant entre les lois et règlements de différents pays. Intelligentes enfin parce qu'il arrive que la fraude

réussisse vraiment et parfaitement : c'est le cas quand, tel un prestidigitateur, elle fait sortir du chapeau des dividendes taxés à 5 % là où le fisc attend des revenus impossibles à 50 %.

Y a-t-il abus de droit ? Y a-t-il fraude ? Dans bien des cas, les Etats et leurs agents fiscaux n'ont pas le dernier mot. Il en va ainsi d'une affaire citée lors du colloque de Strasbourg par M. G. Tixer, professeur de droit fiscal à Paris-XII. Une holding dont le siège se trouve à Panama est, filiale à 100 % d'une société française. La société panaméenne perçoit les dividendes et intérêts de ses filiales auxquelles s'ajoutent les redevances versées au titre de la concession de marque, propriété de la société française. Le tour est joué quand, au lieu de verser les redevances à la société mère française, la holding panaméenne — agissant comme si elle était propriétaire du brevet — rapatrie, non pas des revenus (redvances) taxés au taux normal de l'impôt sur les sociétés, mais des dividendes qui ne supportent cet impôt que sur seulement 5 % de leur montant. Toute l'opération a consisté à transformer la nature du revenu.

D'autres méthodes consistent à jouer sur le fait que certains pays ont des fiscalités plus légères que d'autres (Suède, Costa-Rica) ou constituent carrément des paradis fiscaux comme les Bahamas, Monaco (pas pour les Français), les Antilles néerlandaises, les Indes Anglo-Normandes et l'inévitable Liechtenstein.

ALAIN VERNHOLLES.

(Lire la suite page 24.)

« Tout le monde a désormais intérêt à une réforme du système monétaire mondial »

nous déclare M. Filippo Maria Pandolfi

« Voici au moins dix ans qu'on parle de réforme du système monétaire international, et il semble qu'elle soit encore à son point de départ. Cette considération ne vous décourage-t-elle pas ? »

— Non, elle ne me décourage pas. Sur le plan psychologique, je voudrais dire, en citant une formule célèbre, qu'il n'est pas nécessaire d'espérer pour commencer ni de réussir pour persévérer. Mais je préfère rester objectif. C'est vrai : lorsque le comité des Vingt, dans son rapport de juin 1979, a dessiné un processus évolutif de réforme pour le système monétaire international, peu nombreux ont été ceux qui ont mis sur la capacité collective de le mener, à bien, même de façon progressive. Mais, depuis lors, beaucoup de choses ont changé sur la scène monétaire internationale.

— Voulez-vous dire que la situation nous semble plus favorable aujourd'hui ? Si l'en est ainsi, sur quoi repose votre conviction ?

— Les intuitions et les intentions du début des années 70, en

commençant par l'idée centrale de doubler le dollar, avec une importance progressive croissante, ont été emportées par les circonstances dont nous avons été les spectateurs. Je fais allusion à la grande expansion des échanges, en tant qu'instrument de réserve, et à la forte élasticité de l'offre de liquidité internationale.

Les projets de réforme sont entrés dans une phase d'élaboration, également et principalement à la suite des premières hausses importantes du pétrole. Mais l'ampleur du phénomène a été telle que les possibilités de le contrôler ont peu à peu fait réapparaître l'hypothèse d'une éventuelle réforme du système. C'est ainsi que, concrètement, s'est effectué un premier pas vers la création d'un compte de substitution.

— Une erreur a probablement été commise il y a dix ans, en visant des objectifs trop élevés et en imaginant

Filippo Maria Pandolfi est, depuis l'automne dernier, président par intérim du comité des ministres du Fonds monétaire international. Sa nomination a été évidemment liée à sa charge de ministre du Trésor dans le gouvernement italien qui a récemment démissionné. Mais son choix parmi les vingt et un membres du comité des ministres du Fonds a été déterminé non seulement par le sonnet de la rotation des charges, mais aussi en raison de la haute réputation de ce ministre, des succès qu'il s'est acquis au fil des années. Il répond ici aux questions que nous lui avons posées sur les négociations en cours en vue d'une réforme du système monétaire international.

des réformes globales que la communauté internationale n'était pas préparée à accueillir. Maintenant, au contraire, n'est-ce pas un plus grand pragmatisme qui semble l'emporter ?

— Le regain d'intérêt pour un compte de substitution ne naît pas aujourd'hui comme une idée abstraite pour affronter des problèmes abstraits. La question est, actuellement, de savoir comment

sortir d'une situation inconfortable pour tout le monde.

— L'alternative se situe entre un système de réserve reposant de façon prédominante sur le dollar et un système comportant plusieurs monnaies de réserve, cette seconde éventualité se présentant comme le résultat d'un processus agité, avec des effets destructeurs sur le marché des changes. Il faut sortir de cette alternative. Comme on le voit, c'est une situation concrète.

L'avenir du « compte de substitution »

— Le compte de substitution peut-il être l'issue ?

— Parmi les solutions possibles, celle du compte de substitution présente les plus grandes possibilités de réalisation. Bien entendu, nous ne devons pas nous précipiter à l'adoption de ce nouvel instrument, on puisse résoudre tous les problèmes. Il s'agit plutôt de faire un premier pas, important. Mais il serait impropre de poser des limites au rôle du compte de substitution et plus généralement à celui du droit de tirage spécial. En attendant, il faut examiner de façon réaliste des objectifs plus immédiats.

— Comment peuvent être définis ces objectifs immédiats ? Autrement dit, que peut-on et que doit-on attendre de la réalisation du compte de substitution ?

— Le problème principal est aujourd'hui posé par le dollar, considéré moins comme monnaie des Etats-Unis que comme monnaie internationale. Les échanges commerciaux sont habituellement réglés en dollars.

Lorsque les balances des paiements ne sont pas en équilibre, les dollars tendent à s'accumuler dans un pays ou un groupe de pays. Celui qui accumule des réserves formulées en dollars se trouve confronté au problème de défendre leur valeur. Ainsi est née la tendance à les convertir au fur et à mesure dans des monnaies supposées dotées d'une plus grande stabilité.

— Etant donnée la dimension atteinte par les excédents en dollars, les marchés des changes ont été mis sous pression. Les rapports entre les monnaies en ont souffert, éloignant de leur rôle qui est d'exprimer, comme ils devraient institutionnellement le faire, les rapports réels de compétitivité entre les systèmes de production sous-jacents. Contenir cette composante du déséquilibre des marchés est le premier objet du compte de substitution.

Il est d'ailleurs évident que le compte ne peut suppléer à l'existence d'une meilleure coordination des politiques économiques

les pour atteindre l'objectif de stabilisation ?

— Ce n'est pas douteux. L'efficacité du compte de substitution dépendra aussi du niveau des dépôts qu'il sera en mesure de recueillir. Les déséquilibres constatés entre les balances des paiements ont tendu à se aggraver de nouveau. Qu'il suffise de penser qu'en 1980 l'avance des pays producteurs de pétrole sera certainement supérieure à 100 milliards de dollars et qu'à la fin de 1979 les réserves monétaires en dollars des banques centrales du monde entier étaient de l'ordre de 200 milliards, cependant que le déficit des pays en voie de développement non producteurs de pétrole atteignait 73 milliards de dollars.

— D'un point de vue technique, comment le compte de substitution peut-il représenter une alternative au processus de diversification des réserves ?

— Les excédents en dollars, ou du moins une part des réserves en dollars, pourront trouver un point d'aboutissement assuré dans le mécanisme du compte. En face des dollars déposés, les banques centrales recevront des certificats du compte formulés en droits spéciaux de tirage, qui leur serviront de valeur dans le temps, avec un rendement satisfaisant, et avec les indispensables assurances de liquidité pour faire face aux nécessités de la balance des paiements. A son tour, le compte placera en titres à long terme du Trésor américain les dollars reçus.

— Les dimensions du compte, c'est-à-dire le montant des dollars déposés pour la substitution, devront être suffisamment importants.

Propos recueillis par MARIO SALVATORELLI. (Lire la suite page 23.)

Malgré la crise, des raisons d'espérer

Personne ne le nie : les tensions internationales sont fortes, la situation économique s'aggrave, le communisme financier international est inquiet, les grandes puissances sont perturbées au sommet, les pays les plus développés n'acceptent plus leur sort, les nations européennes ont du mal à s'entendre... Mais à trop le dire, et à en jouer, on a tendance à oublier qu'il y a toujours, même dans la tourmente, et parfois surtout dans de grandes périodes de mutation telles que la nôtre, des raisons d'espérer. Pour en témoigner Europa a choisi ici de réunir quelques exemples : les conflits sociaux si décriés en Italie ont ouvert la voie d'une nouvelle forme de participation, les tentations protectionnistes de toutes sortes ont presque partout rencontré dans l'ensemble une solide résistance, les effets redoutés des nouvelles technologies sont d'autant mieux maîtrisés que les citoyens commencent à être plus consultés dans certains domaines, et même la réforme du système monétaire international, vainement souhaitée depuis des années, suscite un renouveau de confiance chez M. Pandolfi. Le président du Club de Rome, M. Aurelio Peccei, si souvent taxé de pessimisme, évoque-là pas « les frontières de l'espérance » devant un avenir tout neuf et le « forum des jeunes » ? Tel est bien l'autre côté de la médaille.

(Lire pages 22 et 23.)

Soyons sérieux How many more ?

THIS morning's announcement of yet another application for membership of the European Community has aroused mixed feelings in Brussels. « It's a tribute to our success, said one Community diplomat, and of course we welcome all democratic European countries that are willing and able to join. » But privately he and others confessed to doubt. « Fourteen may be just too many for a viable Community, mused a senior Commission official: the extra burden of languages and administration may overload the boat. » There are broader issues, too. The Community's northern member States may be glad to see another central European country counterbalance the entry of the « Mediterranean » recruits, but France and Italy may think differently. Already, agricultural and especially forestry interests within the Community are alarmed at the likelihood of new low-cost competition. And while Community industry remains confident of maintaining its position, its spokesmen resent the prospect of greater demands for regional aid.

If the economic argument is finely balanced, political factors are more uncertain still. Although now a constitutional monarchy, the ruling Elphberg dynasty has long been under attack from the Left; and news of possible overtures to Brussels has provoked veiled threats from Moscow as well as disquiet in Strelau itself. Only King Rudolf's and Colonel Sapt's innate sense of timing, in fact, makes Ruritania's application so appropriate today.

PANGLOSS.

CES
ment fixe les modalités de gestion
comment de la recherche publique

l a gagné ?

pas fait connaître leurs intentions

Les clés de la conjoncture

La cavalcade des taux d'intérêt

Le panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la participation de Cége-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par le regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme :

- a) Croissance la plus forte possible ;
- b) Croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ;
- c) Croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

Les résultats de nos quatre grands pays européens font apparaître des dégradations parallèles. Ainsi les taux de couverture des importations par les exportations ont tous baissé, même en Allemagne, où l'équilibre est à peine maintenu (taux de 102 %), et en Grande-Bretagne, malgré sa proche autosuffisance pétrolière. Les taux de chômage montent aussi avec un bel ensemble, fortement en Grande-Bretagne (de 5,40 % à 5,65 %), moins en France, et avec quelques hésitations en Allemagne. Les hausses de prix, calculées sur les trois derniers mois, se sont fortement accélérées en France, à 16 %, et en Allemagne, à 8 % (1). Si l'écart avec la Grande-Bretagne et l'Italie ne se réduit pas, c'est que ces derniers ont encore une fois battu leurs records du mois précédent : 20 % et 29 % respectivement.

C'est seulement pour l'activité que les résultats restent bons, en particulier en Allemagne et en France. La conjoncture allemande reste toujours un beau fixe, soutenue par les investissements et la constitution des stocks. Le taux d'utilisation des capacités productives a encore continué à croître à la fin de 1979, passant de 84,5 % en septembre à 85,6 % en décembre. Ce qui, rapproché de la bonne situation financière des entreprises, explique les fortes dépenses d'équipement notées par la

Bundesbank dans son rapport. Seules notes préoccupantes : l'autonomie, où les arrêts de travail se précipitent, et la consommation, qui faiblit.

En France, les enquêtes de l'INSEE et de la Banque de France, ainsi que l'importante progression des recettes de T.V.A. font apparaître une bonne activité qui se serait même renforcée en février, accompagnée d'une montée de la confiance des chefs d'entreprise. Le C.N.F.P. (le patronat) souligne que la reprise des investissements se confirme, expliquée comme en Allemagne par un bon taux d'emploi des capacités et un renforcement financier des entreprises permis par les gains de productivité (+ 5 % en 1979) et la libération des prix industriels.

Quel contraste entre l'optimisme des milieux d'affaires allemands et français (bien que la conjoncture soit fragile et risquée de se retourner à terme, comme l'envisage l'INSEE pour la France au deuxième trimestre 1980) et la situation monétaire et externe de chaque pays, qui devient de plus en plus préoccupante. Les gouvernements savent, mais continuent à afficher l'optimisme. Les autorités allemandes maintiennent leurs promesses de réductions fiscales en 1981, comme l'a rappelé M. Matthöffer, ministre fédéral des finances. Comment con-

clier cette mesure avec le freinage d'un endettement public qui atteindra 450 milliards de deutschmarks fin 1980, et qui pèse sur le marché financier ? En France, M. Raymond Barre reste serin, mais s'apprête à durcir sa politique pour faire face aux 110 milliards de francs de la facture pétrolière. Son objectif : restreindre la demande, surtout celle des particuliers (à cet égard, l'inflation qui rogne leur pouvoir d'achat ne le

préoccupe pas trop, à condition qu'elle n'entraîne pas les salaires), celle des administrations (réduction de 20 % de crédits d'investissements), mais non celle des entreprises, qui, favorisées par la libération des prix, doivent soutenir l'offre par leurs investissements et leurs exportations. Reste à savoir si la perspective des élections présidentielles lui permettront d'appliquer ce programme jusqu'au bout.

Le nouveau plan anti-inflation

Mais pour la France et l'Allemagne, ainsi que pour l'Italie et la Grande-Bretagne, le danger vient maintenant moins de la situation interne que de la répercussion des événements monétaires américains. Comme

le président Carter n'a pas réussi jusqu'ici à mettre en œuvre les mesures indispensables — c'est le cas pour l'énergie — ou échoué avec celles qu'il a lancées, le plan anti-inflation d'octobre 1978 avec ses normes

par un relèvement de 3 % du taux.

Dans ces conditions, la course des taux d'intérêt, qui a fait remonter fortement et artificiellement le dollar, n'est pas prête de s'arrêter. Elle oblige les pays européens à suivre la ronde pompe leurs capitaux et renchérit lourdement leurs importations pétrolières. C'est l'Allemagne (avec le Japon) qui est la plus exposée. Le deutschmark est menacé à la fois par le déficit de la balance des paiements courants et le retard des taux d'intérêt allemands (la hausse du taux d'escompte de 6 % à 7 % n'ayant constitué qu'un rattrapage) qu'il lui faut combler, sans compter les mesures à prendre pour attirer les capitaux, et qui augmentent le deutschmark à jouer, contre son gré,

par un relèvement de 3 % du taux.

Dans ces conditions, la course des taux d'intérêt, qui a fait remonter fortement et artificiellement le dollar, n'est pas prête de s'arrêter. Elle oblige les pays européens à suivre la ronde pompe leurs capitaux et renchérit lourdement leurs importations pétrolières. C'est l'Allemagne (avec le Japon) qui est la plus exposée. Le deutschmark est menacé à la fois par le déficit de la balance des paiements courants et le retard des taux d'intérêt allemands (la hausse du taux d'escompte de 6 % à 7 % n'ayant constitué qu'un rattrapage) qu'il lui faut combler, sans compter les mesures à prendre pour attirer les capitaux, et qui augmentent le deutschmark à jouer, contre son gré,

ÉTATS-UNIS : SITUATIONS ET INCIDENCES

CROISSANCE	(+)	Les derniers chiffres d'activité restent toujours discordants. Le P.N.E. a finalement progressé au quatrième trimestre 1979 à un taux élevé (2,1 %). Les commandes à l'industrie ont fortement augmenté en janvier (+ 3,6 %), en particulier celles des biens durables. En revanche, en février, les ventes au détail ont reculé de 0,7 % et la production automobile de 16 % par rapport à février 1979.
PRIX	(—)	Les prix de gros ont continué à grimper fortement en février (1,5 %), ce qui amène leur rythme annuel calculé sur les trois derniers mois à 17 %. De leur côté, les prix de détail s'accroissent à une allure de près de 16 %. Les produits alimentaires augmentent peu, et ce sont essentiellement les autres, en particulier carburants et logements, qui sont en cause.
CHOMAGE	(—)	Le taux de chômage par rapport à la population active, après être sensiblement remonté de 5,9 % en décembre à 6,2 % en janvier, est à nouveau redescendu à 6 %, en février. Cette amélioration n'est pas significative d'après le département du travail, d'autant plus que le chômage atteint fortement l'automobile.
CAPACITÉ	(—)	Le taux d'utilisation des capacités productives, qui avait reculé de 84,9 % en octobre à 84,4 % en novembre, est resté pratiquement stable à 84,3 % en décembre, janvier et février.
ECHANGES	(—)	Le déficit de la balance commerciale est maintenant calculé Fob-Caf comme pour les grands pays européens. Ainsi, ce déficit, qui était de 4,6 milliards de dollars en décembre, s'est fortement creusé à 4,76 milliards en janvier : la dégradation amorcée en novembre continue donc.
MONÉTAIRE ET FINANCIER		La récente escalade des taux d'intérêt américains a été impressionnante, puisque le prime rate est passé de 15,75 % à 19 % en moins d'un mois. Elle a provoqué une hausse générale des taux. En particulier en Allemagne le taux d'escompte a été relevé de 6 % à 7 % et en France le taux de base bancaire est passé de 12 % à 12,50 %, puis à 13,25 %.
ECONOMIQUE		L'économie américaine entraîne maintenant à sa suite celle des grands pays européens dans la fuite en avant inflationniste, mais aussi dans le danger déflationniste de plus en plus grand que fait peser l'escalade monétaire, ainsi que le nouveau plan anti-inflationniste mis en œuvre par M. Carter et Volcker en mars.

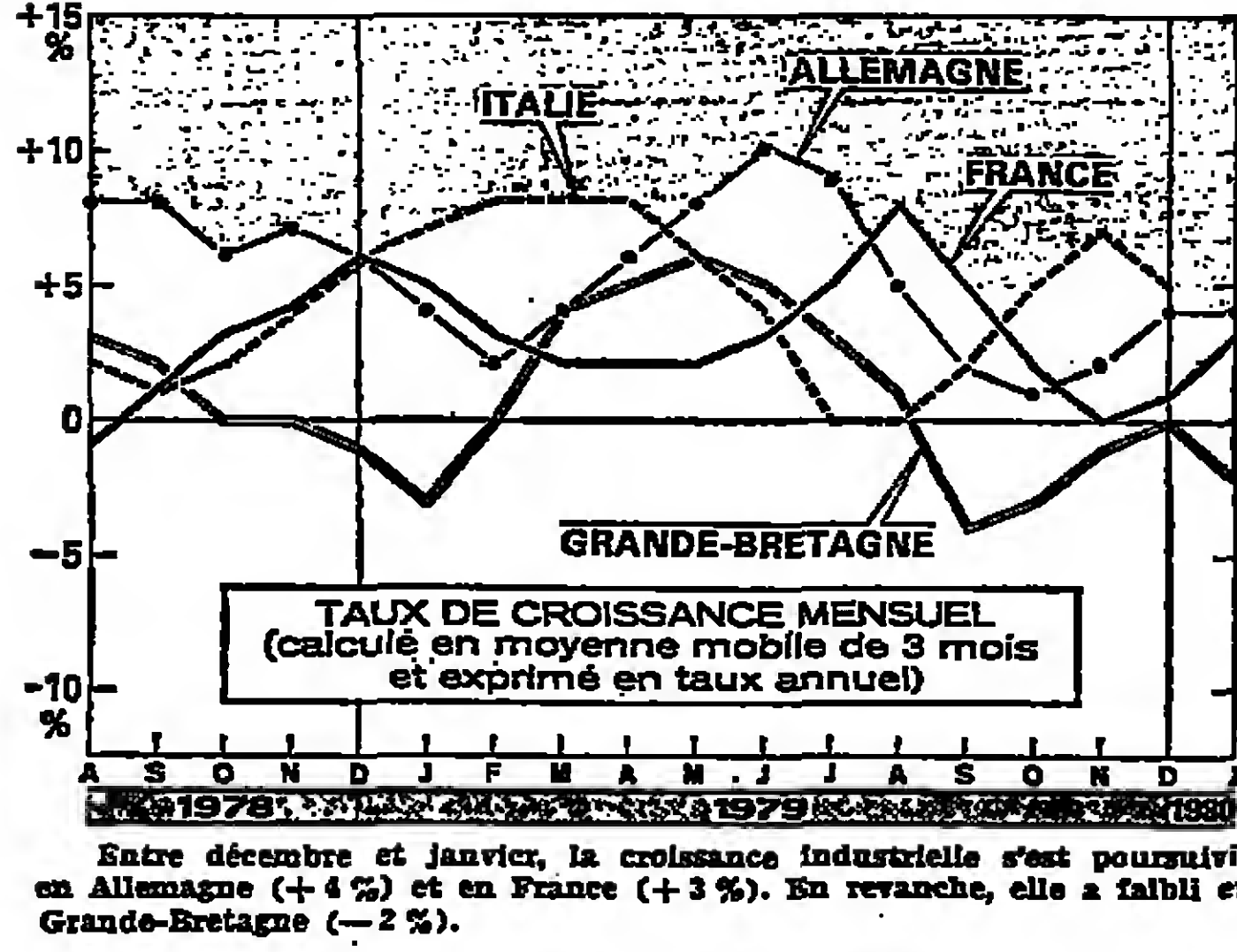
NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité (1)
ALLEMAGNE	++	---	---	++	+	-
FRANCE	+	---	---	+	---	+
ITALIE	+	---	---	-	---	+
GRANDE-BRETAGNE	-	---	---	---	---	+

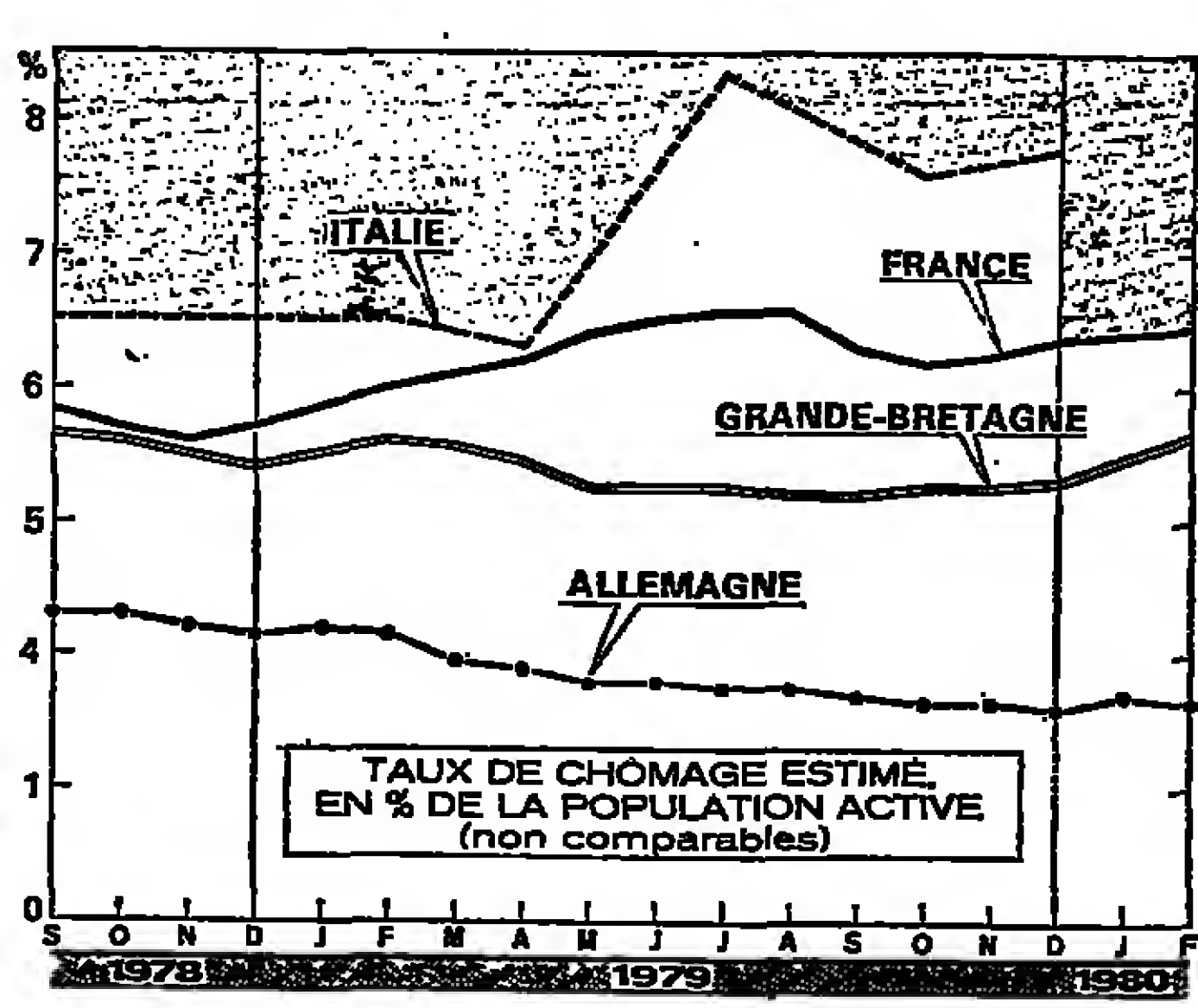
+++ excellent ++ bon + assez bon - médiocre --- mauvais ---- très mauvais - - - - - tendance précédente

(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

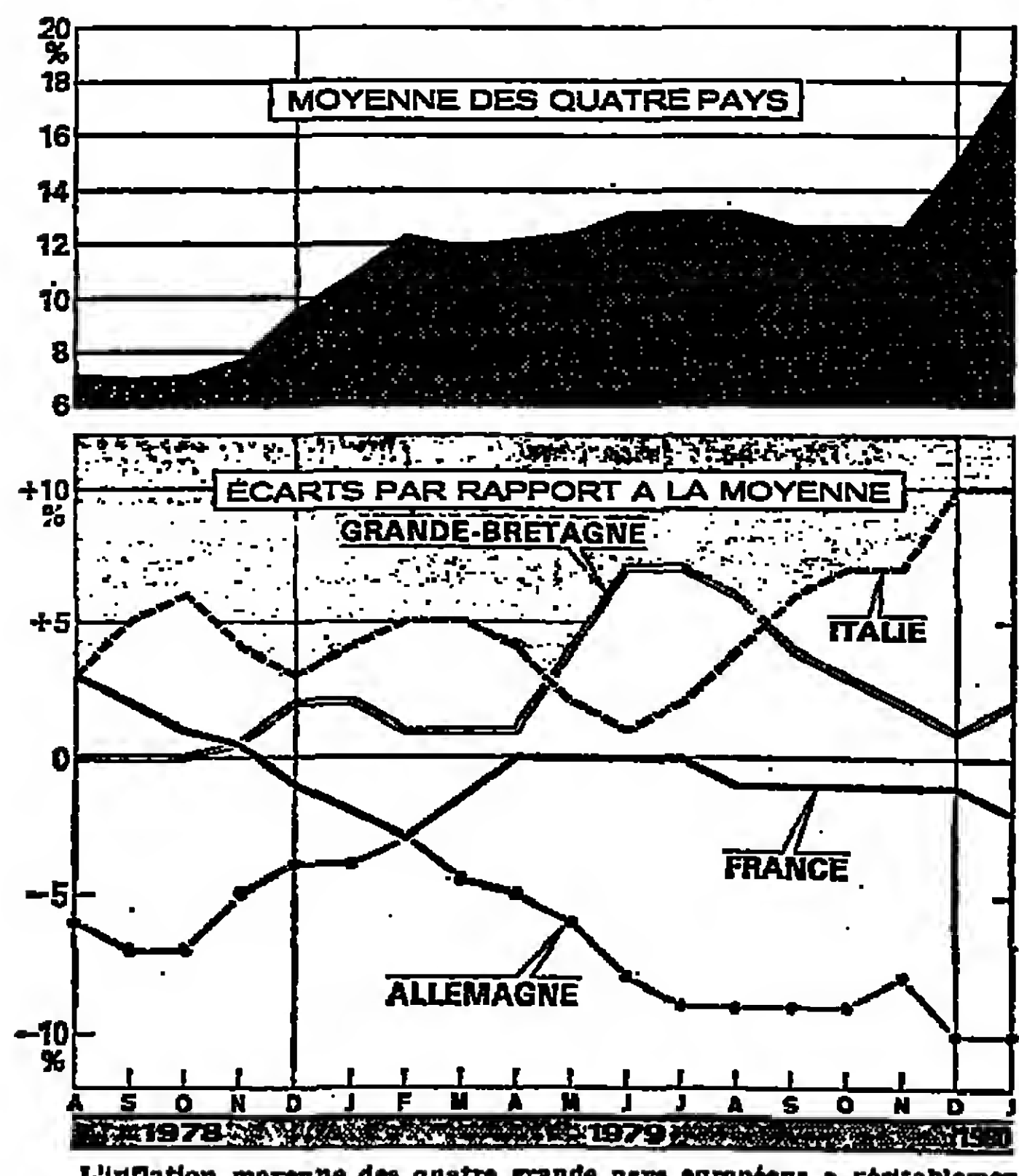
TAUX DE CROISSANCE



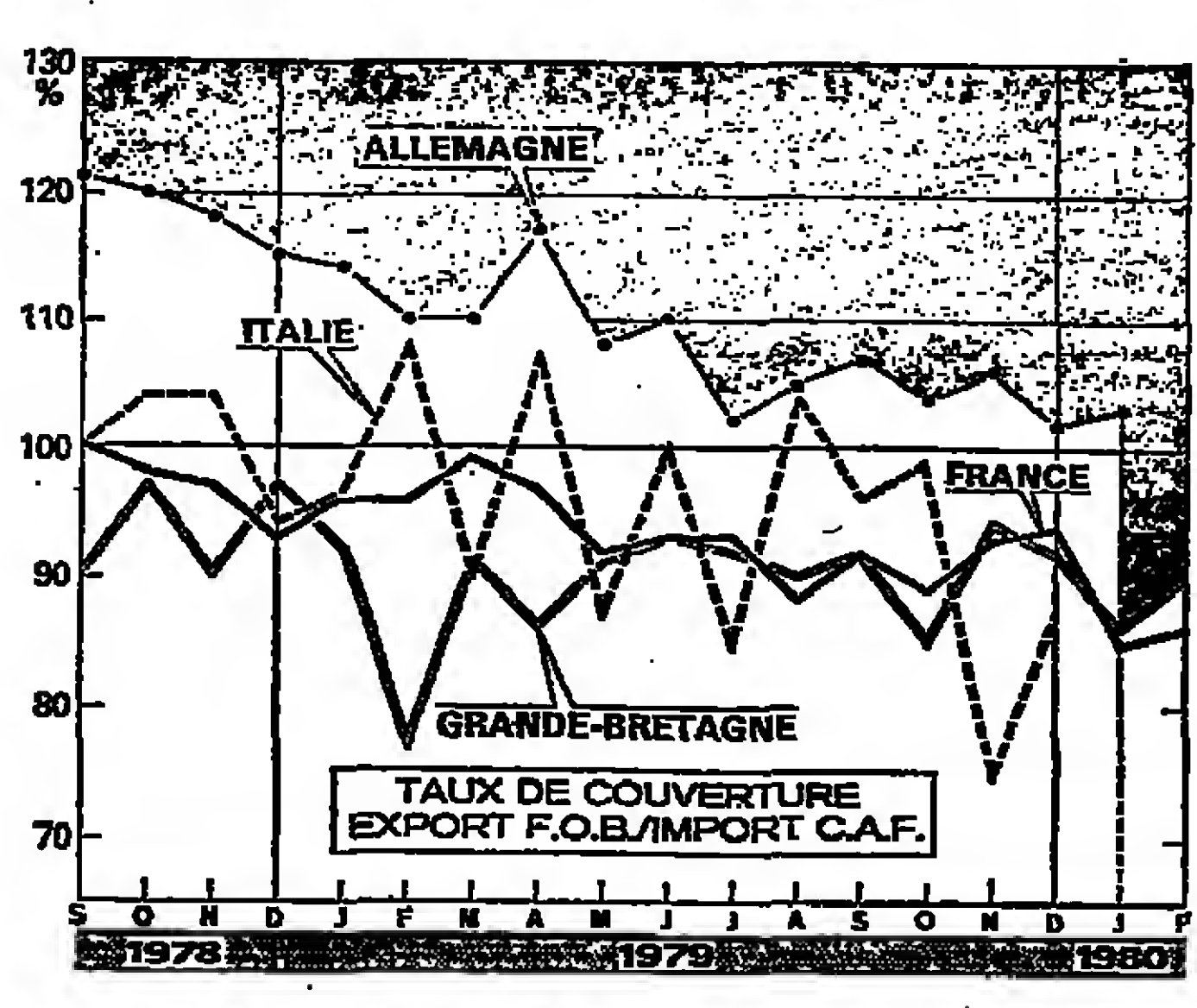
NIVEAU DE CHOMAGE



ÉVOLUTION DES PRIX



ÉCHANGES EXTÉRIEURS



de salaires et de prix a fait long feu, — force a été au président du FED, M. Volcker, d'utiliser le taux de la monnaie. Mais il l'a fait avec hésitation sans restreindre suffisamment la croissance des liquidités. Conséquence : une fantastique escalade des taux, s'accroissant d'elle-même, puisque particuliers et entreprises, anticipant sans cesse la hausse des coûts du crédit, des prix, continuent à s'endetter au maximum. Mais ces taux astronomiques pour les États-Unis (le prime rate s'approche des 20 %) n'ont nullement transféré les milieux d'affaires. Comme l'ont expliqué quelques directeurs de grandes entreprises, « l'argent coûte plus cher, mais il fait bien vivre ». De leur côté, les directeurs d'achat, interrogés par leur association, notent que « le climat des affaires est encore au début du premier trimestre 1980 sera meilleur que prévu ».

Si les entreprises sont inconscientes, en revanche les milieux financiers sont traumatisés par cette cavalcade des taux qui risque de faire capoter les États-Unis et le monde occidental. L'économie américaine ressemble de plus en plus à un véhicule fou : son conducteur, le gouvernement, en a perdu le contrôle ; et il ne lui est pas facile de reprendre dans l'ambiance électorale actuelle, qui ne favorise ni l'objectivité ni le courage. Ainsi tout ralentissement dans cette course est-il accueilli avec soulagement. Il est symptomatique que le marché financier ait salué d'une hausse l'annonce d'un recul de 0,7 % des ventes au détail de février, alors que cette réaction aurait paru absurde en d'autres temps.

Néanmoins, le nouveau plan anti-inflation présenté par M. Carter le 14 mars a suscité quelques espoirs. Plus à l'étranger qu'ailleurs, et en particulier en Allemagne, où M. Otto von Lambsdorff, ministre fédéral de l'économie, a saisi ce pas dans la bonne direction, qu'aux États-Unis eux-mêmes. Le retour à l'équilibre budgétaire en 1980-1981, obtenu par une réduction des dépenses de 14 milliards de dollars et une augmentation des recettes de 9 à 11 milliards par taxation du pétrole importé, apparaît difficile à Mme Alice Schür, directrice du bureau du Congrès pour le budget, qui doute, par ailleurs, qu'un retour à l'équilibre puisse avoir un effet rapide sur l'inflation. Plus efficaces, au contraire, apparaissent les mesures annoncées par M. Volcker, qui renforcent les réserves obligatoires des banques et rendent leur recours à l'escompte du FED plus coûteux,

le rôle de monnaie de réserve. Même la Grande-Bretagne, dont le Minimum Lending Rate était déjà à un niveau élevé, est obligée de suivre le mouvement.

La France, elle, est un peu moins atteinte pour le moment : le franc n'est pas en première ligne, et le gouvernement français conserve une meilleure maîtrise quantitative des crédits. Cependant, ses taux augmentent aussi pour des raisons externes et internes, tout comme en Italie. Pour nos quatre grands pays européens, qu'ils soient plus ou moins directement menacés, il est vital que la machine infernale américaine s'arrête, et que ses taux se stabilisent. De toute façon, ces derniers ne redescendront pas de sitôt : en dépit du ralentissement, ou même de la récession, l'inflation restera forte, ainsi que la pression des prix pétroliers, comme le montre l'intention de certains pays de l'OPEP de réduire leurs productions.

MAURICE BOMMENSATH.

(1) En prenant pour février 1980 un taux de 1,1 %.

PETIT SECRET POUR FAIRE DE GROSSES ÉCONOMIES EN ACHETANT VOTRE MOQUETTE

Il suffit de s'adresser à un soldat professionnel. Il pratique le circuit court. Un exemple : la grande braderie qui se déroule chez ARTREX jusqu'à fin avril. Vous y trouverez 20 moquettes de grandes marques dégriffées à moins de 20 F le m², soit 20 % moins cher que les prix habituels déjà dégriffés ! Pourquoi ces prix surprenants ? Tout simplement parce qu'il s'agit d'une opération de déstockage des usines qui doit se poursuivre jusqu'à épuisement des stocks.

Dernière heure : 5 % de remise supplémentaire ! ARTREX, 4, bd de la Bastille, PARIS-13. Ou 10, Quai de la Napée. Tél. 340-72-72.

1 AN AUX U.S.A.
10 mois dans une High School américaine.
25 Août 80 - 10 Juin 81
JEUNES 15 à 18 ANS
14, rue des Poissonniers
92200 Nanterre-sur-Seine
Tél. 607.12.25

TROMPE-L'ŒIL

Les traquenards de l'indice des prix

Parmi les notions les plus courantes du vocabulaire économique, certaines reflètent l'opinion commune une réalité qu'elles ont perdue. Sous une rubrique « Trompe-l'œil », nous tenterons de démythifier un certain nombre de ces idées reçues.

L'Allemagne, fin 1979, donne un taux d'inflation de près de 6 %. Plusieurs critiques ont fait observer que la comparaison faite par rapport au niveau particulièrement bas de l'indice en 1978 conduit à une surestimation du taux d'inflation : effectivement le calcul fait avec les mêmes indices sur les trois derniers mois aboutit à un chiffre nettement moins élevé de 4 %.

Mais l'indice peut aussi être mis en cause dans sa construction. Calculé en Allemagne jusqu'à fin 1979 d'après un « panier » de la ménagère choisis en fonction des consommations notées en 1970, il n'était plus adapté aux conditions actuelles : en effet, il omettait nombre de produits modernes et donnait un poids excessif aux achats alimentaires. D'où une révision qui a brusquement fait baisser le rythme des prix de près d'un demi-point.

La récente explosion des prix pétroliers n'a pas non plus facilité les choses. Un peu partout, les autorités essaient de séparer cette inflation « externe » très particulière de l'« interne » pour mieux contrôler son incidence et

parfois la bloquer. Ainsi, en Italie, le chef du gouvernement, M. Cossiga, a-t-il proposé un nouvel indice corrigé pour les calculs de la fameuse échelle mobile des salaires.

En Grande-Bretagne ce n'est pas l'augmentation du prix du baril, mais plutôt celle, très massive de trois points de la T.V.A. du premier juillet 1979 qui a posé un gros problème, puisqu'elle a véritablement fait exploser l'indice habituel des prix de détail à plus de 20 %. Hausse artificielle, a fait observer Sir Geor-

frey Howe, le chancelier de l'Echiquier, puisque ce surcroît d'impôts indirects est, d'après ses calculs, largement compensé par les considérables réductions d'impôts sur les revenus. C'est ainsi que la Grande-Bretagne dispose depuis peu d'un nouvel indice, le T.P.I. (tax and price index), qui tient compte de cette correction et donne, entre janvier 1979 et janvier 1980, une inflation inférieure de deux points et demi (16 % contre 18,5 %) à celle qui est observée par l'indice traditionnel.

L'ingéniosité des statisticiens

En France, les autorités n'ont pas proposé un nouvel indice des prix corrigé des incidences pétrolières, M. Raymond Barre se souciant apparemment beaucoup moins de la valeur de cet indicateur, considéré comme peu représentatif de l'adhésion profonde. Cependant, son ministre de l'Economie, M. Monory, est bien obligé de commenter les résultats mensuels et il propose une nouvelle méthode plus « réaliste » consistant à évaluer les accélérations des prix de détail entre 1978 et 1979 : elle permet

de montrer que la France, dont l'inflation, calculée par la méthode habituelle, est environ le double de celle de l'Allemagne, réussit néanmoins à faire deux fois mieux que cette dernière.

Ces quelques exemples, dont on pourrait d'ailleurs facilement allonger la liste, montrent bien les difficultés de mesure des prix, mais aussi l'ingéniosité des statisticiens devant les problèmes économiques actuels.

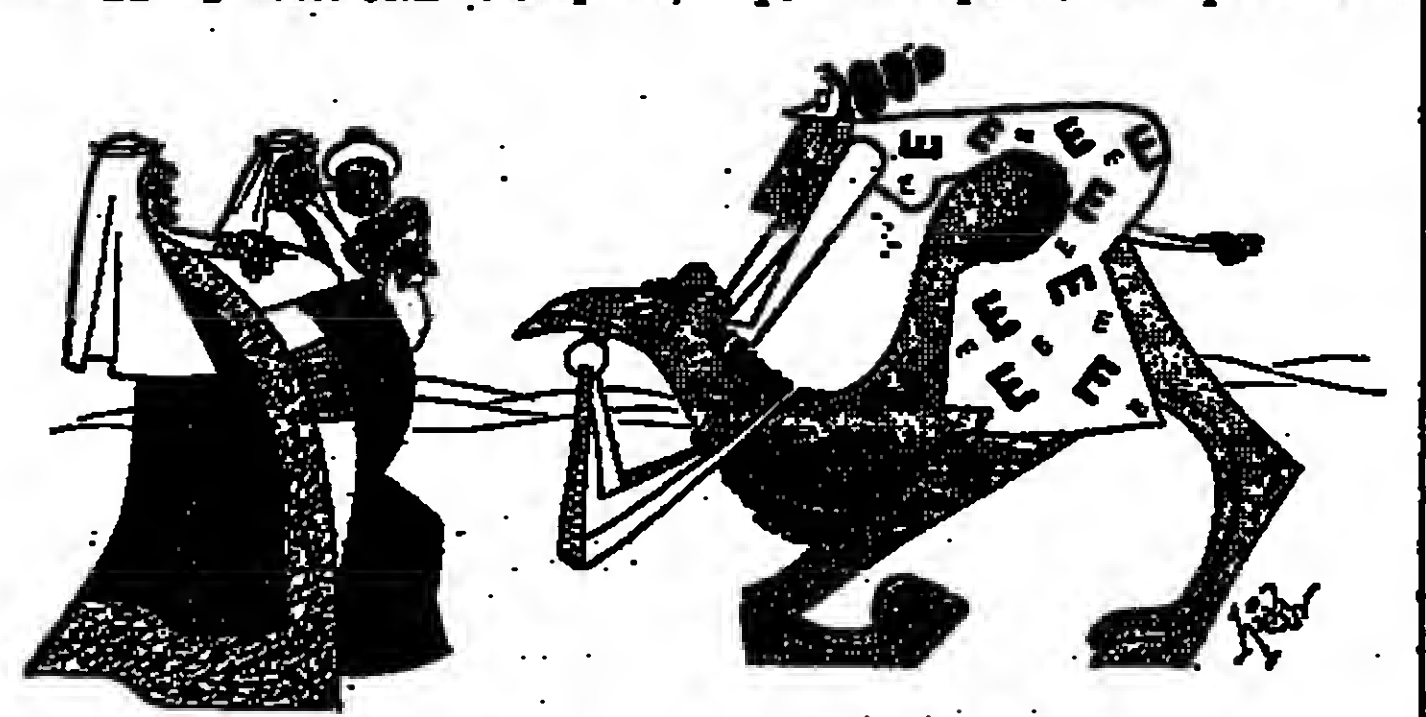
M. B.

Le dialogue euro-musulman n'est pas pour demain

(Suite de la page 19.)

Sur le plan idéologique, le monde musulman est profondément divisé. Les intégristes nous opposent, qu'il n'y a pas véritablement d'islamisme, mais une « culture » qui peut être l'exception de l'Iran depuis la révolution — et l'Iran, parce qu'il considère précisément les pouvoirs islamiques des autres États comme suspects,

ble : les résolutions de la Conférence sont plus un « miroir » que le reflet de la réalité. Lorsqu'il y a consensus sur les questions politiques, c'est celui du monde arabe : pour l'essentiel, solidarité avec le peuple palestinien et demande de restitution de l'Haram Al-Sharif de Jérusalem. (C'est après l'annonce de la mort de Ali-Aqas en 1969 que se tint



est un participant quelque peu hésitant lorsqu'il s'agit de la Conférence islamique, « Les conférences qui sont tenues au nom de l'Islam n'ont, en réalité, pas le moindre objectif islamique », a déclaré un jour l'Iranien Khomeiny. Mais il y a également des États musulmans qui se réclament du socialisme, d'autres qui encouragent le capitalisme. Certains « sont » prosaïques, d'autres encore très proches de l'Occident, bien que tous se présentent aujourd'hui officiellement comme « non-alignés ».

Lorsqu'il y a consensus sur les questions économiques, c'est celui du tiers-monde dans son ensemble : le sommet au cours duquel fut créé l'Organisation permanente de la Conférence.

Dans tout dialogue euro-musulman, donc, les Européens se trouvent confrontés aux mêmes exigences que lors des dialogues Nord-Sud et euro-arabe : priorité au « nouvel ordre économique international » et défense des intérêts économiques musulmans représentés par l'O.I.P. A moins, donc, que nous n'ayons quelque chose de nouveau à proposer sur l'une ou l'autre de ces questions, un dialogue euro-musulman a peu de chances de donner quelque résultat.

EDWARD MORTIMER.

TELEX PARTAGÉ

ÉTRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345.21.62

Dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

DAFSA - ANALYSE a publié l'étude suivante :

LES GRANDES ENTREPRISES EUROPÉENNES DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS

Le bâtiment et les travaux publics ont occupé au début de la décennie 70 une place de premier plan parmi les diverses branches de l'activité économique. Ils intervenaient entre 7,5 et 8 % dans la formation du produit national brut de la plupart des pays européens développés.

La chute quasi générale de l'activité sur les marchés intérieurs, qui a fait perdre à la branche autour d'un point dans le P.N.B. au cours de la seconde moitié de la décennie, a été souvent peu perçue par les très grandes entreprises de B.T.P., notamment grâce à l'importance des débouchés sur les marchés extérieurs (pays de l'O.P.E.C. notamment). Cependant, une croissance plus modérée en 1978 et, semble-t-il, une diminution du montant des travaux en 1979 tendent à montrer que les possibilités de développement des entreprises sur ces marchés s'amenuisent.

L'objet de l'analyse ici présentée a été d'étudier l'impact de l'ouverture aux marchés extérieurs sur la structure de l'activité des groupes, le niveau de leurs résultats et les modifications de la structure financière.

Trente-quatre groupes ont été étudiés : ils figurent parmi les principaux secteurs B.T.P. dans huit pays. La structure géographique et sectorielle de leur activité a été présentée sur une période de sept années (1970-1976), et l'analyse d'une batterie de ratios simples a permis une comparaison internationale des performances économiques et de leurs conséquences financières entre 1974 et 1976. La croissance du chiffre d'affaires et des capitaux permanents a été remarquable pour toutes les entreprises dont la part du C.A. réalisée sur les marchés extérieurs a été, jusqu'en 1976, de plus en plus importante. Par contre, la relation entre la croissance de l'activité à l'exportation et l'amélioration de la marge, de la rentabilité et de la structure financière, qui apparaît évidente pour les sociétés allemandes (Bochumer, Hochtief et Bergbau et Hoescht) et pour les sociétés néerlandaises (Bosch, Kals, Westminister Group et Hochtief Beton Group) est moins nette pour les sociétés anglaises. En effet, pour ces dernières, le bon niveau des résultats peut être plutôt expliqué par le développement du marché intérieur de l'outillage ou la diversification de l'activité hors de la branche. La relation n'est pas évidente pour les sociétés françaises, car le marché intérieur n'a pas connu de chute brutale et que la zone géographique d'influence des entreprises françaises hors des frontières (essentiellement les pays d'Afrique francophone) ne s'est pas sensiblement modifiée.

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA-ANALYSE, 7, rue Bergère, 75008 PARIS. Siège social : 125, rue Montmartre, 75002 PARIS.

CHARTERS

De 1.990 F ATHÈNES à 1.300 F*
De 1.990 F NEW-YORK à 2.250 F*
De 1.990 F TEL-AVIV à 1.900 F*
* Taxes aéroport.

WARONS LITS
TOURISME
14, boulevard des Capucines, Paris (9e).
266-42-44

(A paraître en mai 1980)

Guide français de l'Enseignement International

Le développement des échanges diplomatiques et commerciaux, du multilinguisme et de l'enseignement international, concrétisés par la diffusion universelle du baccalauréat International et des examens internationaux, ont incité de nombreux pays, dont la France, à créer un véritable service pédagogique en pleine expansion sur lequel il convenait de faire le point. C'est ce que propose, entre autres, ce nouveau guide qui constitue une source de documentation complète et unique sur ce sujet.

Prix de souscription (valable jusqu'au 29.02.80) : 38 F (franco de port pour la France - port en sus pour l'étranger) à adresser par chèque à LIBRAIRIE-EDITIONS DES ECHANGES INTERNATIONAUX, 20, rue des Fossés Saint Bernard, 75005 PARIS.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

journées de l'isa

22 - 23 avril 1980

« L'entreprise et l'innovation dans les sciences de gestion »

Sous la présidence de Monsieur MONORY, Ministre de l'Economie, l'Institut Supérieur des Affaires organise, à l'intention des responsables concernés : dirigeants et cadres d'entreprise, hauts fonctionnaires, professeurs d'Université et d'écoles de commerce, deux journées de réflexion sur les thèmes suivants :

le 22 avril :

- l'entreprise française et les marchés étrangers
- les industries nouvelles

le 23 avril :

- l'entreprise et la gestion de l'emploi.
- la France sur le marché international des « affaires agro-alimentaires »

De nombreux experts français apportent leur collaboration à ces journées qui seront animées par des professeurs du CESA (HEC - ISA CFC) et dont l'objectif est de faire le point sur l'ensemble des recherches en matière de gestion d'entreprise.

Renseignements complémentaires

isa

1, rue de la Libération,
78350 JOUY-EN-JOSAS.
Tél : (1) 956.43.61

CENTRE D'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR DES AFFAIRES
(HEC - ISA - CFC)

le chèque-déjeuner s'adresse aux grandes comme aux petites entreprises.

Système de paiement moderne, le Chèque-Déjeuner est destiné à toutes les entreprises, y compris celles de moins de 10 salariés. Exonéré de charges sociales et fiscales, le Chèque-Déjeuner est conçu pour résoudre les problèmes du repas de midi dans l'entreprise. Critère de politique sociale, le Chèque-Déjeuner est synonyme de détente pour les salariés qui peuvent choisir parmi plus de 40 000 restaurants. Pourquoi hésiter ? Informez-vous auprès du Chèque-Déjeuner !

* Suivant la réglementation en vigueur.



un avantage social quotidien

Veillez m'envoyer gratuitement et sans engagement votre documentation sur le Chèque-Déjeuner.

Nom _____ Fonction _____ Raison sociale _____
Adresse _____ Code postal _____
A retourner au Chèque-Déjeuner CCR
46, rue des Acacias, B.P. 555
75831 Paris Cedex 17. Tél. 766.04.56

En Italie, les conflits sociaux ont ouvert la voie de la participation

La crise politique et sociale qui se déroule en Italie depuis plus d'une décennie n'a pas que des aspects négatifs. Les relations entre patronat et syndicats, entre les entreprises et les salariés se sont transformées. Après une période d'opposition systématique, les uns et les autres ont recherché un «modus vivendi». Ils sont peut-être à nouveau à la veille d'une nouvelle évolution dans la direction d'une certaine «participation».

OUEST-CE qui a changé au cours des dix dernières années dans les rapports entre patronat et syndicats en Italie ?

Le pouvoir des trois centrales syndicales s'est beaucoup accru, avec la C.G.I.L. (Confédération générale italienne del lavoro), la C.I.S.I.L. (Confederazione italiana sindacati lavoratori), qui représente une présence forte, mais non dominante, de la démocratie chrétienne, et l'U.I.L. (Unione italiana del lavoro), où sont rassemblées des socialistes, des sociaux-démocrates et des républicains. Les syndicats sont aujourd'hui présents dans tous les sièges institutionnels et dans tous les services publics. Mais, surtout, ils gouvernent l'I.N.P.S., l'Institut pour les pensions, qui administre des milliers de milliards de livres par an. Ils sont représentés au comité interministériel des prix, dans les commissions qui établissent la politique économique du pays et dans les conseils d'administration des universités.

Les représentants de la C.G.I.L., de la C.I.S.I.L. et de l'U.I.L. siègent aussi aux côtés de l'administration du Théâtre de la Scala de Milan et de la Biennale de Venise. Les leaders syndicaux, qui le terrorisme contraint à se déplacer dans des voitures blindées, sont les interlocuteurs directs du gouvernement, et, à plusieurs reprises au cours de ces dernières années, des grèves générales déclenchées par les syndicats ont accéléré la chute de gouvernements qui étaient déjà en péril.

Si le pouvoir des syndicats s'est accru dans les institutions, leur influence sur la base, en revanche, a relativement diminué, et leur crédibilité s'est affaiblie auprès de l'opinion publique, qui juge les syndicalistes en partie responsables des difficultés économiques italiennes. Mais il serait mesquin de ne pas

Des avis du personnel sur la politique industrielle

Abordons maintenant un autre problème. En 1979, les syndicats ont encore renforcé leur capacité d'intervention dans les entreprises à l'occasion des renouvellements des conventions collectives nationales. Dans celles-ci, il est question d'«informatisation», mais dans les plus grands groupes privés ou publics ce sont de vraies négociations qui président au choix de politique industrielle. Les investissements à faire ou les modalités de l'utilisation de la force de travail. La rigidité qui en découle pèse dans certains cas, il est difficile de décaler la main-d'œuvre d'un département à un autre du même atelier, a entraîné la création d'une poussière de petites entreprises qui échappent mieux au contrôle syndical, mais débordent aussi en aléas de travail noir.

part, ont entraîné une réflexion nouvelle.

Fortes des modifications obtenues dans les rapports de forces, les syndicats ont commencé à prêter une attention plus grande aux thèmes classiques de politique économique, qui vont des investissements à l'accumulation du capital. Cette nouvelle orientation a été ratifiée en 1977 par l'Assemblée de l'Eur, du nom du palais romain où s'est déroulée la réunion des trois mille délégués syndicaux de la centrale C.G.I.L.-C.I.S.I.L.-U.I.L. Les résultats, les syndicalistes eux-mêmes l'admettent, n'ont pas été à la hauteur des ambitions et des espérances initiales. Nombreux sont ceux qui soutiennent aujourd'hui dans les centrales syndicales l'exigence d'une «mise à jour» (aggiornamento) de la ligne de l'Eur.

Finalement, il est hors de doute que, au cours des dernières années, il y a eu une évolution idéologique dans le syndicalisme italien. Pourtant, et c'est là un des aspects que soulignent particulièrement les patrons, le changement dans le sens de la modération s'explique à descendre des sommets vers la base : «Il existe un dialogue entre les sommets syndicaux et patronaux dans les entreprises, le rapport reste toujours très conflictuel».

SERGIO DEVECHIL.

Malgré la crise, des raisons de

UN SUCCÈS DE POLITIQUE INTERNATIONALE La résistance au protectionnisme

Les premières semaines de la décennie 80 ont résonné de menaces de toutes sortes sur le front du commerce international. Dernière en date, celles des États-Unis sur le chapitre de la sidérurgie. Les perspectives économiques mondiales, déclinant massivement après l'augmentation massive des prix du pétrole l'année dernière, ont permis au protectionnisme de reprendre des forces. Mais il rencontre une solide résistance.

DE part et d'autre de l'Atlantique, les deux grands pôles commerciaux qui constituent les États-Unis d'Amérique et la Communauté européenne ont vu leurs lobbies industriels durcir leur campagne de lutte contre la concurrence étrangère à leurs yeux déloyale.

La réaction des producteurs d'acier américains aux importations en provenance d'Europe, la décision de la Commission européenne d'écarter du marché britannique les fibres synthétiques en provenance des États-Unis dont les prix sont particulièrement bas, l'apparition, enfin, de délégués presque quotidiens au quartier général de la Commission de Bruxelles venant protester contre les réductions d'emploi qu'entraînent les importations de produits manufacturés — qu'il s'agisse de vêtements pour homme en provenance de Roumanie ou d'engrais azotés venus des États-Unis — tout cela

ressemble aux premières escarmouches d'une guerre commerciale.

Des responsables officiels ont traversé et retraversé l'Atlantique en jet, essayant de calmer les esprits. Le président de la Commission, M. Roy Jenkins, a débattu cette question avec le président Carter. Le vice-président Davignon, commissaire européen chargé des affaires industrielles, a plaidé à Washington, à la cause des fabricants d'acier. A son tour, le représentant américain spécialement chargé des échanges commerciaux, M. Rueben Askew, a entrepris une tournée des capitales européennes afin de faire valoir le point de vue de son administration en matière d'échanges. Car c'est précisément sur ces échanges que, au niveau le plus élevé, se fonde l'espoir que les grands pays commerciaux éviteront la voie du protectionnisme qui fut des années 30 une décennie de dépression économique.

Un moindre mal

La capacité de résistance de l'Occident au protectionnisme depuis la récession de 1975 a été l'un des succès les plus originaux de la politique internationale. Si les gouvernements avaient suivi l'exemple du président Nixon au début des années 70, le commerce international serait probablement aujourd'hui bloqué par la prolifération de quotas de tous ordres et de taxes à l'importation. On a, en fait, enregistré, pour le début de cette année, des réductions de tarifs douaniers et l'apparition de codes de bonne conduite faisant suite aux négociations qui se sont tenues dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Cela laisse pressager un meilleur équilibre du commerce international malgré le climat économique peu favorable qui prévaut actuellement.

Persone ne peut prétendre que

les accords du GATT, auxquels on est parvenu après des années de difficiles et fastidieuses négociations dans le cadre de ce qui fut appelé le «Tokyo round», soient parfaits. Bien que plus de cent pays aient été impliqués dans ces négociations commerciales, les présentes, comme les plus importantes et les plus ambitieuses que le monde ait jamais connues, le résultat final ne doit être considéré que comme un accord passé entre pays industriels.

Les conclusions du «Tokyo round» ont été vivement critiquées par le monde en développement. Le simple fait, cependant, que les principales nations commerciales du globe soient parvenues à un accord sérieux visant à la réduction des forces protectionnistes, a en soi une importance vitale et doit être opposé à la récession économique de la pression protectionniste qui s'est manifestée depuis l'approbation des accords du GATT, vers la fin de l'année dernière.

On pourra avancer que ce qui apparaît comme une augmentation de la pression protectionniste depuis le début de l'année est une conséquence parfaite-ment normale des nouveaux accords, les pays en développement, sentant plus moralement contraints par le fait que leurs protestations contre la concurrence étrangère pouvaient porter atteinte à l'intérieur même de la Communauté. Le nombre des barrières non tarifaires, selon une enquête de la Commission, plus que quadruplé ces dernières années ; et il n'est que de considérer la récente campagne «Achetez britannique», financée par l'entreprise publique d'automobiles du Royaume-Uni pour voir combien les instincts protectionnistes réappaissent lorsque le climat économique se détériore.

Des efforts concertés

A cet égard, le plus grand bénéfice des sommets économiques qui se sont tenus depuis 1975 au niveau mondial a peut-être été de montrer, chaque année, la détermination des chefs de gouvernement des grandes nations industrielles à lutter contre le protectionnisme, et de maintenir ainsi le parti pris du monde occidental en faveur du libre-échange.

La tentative, qui a aujourd'hui un an, de fonder en Europe la fluctuation des monnaies par la création d'un système monétaire européen peut être considérée comme une autre arme contre la pression protectionniste. Bien que l'édification du système monétaire européen laisse beaucoup à désirer et qu'il ait encore à subir l'épreuve des marchés étrangers, aussi longtemps qu'il parviendra à limiter l'instabilité monétaire, il aidera à réduire les griefs de concurrence «déloyale» for-

susceptible d'interprétations subjectives et une interprétation subjective dans des domaines tels que le bien-être matériel de l'individu, la viabilité d'une industrie ou la prospérité d'une nation est invariablement un sujet d'affrontement.

Dans une certaine mesure, les accords du GATT constituent une tentative de réduction du protectionnisme par un appel à l'équité. L'importance du «Tokyo round» ne tient pas à la décision d'abaisser les tarifs d'importation dans l'industrie du tiers environ de leur valeur, mais de s'attaquer à la question épineuse de l'abolition des barrières douanières par le biais de différentes réglementations dans le domaine, par exemple, des subventions gouvernementales, des politiques d'embauche, des expertises de douane, et dans celui des obstacles techniques aux échanges.

Le problème est, en matière de commerce international et de protectionnisme, que les gouvernements et les organisations telles que la Commission européenne se retrouvent inévitablement confrontés à deux comportements.

Chacun peut être convaincu, au niveau théorique, des vertus du commerce international et des méfaits de l'autarcie. Dans le monde actuel, cependant, aucune nation ne pourrait adopter une politique de libre-échange comparable à celle suivie par la Grande-Bretagne à la fin du dix-neuvième siècle. Les gouvernements successifs de ce pays laissent en effet entrer à l'époque des produits alimentaires à bas prix, forçant ainsi le secteur agricole à une adaptation qui a conduit à cette agriculture intensive et moderne que le Royaume-Uni connaît aujourd'hui.

L'idée du «droit au travail» peut ne pas figurer dans toutes les Constitutions européennes ; elle est cependant présente à l'esprit de tous les citoyens d'Europe. Lorsqu'il est question de libre-échange et de protectionnisme, on débat normalement de la question de savoir si un parti pris en faveur du libre-échange doit être remplacé par un parti pris dans l'autre sens. Mais il est bon de rappeler que les idées protectionnistes sont aussi fermement ancrées dans notre système que les idées de libre concurrence.

L'accord douanier en matière de produits industriels, qui aujourd'hui englobe les neuf pays membres de la Communauté européenne, ne peut être considéré que comme une conséquence parfaite-ment normale des nouveaux accords, les pays en développement, sentant plus moralement contraints par le fait que leurs protestations contre la concurrence étrangère pouvaient porter atteinte à l'intérieur même de la Communauté. Le nombre des barrières non tarifaires, selon une enquête de la Commission, plus que quadruplé ces dernières années ; et il n'est que de considérer la récente campagne «Achetez britannique», financée par l'entreprise publique d'automobiles du Royaume-Uni pour voir combien les instincts protectionnistes réappaissent lorsque le climat économique se détériore.

Un entretien avec M. Pandolfi

(Suite de la page 19.)

« Parmi ces objectifs, peut-on également insérer, au-delà des aspects purement monétaires, une meilleure évolution de l'économie mondiale ?

« Je crois que oui. Je voudrais me limiter à souligner que les pays producteurs de pétrole doi-

vent actuellement programmer leurs offres de façon assez rigide, puisqu'ils n'ont pas l'assurance du maintien de la valeur de la monnaie qu'ils obtiennent. Si cette situation se modifie, un des facteurs de déstabilisation de la situation économique mondiale disparaîtra. Mais ce n'est qu'un aspect de la question ; on pourrait en indiquer beaucoup d'autres.

« Qui tirera profit de la mise en place du compte de substitution ?

« Si je vous disais que tout le monde y gagnera, ce serait exactement mon opinion. Mais la réponse pourrait sembler être inspirée par un optimisme de convention. Alors je vous répondrai en posant moi-même une question, qui tire profit de l'actuelle instabilité des changes ?

« Si l'en était ainsi, le compte de substitution serait déjà en place ?

« L'un des problèmes de notre temps, dans le domaine national comme dans le domaine international, est l'incapacité des producteurs de mener à bien un changement et parfois face au caractère hâletant des problèmes qui doivent être affrontés. Il faut donc la patience et de la ténacité.

« Mais ce n'est pas seulement une question de procédure ?

« Non. La mise en route du compte de substitution présente également des aspects spécifiques de ceux qui sont plus particulièrement techniques à ceux qui finissent par recouvrer une valeur et une couleur politiques. Qu'il s'agisse de poser des problèmes comme celui du rôle de l'or du Fonds monétaire en tant que garantie d'équilibre

UN HOMME EXPÉRIMENTÉ

M. Pandolfi représente un cas assez rare de ministre des finances ayant acquis une réputation de technicien sur le terrain. Diplômé d'études supérieures de lettres, avec une spécialisation en philosophie, il aime encore introduire dans sa conversation des vers grecs ou des allusions de l'Antiquité plutôt que des citations des grands noms de l'économie. Mais, après son question des problèmes de la monnaie, où il est né en 1927, et où réside encore sa famille de quatre enfants, M. Pandolfi, qui est démocrétarien, s'est trouvé en 1958 nommé à la commission des finances et du trésor de la Chambre des députés. On peut pressentir qu'il y a fait bonne impression puisqu'en 1974 il est entré au gouvernement comme sous-secrétaire d'État aux finances, et en est devenu le ministre deux ans après. Après deux autres années, il est devenu ministre du Trésor, et il conserve encore cette charge à l'heure actuelle.

Etudes multilingues Aires internationales sur l'économie de l'industrie du MÉDICAMENT

Mythes et réalités de l'industrie pharmaceutique française, inclus en texte suggéré du décret d'application du nouveau régime des prix. 290 F HT

L'affaire Boehringer/Aries du changement de propriétaire à motif prix. 100 F HT

PHARMULTI 88
Les 55 multinationales pharmaceutiques. Une estimation de leurs chiffres d'affaires, marges, pourcentages des recherches et publicités, inclus Porto Rico, Irlande, Panama, Bahamas, Suisse, licences de brevets et marques. 380 F HT

PHARMFRANCE 88
Les 125 plus grandes laboratoires en France par rang de leurs C.A. 140 F HT

Les 100 plus grands médicaments de monde généraux d'aujourd'hui et de demain. Rang, DCL, numéros et dates des brevets. Laboratoires qui fabriquent des spécialités et leurs marques (ex. la clostine et cinnidione ont de nombreuses marques concurrentes). 440 F HT

International transfer prices of pharmaceuticals, chemicals and cosmetics (demandez un dépliant détaillé gratuit).

Passez vos commandes à SERIC 19, rue Bergère - 75009 PARIS Tél. 246.35.53

12 mois sur 12
le
COURS
HUBERT LE FÉAL
forme
à la
PAROLE
PUBLIQUE
documentation
sans engagement
770 58 03

LOLO
c'est facile, c'est pas cher,
ça peut rapporter gros
Clôture des jeux mardi après-midi

ALARME 2000
votre protection
CONTRE LE VOL
l'expérience de l'électronique
d'avant-garde avec 25 000
systèmes déjà opérationnels
pour tous types
et configurations de locaux.
Renseignez-vous en écrivant à ALARME 2000
dep. 34 - 8, rue Guidin 75016 PARIS - Tél. 525. 44. 32
120 conseils à votre service sur toute la France.

Se détourner de ce concept serait renier l'origine des réussites de l'après-guerre en Europe occidentale et rendre plus difficile la tâche qui consiste à étendre cette prospérité aux régions du monde les moins développées. S'opposer au protectionnisme, tout en continuant de défendre des intérêts légitimes, peut conduire à des négociations longues, pénibles, obscures, et à la disgrâce électorale. Mais l'expérience a montré que, dans le domaine du commerce international, les discours valent mieux que la guerre.

PETER NORMAN.

مركز من الأمل

la crise, des raisons de politique internationale au protectionnisme

croire en l'avenir

Les frontières de l'espérance

Un jour, l'histoire parlera de l'euphorie des années 80. Enivrée par le pétrole facile, la société humaine a rêvé de technologies aux vertus thaumaturgiques, dont la croissance ne connaîtrait pas de limites, alors que les Nations unies lançaient la première décennie du développement. Le décor a changé avec les années 70. Certains commencent à faire des comptes, la conscience écologique se réveille, et d'autres mouvements spontanés de citoyens se préoccupent des différents maux de la société moderne.

EN 1972, « Les Limites du développement » (1), le petit livre trouble-tête du Club de Rome, paraissait. Il disait des vérités simples et désagréables à entendre. Notre monde, terre, corps céleste de dimensions finies, ne peut satisfaire tous les

par AURELIO PECCEI (*)

caprices d'une humanité quelconque et vraie. Il lui permettrait une croissance démographique et économique continue, exponentielle. Le succès éblouissant de ce petit livre, l'assaut d'articles par les économistes et les technocrates du développement, a prouvé que l'opinion publique est en état de maturité. Pour l'OPED, triple les prix du pétrole et les vieux mythes commencent à basculer. La stagnation apparaît aussi pour la première fois.

Désormais, avec la conscience

du médiocre gouvernement des affaires humaines, il est difficile de savoir que croire, à qui se fier, qu'est-il vraiment en train d'arriver? Que faut-il faire de nouveau ou de différent? C'est ainsi qu'aux débuts des années 80, les perspectives apparaissent ou ne peuvent plus incertitudes. On se demande si l'orgueilleuse espèce humaine, qui domine le globe et ses environs, saura se dégarer de l'énorme goulé de problèmes dans lequel elle s'est fourrée. Si l'on en juge par les difficultés à freiner la prolifération, à contrôler ses appétits et son pouvoir, et à utiliser avec un peu de sagesse le merveilleux patrimoine de conscience et d'informations qu'elle possède, la réponse est négative. En outre, elle est tellement occupée à inventer des armes de destruction toujours plus scientifiques qu'on peut aussi douter qu'elle sache au moins vivre le mieux possible entre elle et avec les autres formes de vie, dont dépend son existence même.

S'adapter

Les chroniques des historiens s'arrêtent là. Il nous faut maintenant nous interroger sur la voie à suivre pour l'homme dit sagesse, dix mille siècles après son apparition sur la terre, après vingt siècles de christianisme. Il convient peut-être de regarder aujourd'hui — après treize siècles d'islamisme. Le plus grand danger est qu'imperturbablement il continue à courir, perdant haleine dans la direction actuelle, vers des frontières tentatives mais trompeuses, au-delà desquelles il n'y a que des crises et des désastres. C'est pourquoi la voie la plus probable, celle dictée par les habitudes, par les politiques ou les absences de politiques, et par les tabous et les tabous qui l'ont amené dans cet océan de difficultés.

Si, au contraire, dominent ces dons d'intelligence et d'imagination, ces vertus civiques et morales, ce sens des responsabilités, et cette aspiration spirituelle, dont nous affirmons si souvent qu'ils sont propres à l'homme,

s'il est même seulement guidé par le bon sens et par une nécessaire conscience de l'espèce d'autres frontières s'ouvriront. Ce sont les frontières de l'espérance. Mais il faut faire vite : les années 80 seront décisives. Certaines des stratégies qui peuvent orienter l'humanité dans ce sens ont maintenant été étudiées assez à fond. Ainsi en est-il de la stratégie mondiale pour la conservation de la nature, présentée le 5 mars 1980 dans trente-cinq pays en même temps, ou bien de la lutte contre le réchauffement climatique, pour le désarmement, de la réforme du système monétaire international. Pour les mettre en pratique il faudrait un effort politique énorme, un effort d'organisation, un effort financier sans pareil. Mais la clé de cette route, le dépassement des obstacles, repose sur des schémas mentaux, psychologiques et en général culturels qui s'opposent au renouvellement de la société humaine.

Un forum de jeunes

Il est toutefois possible de libérer l'homme moderne de cet esclavage du passé. Il y a beaucoup à faire, mais il faut d'abord rendre le système existant plus gouvernable, et apprendre à mieux le gouverner. Certaines initiatives prudentes sont en cours, et on peut espérer en leur efficacité. On voudrait aussi comment réamorcer le dialogue Nord-Sud, actuellement au point mort, par une série d'ententes au niveau régional, en ne passant pas seulement par des canaux officiels; comment dépasser la régression dans les relations Est-Ouest en amenant les deux blocs à examiner la situation mondiale pour détecter les intérêts qu'ils ont tous les deux à raméliorer.

Le plus important est encore le changement éthico-culturel qu'il faut stimuler individuellement en chacun de nous, citoyens de cette époque extraordinaire. Le fait est qu'en quelques générations nous avons transformé radicalement l'aspect de l'univers dans lequel nous vivons, sans toutefois adapter à ces nouvelles réalités notre système de valeurs ni les principes et les jugements qui nous guident. Notre pensée et nos comportements sont restés ceux d'un passé désormais révolu. Nous sommes donc, tous, au fond, des désadaptés, absolument pas préparés à affronter l'avenir qui s'annonce encore plus bouleversant. Quand survient une mutation de leur milieu, les autres espèces s'adaptent par évolution génétique pour ne pas être éliminées. Cette voie serait trop lente pour l'homme. Il a pour seule possibilité une évolution culturelle qui devient question de vie ou de mort.

Sur la base de ces vérités, tout aussi simples et désagréables à entendre, le dernier rapport du Club de Rome, « Apprendre le futur » (2), affirme que le temps perdu peut toutefois être récupéré. L'être humain est doté d'une capacité intellectuelle notable, négligée jusqu'à maintenant, qu'il peut développer au fur et à mesure que de nouvelles réalités apparaissent.

Premier pas dans cette direction : deux grands projets ont été élaborés. Le premier, dans le rapport sous le nom de « learning » ou apprentissage, vise à promouvoir l'action nécessaire pour faire émerger les capacités latentes de compréhension et de créativité de millions de citoyens, afin qu'ils soient en mesure de participer plus consciemment aux décisions de portée historique qui les attendent. L'UNESCO compte faire de cet apprentissage sa bannière des

(*) Président du Club de Rome.

Les citoyens sont mieux consultés sur les effets de la technologie

En refusant de ratifier la convention de Bonn sur la désalinisation du Rhin, les parlementaires français ont mécontenté nos partenaires européens et plongé le gouvernement de Paris dans l'embarras. La France ne tiendrait donc plus ses engagements. Un tel accord technique sur l'enfouissement dans le sous-sol alsacien des déchets des mines de potasse n'avait été obtenu qu'après des années de négociations entre experts. On se félicitait d'être parvenu à une solution quasi parfaite : danger écologique zéro, pas de modification du marché du sel, aucun licenciement, un coût partagé entre quatre pays, donc modéré pour chacun. Mais les techniciens avaient oublié de fonder leur belle construction sur le consentement des Alsaciens.

LES Alsaciens ont tout flanqué par terre. Car leurs parlementaires ont convaincu les autres députés que la solution trouvée à Bonn n'y a pas été la meilleure. Ce faisant, ils ont encouragé les députés français la primauté des représentants du peuple sur les technocrates, fussent-ils de l'environnement.

Cette « anecdote » témoigne de l'intolérance croissante des citoyens à l'égard des prétendus impératifs de la science et de la technologie. Il est vrai que l'on n'est plus au temps idyllique où les populations ébahies applaudissaient au feu d'artifice du progrès. Les citoyens ont bien changé. En Europe et en Amérique du Nord au moins, ils traitent fort tard sur les bords de l'école, et, quel qu'on en dise, il leur en reste quelque chose. On ne peut plus les tromper, tous et tout le temps. Ils ont pu observer, entre autres détails, que toute découverte porte en elle son pesant de futur malheureux.

Les citoyens ont bien changé. En Europe et en Amérique du Nord au moins, ils traitent fort tard sur les bords de l'école, et, quel qu'on en dise, il leur en reste quelque chose. On ne peut plus les tromper, tous et tout le temps. Ils ont pu observer, entre autres détails, que toute découverte porte en elle son pesant de futur malheureux. Les citoyens ont bien changé. En Europe et en Amérique du Nord au moins, ils traitent fort tard sur les bords de l'école, et, quel qu'on en dise, il leur en reste quelque chose. On ne peut plus les tromper, tous et tout le temps. Ils ont pu observer, entre autres détails, que toute découverte porte en elle son pesant de futur malheureux.

Naguère, comme le fait remarquer Jean-Jacques Salomon dans un numéro de *Futuribles* consacré au risque technologique (1), tout cela était passé par

Contestations entendues

Nulle part le pouvoir ne s'est porté au-devant de ce désir de participation. Mais un peu partout, sans bien entendu dans les mêmes proportions, il a bien été obligé d'y répondre. Un rapport publié par l'O.C.D.E. sous le titre « La technologie proposée » est destiné à la fois à l'opinion publique et à ceux qui prennent la décision finale.

En France, par exemple, on rédige chaque année quatre mille cinq cents études d'impact. Elles sont techniquement médiocres, les citoyens comme l'administration sont mal armés pour en juger la validité, elles servent souvent d'alibi, mais elles constituent tout de même un instrument de contrôle perfectible des effets de la technologie.

Face aux grandes innovations comme la conquête de l'espace et l'application civile de l'énergie nucléaire, certains gouvernements ont été plus loin en organisant eux-mêmes de vastes campagnes d'information. La plus remarquable a sans doute été celle de la NASA qui, dès 1960, a lancé un vaste programme visant à persuader les Américains que la technologie spatiale était d'inévitables retombées bénéfiques. Les médias du monde entier ont fait bouillonner leurs tam-tams. Les peuples, désabusés, constatent aujourd'hui que leur quotidien n'a pas changé, mais que leur ciel est encombré de satellites espions qui ne présagent rien de bon. Tout ce tintamarre cachait en réalité la maîtrise militaire de l'espace.

Le cas des centrales nucléaires

Beaucoup plus intéressantes — et utiles — sont les initiatives prises en Suède, en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas, au Danemark et au Canada pour susciter un intense débat sur les centrales nucléaires. Partout c'est le gouvernement qui a fait les premiers pas et qui a financé les opérations. En Suède il s'est appuyé sur une institution déjà séculaire, les cercles d'études populaires, associations indépendantes auxquelles on a convié les citoyens à adhérer, et que l'on a abondamment pourvus de documents et de crédits. Réunions, auditions publiques, se sont succédées pendant deux ans avant que le Parlement n'adopte un

programme nucléaire, d'ailleurs provisoire.

En Allemagne fédérale c'est le ministère de la science et de la technologie qui a institué le *burgerdialog*, dialogue avec les citoyens organisé en éditant un million d'exemplaires de brochures techniques, en réunissant une quarantaine de séminaires ou de débats publics auxquels le ministre lui-même, M. Hans-Martin, a participé. On a encouragé les partis politiques, les syndicats et les Églises à monter leurs propres réunions d'information. En cinq ans, de 1975 à 1979, le gouvernement fédéral a dépensé l'équivalent de 20 millions de francs pour éclai-

rer l'opinion. Quand il s'est agi d'installer à Gorleben une usine de retraitement des combustibles, il a désigné un groupe d'experts internationaux pour le conseiller. Ceux-ci — qui comptent deux Français — ont dit non au site, et le gouvernement s'est incliné.

En Autriche les débats publics télévisés ont duré deux ans avant qu'on en vienne au référendum. Au Danemark le gouvernement a confié l'opération à un comité pour l'information sur l'énergie qui ne comprend aucun représentant du pouvoir. On lui a accordé de larges crédits (l'équivalent de 1,6 million de francs)

pour organiser des meetings, aider les associations et éditer des livres de base.

Au Canada, un comité pour l'information nucléaire, doté de 200 000 dollars, a été créé en 1976 mais une campagne d'électrification nationale a pris les devants. L'Ontario Hydro, qui favorise la création de comités de citoyens pour la consultation sur le choix des sites des centrales et des lignes à haute tension, aux Pays-Bas, le grand débat démarré en ce moment, il durera jusqu'en 1981, date à laquelle le Parlement votera ou non le programme nucléaire.

La France en retard

Ces exemples soulignent la position rétrograde de la France dans le débat nucléaire. Le rapport de l'O.C.D.E., pourtant peu suspect de partialité, note que la France est le seul pays de l'Organisation ne disposant d'aucune législation d'ensemble en matière d'énergie atomique. Toutes les grandes décisions ont été prises par les autorités administratives, jamais le Parlement n'a eu à voter sur les questions nucléaires. Quant au conseil d'information électro-nucléaire, créé à l'initiative du président de la République, les auteurs n'en disent rien mais on sait ce qu'il en est. C'est une opération « poudre aux yeux » qui doit être mise au début de celui qui l'a imaginée et de ceux qui ont la charge de la faire fonctionner.

Il est vrai que la France n'a pas le privilège des commissions consultatives plus ou moins « bidon », depuis 1975, plus de mille deux cents organismes de ce genre se sont créés aux États-Unis. Mais au moins, là et dans divers pays, on prend bien d'autres initiatives : auditions parlementaires qui, aux États-Unis, ont permis au Congrès de regarder du pouvoir : commissions d'enquête comme celle qui, après trois mois d'audition publique, a conseillé le gouvernement britannique pour la construction de l'usine de retraitement de Wind-scale, ou comme celle qui a conseillé au gouvernement canadien d'installer un pipe-line géant dans la vallée du Mackenzie.

Les nations qui ont poussé la participation jusqu'à son terme sont celles qui, comme l'Autriche hier, comme la Suède cette année et le Danemark demain, osent soumettre leur programme nucléaire à référendum. Les quelques consultations populaires organisées en France n'ont pas dépassé l'échelle d'un canton : elles ont été considérées comme « illégales » par le pouvoir et celui-ci, bien sûr, n'en tient aucun compte.

Pour mettre la technologie au pas, pour rendre aux citoyens la maîtrise de leur avenir, il est urgent de diffuser à travers le monde une nouvelle démocratie de participation. Cela passe par une information préalable, auditions publiques, tribunaux scientifiques, commissions extra-municipales ou extra-parlementaires, en cours de route aux associations, référendums locaux, régionaux ou nationaux, le répit des moyens est fourni. La démocratie directe est la seule « innovation » dont la planète ait surtout besoin.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) *Futuribles*, « Le risque technologique majeur : un formidable défi », novembre 1979, 55, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

(2) « La technologie contestée : participation du public et prise de décision en matière de science et de technologie », O.C.D.E., 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 18.

(Publié)

VOUS VOULEZ SAVOIR :

- Comment appliquer la loi du 6 janvier 1978 et ses décrets?
- Comment remplir la déclaration des fichiers clients, personnels, ...auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés?
- Comment organiser pratiquement l'accès du personnel des clients aux fichiers?

Participez à la
Journée d'Études

ENTREPRISE INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

24 avril 1980
P.L.M. Saint-Jacques

ORGANISÉE PAR L'ISSEC

Institut Supérieur
des Sciences Economiques et Commerciales
Établissements privés, d'enseignement supérieur

35, boulevard de Sébastopol - 75001 PARIS

Tél. : 233-21-88

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - TÉLÉPHONE 33
C.C.P. Paris 4287-12

ABONNEMENTS
1 année 6 mois 3 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
124 F 62 F 32 F 245 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
200 F 100 F 50 F 180 F
ÉTRANGER
(par messagerie)
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
225 F 110 F 55 F 190 F
II. - SUISSE-TURISME
225 F 110 F 55 F 190 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (titre valide) ven-
dront bien joindre chaque fois
leur demande.

Changements d'adresse dé-
clarer ou plus : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres et
capitales d'imprimerie.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

**L'EUROPE,
UN FUTUR CONDITIONNEL ?**

9 CONFÉRENCES - DÉBATS
entre le 3 Mars et le 21 Avril
le lundi de 17h30 à 19h30

CPM - CENTRE MALESHERBES 108 Bd Malesherbes 75017 Paris

Programme sur demande (766.51.34 Mlle GUILLIER)

NOM : _____
Adresse : _____



UNE INSTITUTION MÉCONNUE

La Cour européenne de justice

« La séance est ouverte », dit l'huissier avec dignité. Les avocats et le public admis dans la salle se lèvent. Les neuf juges font leur entrée et prennent place. Il va être question d'alcool sous toutes les formes possibles... et d'argent. Les cinq affaires qui seront évoquées contre cinq pays de la Communauté européenne portent sur des infractions aux traités. Le jugement sera rendu : la Cour européenne de justice confirme largement les cinq plaintes.

La Cour européenne de justice, c'est... Mais non : ce n'est pas la Cour internationale de La Haye, qui statue sur les questions de droit international. Ce n'est pas, non plus, le Tribunal européen des droits de l'homme, qui a son siège à Strasbourg et juge les infractions à la Convention européenne des droits de l'homme. La Cour européenne de justice, elle, a son siège à Luxembourg et a pour mission de « garantir la sauvegarde du droit dans l'interprétation et le respect des traités et des décisions d'application pris par le conseil ou la Commission ».

C'est donc le tribunal suprême de la Communauté européenne, dont l'objet est de traiter essentiellement de questions économiques. Mais, comme ses décisions s'imposent aux neuf pays de la Communauté, elles ont aussi fréquemment une incidence politique, et, de ce fait, on ne comprend pas pourquoi cette juridiction est si souvent confondue avec d'autres.

Catouillages

Pendant la visite de Mme Margaret Thatcher à Bonn, alors que l'on discutait vivement de sa demande de réduction de cotisation à la Communauté européenne, M. Billig, chef du service de presse gouvernemental, entra dans la pièce et passa une note au chancelier : les Anglais avaient été condamnés à Strasbourg pour avoir lézé les pêcheurs bretons. M. Schmidt fit alors immédiatement part à son interlocutrice de ce cas, soulignant l'attitude de Londres, peu favorable à l'Europe. Mais le chancelier se vit alors répondre que le jugement remontait à trois semaines déjà, qu'il avait été accepté par Londres et que, au surplus, il n'avait pas été rendu à Strasbourg, mais à Luxembourg. Nous ne savons pas ce

que le chancelier dit ensuite à son attaché de presse.

Des affaires de portée européenne sont ainsi décidées à Luxembourg sans que les services des États concernés en soient parfaitement conscients. M. Kutschera, le président de la Cour de justice européenne et juge à la Cour constitutionnelle de la République fédérale allemande, le regrette profondément : « Pourtant, l'intégration de l'Europe ne fonctionne nulle part aussi bien que dans la justice », dit-il. Seulement, le public n'en est informé que si, par exemple, Paris refuse de se soumettre à la décision du tribunal, lui enjoignant de ne pas empêcher l'importation de moutons de Grande-Bretagne... »

En 1979, plus de cent trente

jugements ont été rendus et le tribunal a été saisi de sept cent cinquante affaires, qui, dans la plupart des cas, lui ont été soumises parce qu'un autre tribunal, quelque part entre Messine, Kiel, Bordeaux et Berlin, a estimé Luxembourg, qui doit statuer. Mais les pays membres ou la Commission de la Communauté européenne peuvent également s'adresser directement au tribunal, de même que toute personne prétendant avoir été lésée dans ses droits par un organisme de la Communauté européenne. Une affaire soumise à son avis est jugée dans un délai de sept à neuf mois, une plainte directe est réglée en principe au bout d'un an, ce dont les magistrats sont assez fiers lorsqu'ils observent les délais dans les tribunaux nationaux.

Lorsqu'un pays refuse, comme cela fut le cas pour la France, de suivre un jugement et de mettre un terme au blocus de la viande de mouton britannique... n'est-ce pas une contre-attaque ? « C'est une grave infraction contre les traités de Rome », dit le président Kutschera, mais il ne nous appartient pas d'y remédier. »

Le tribunal européen n'a pas de services pour veiller à l'exécution de ses jugements : ce sont les gouvernements qui doivent trouver un accord entre eux pour régler chaque affaire. Les exportateurs de moutons britanniques pourraient, toutefois, s'adresser à un tribunal pénal pour demander des dommages-intérêts au gouvernement français en se référant au jugement de Luxembourg, qui s'impose aux tribunaux français. Dame justice européenne ne donnerait alors pas un coup de dépe dans l'eau.

HANS-HERBERT HOLZNER.

La chasse à la fraude fiscale internationale

(Suite de la page 19.)

Dans le premier cas, les sociétés transfèrent leurs bénéfices ou une partie de ceux-ci dans un pays où l'impôt sur les sociétés par exemple est plus léger. C'est ce que certaines entreprises ont tenté de faire en France, où est appliqué le principe de territorialité (1). Contrairement à l'Allemagne ou les États-Unis, qui eux, taxent le bénéfice mondial, c'est-à-dire réalisé par toutes les succursales installées à l'étranger. Des sociétés holding nombreuses en Suisse, aux Pays-Bas, au Luxembourg, au Liechtenstein,

gèrent également des portefeuilles de valeurs mobilières ou lancent des emprunts obligataires sur le marché international des capitaux, les revenus de ces transferts échappant totalement au fisc. M. G. Tixier a cité dans son rapport Renault-Finances établi à Lausanne Nestlé, dont la société holding se trouve aux Caraïbes et une « importante firme de pneumatiques » dont la holding est en Suisse, et qui n'est autre que Michelin. Dans de nombreux cas, les sociétés holding sont d'ailleurs plus utiles pour « tourner » la réglementation des changes.

Enfin est en train de se développer une sorte d'interpol fiscal : un peu mystérieux entre la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Allemagne fédérale. On ne sait pas encore grand-chose de ce « groupe des quatre », sinon ce qu'en a brièvement dit M. Maurice Papon : organisation destinée à « mettre au jour les formes sophistiquées de la fraude ».

Mais la forme la plus poussée de coopération fiscale existant entre des pays étrangers est celle de la convention nordique signée en 1972 (et modifiée en 1976) entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède. Il s'agit d'un traité multilatéral d'assistance concernant à la fois l'établissement de l'impôt et son recouvrement aussi bien pour la fiscalité directe qu'indirecte que pour les droits de succession et les cotisations de sécurité sociale. Échange d'informations, participation commune à des enquêtes : tout ou presque est prévu dans ce traité qui va beaucoup plus loin que n'importe quelle autre forme de coopération.

Reste à savoir quel chemin emprunter, maintenant la lutte contre la fraude fiscale et qui la mènera plus loin. Des accords globaux, multilatéraux, auraient l'avantage de formuler rapidement des règles communes, valables pour tous, dont l'absence se fait si cruellement sentir. Solution séduisante quand on sait à quel point certains pays profitent égoïstement des efforts de rigueur faits ici et là — mais en ordre dispersé — pour ouvrir leurs portes toutes grandes à la fraude en attirant les capitaux, revenus et services par de regrettables « vides fiscaux ».

Mais à vouloir aller trop vite, à vouloir faire trop bien, le risque serait probablement de s'aligner sur le plus petit commun multiple, c'est-à-dire sur les règles de pays où les disciplines sont les moins contraignantes et les moins avancées. Le bilan serait alors plutôt négatif.

Reste enfin à savoir si le combat doit être poursuivi dans des enceintes politiques comme celle du Conseil de l'Europe ou par des technocrates du style de ceux qui, à l'O.C.D.E., ont beaucoup travaillé sur le sujet depuis quelques années. Le déferlement de démagogie — à la limite du ridicule — qui avait marqué le début du colloque de Strasbourg laisse mal augurer du courage politique dans ce domaine d'une part des membres du Conseil de l'Europe.

Dans ces conditions, on peut se demander si la lutte contre la fraude fiscale internationale ne progresserait pas plus sûrement quelque temps encore, servie par d'honnêtes technocrates qui, pour avoir les défauts qu'on sait, n'en ont pas moins le courage d'appeler un chat un chat.

ALAIN VERNHOLLES.

« Sociétés de base » et « boîtes aux lettres »

Un autre support de l'évasion fiscale est constitué par les « sociétés de base », qui sont en fait des sociétés de facturation sans activité économique : sociétés de services, sociétés d'étude de marchés, de publicité, d'assistance technique... Elles existent en fait de sociétés complètement fictives que les Anglais appellent « sham company », simples boîtes aux lettres comme il en existe au Liechtenstein : quarante mille personnes morales pour vingt-cinq mille habitants, selon M. Diefenbacher, avocat suisse, auteur d'un rapport très intéressant présenté au colloque de Strasbourg. Ces sociétés-là n'ont pour rôle que de fixer dans un paradis fiscal les bénéfices réalisés ailleurs. Elles servent aussi d'écran pour compliquer la tâche des contrôleurs fiscaux.

Au travers de ces différents supports de la fraude et de l'évasion fiscale, tous les coups sont pratiqués pour échapper à l'impôt : majoration des prix d'achat à l'importation, minoration des prix de vente à l'exportation, rémunération de services fictifs, perception de revenus par des sociétés fictives, ou fausse qualification. On en passe... Face à ces assauts d'ingénierie, les États ont, depuis longtemps, esquissé des parades. Les

plus complètes sont encore celles qu'offrent les règles propres à chaque pays, les armes nationales, les quelques sortes. C'est ainsi qu'en France l'article 57 du code général des impôts donne à l'administration le droit de reconstituer les bénéfices indûment transférés à l'étranger. Cet article, sur lequel s'appuient des pans entiers de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale internationale, prévoit qu'« à défaut d'éléments précis pour opérer les redressements prévus, les produits imposables sont déterminés par comparaison avec ceux des entreprises similaires exploitées normalement ».

LA RECOMMANDATION 833

Le 24 avril 1978, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe adoptait une recommandation « relative à la coopération entre les États membres du Conseil de l'Europe pour lutter contre l'évasion et les fraudes fiscales internationales ».

Cette recommandation — dite 833 — précise que l'Assemblée est « préoccupée par l'ampleur grandissante de l'évasion et de la fraude fiscales déformant les frontières nationales des États membres et par le manque de coopération et d'entraide efficaces entre les administrations fiscales européennes ».

La recommandation 833 évoque « les règles indistinctes restrictives sur les aspects bancaires qui entravent les infractions fiscales internationales », mais aussi « les lourdes pertes budgétaires » entraînées par la fraude.

L'Assemblée « incite les États membres du Conseil de l'Europe à conclure un accord multilatéral européen relatif à la coopération entre les administrations fiscales nationales ». Elle « exhorte les États membres à s'abstenir de créer des lois fiscales spéciales visant essentiellement dans la pratique à accorder des avantages fiscaux injustifiés à certaines catégories de sociétés pour ce qui concerne leurs revenus provenant de l'étranger ».

Un autre article (238 a), tout aussi fondamental dans la chasse à la fraude, permet au fisc de retourner la charge de la preuve quand se pose le problème de la légalité d'un transfert à destination d'un paradis fiscal. Enfin, la loi de finances pour 1980 permet à l'administration de taxer les bénéfices d'une filiale située dans un paradis fiscal si la société mère est installée en France (2).

De plus, la France, comme un certain nombre de pays étrangers, pratique la retenue à la source : de 25 % (revenu des obligations et dividendes) à un taux de 38 % ou 42 % (pour les créances). Lors du colloque de Strasbourg, M. Max Frank, professeur à l'université libre de Bruxelles, a vigoureusement plaidé pour la généralisation de la retenue à la source, insistant sur le fait que la fraude serait d'autant plus faible que les retenues à la source seraient plus élevées. M. Max Frank, perdant d'un taux de 25 % pour tous les pays, a souligné l'absence totale d'imposition sur les euro-obligations, qui, échappant à l'impôt, sont la cause de pertes de recettes fiscales considérables.

Au-delà des règles propres à chaque pays existent les conventions de double imposition (3) qui, comme leur nom ne l'indique pas, impliquent des échanges d'informations entre États selon les modèles mis au point par l'O.C.D.E. Près de quatre cents conventions de ce type ont été conclues entre 1933 et 1979, dont cent quatre-vingts entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Des dispositions analogues ont été reprises dans une directive de la C.E.E. sur l'assistance multilatérale.

(1) Seuls sont taxés en France les bénéfices affectés à l'activité française.

(2) Cette taxation ne pourra toutefois se faire si la filiale a une activité industrielle ou commerciale réelle dans le paradis fiscal, et si elle travaille de façon indépendante avec des tiers.

(3) Les conventions de double imposition sont destinées à éviter qu'un même revenu ne soit taxé deux fois : dans le pays où il est créé, dans le pays où il est traité.

Un nouveau club à Londres? Non. Un nouveau club pour Londres. Notre classe "Club": une priorité pour l'homme d'affaires.



La classe "Club"? Une nouvelle façon de voyager sur Paris-Londres avec British Airways*. A partir du 1^{er} avril 1980.

Avec des sièges confortables (fumeurs ou non fumeurs). Des boissons et collations servies à bord. La classe "Club"? Pour ceux qui apprécient le confort, le silence, l'espace. Et une liberté sans restriction pour choisir, retenir ou changer leur réservation.

La classe "Club": 1.100 F l'aller-retour, à peine plus chère que la classe Touriste normale et beaucoup moins chère que l'ancienne 1^{re} classe. La classe "Club"? 6 vols par jour tous les jours (5 le samedi et le dimanche), au départ de Paris-Charles de Gaulle.

Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages. Il vous parlera aussi de la classe Touriste British Airways et de ses différents tarifs sur Paris-Londres : 850 F, 650 F et 450 F aller-retour (sous certaines conditions).

* En collaboration avec Air France.

Renseignements : 91, Champs-Élysées et 38, avenue de l'Opéra, Tél. 778.1414.

British
airways

Club

CONVENTIONS
BILATÉRALES
OU MULTILATÉRALES

Dans le document qu'il a présenté à Strasbourg, M. Lennart Petterson, rapporteur général du colloque, écrit : « Une convention multilatérale pour la suppression de la double imposition et l'assistance administrative présente deux sortes d'avantages : d'une part, elle entraîne une certaine uniformisation de l'interprétation et de l'application des dispositions de la convention, dans un plus grand nombre de pays ; d'autre part, les problèmes de double imposition se trouvent simplifiés au niveau national par le fait qu'un instrument unique remplace plusieurs conventions bilatérales ».

M. Petterson ajoute : « Une convention multilatérale ne doit pas nécessairement remplacer les conventions bilatérales existantes. On peut très bien concevoir l'application simultanée d'une convention multilatérale et de dispositions bilatérales plus avancées. »

Le rapporteur conclut : « Il ne faut pas sous-estimer l'effet psychologique d'une convention européenne sur les pays peu disposés à accepter une coopération internationale contre la fraude fiscale. Un tel accord exprimerait une volonté commune de statuer sur les problèmes de fraude fiscale et influencerait de ce fait même la position des pays réfractaires. »

destination
ISLANDE
L'Aventure Islandaise
Circuits camping
3 sem. Paris/Paris 6.650 F.
Votre agent de voyages ou
ALANT'S TOURS 296.58.78
17, rue Molière 75001 Paris

صك:امن الاصل

e fiscale internationale

EUROPA

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m chl.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	19,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

THE CHASE MANHATTAN BANK
Abidjan, Côte d'Ivoire
recherche un

directeur des opérations

pour diriger les opérations bancaires et financières de notre succursale.
Le candidat aura de préférence une formation universitaire ou un diplôme de MFE ou DESS, et posséder une expérience de 3 à 5 ans des opérations bancaires, acquises au sein d'une banque internationale.
Il devra être parfaitement bilingue français-anglais.
Ce poste offre de réelles opportunités de carrière en Afrique francophone.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et recommandation actuelle au Service Recrutement, 21 rue Cambon 75001 Paris.

KLOCKNER INA
GROUPE INTERNATIONAL
CONSTRUCTEUR
D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche
pour l'Ouest de L'ALGERIE

UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF DE CHANTIER

ayant si possible une formation
et une expérience d'ingénieur d'affaires

Il devra :

- Coordonner les services d'un chantier de 1500 personnes, pour la construction d'une usine de raffinage de pétrole.
- Superviser et contrôler les services administratifs, du personnel, de la comptabilité, du contrôle des coûts et du transit.
- Une expérience en Algérie et à un poste similaire seront indispensables.

Il trouvera sur place les conditions habituelles réservées aux expatriés (logement, scolarisation des enfants, etc.).
Durée du contrat 3 ans environ.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à :
KLOCKNER INA (réf. 2)
31, rue Marbeuf - 75008 PARIS

Entre tropiques et équateur

L'Afrique francophone, notre terrain d'élection. Nous y vendons des véhicules et des biens d'équipement.
C'est le Chef des Services Administratif et Financier de l'une de nos filiales que nous recherchons. Supervision des comptabilités, relations avec les banques, suivi des comptes clients, budget seront, à ce titre, naturellement de sa compétence. Mais il sera davantage : le numéro 2 de la filiale, le bras droit de son Directeur. Et responsable par ailleurs de toute la part d'activité qui n'est pas du domaine commercial ou technique.
Des études supérieures orientées comptabilité et gestion, six à dix années de métier vous sont nécessaires pour bien tenir ce poste. Mais pas suffisantes. Une franche motivation pour partir vivre quelques années en Afrique... ou y repartir, s'impose aussi.
En vous recevant, les consultants de SIRCA vous donneront les précisions complémentaires que vous souhaitez. Ecrivez-leur d'abord sous référence 2490 M, en précisant votre délai de disponibilité.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

THE CLEM CORPORATION
recherche pour

INDUSTRIE PETROLIERE EN AFRIQUE DU NORD

Ingénieurs Diplômés et Personnel Qualifié
(Minimum Sans d'expérience)

- **PETROCHIMIE, RAFFINAGE**
INGENIEURS PROCÉDES -
Gaz de Synthèse, Méthaneol, Ammoniac
Éthylène, Polyéthylène
Chlore, VCM, PVC
Traitement des Eaux, Désalement
Résines Urée-Formol
Engrais Phosphatés
- INGENIEUR MECANICIEN -
Chef Service Entretien
- INGENIEURS ET TECHNICIENS INSTRUMENTATION
AGENTS DE MATRISE EN ELECTRICITE
AGENTS DE MATRISE CHAUDRONNERIE
TECHNICIENS FABRICATION ET LABORATOIRE
(Résines thermosensibles)
- DESSINATEURS - PROJETEURS
- **PIPELINE ET TRAVAUX PETROLIERS**
INGENIEURS DE PIPELINE
INFORMATICIEN UNIVERSITAIRE
INGENIEURS MECANICIENS TURBINES
INGENIEURS MECANICIENS
(Machines Tourantes)
INGENIEURS PROTECTION CATHODIQUE

Envoyer C.V. détaillé à : CLEM LIMITED
Bedford House, 3 Bedford Street, London WC2

Groupes français recherche pour le siège d'une de ses sociétés situées dans une ville d'Afrique francophone

UN CHEF COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

pour succéder le Directeur.
Le candidat devra posséder le B.T.S., D.E.S. ou équivalent et faire preuve d'une expérience professionnelle confirmée acquise dans une entreprise industrielle.
Ce poste comporte la charge et le contrôle de :
- la comptabilité générale et du bilan,
- la gestion budgétaire,
- la fiscalité et les finances,
- la gestion du personnel : 350 répartis entre le siège et 2 exploitations.
Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et prétentions s/v 273 à OPLEC,
2, rue Séguier, 75006 PARIS, qui transmettra.

Société Internationale
d'Organisation et d'Informatique
Filiale d'un grand Etablissement Public
recherche

INGENIEURS (MEME DEBUTANTS) Grandes Ecoles

Option Informatique
pour leur offrir une carrière internationale (France et Pays en voie de développement).
Formation complémentaire assurée.
Adresser curriculum-vitae détaillé, photo et prétentions s/réf. 4794 à
SINORG Recrutement
7, rue Royale - 75008 PARIS.

chef du service technique

Ile de La Réunion

Nous sommes l'une des toutes premières affaires d'armement et de pêche de la Réunion et complétons ces activités par la gestion technique d'entrepôts frigorifiques.
Agé de 30 ans minimum, vous êtes ingénieur AM (ou officier mécanicien de la Marine Marchande) et possédez quelques années d'expérience d'un atelier d'entretien et de réparation (mécanique, électricité, froid...). Nous vous confions la responsabilité de notre service technique : vous assurez la conduite, l'entretien et la réparation de notre ensemble frigorifique (13 600 m³) et de ses annexes, d'une importante flotte de pêche (60 unités) et d'un parc de véhicules. Vous disposez d'un atelier (mécanique et électricité) bien équipé en hommes (12 techniciens) et en matériel. Meneur d'hommes, vous savez organiser et contrôler leur travail, respecter les délais, etc., et vous êtes très disponible ; vos interventions n'étant pas toujours prévisibles.
Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 3792 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

UNICEF
SEEKS
FOR ITS OFFICES
IN PAKISTAN
AND
BANGLADESH

A SUPPLY OFFICER

Main Duties :
To render logistical advice in the area of specifications of supplies and equipment, inventory procurement, reception and port clearance, warehousing and internal distribution.
Salary :
Depending on qualifications and experience, according to UN remuneration scale. Initial appointment is for two years.
Requirements :
University degree or other technical equivalent. Fluency in English. Training in warehousing/supply management. At least 5 years relevant work experience, preferably in developing countries. Send detailed resume to:
Ms. Jane Campbell
Chief Recruitment
and Placement
888 UN Plaza
New York 10017.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BELGE
de fabrication et vente en gros
de diamants

recherche pour

DIFFUSION DIAMANTS INVESTISSEMENT

DIRECTEUR COMMERCIAL

capable de créer, organiser et animer réseau de vente.
Pays concernés : Hollande - Grande-Bretagne, Suisse, Allemagne.
Ecrire avec C.V., sous numéro 845410 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Beaumour, 75002 Paris, qui transmettra.

recherche pour une de ses filiales
en AFRIQUE

1 CHEF DE PROJETS INDUSTRIELS

Ingénieur grande école, 8 à 10 ans d'expérience avec si possible une spécialisation en thermique.
Il aura en charge l'étude et la réalisation de nouvelles installations industrielles.
Le reclassement est prévu dans un établissement européen du groupe à l'issue de la mission d'une durée de 5 années au moins.
Résidence dans grande ville au climat agréable possédant établissements secondaires et supérieurs.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo à
Lesieur Cotelec et associés DESP
122, av. du Général Lesieur - 92103 BOULOGNE

**Responsable Etudes
et Développement**

Centre Informatique Abidjan
Quatre gros Ordinateurs en Télétraitement

Une des plus importantes sociétés de services informatiques, en croissance forte et diversifiée depuis plusieurs années, recherche pour son centre de télétraitement d'ABIDJAN un RESPONSABLE ETUDES ET DEVELOPPEMENT.
Avec une équipe, il aura en charge la réalisation des logiciels, de la coordination et du suivi du travail effectué par des sociétés extérieures, de la maintenance des programmes.
Ingénieur de formation, il a acquis en cinq ans minimum une solide expérience des études sur machine à grosse configuration (IRIS 50, 60, 80, DPS).
Rémunération élevée plus avantages liés à l'expatriation.
Merci d'adresser votre candidature sous la référence 80804 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche.

centor
13 bis, rue Henri Moitte
75008 - PARIS

GTE INTERNATIONAL
ALGERIE

recherche pour son complexe électronique de
SIDI-BEL-ABDES

CHEF DE PROJET-INFORMATIQUE

EN COMPTABILITE - PRIX DE REVIENT
Durée de l'emploi de 8 à 9 mois
Le candidat devra obligatoirement avoir une connaissance du matériel BONEYWELL-BULL 66 COMOL 66 et LISA
Envoyer C.V. et lettre manuscrite et prétentions à
GTE INTERNATIONAL - Jean LAURIN,
2, rue de la Moselle - 54100 NANCY.

Important Groupe français
recherche pour

AFRIQUE NOIRE

JEUNES INGENIEURS

Diplômés électromécanique

- Anglais indispensable ;
- Connaissance structures métalliques appréciée.

Adresser C.V. et prétentions à n° 51344, Contesse
Publitéc, 30, avenue Opéra, 75002 PARIS Cedex 01.

**STÉ AMERICAINE
PETROCHIMIE**
recherche pour A.F.N. et M.O.
techniciens exploitation
(compresseurs et cracking)
Soudureurs gaz inertes
Techniciens tuyautiers,
Electro-mécaniciens,
Techniciens peinture,
Techniciens chaud. vapeur,
Acheteurs pétrochimie,
Magasiniers.
Conditions très intéressantes.
Engagement longue durée.
Anglais courant indispensable.
Adresser C.V., photo et prétentions
n° 4239 à J.R.P., 20, rue de l'Arcade, Paris-8^e qui transmettra.

POUR LE CANADA (Québec)
**CHEF DE BUREAU
D'ETUDES ET DEVIS**
(expérimenté en matériel
de levage)
Contrat à durée limitée ou
à durée indéterminée selon
durée. Env. C.V. sous réf. 8604
à P. LICHAU S.A., B.P. 220
75002 Paris Cedex 02
qui transmettra.

POUR AFRIQUE DU NORD
Société recherche
2 INGENIEURS EXPERTS
AMENAGEMENTS
HYDRO-AGRICOLE
UN ECONOMISTE
PROJET AGRICOLE
Adresser C.V., photo et prétentions,
sous réf. 4228, à :
J.R.P. 39, r. de l'Arcade, Paris 8^e
qui transmettra
Société française d'ingénierie
recherche
INGENIEURS PORTUAIRES
ayant expérience exploitation et
entretien.
Ecrire sous réf. 1611 à MEDIA
P.A., 9, bd des Italiens,
75002 PARIS qui transmettra.
Pour poste en Afrique francophone, Bureau d'études internationale recherche
INGENIEUR ROUTIER
(expérience formation et
Outre-Mer)
Ecrire sous réf. 14517 à
MEDIA P.A., 9, bd des Italiens,
75002 PARIS qui transmettra.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

MMANDATION
133

CONVENTION
BILATERALE
OU MULTILATERALE

destination
ISLANDE
L'Avanture

ALANT'S TOURS



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Chefs de Groupe d'Etudes Matériel Mini-Informatique - Grenoble

La SEMS (Société Européenne de Mini-Informatique et Systèmes) filiale de



recrute dans le cadre de son expansion et pour sa DIRECTION TECHNIQUE des INGENIEURS D'ETUDES de HAUT NIVEAU.

Ingenieur Chef de Service Evaluation et Couplage Périphériques

Responsable de l'encadrement et de l'animation des groupes ayant à assurer l'évaluation et l'homologation de périphériques, la conception et la réalisation de coupleurs, la conception et la réalisation des programmes de test associés. Expérience 10 ans minimum dans ce domaine. Maîtrise de l'anglais indispensable. (Réf. IE-PG 3M)

Ingenieur Chef de Groupe Téléinformatique

Responsable de l'encadrement et de l'animation d'un groupe d'ingénieurs et de techniciens assurant la conception et la réalisation de coupleurs téléinformatiques à base de micro-processeurs. Expérience de 6 à 7 ans minimum. Bonnes connaissances des procédures de transmission. Connaissance de l'anglais souhaitée. (Réf. IE-PG 4M)

Ingenieur Chef de Groupe Programmes de Test

Responsable de l'encadrement et de l'animation d'un groupe d'ingénieurs et de programmeurs chargés de la conception et de la réalisation de systèmes de test. Expérience 6 ans minimum dans ce domaine. Connaissances des systèmes d'exploitation et du matériel souhaitables. (Réf. IE-PG 5M)

Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) en précisant bien la référence du poste choisi au Service du Personnel - SEMS - 1, rue de Provence - 38130 ECHIROLLES.

SEMS

Chef du Service

Qualification - Maintenance - Documentation

(Base Informatique)

La SEMS (Société Européenne de Mini-Informatique et Systèmes)



recrute dans le cadre de son expansion pour sa DIRECTION TECHNIQUE (Mini-informatique), un CHEF DU SERVICE Q.N.D. - BASE INFORMATIQUE. Responsable de l'encadrement et de l'animation des groupes, ayant à assurer la qualification, la maintenance et la documentation des produits de base informatique.

- Systèmes d'exploitation - Compilateurs - Exploits.
Ce poste conviendrait à un ingénieur Grande Ecole ayant au moins 10 ans d'expérience :
- en informatique de base,
- en méthodes modernes de qualification,
- ayant travaillé chez un constructeur ou dans une SSCI.
Il aura à animer une équipe de 30 à 40 personnes.
Lieu de travail : GRENOBLE.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous référence CC-2/M à SEMS Service du Personnel - 1, rue de Provence 38130 ECHIROLLES.

SEMS

MAISONS
Bruno-Petit

recrutent
pour leur Filiale CHAMPAIGNE
(150 km de Paris)

UN INGENIEUR T.P. ou H.E.I.
pour leur Service Etudes Techniques.

Adressez C.V. et prétentions :
LES MAISONS BRUNO-PETIT
M. André BENAULT, Directeur du Personnel,
B.P. 54, Torcy-le-Grand - 10700 Arcis-sur-Aube.

IMPORTANT ETABLISSEMENT
AERONAUTIQUE
région Sud-Ouest
recherche

pour son atelier de traitements de surface

UN INGENIEUR
ou licencié physique-chimie

Expérience gestion atelier indispensable
Envoyer CV complet sous référence IC 253
EMPLOIS ET ENTREPRISES
16, rue Volney - 75002 PARIS

Pour suivre la constante expansion de notre société, nous recherchons des candidats dynamiques pour travailler dans le domaine intéressant du

management consulting

Nous comptons parmi nos clients un grand nombre de sociétés internationales les plus connues en Europe.

- Nous ne recherchons que des collaborateurs ambitieux, sachant faire preuve d'initiative, possédant une grande facilité de communication. L'âge idéal serait entre 25 et 30 ans environ et nous ne voyons pas d'inconvénient à rencontrer des candidats en début de carrière.
- Nous vous apprendrons nos techniques qui permettent d'exceptionnelles améliorations dans tous les domaines de la rentabilité des sociétés, techniques qui ont fait leurs preuves dans des activités aussi diverses que le management, la fabrication, l'administration, les ventes et la formation du personnel. Vous devez être de ceux qui apprécient les progrès tangibles et qui aiment voir le succès couronner leurs efforts.
- Nous promettons à ceux qui nous prouveront leurs capacités à assimiler et à mettre en œuvre nos méthodes des résultats rapides tant dans leur position personnelle que dans leur situation matérielle.
- Dans la mesure où les déplacements hebdomadaires sont indispensables à notre activité, votre lieu de résidence actuel ne représente pas d'importance.
- La pratique courante de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une autre langue (allemand ou néerlandais) constituerait un atout supplémentaire. Si vous êtes intéressé par cette opportunité, envoyez votre curriculum vitae (en mentionnant votre salaire actuel et, de préférence, le numéro de téléphone où l'on peut vous joindre aux heures de travail).

INSIGH PUBLICATIONS S.A.

Boulevard de la Cambre 42 - Boite 13 - 1050 Bruxelles BELGIQUE
Sous la référence LF 24-03-80, qui transmettra.

Un constructeur automobile
recherche

Un homme marketing

Directement placé sous l'autorité du Directeur du Marketing, il devra :

- proposer une stratégie à moyen et long termes en particulier dans le domaine de la communication ;
- participer à l'établissement des objectifs annuels de vente et y adapter les budgets des moyens d'action correspondants ;
- structurer, organiser et diriger l'animation des concessionnaires en s'appuyant sur l'organisation commerciale existante.

Le candidat sera de formation commerciale supérieure (HEC - ESSEC - SUP DE CO) ayant acquis une bonne expérience dans les techniques de vente et de marketing ; bon négociateur et de bonne autorité naturelle.

Age minimum 35 ans. Anglais indispensable.

Adressez CV, photo, salaire actuel et prétentions, sous réf. 78798 M à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.



EN NORMANDIE
JEUNES DIPLOMES
(H. ou F.)

Vous avez répondu à notre annonce du Monde datée 12 Mars.

Suite à un accident vos dossiers ont été détruits.
Nous vous remercions de renvoyer d'urgence votre C.V. sous réf. M/426 à :

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, Boulevard René Levesneur 72000 LE MANS.

LA FROMAGERIE DES CHAUMES recherche

CHARGÉ D'ETUDES

PROFIL :
Adjoint au Directeur de Marketing, ce candidat, âgé de 25 ans minimum, aura une formation B.S.C., une expérience de 3 ans dans la grande consommation, il sera compétent dans les méthodes modernes d'analyses et d'études.

MISSIONS :
- suivi des études ;
- activités opérationnelles importantes sur le terrain.
Résidence SUD-OUEST.
Libre de suite.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. + photo à :
FROMAGERIE DES CHAUMES - B.P. n° 5,
64110 JURANCON.

CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS
160-180.000 F

Matériels électroniques
professionnels
Sud-Ouest

Une société française (4.000 personnes) spécialisée dans l'électronique professionnelle recherche le Chef des Services Administratifs de l'une de ses unités de production. Sous l'autorité du Directeur de l'établissement et en liaison fonctionnelle avec la Direction du Siège, il sera chargé de la gestion administrative (suivi des budgets, coordination des services généraux...) et du personnel (gestion, paie, relations avec les représentants du personnel, services médicaux, etc.). Il assurera les relations avec les organismes patronaux et socio-professionnels régionaux. Le candidat retenu, âgé d'au moins 45 ans, obligatoirement de formation supérieure, possèdera une expérience professionnelle d'au moins 8 ans dans une fonction semblable au sein d'un établissement industriel.

Ecrire sous réf. 334/M à :
G. R. H. Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 Paris.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

VOSGES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE RÉPUTATION NATIONALE,
SECTEUR ALIMENTAIRE
recherche pour son unité principale

INGENIEUR électro-méca spécialisation AUTOMATISMES

Il aura pour mission, au sein du Service Entretien (220 personnes) de procéder à l'étude et à la mise en place d'automatismes industriels.

Ce poste convient à un ingénieur débutant ou ayant une première expérience dans le domaine des automatismes programmables et des micro-processeurs. Grandes possibilités de développement de carrière pour personnalité dynamique.

Connaissances anglais appréciées.
Adressez CV, prétentions sous réf. 49 M 148 à :

Centre de Psychologie Appliquée
69, rue de Monceau 75008 PARIS.
Partenaire pour le France de Consult-Eur

REGION BORDEAUX

Importante Société Industrielle,
filiale d'un des premiers groupes
français,
recherche

INGENIEURS DE PRODUCTION

Diplômés grande école : Centrale, Arts et Métiers, ENSA, etc.
A) Débutants
B) Ayant 2 à 5 ans d'expérience, de préférence dans la fabrication de produits de grandes séries.

Il leur sera confié la Direction d'ateliers très modernes dans des unités de dimensions humaines (200 à 400 personnes).

Ce sont des postes polyvalents comprenant la gestion technique des procédés, leur amélioration, les méthodes, l'animation du personnel.

Il existe, d'autre part, d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière dans la Société ou dans le groupe.

Envoyer dossier de candidature à
Serge BAILLY Conseil
sous réf. 313 A ou 313 B,
40, avenue Hoche - 75008 PARIS

Entreprise industrielle
Française

recrute
pour son implantation
grande ville Rhône-Alpes

INGENIEUR ELECTRONICIEN

grande école

Connaissances nécessaires
en automatisme.

Expérience souhaitée en technologie
des composants et en fiabilité.

Adressez lettre manuscrite
avec C.V. détaillé, photo, sous n° 10-80
ARP communication
79 rue de Séze - 69451 Lyon Cedex 3

SOPAD - Nestlé

Recherche pour son usine de SAINT-QUENTIN

INGENIEUR INSTALLATION

MINES - E.C.P. - E.S.E. - A.M.

pour assister le Chef du Service Technique.

Il prendra plus particulièrement en charge les problèmes d'installation des machines de conditionnement.

Une première expérience dans ce domaine est souhaitable.

Ce poste doit permettre d'évoluer ultérieurement vers de plus grandes responsabilités.

Adressez C.V. sous référence L.1.92 à :

DIRECTION DU PERSONNEL SOPAD

17-15 Quai Paul Doumer - 92411 COURBEVOIE CEDEX

ORCHESTRE REGIONAL

recherche

ADMINISTRATEUR EXPERIMENTE

pour assurer gestion administrative et financière.
Connaissances musicales demandées, réf. exigées.
Faites offre à Association Orchestre Philharmonique de Lorraine - 1, rue Fabert - 57000 Metz.

مركز من الأهل

REPRODUCTION INTERDITE

UN emploi régional

chef du Service
Information - Maintenance - Documentation
(Base Informatique)

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

THOMSON-CSF

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régional emploi régional emploi régional

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
DIVISION SEMI CONDUCTEURS

recherche dans le cadre de son expansion

DES INGENIEURS COMMERCIAUX
PARIS - SUD - PROVINCE

Pour prendre la responsabilité des négociations et des décisions d'affaires avec les principaux clients des secteurs : Automobile - Télécom - Distribution - Industriel - du marché français.

Ingenieurs électroniciens ou équivalent ayant si possible un à deux ans d'expérience commerciale ou de laboratoire d'applications. Les candidatures de débutants seront également prises en considération.

A la rémunération de départ similaire à celle des ingénieurs de même formation et expérience s'ajoute un intéressement direct au chiffre d'affaire réalisé.

Pour faire acte de candidature, envoyer C.V., photo, prétentions et date de disponibilité en rappelant la référence SC/0480/27 à Madame LE GUET - BP 5 - 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

Nous sommes une PME de fabrication mécanique de la région de Strasbourg. Nous recherchons un

RESPONSABLE "GESTION DE PRODUCTION"

SA MISSION : elle consistera avant tout à ANALYSER les méthodes et les postes de travail, les circuits de fabrication, les prix de revient (comptabilité analytique) et à participer à la mise en place d'une gestion de PRODUCTION. Ce poste comporte d'importantes responsabilités justifiant son rattachement immédiat à la direction de l'entreprise.

SON PROFIL : après une trentaine d'années de formation mécanique ENSI, AM ou équivalente, le candidat aura une expérience similaire, de préférence en PME. Nous lui demandons en outre : un bon esprit d'analyse, de réelles capacités d'organisation, un excellent contact humain, la pratique de la langue allemande (souhaitée).

Les personnes intéressées enverront leur candidature (C.V. + photo) à notre conseil qui les étudiera en toute discrétion et répondra à chacune.

INFO localité
190, Rue de Schœneck
67200 STRASBOURG

ATTACHE COMMERCIAL

Une société lyonnaise, le N° 1 français du siège de travail (bureau et atelier) recherche un attaché commercial pour les départements 95, 78, 91, 92, 93, 94, 28, 41, 45 et 77.

Il doit être disponible pour des déplacements. En plus des visites à la clientèle existante, il devra prospecter activement son secteur qui offre de belles possibilités de développement.

Rémunération : fixe, plus frais de déplacement, plus primes d'objectif, plus avantages sociaux.

Pour réussir à ce poste, vous devez avoir une expérience positive de quelques années comme vendeur de biens d'équipement et vous devez posséder une culture personnelle au bon état.

Votre dossier de candidature (C.V., photo) qui sera traité confidentiellement, doit être adressé sous la référence : GR-303 à :

ROLAND DERKUM
48, rue de Margnolles
69300 Lyon-Caluire

GROUPE DISTRIBUTION
non alimentaire - gros et détail
O.A. 300 millions.

Pays de Loire
recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER
après assistance au Directeur en place, 30 ans minimum.

— Bonnes connaissances comptables, notions de législation Sociale.
— Formation supérieure souhaitée.
— Expérience bancaire appréciée.
— Administration fonction spécialisée.

Envoyer C.V. et photo : DUYVAL P.B. 60 bis, rue Dombasle, 75013 PARIS.

Industriel Français du Médicament Centre d'études biologiques. R.P. 543 Marsey, 27005 EVREUX Cedex, rech. : 1 titulaire D.U.T. (travaux de recherche) pour assurance de qualité scientifique et 1 titulaire maîtrise Sciences.

Env. C.V. et prétentions sous le N° 4554 M. REGIE PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Pour la mise en place de son Service Organisation

la VILLE d'ANGERS recrute
2 INGENIEURS ORGANISATEURS
Les candidats relèvent d'un service chargé de concevoir et réaliser les projets d'organisation prévus au plan à 5 ans :
— Etudes d'orientation ;
— Rédaction du cahier des charges pour les unités faisant appel à l'informatique ;
— Conception et mise en place des solutions retenues ;
— Formation des utilisateurs.

De tels postes conviendront :
— Titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur et possédant une formation complémentaire à la gestion (I.A.E., I.C.E., etc.) ou à l'informatique (I.E.S.T.D., etc.) ou à l'informatique (Institut de programmation, maîtrise d'informatique, etc.) ;
— Possédant une expérience concrète en organisation et en informatique de gestion (de préférence dans un secteur mini-informatique) ;
— Aptes à coordonner des projets à dominante organisation et informatique ;
— Capables de travailler en associant étroitement les futurs utilisateurs.

Les candidatures accompagnées du C.V. et des prétentions des postulants sont à adresser à :

Monsieur MONNIER
Maire d'ANGERS
Hôtel de Ville
49003 ANGERS CEDEX

Recherches

CADRE COMMERCIAL EXPERIMENTE
COMMERCE DE GROS
Commissaire anglais
pr second direct commercial.

Adr. C.V. à S.A. VELECLAIR, 16, rue de Nemours, 21019 DREUX cedex.

RENAULT COMPAGNE
Concessionnaire 1.600 V.N. recherche

CHEF DES VENTES
Sérieuses références exigées. Rémunération importante. Intéressement au résultat. Envoyer curriculum vitae compl. à M. DECAUD, 85, rue de la République, 13001 MARSEILLE, B.P. 159 - 40200 COMPIEGNE.

offres d'emploi

100000 F +
Leader dans sa branche d'activité, une société du secteur tertiaire recherche un

Ingénieur en organisation
formation grande école
+ 2 à 3 ans d'expérience.

Le candidat retenu s'intégrera à une équipe dynamique et participera à des travaux variés allant des « tâches auxiliaires » à la conception de grands projets.

Le poste demande une expérience préalable de l'informatique, en qualité de correspondant, analyste ou chef de projet.

Veuillez adresser votre dossier de candidature, rémunération actuelle et photo, sous n° 84.5267, à Régie Presse - 85 bis rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Société française Hoechst
vous propose pour sa division KALLE le poste de

RESPONSABLE DES APPROVISIONNEMENTS
DU DÉPOT DE GARGES-LES-GONNESSE

VOTRE MISSION :
— vous assurez les approvisionnements, le stockage et la livraison de l'ensemble des matériels des plates déchiquetées que nous commercialisons (matériel de reprographie) ;
— vous animez et contrôlez les équipes en place (17 personnes) en proposant toutes les mesures d'amélioration et de développement d'un service en pleine expansion (20 à 30% par an).

VOUS DEVEZ AVOIR :
— une formation supérieure de gestion (ou équivalente) ;
— une expérience confirmée de la gestion des stocks informatisée, du magasinage, de la manutention et du transport ;
— la connaissance de l'allemand et de l'anglais est un atout supplémentaire.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 410 à Société Française HOECHST
Département des Ressources Humaines
Tour Roussel Nobel Cedex 03
92080 PARIS LA DEFENSE

Hoechst

SFENA
RECHERCHE

Pour son SERVICE CONTROLE

3 TECHNICIENS DEBUTANTS
Formation : RAC P2-F3, Niveau BTS.

2 TECHNICIENS CONFIRMES

L'un pour Contrôle de Circuits Imprimés
Avec quelques déplacements chez des Sous-Traitants

L'autre pour Recette de Matériel Electronique et Electromécanique

Adresser C.V., photo et prétentions à
S.F.E.N.A.
Service du Personnel - B.P. 59
Aérodrome de Villacoublay
78140 VILLICOURT-LEZ-CHAMPELAIN
5/5 Réf. T521

INFORMATIQUE INTERNATIONALE
Nous recherchons des logiciels dans les domaines scientifiques et techniques en particulier, dans les applications aéronautiques et spatiales, les télécommunications, la conception assistée, le temps réel.

Nous cherchons à pourvoir les postes suivants :

RÉGION PARISIENNE :
— 1 analyste programmeur de formation scientifique et informatique ayant première pratique de Fortran ;
— 2 ingénieurs pour calculs de mécanique appliquée (éléments finis).

RÉGION QUÉBEC :
— 1 ingénieur temps réel sur mini ordinateur (Solar) ;
— 1 ingénieur traitement d'image ;
— 2 analystes programmeurs ;

RÉGION SUD-OUEST :
— 1 ingénieur de haut niveau, expérimenté en mécanique élémentaire ;
— 1 jeune ingénieur ayant une formation solide en mécanique, analyse numérique et programmation ;
— 1 ingénieur temps réel apte à conduire une petite équipe (matériel Solar) ;
— 1 administrateur de projet logiciel, alliant des qualités de caractère et de méthode à une expérience informatique au sein d'un grand projet logiciel ;
— 4 analystes programmeurs, de formation scientifique et informatique (DUT, maîtrise informatique).

Adresser C.V., photo et prétentions à :
INFORMATIQUE INTERNATIONALE SILIC 233
94578 RUNGIS CEDEX

LESIEUR
recherche

RESPONSABLE FORMATION
POUR UNE DE SES USINES

Au sein d'un groupe pratiquant une politique de progrès alliant l'économique et l'humain, le candidat sera responsable de la mise en œuvre de toutes les réalisations originales de formation visant à l'amélioration des conditions de travail et au développement de l'initiative professionnelle.

Ce poste s'adresse à un candidat doté d'une formation technique et ayant une expérience en milieu industriel.

Poste situé région RHONE-ALPES.
Mobilité ultérieure indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à
LESIEUR DESF - 122, avenue du Général
Leclerc 92100 BOULOGNE.

Pour son équipe PRESSE INFORMATION
recherche

journaliste CONFIRME

Il prendra une part active à toutes les étapes de la réalisation de documents d'information - générale ou spécialisée - destinés soit à la diffusion interne, soit au grand public, soit à des publics spécialisés (documents publiés sous forme de journaux, brochures, articles de presse, films vidéo, etc.). Ce poste (exclusif) est un poste à temps plein, à temps partiel ou à temps variable, selon les besoins de l'entreprise et une excellente maîtrise de l'expression écrite et orale.

Après au moins 24 mois de formation supérieure, le candidat devra justifier d'une expérience journalistique avérée.

Envoyer C.V. et photo et prétentions sous la référence 613 M à :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en gestion du personnel
297 rue de la Chapelle - 75010 PARIS

Vous êtes jeune diplômé (e) EEC - ESSEC - ESC. Vous avez le sens du concret, vous recherchez les contacts humains et vous êtes animé (e) par votre conviction de la valeur d'une bonne gestion.

LA RADIOTECHNIQUE
Vous propose de vous intégrer dans ses équipes décentralisées de

CONTROLE de GESTION

Postes à pourvoir en province dans des centres de fabrication et développement de composants électroniques :

— Formation assurée.
— Nombreuses possibilités d'évolution en France au sein d'un groupe multinational européen.

Rechercher C.V. à M. BEBON, chef du Personnel, LA RADIOTECHNIQUE
51, rue Carnot, 92150 SURESNES.

THOMSON-CSF
DIVISION DES ACTIVITÉS SOUS-MARINES
Centre de CAGNES-SUR-MER
recherche des

PROGRAMMEURS

Pour applications au traitement de signal temps réel

— Formation DUT INFORMATIQUE ou équivalent.
— 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine.
— Connaissance assemblage MITSUBISHI souhaitée.

Adresser C.V. détaillé à THOMSON-CSF, Service du Personnel, B.P. 53, 06802 CAGNES-SUR-MER.

SOCIÉTÉ BATIMENT DIMENSION NATIONALE
recherche pour sa filiale du

SUD-OUEST

1 CADRE COMPTABLE et ADMINISTRATIF

Pour prendre en charge la comptabilité générale et la comptabilité analytique ainsi que les services administratifs et personnels.

Expérience de 5 ans minimum dans le bâtiment indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions n° 51.088, CONTEXTE PUBLISSEUR, 20, av. de l'Opéra, PARIS 1^{er}, qui transmettra.

THOMSON-CSF
BRESE
Division des ACTIVITÉS sous-marines
recherche

1 INGENIEUR ELECTRONICIEN

GRANDE ÉCOLE pour ETUDES AVANCÉES dans DOMAINE SONAR

— Traitement de signal ;
— Traitement d'images ;
— 1 à 2 ans d'expérience appréciée.

Envoyer C.V. à THOMSON-CSF - Division des activités Sous-Marines - Route du Conquet - 55223 BRESE CEDEX.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

● expérimenté
● diplômé d'une grande école
● connaissant l'automatisme et l'électrotechnique
● ayant si possible une expérience de l'industrie de l'armement (ou similaire)

est recherché pour un important service d'études électroniques pour la région Rhône-Alpes (groupe industriel français important)

Répondre avec photo, C.V. détaillé sous réf. n° 80/12
ARP communication
79 rue de Sèze - 69451 Lyon Cedex 3

SOPAD - Nestlé
INGENIEUR INSTALLATION
NIVES - E.C.P. - E.S.E. - A.M.

ADMINISTRATEUR EXPERIMENTE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

INGENIEURS INFORMATIENS

Groupe important dont l'activité ne cesse de se diversifier, RANK XEROX France (C.A. 1979 : 17 milliards de francs, effectif : 3.800 personnes) offre de nouvelles perspectives de développement.

Dans un environnement IBM classique (Deux 370/158 sous OS situés au centre de calcul) il s'agit de revoir les systèmes actuels et de choisir des solutions qui nous permettent de les adapter à une décentralisation partielle sur "minis" vers les centres régionaux.

Nos applications font appel à des connaissances techniques telles que : COBOL, PROTEGE, IBM/OS, TASKMASTER, ROSCOE, base de données IMS et APPEL 4.

Nous travaillons dans un environnement multinational où la pratique de l'anglais est un atout important.

Au sein d'un service structuré, nos informaticiens participent activement à la vie de petites équipes de réalisation et développent des projets pour des domaines précis de l'entreprise. Le respect des plannings proposés, des délais, l'engagement de l'équipe sur des résultats à court, moyen ou long terme font partie de notre mode de fonctionnement. Cela requiert de la part des candidats des facultés d'adaptation rapide et de souplesse.

Les domaines d'activité concernés par cette recherche sont :

- la gestion administrative (commandes - stocks - facturation - comptabilité clients)
- la gestion comptable
- le support Marketing et Ventes.

Dans le cadre de ces activités, et si la description de notre environnement correspond à votre attente, merci de bien vouloir nous faire parvenir votre candidature avec C.V. sous réf. CO99 à RANK XEROX Service Recrutement 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

RANK XEROX

DES RESPONSABILITES POUR UN COMPTABLE DE HAUT NIVEAU -

Dans notre Société (4500 personnes) leader dans une technologie de pointe, les caractéristiques et la complexité du cycle de fabrication nécessitent un système de comptabilité très développé.

Le chef des services comptables (135 personnes) recherche un adjoint capable de l'assister dans l'ensemble de ses tâches et d'assurer son intérim. Il aura personnellement la responsabilité directe de certaines unités opérationnelles (20 personnes : comptabilité Société, comptabilité des groupements d'entreprises, applications informatiques, gestion du personnel du service) puis celle d'un département comptabilité analytique à créer fin 1980.

Il participera en outre à des missions de contrôle, d'organisation ou d'études touchant le contrôle interne comptable, les usines, les chantiers en France ou à l'étranger et les filiales. L'ensemble des responsabilités conduisent à de nombreux contacts au sein de l'entreprise ou à l'extérieur et à quelques déplacements en France et à l'étranger.

Ces fonctions s'adressent à un cadre ESCP ou équivalent possédant une formation spécialisée en comptabilité minimum DECS. Le niveau de l'expérience serait apprécié. Il justifiera d'au moins 10 années d'expérience dont 5 dans des fonctions de responsabilités exercées dans le service comptable d'une société industrielle, mécanique ou construction navale par exemple.

La connaissance de l'anglais lu et parlé est très souhaitable.

Le poste est basé à PARIS.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous réf. 78792 M/WLE, à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

GESTION DE PRODUCTION:

LA TETE ET LES JAMBES

Il faut des idées. Pour améliorer l'alimentation des chaînes de montage, développer des systèmes de gestion industrielle, utiliser opportunément les possibilités de l'informatique.

Il faut aussi du souffle. Pour réceptionner chaque jour - en moyenne - 70 camions, utiliser d'importants moyens de manutention (fems, bacs, magasins classiques et mécanisés), gérer de façon optimale et dynamique un département de plus de 110 personnes.

Vous avez su valoriser votre formation technique supérieure par une double expérience : l'une en cabinet d'organisation industrielle où vous avez conçu et mis en place des implantations (systèmes de manutention évolués en particulier) ; l'autre, opérationnelle, en unité de production.

En tout, 5 ou 6 ans.

Vous êtes prêt à animer une équipe importante et à gérer de gros moyens techniques et humains.

L'idée de travailler en grande banlieue Nord pour un constructeur de mécanique lourde vous plaît.

Donc, vous pouvez.

Donnez un aperçu de vos performances et de vos moyens à nos collègues - 64, rue la Boétie - 75008 - PARIS qui s'empressera de nous en faire part. Référence 2260.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

SOCIETE DE PRODUCTION DISTRIBUTION INTERNATIONALE DE FILMS DE TELEVISION

recherche pour Paris 8^e

2 collaborateurs

directement rattachés à la Direction Générale

Anglais lu, écrit, parlé indispensable.

1) Le premier, attaché au Président, aura la responsabilité de :

SECRETARIAT GENERAL

Ref. 101

et devra posséder une formation supérieure + DECS ou

expertise comptable.

Nous lui confions :

- la supervision des services comptables
- les relations avec les banques
- le suivi de la trésorerie et du plan de financement
- la préparation des tableaux de bord mensuels aux associés
- le secrétariat juridique
- le suivi des opérations internationales.

2) Le second, attaché au Directeur, aura la responsabilité du

développement des

VENTES INTERNATIONALES

ET DU MERCHANDISING

Ref. 102

Il devra posséder une grande aptitude aux contacts hu-

manins, être créatif, actif et efficace. Doit pouvoir voyager.

Expérience similaire en entreprise souhaitée.

Adresser C.V., photo et prétentions (en indiquant la référence du poste) à PLAIN

CHAMUS, 5, rue du Heider 75009 Paris qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

Le 3ème directeur régional...

Nous talonnons, et égalons même en 1979, le leader de longue date sur notre marché, un grand de l'alimentaire. C'est que notre force de vente s'accroche. Et la qualité de nos produits la soutient.

Nous avons récemment divisé le territoire national en trois grandes directions régionales de ventes afin de mieux assister et conseiller nos chefs de ventes dans l'animation de leurs prospecteurs et vendeurs. Si nous avons pu pourvoir par promotion interne deux de ces postes, le troisième reste à créer. Tant mieux pour vous.

Voulez-vous être ce Directeur Régional ? Basé à Paris, vous coifferez une cinquantaine de personnes au travers des chefs de vente Ile de France, centre Loire, Ouest et Nord. Votre expérience de l'animation et de la direction d'une force de vente, vos qualités humaines comme votre tonus, votre formation supérieure vous permettront non seulement de réussir à ce poste mais aussi vous assureront une évolution de carrière intéressante dans notre groupe. Nous avons demandé aux consultants du cabinet SIRCA de nous assister dans ce recrutement. Ecrivez-leur sous référence 801 376 M. Vous pouvez compter sur leur discrétion.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMBRE DE SYNTec

INGENIEUR DEVELOPPEMENT applications nouvelles

Cette société française (3500 personnes, C.A. : 5 milliards) propose sur le marché mondial une résine thermoplastique très technique et performante. Ses applications se trouvent dans tous les secteurs de l'industrie, de l'industrie spatiale à celle des sports et loisirs.

De nouveaux produits sont mis au point pour apporter des services plus étendus. Il est donc nécessaire de renforcer l'équipe des ingénieurs développement.

Ceux-ci sont les conseils de tous les utilisateurs potentiels français et étrangers pour les aider à concevoir leurs projets en tirant le meilleur parti technico-économique des qualités offertes par le produit. Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs polyvalents (Centrale, A & M...) ayant acquis 3 à 4 ans d'expérience professionnelle dans un service développement quel qu'il soit.

La pratique courante de l'anglais est impérative, celle d'une autre langue appréciée.

Lieu de travail : Paris.

Déplacements : 40%.

Pour recevoir une notice d'information détaillée, merci d'écrire sous référence M/103/F à

mcp CABINET Henri PHILIPPE
91, Faubourg St-Honoré 75008 Paris

jeunes médecins ou pharmaciens Paris Ouest

A 30 ans minimum, vous avez une première expérience (courte) de l'industrie pharmaceutique. Selon vos goûts et vos aptitudes, l'une des directions d'un important laboratoire pharmaceutique vous propose d'intéressantes évolutions : soit une carrière internationale avec des responsabilités opérationnelles à l'étranger à terme (il vous faut bien parler une langue étrangère et être disponible aux déplacements et aux déménagements) ; soit une carrière de gestionnaire avec des responsabilités fonctionnelles au siège. Pour ces deux orientations, il est prévu une formation complète sous forme de missions ponctuelles. Notre consultant, J.P. DOURY, vous remercie de lui écrire (réf. 3790 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

ENTREPRISE GENERALE BATIMENT POUR LE PECO 78

2 INGENIEURS TRAVAUX

ayant les connaissances techniques, l'autorité, la sensibilité à la direction et à la gestion de chantiers importants.

Envoyer C.V. et prétentions à B. ROSTAND, 8, rue Victor-Bugo - 78330 LE PECO.

MDS SYSTEMES INFORMATIQUES

RECHERCHE pour concevoir, préparer et animer des stages de formation utilisateurs, pour participer à la réalisation de manuels de présentation, de programmation et d'utilisation de ses matériels.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la Direction Technico-Commerciale

MDS FRANCE S.A.

197, rue de Bercy 75582 PARIS Cedex 12

INGENIEUR FORMATION

- Diplômé(e) : MIAGE ou équivalent
- Expérience de 2 à 3 ans en analyse et programmation (COBOL, BASIC...)
- Motivé(e) par l'animation à tous niveaux
- Qualités rédactionnelles
- Anglais indispensable
- Disponibilité : libre rapidement

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la Direction Technico-Commerciale

MDS FRANCE S.A.

197, rue de Bercy 75582 PARIS Cedex 12

IMPORTANTE STE DE DISTRIBUTION D'AGENTS SPECIAUX

recherche

COLLABORATEUR

Possédant solide expérience dans cette branche pour être adjoint au Directeur Commercial et accéder ultérieurement à qualités confirmées à responsabilités de haut niveau.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 90.308 M à BLEU Publicité, 17, r. Lebel, 94300 Vincennes q. 1.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

JEUNE JURISTE INTERNATIONAL

Votre mission :

- Sous la responsabilité directe du Chef du Service Juridique, vous vous intégrerez dans une équipe jeune et dynamique.
- Vous étudierez les problèmes juridiques relatifs aux travaux réalisés à l'étranger et aux implantations étrangères de notre Société dans toutes les parties du globe.
- Vous rédigerez et négocieriez des contrats et vous veillerez au respect de la politique contractuelle définie par le Siège.

Votre profil :

- Vous possédez une maîtrise de Droit et éventuellement un DESS de Droit des Affaires.
- Une première expérience dans un cabinet international ou le service juridique d'une Société internationale (Ingénierie, T.P. ...) serait appréciée.
- Vous parlez et écrivez couramment l'anglais et possédez éventuellement une bonne pratique de l'espagnol.
- Vous êtes motivé par les contacts et les voyages.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 5918 à P.LICHAU S.A. B.P.220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

COMELIM

GRUPE MATRA

Branch Composants

recherche pour le Département

TECHNOLOGIES NOUVELLES

de l'une de ses Sociétés, au Sud de Paris, COMELIM

ingénieur électronicien

possédant une première expérience industrielle d'au moins 5

années et disposant du potentiel (adaptation aux techniques

nouvelles) et de la disponibilité (nombreux voyages à l'étranger)

indispensables à la fonction.

ANGLAIS courant nécessaire.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence

705 M sur l'enveloppe à :

Cabinet Jean-Claude MAURICE

Conseil en Gestion du Personnel

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

ENTREPRISE MOYENNE

appartenant à

grand groupe industriel

recherche

INGENIEUR D'AFFAIRES

Le candidat retenu sera :

Jeune ingénieur diplômé, dynamique, attiré par les problèmes de gestion et de coordination.

Quelques années d'expérience technique et/ou commerciale seraient appréciées.

Adresser C.V. et photo sous référence 90173 M à :

BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel - 94300 VINCENNES

صكنا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

**RESPONSABILITES
DE HAUT NIVEAU**

... (text partially obscured) ...

RODUCTION:

... (text partially obscured) ...

**le directeur
al...**

... (text partially obscured) ...

**ENIEUR
LOPPMENT
tions nouvelles**

... (text partially obscured) ...

CABINET Henri PHILIPPE

91, Boulevard St-Hippolyte 75006 PARIS

**médicins
maciens Paris Ouest**

... (text partially obscured) ...

offres d'emploi

Important groupe de promotion sociale en expansion

nombreuses réalisations de maisons individuelles et logements pour la location et l'accession recherche l'

Adjoint du directeur technique

Ce poste ne peut convenir qu'à un homme de métier, 30 ans mini, ayant une solide expérience de la conception et du suivi d'opérations, acquise soit dans une agence d'architecture, soit dans une société de promotion.

Missions : suivi des dossiers de consultation, appels d'offres, marchés, chantiers, livraison et après-vente.

Lieu de travail : Paris - Chausée-d'Antin.

Déplacements à prévoir en région parisienne (50 % du temps), voiture personnelle.

Séle CEGOS

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

cidelcem

Chef service après-vente

TROYES ou PARIS

Nous sommes leader européen dans notre branche : fabrication et commercialisation d'équipements de stockage et de manutention pour hôtellerie, restauration collective, commerce et industrie alimentaire.

Notre Chef S.A.V. supervisera une équipe d'une dizaine de monteurs-dépanneurs, et aura de nombreux contacts avec notre clientèle en France et à l'étranger. Il doit se déplacer environ 50 % de son temps. Il pourra résider à son choix près de Troyes où se trouve notre Usine ou à Paris.

Ce poste convient à un homme ayant une formation type B.T.S. ou I.U.T., spécialisé en électromécanique, et ayant une bonne expérience de l'encadrement d'équipes sur chantiers (bâtiment - manutention - mécanique). La connaissance de l'anglais est très souhaitée.

La rémunération comportera un fixe et des primes + Voiture de fonction + Frais réels.

Séle CEGOS

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence 11587/M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion.

Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES. Tél. 772.31.32.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Cadre comptable

PARIS

Etudes Supérieures + D.E.C.S.

Une société industrielle française : 500 personnes, C.A. 200 Millions - filiale d'un des tout premiers groupes français - recherche un cadre comptable.

Intégré dans un service comptable « informatisé », il sera l'adjoint du responsable du service et, à ce titre, associé à toutes décisions concernant son unité de travail.

Après une formation de 2 mois environ, il supervisera l'activité d'une dizaine de personnes et, progressivement, il sera chargé de missions d'audit interne et de filiale (ce qui suppose quelques déplacements), des prévisions de trésorerie à long terme, de la réorganisation comptable en fonction du nouveau Plan 81...

Il assurera l'interface avec le service informatique et les liaisons avec le contrôle budgétaire. Cette fonction s'adresse à un homme de métier, bon fiscaliste, ayant une expérience comptable de 8-10 ans, acquise dans l'industrie (grande et moyenne entreprise).

De bonnes connaissances juridiques sont nécessaires ; la connaissance de l'anglais appréciée.

Séle CEGOS

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

INFORMATIQUE

responsable d'exploitation

Un grand groupe du secteur tertiaire poursuit le développement de son organisation informatique et propose le poste de responsable d'exploitation d'un de ses centres de la région parisienne (équipe de matériel IBM avec 40 personnes environ à l'exploitation).

Il est totalement responsable de la gestion de son unité sur tous les plans. Il définit également ses besoins techniques et propose des solutions qui sont réalisées à sa demande par l'équipe système.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de l'informatique, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et qui ait environ 5 ans d'expérience. Une connaissance de la fonction système ne peut être qu'appréciée.

Compte tenu des investissements effectués et prévus par le groupe les perspectives d'évolution sont importantes pour un élément de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence M 1219 AY à

egor 8, rue de Berri, 75008 PARIS

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

LE CENTRE TECHNIQUE DE L'INFORMATIQUE

recherche dans le cadre de son développement

UN INGÉNIEUR GROUPE RÉSEAUX

LA DÉFENSE

De formation obligatoirement supérieure, il aura une expérience de 6 ans minimum réalisée avec applications pratiques dans une grande entreprise, soit dans un système de télétraitement, soit dans la définition d'architecture de réseaux.

Réf. : 129 M

UN INGÉNIEUR GROUPE APPLICATIONS TRANSACTIONNELLES

De formation obligatoirement supérieure, il aura une expérience de 4 ans minimum acquise avec réalisations pratiques dans une grande entreprise, dans la conception et mise en place d'applications de gestion transactionnelle utilisant soit des bases de données, soit des dictionnaires de données.

Réf. : 130 M

Dans le cadre des activités d'assistance et de conseil, les candidats retenus agiront en étroite liaison avec les représentants des administrations et organismes publics, ainsi qu'avec les constructeurs ; ils seront responsables de conduites d'études.

Leur rémunération sera fonction de l'expérience.

Ecrire en précisant la référence à AL CONSEIL, 24, rue Murillo, 75008 PARIS, qui garantira discrétion et réponse.

AL conseil

MARTIN & LUNEL

APPAREILLAGE INDUSTRIEL

Filiale du Groupe **Legrand**

10 000 personnes.

PLUSIEURS UNITES DE PRODUCTION EN FRANCE et à L'ÉTRANGER

recherche

chef du service organisation et méthodes administratives

Basé au siège à Noisy le Sec (93) aura pour missions : l'analyse des tâches, indirectes. La simplification des tâches administratives des bureaux, magasins et ateliers de maintenance.

Convientrait à un cadre confirmé, de formation ingénieur ou gestionnaire, ayant au moins 5 ans d'expérience industrielle dans un poste similaire.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 29 M 209

CP Centre de Psychologie Appliquée 59, rue de Monceau 75008 Paris Porteur pour la France de Consult-Eur

Filiale française d'une société américaine spécialisée dans la Régulation et la Centralisation du Bâtiment (située banlieue OUEST), recherche de toute urgence un

Agent Technique Electronicien

Formation : niveau BTS électronique ou équivalent et si possible connaissances en informatique.

Expérience 2 ans minimum souhaitée.

Anglais lu et parlé indispensable pour communication avec bureaux et usines Europe/U.S.

Le candidat retenu sera responsable de la sélection de l'équipement, des commandes de matériels de logiciels, de la préparation des informations nécessaires à la réalisation d'assemblages de gestion technique centralisée.

Après une formation de 3 mois en France, il recevra une formation complémentaire pendant 6 à 8 semaines aux Etats-Unis.

Déplacement possible en France et à l'étranger.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 4203 MEDIA P.A. 9, Boulevard des Italiens 75002 PARIS, qui transmettra. (Réponse et discrétion assurées).

ingénieurs physico-chimistes

Usine de semi-conducteurs Région Parisienne Sud offre plusieurs postes d'Ingénieurs Physico-chimistes débutants (Ecoles d'Ingénieurs ou Université)

pour la fabrication de semi-conducteurs à haut niveau d'intégration dans les domaines suivants :

- Technique du vide-plasma,
- Dépôt films minces,
- Dépôt/Traitement des résines photo-sensibles,
- Diffusion des impuretés,
- Traitements thermiques,
- Caractérisation.

Connaissances :

- requises en Physique - Chimie - Physique des Solides - Caractérisation physique -
- Propriétés cristallines des semi-conducteurs,
- connaissances en langue anglaise.

Nombreux avantages sociaux et intéressantes possibilités de carrière.

Les candidatures seront adressées sous référence 6493 à :

Q7 organisation et publicité

2 RUE MARNGO 75001 PARIS/QU TRANSMETTRA

Contexte européen pour un secrétaire général

Européen ? Parce qu'à Strasbourg et parce que nous appartenons à un groupe de dimension internationale, très actif en Europe. Nous sommes ambitieux pour notre Secrétaire Général. Il doit être notre conscience juridique, l'homme compétent auquel on se réfère naturellement en matière de droit des sociétés et qui traite tous nos problèmes courants de législation commerciale ou industrielle et de contentieux. Mais aussi un homme-pivot auquel nous voulons confier certains dossiers complexes d'ordre administratif et même financier, parce que son esprit de synthèse et son aptitude au contact s'imposent à tous. Des qualités qu'il va par ailleurs utiliser dans les relations avec ses homologues du groupe Heineken.

Vous réalisez que ce n'est pas seulement d'un fin juriste que nous avons besoin. Pendant une dizaine d'années, vous venez d'éprouver votre formation supérieure, vos connaissances juridiques et financières au contact de l'entreprise et vous avez déjà travaillé en milieu international. A juste titre, vous pensez que cette fonction, dans une société de notre taille (CA environ 500 MF) est maintenant à votre portée et peut vous ouvrir des horizons prometteurs.

Les consultants de SIRCA étudieront votre candidature ; faites-leur connaître, sous référence 802 381 M, que vous êtes prêt (e) à nous rejoindre, en précisant vos prétentions et en confirmant votre très bonne pratique de l'anglais.

Sirca

11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DES SYNTIC

EN VUE DE NOUVEAUX DEVELOPPEMENTS DES BIENS D'EQUIPEMENTS DE TECHNOLOGIE AVANCEE

IMPORTANT GROUPE DE CONSTRUCTION MECANIQUE

recherche pour ses divisions de fabrication en région parisienne

ingénieurs responsables des fabrications transférées

chargés de préparer et coordonner l'ensemble des programmes soustraits et d'assurer le suivi des fournisseurs étrangers (européens et anglo-saxons).

jeunes ingénieurs responsables nouveau système de gestion et de la production

chargés d'animer la conception et de participer au développement d'un nouveau système de gestion de la production des nouveaux matériels.

ingénieurs gestionnaires des charges

responsables des prévisions et du suivi des réalisations concernant la charge usine et de proposer les mesures d'équilibrage appropriées. Ces postes s'adressent à des candidats débutants ou présentant une première expérience industrielle.

Rejoindre notre société, c'est participer à la croissance d'un groupe en expansion et leader sur les marchés mondiaux, c'est aussi donner à votre carrière une dimension internationale.

Si la compétition vous stimule, adressez lettre manuscrite avec CV sous la référence 50.894 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra

Responsable technique NIVEAU INTERNATIONAL

Le filiale d'un très grand groupe français de dimension mondiale souhaite engager un ingénieur (Mécanique, AM ou équivalent). Agé d'au moins 35 ans, il peut ainsi prouver son professionnalisme dans le domaine de la fabrication des petites et moyennes séries de matériel de bureau, le cas échéant dans la mécanique légère. Son champ d'action est large. Il s'agit de définir en collaboration avec le marketing les nouveaux matériels, de concevoir ensuite l'activité du bureau d'études et des prototypes (2 ingénieurs 15 personnes). Il devient par

conséquent responsable des chaînes de fabrication en usine (1 ingénieur + 65 personnes). Il sera également l'interlocuteur technique lors des contrats internationaux. Opérationnel depuis une région agréée de Normandie (en bordure de mer), ce poste implique de nombreux déplacements sur Paris, plus occasionnels à l'étranger. Anglais lu, écrit, parlé. Rémunération à négocier mais de toute façon motivante. Merci d'adresser votre dossier de candidature aux consultants d'Alpha CDI sous référence 294 M.

ALPHA CDI

59, rue St Didier - 75116 PARIS.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIÉTÉ NATIONALE

recherche
COLLABORATEUR JOURNALISTE

Pour assumer la responsabilité d'un service d'émissions radiophoniques quotidiennes en langues ibériques.

Compétences exigées :

- Espagnol et Portugais écrits et parlés ;
- Bonne connaissance des pays concernés ;
- Capacité à diriger une équipe.

Envoyer avec curriculum vitae, photo et prétentions à :

REGIE-PRESS
n° 845.566 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ MÉCANIQUE de PRODUCTION et DISTRIBUTION

1.000 personnes, située NORD de PARIS (93)

recherche

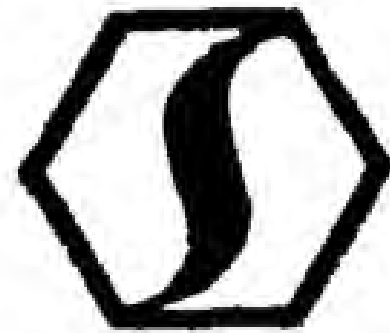
ADJOINT CONTROLEUR DE GESTION

Formation supér., école supérieure de commerce, I.C.G. - D.E.C.S.

Larges responsabilités

Le poste sera donné à un jeune cadre qui aura travaillé quelques années dans le contrôle de gestion ou l'audit.

Envoyer C.V. à n° 82.556, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS, Cedex 01, qui tr.



SYNTHELABO

recherche un

chef de groupe

pour son **LABORATOIRE DE PHARMACOCINETIQUE ANIMALE**

Le groupe Pharmacocinétique Animale effectue un travail de recherche sur de nouvelles molécules à différents stades de leur développement en pharmacologie et en toxicologie :

- études autoradiographiques
- définition à l'aide de produits marqués ou froids de leurs profils pharmacocinétiques
- étude de leur métabolisme chez différentes espèces animales, le tout préalablement à l'expérimentation chez l'homme.

Les qualifications indispensables sont : Doctorat d'Etat, Ph. D. diplôme équivalent en biologie, biochimie, chimie, pharmacie ou pharmacologie.

Le candidat devra avoir plusieurs années d'expérience dans le domaine et être capable de s'intégrer à une approche multidisciplinaire du développement de nouveaux médicaments. Il devra en outre avoir les qualités nécessaires pour coordonner une équipe de 15 personnes environ. Il aura la possibilité d'assister à des congrès internationaux. Une bonne connaissance de l'anglais sera nécessaire.

Les laboratoires (dans la proche banlieue sud de Paris) sont largement équipés de matériels modernes et performants : appareils automatisés pour chromatographie liquide haute pression et chromatographie en phase gazeuse, spectromètre de masse, etc...

Bonne rémunération.

Envoyer C.V. au Directeur Administratif et Technique - LERS, 58 rue de la Glacière 75013 Paris.

média-system

IMPORTANTES SOCIÉTÉ D'ASSURANCES

spécialisée dans le domaine de la construction

recherche

pour son département Sinistres

UN INGENIEUR PRINCIPAL

(ETP, Ponts et Chaussées...)

• titulaire d'une expérience minimum de 5 ans de chantier

• de solides connaissances en Bâtiment TCE sont exigées.

Il devra instruire les dossiers de sinistres de la construction (recherche des causes et des responsabilités - étude des coûts et des réparations). Il sera également apte à contrôler les travaux d'un Service.

Poste à pourvoir à Paris.

Adresser C.V. photo et prétentions à n° 3314

EMPLOIS ET ENTREPRISES

15, rue Volney - 75002 Paris

GRUPPE IMPORTANT DE DROIT PRIVÉ

spécialiste notamment du Transport et Commun en région parisienne recherche

DIRECTEUR DE CENTRE

80 VEHICULES - 160 PERSONNES

FORMATION SUPERIEURE (A. et M. ou équival.)

— Age souhaité environ 35 ans ;

— Le candidat assurera la pleine expertise de ses fonctions au terme d'une période transitoire de formation et d'adaptation.

— MISSION : gestion et développement dans un cadre décentralisé.

Env. lettre manuscrite, C.V. photo et prêt. à n° 560 A

CAMPBELL Boite postale 57

75004 PARIS Cedex 17.



HERMÈS

HERMÈS recherche l'Adjoint du Directeur des ventes détail France.

Notre développement et la promotion de l'actuel titulaire du poste nous amène à rechercher un cadre capable d'assister notre Directeur des ventes France.

Les principaux domaines d'intervention du poste à pourvoir sont les suivants :

— établissement et suivi des budgets de notre magasin du faubourg et de nos succursales en France ;

— contrôle et suivi des approvisionnements et des stocks ;

— gestion du personnel de vente ;

— liaison avec les services administratifs, comptabilité, informatique, personnel, etc...

Ce poste évoluera sera confié à un cadre jeune, doté d'une formation supérieure (commerciale ou de gestion) parlant anglais et justifiant d'une première expérience de cinq ans de gestion commerciale.

L'adaptabilité à la vente d'un produit de luxe est un atout.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle à notre Département "Industrie de la Mode" sous la référence 909331 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

MEMBRE DE SYNTHEC

Finance Engineering S.A.
Paris-9^e
CRÉE : SON POSTE
INGÉNIEUR SYSTÈME

• Responsable de la gestion du système informatique.

• Il (ou elle) aura pour missions :

— Relations avec le fabricant, PEREIN ELAMER ;

— Formations internes sur produits P.E. ;

— La responsabilité des exploitations ;

— La gestion et maintenance du réseau ;

• Le (la) candidat(e) est un ingénieur technique ayant l'expérience de la gestion d'un système moyen.

• Libre rapidement.

• Ce poste demande des qualités d'organisation et d'autorité, la connaissance de l'anglais, et des notions sur les télécommunications. Réf. : 220.

ENVOYER LETTRE MANUSCRITE, PHOTO ET PRÉTENTIONS SOUS RÉFÉRENCE A :

IDE-FORS

45, rue Vivienne, 75001 PARIS

Discrétion assurée.

Ce sera vous le patron.

1400 personnes. Près de 600 millions de CA. Un taux de profit enviable. L'appui d'un grand groupe américain, l'un des leaders mondiaux dans son domaine, remarquable par sa politique en matière d'innovation. Nous ne sommes pas une petite affaire. Pourtant, le climat est un peu celui d'une PME. Facilité et spontanéité des contacts, rapidité d'application des décisions, délégation et autonomie. On n'ouvre pas souvent le parapluie, chez nous.

Alors oui, dans votre région, ce sera vous le patron. Votre territoire ? L'Île de France. Pas besoin de souligner l'importance du potentiel qui vous sera confié.

C'est donc un collaborateur de premier plan que nous cherchons. Un maître du terrain. Excellent vendeur et négociateur. Battant, puncher, combatif. Et surtout, mûrier d'hommes. Car vous aurez à animer une quinzaine de personnes. Ceci implique sans doute une formation supérieure, en tout cas une solide expérience d'encadrement dans une «bonne» société, où vous avez appris à manager les ventes en professionnel. En revanche, nous serons moins exigeants sur votre secteur d'expérience et sommes prêts à investir du temps pour vous former à notre marché (le second-circuit du bâtiment) et à nos produits.

Les consultants du cabinet SIRCA étudieront votre candidature avec toute la discrétion souhaitable. Merci de leur écrire sous référence 805 379 M.

Sirca

11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

ASTER-BOUTILLON

GRUPPE SCHLUMBERGER

recherche

CHEF DE PROJET

A.M. ou équivalent

Cet ingénieur d'étude, ayant une formation solide en ELECTROMÉCANIQUE, sera responsable depuis la conception jusqu'à la mise en fabrication de série des produits.

• Ce poste implique des déplacements fréquents en Métropole.

Une expérience industrielle d'au minimum 2 ans est souhaitée.

Votre candidature avec C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sera reçue par la Direction du Personnel.

VOLUCOMPTES ASTER-BOUTILLON

12, place des Etats-Unis - B.P. 432

92541 MONTROUGE CEDEX

responsables de formations

LE CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE

— Filiale de CIT-ALCASTE

— Spécialisée dans le transfert de connaissances et savoir faire en TELECOMMUNICATIONS

— et devant faire face à un besoin croissant de la demande nationale et internationale dans ce domaine, recherche

DES INGENIEURS ELECTRONICIENS DES INFORMATIENS

ET DES TECHNICIENS CONFIRMES

de niveau DUT ou BTS

avant si possible une expérience dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS.

Anglais courant indispensable.

Ces postes peuvent impliquer des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions avec photo sous référence 81692 à CONTEXTE PUBLICITE

20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.r.

MACHINES ET PRODUITS D'ENTRETIEN

CHEF DE MARCHÉ

Le filiale d'un très puissant groupe multinational poursuit son développement dans la distribution de produits d'entretien destinés aux collectivités et au grand public. Elle propose le poste de chef du marché des machines et produits pour le nettoyage des sols.

Il est sous la responsabilité directe du directeur de la division Colson-Sirca. Il définit sa politique commerciale et la fait appliquer par la force de vente. Il a également la maîtrise complète de ses achats et des négociations correspondantes, ce qui lui permet d'être pleinement responsable de sa marge. Il dispose de moyens en support avec les objectifs à atteindre.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis de préférence une première expérience Marketing ou technico-commerciale dans des marchés similaires ou proches (détergents par exemple).

L'anglais courant est indispensable.

Les perspectives d'évolution peuvent être très intéressantes pour le candidat qui donnera au poste sa pleine dimension. Le poste est à pourvoir à Paris - La Défense.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 1318 D, à

egor 8 rue de Belfort, 75008 Paris.

RESPONSABLE DE PRODUCTION DE DOCUMENTATION JURIDIQUE

Juriste diplômé d'Enseignement Supérieur, il a acquis une bonne expérience des problèmes de documentation et a les capacités d'assimiler les contraintes informatiques.

Sa mission consistera à :

• recruter, animer et contrôler une équipe d'analystes ;

• participer, en relation avec le responsable commercial, aux évolutions de la base ;

• assurer les relations avec les producteurs d'informations ;

• aider les utilisateurs dans la formulation de leurs recherches ;

• concevoir et préparer les sous produits de la base.

Nous avons confié ce recrutement au G.C.A.M à qui nous vous demandons d'adresser C.V. détaillé et prétentions.

G.C.A.M - Colette LENOIR
(référence 4781) - Tour Maine Montparnasse
Boite Postale 185 - 75755 PARIS Cedex 15.



VOUS ÊTES :

• Diplômé H.E.C., E.S.C.P., E.S.E.C., E.S.C.A.E

• Débutant (ou un an d'expérience dans le marketing ou la vente)

Et vous avez déjà prouvé que vous pouviez faire face à des situations difficiles nécessitant puissance de travail et faculté d'adaptation.

NOUS VOUS PROPOSONS :

DES POSTES D'

ASSISTANTS CHEFS DE PRODUITS

qui vous permettront d'aborder un marketing complet dans une société qui se situe sur des marchés porteurs.

Les candidats intéressés devront envoyer C.V., photo et prétentions à **FRANCE GLACES FINDUS**, direction du personnel, 19, Cité Voltaire, 75011 Paris.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

UNIGEST RECRUTE CHEF DE PROJET, ANALYSTES ET ANALYSTES-PROGRAMMEURS

**EMPLOIS A RESPONSABILITE ET DEVELOPPEMENT DE CARRIERE
DANS ENTREPRISE DYNAMIQUE FILIALE DE GROUPES IMPORTANTS.**

CHEF DE PROJET

Connaissant bien le télé-traitement sous CICS pour développer des projets importants dans le domaine de la Presse et de la VPC.
Une formation supérieure, une connaissance de la gestion des fichiers ou des abonnements seraient appréciées.

ANALYSTES ET ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Pour travailler en équipe au développement de projets importants en télé-traitement sous CICS.
Connaissance et maîtrise de COBOL et CICS indispensable, d'ASSEMBLER appréciée. Forte expérience informatique requise.

Ecrire: Elie MORDOKHAT - UNIGEST, 31, Cours des Juilliottes, 94 MAISON-ALFORT - tél. 375.96.60

- Vous êtes un jeune Ingénieur Informaticien ayant les qualités voulues pour évoluer vers un poste de direction
- Vous avez une expérience de 3 à 4 ans sur des projets industriels
- Vous avez la pratique d'au moins un système de développement sur micro

sema informatique

vous propose un poste de

responsable d'opérations

- Nous vous apprendrons à assumer la responsabilité d'un ensemble de plusieurs chantiers
- Vos responsabilités seront à la fois techniques, humaines, de gestion et même commerciales d'ici quelques mois.

Adresser votre candidature et photo avec une courte lettre manuscrite sous réf. 10251/M à: J. Hagege, Sema-Selection: 92126 MONTRouGE Centre Metra, 16 - 18, rue Barbès.

sema selection

Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

TEKELEC AIRTRONIC
92 SEVRES
CENTRE TECHNIQUE DE BOULOGNE

Ingénieur - Electronicien

POSITION III A

(R&L 1575)

30 ans minimum.

Ayant 5 ans d'expérience comme Ingénieur d'études, dont 2 au moins en développement de logiciel et/ou de matériel pour téléinformatique.

jeune Ingénieur - Electronicien

(R&L 1576)

Pour conception et réalisation de matériel de test de réseaux de téléinformatique.

Cantine - Avantages sociaux - 134 mois.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions en précisant la référence du poste à: TEKELEC AIRTRONIC, Service de Personnel, 1, rue Carlo Vernet - 92310 SEVRES

Le GIRATEV Groupement Informatique
RADIO et TELEVISION, (ex-ORTF), équipé d'un
370/158 sous OS/VS1 et IMS 70 terminaux,
recherche:

INGENIEUR adjoint au chef de département ETUDES

120.000 F.+

Le candidat aura à animer une équipe de 6 à 10 personnes chargées de réaliser des logiciels d'application: soit dans les domaines de la gestion, soit dans les domaines variés tels que sondages, techniques audiovisuelles, télématique dont ANTIPOPE, etc. Les projets sont réalisés sur gros ordinateur central ou sur MINIS (8100 etc.). Le candidat devra assurer les relations avec les clients, gérer les contrats et contrôler les coûts. Les candidats, de formation Ingénieur ou équivalent, devront avoir plusieurs années d'expérience, avoir déjà dirigé des projets de moyenne importance, être de véritables techniciens de l'informatique et simer les contacts clients. Un plan de formation personnalisé sera proposé au candidat retenu. Salaire évolutif, nombreux avantages sociaux.
Adresser votre dossier (C.V., lettre manuscrite, salaire actuel, téléphone) sous référence 40 D à:

Hervé Le Baut-Consultant
11, rue La Boétie-75008 PARIS
Discrétion assurée.

**MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE
LE CENTRE TECHNIQUE DE L'INFORMATIQUE**

recherche
dans le cadre de son développement

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF

LA DÉFENSE

Dépendant du Directeur du C.T.I., il supervisera les quatre services fonctionnels: impression, diffusion; administration du personnel; commandes, contrats, facturation; documentation technique. Puis il aura la responsabilité de la prévision et du suivi du budget, de la gestion et de la facturation des contrats exécutés par le C.T.I.

Le candidat retenu, de formation obligatoirement supérieure (gestion, finance), aura une expérience de 4 ans dans des activités administratives, financières ou comptables.

Ecrire sous référence 127 M à AL CONSEIL, 24, rue Murillo, 75008 PARIS, qui garantira discrétion et réponse.

AL conseil

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
D'ACTIVITÉ INTERNATIONALE**

doit, en raison de son expansion, renforcer progressivement la structure des sociétés de son groupe.

Nous recherchons

Jeune CADRE COMMERCIAL

(anglais courant)

Le rôle que ce collaborateur est appelé à jouer dans nos affaires nécessite un tempérament de généraliste.

Il pourra sortir d'une grande Ecole de Commerce ou d'Agrochimie. Mais ses atouts et un cursus d'expérience apporteront la preuve d'un « bagage » orienté selon notre recherche.

Il s'agit d'un poste évolutif pour tout candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à N° 51.942.

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet
75116 PARIS

**UN DES PREMIERS GROUPES FRANÇAIS
d'ASSURANCES**

recherche pour PARIS

un informaticien responsable d'application

Intégré dans un département en pleine expansion il aura plus particulièrement la responsabilité des études statistiques des agences du groupe.

Il aura également un rôle de conseil en ce qui concerne les domaines du télétraitement et des bases de données (logiciel IMS).

Pour ce poste aux larges perspectives d'évolution, nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur (MAG, INSA, IIE...) ayant une première expérience de 3 à 5 ans.

Envoyer C.V., photo et rémunération souhaitée sous N° 60.231 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Telc
Groupe C.G.E.

NOUS CONSTRUISONS DES SYSTEMES
DE COMMUNICATION, CONCUS
AUTOUR DE RESEAUX DE MICRO-
PROCESSEURS, QUI EVOLUENT, VERS
DES APPLICATIONS TELEMATIQUES

NOUS RECHERCHONS

de futurs INGENIEURS LOGICIEL

NOUS ASSURONS VOTRE FORMATION

Vous êtes Ingénieur ou universitaire de formation scientifique. Vous souhaitez vous diriger vers la conception et la réalisation de logiciels pour le contrôle de systèmes de communication à base de microprocesseurs.

Votre formation ne vous y a pas préparé, mais vous avez la volonté d'acquies une spécialité d'avenir.

Nous vous offrons la formation nécessaire et la carrière correspondante.

Ecrire avec C.V. et prétentions à:
LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
Direction du Personnel - 206 Route de Colmar - B.P. 57
67023 STRASBOURG CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

jeunes Comptables Agences

- Comptabilité générale;
- Comptabilité analytique;
- Budget;
- Gestion de Personnel.

- Formation: DUT - BTS - DECS.

- Affectation: Province ou Etranger.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à:
N. 5886 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

ORGANISME A BUT NON LUCRATIF

recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES

Double formation: Ingénieur, Gestion
Expérience d'entreprise

- Age 30 ans environ;
- Langues étrangères souhaitées;
- Aptitudes à la rédaction, à l'animation et à la coordination de groupes de travail.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. avec photo et salaire souhaité à N° T 15.090 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumour - 75002 PARIS.

cnet

Le Centre National d'Etudes
des Télécommunications
recherche pour son Centre de
PARIS (A) des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ayant 3 à 5 ans d'expérience.

COMMUTATIONS DE MESSAGES

- 1 - Connexion de terminaux Télétext et cellules bureautiques.
- 2 - Architecture de mémoire de masse et interfonctionnement terminaux télétext-télécopiers.

TELECOPIEURS

- 3 - Architecture de machines de télécopie haut de gamme.
- 4 - Simulation et réalisation de codeurs pour le traitement des images fixes.

Bonnes connaissances en mini et micro-informatique (1 - 2 - 3 - 4), en télématique (1 - 2 - 3) en traitement numérique de l'information (3 - 4) et en électronique (2 - 3).

Envoyer C.V. + photo et prétentions au CNET - Centre Paris A
Division TPA, à l'attention de Monsieur JARLAUD
38/40, avenue du Général Leclerc
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

مركز من الأهل

REPRODUCTION INTERDITE
offres d'emploi

LYSTES
EURS
DE CARRIERE
ES IMPORTANTS.
STES PROGRAMMEURS
Apprenti du projet importants en
L'ACQUISITION d'ASSEMBLAGE
informatique requise.
22 98 63

GRATEV Gratiement Informatique
du et TELEVISION. Les ORTEL, EQUIPE d'un
NOMME GAVSI et INC 70 terminaux.
NIEUR adjoint au chef
bpartement ETUDES
120.000 F.
Adresser C.V. et prétentions (réf. XI/80) au
Département Central du Personnel - UNILEVER
FRANCE SERVICES - 8, avenue Delcassé 75384
PARIS Cedex 08.

informaticien
able d'application
Adresser C.V. et prétentions (réf. XI/80) au
Département Central du Personnel - UNILEVER
FRANCE SERVICES - 8, avenue Delcassé 75384
PARIS Cedex 08.

et
GENIEURS
NDES ECOLES
Adresser C.V. et prétentions (réf. XI/80) au
Département Central du Personnel - UNILEVER
FRANCE SERVICES - 8, avenue Delcassé 75384
PARIS Cedex 08.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

**ORGANISATION, AUDIT
ET CONTRÔLE**

Cette Société, filiale d'un important groupe français, est l'un des leaders dans le domaine de la gestion et de l'exploitation d'installations de chauffage. Elle emploie environ 2.500 personnes à travers plus de 20 agences ou filiales réparties sur tout le territoire.
Afin de fournir à celles-ci l'assistance nécessaire au niveau de leur organisation et dans le cadre d'une politique d'harmonisation des procédures, le département Organisation et Contrôle souhaite s'adjointer un jeune collaborateur.
Celui-ci sera chargé d'évaluer et éventuellement modifier les procédures administratives existantes, de contrôler leur application, de participer à certains travaux de consolidation comptable et de mener à bien les études préliminaires en matière de participation de Sociétés nouvelles.
Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (BAC, ESSEC, ESC...) option Finance-comptabilité, ayant acquis une première expérience, infime certes, d'une fonction similaire. Ce poste nécessite de fréquents mais courts déplacements sur toute la France.
Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence M 2255 à :

egor promotion
8 rue de Berri 75008 Paris

Unilever France Services

recherche pour une société industrielle située dans la proche banlieue - Nord de Paris

CHEF du PERSONNEL

Placé sous l'autorité du Directeur Général le Chef du Personnel conseille et assiste les Chefs de Service, dans l'exercice des activités concernant le personnel de la société et, éventuellement, intervient directement par délégation. Il assiste le Directeur Général dans l'élaboration de la politique du Personnel et dans la coordination des activités qui en découlent.
Le candidat retenu aura acquis une expérience de quelques années dans la fonction « personnel » et sera diplômé de l'enseignement supérieur (maîtrise de droit, Grandes Ecoles, ...). Anglais souhaité.
Importantes possibilités d'évolution de carrière.

Adresser C.V. et prétentions (réf. XI/80) au
Département Central du Personnel - UNILEVER
FRANCE SERVICES - 8, avenue Delcassé 75384
PARIS Cedex 08.

A votre actif, une expérience réussie dans l'assurance d'un niveau de poste important (siège, délégation, courtage).

Vous, surtout, une bonne connaissance du courtage et de l'évolution du marché de l'assurance.

Une importante compagnie privée de renommée internationale vous propose le poste de

CHEF DU BUREAU DE PARIS

C.A. 50 millions de F

Dès réception de votre dossier de candidature, l'Entrepreneur, qui est chargé de cette recherche vous informera d'avantage au cours d'un entretien et traitera confidentiellement votre dossier.

Ecrivez sous référence n° 70 à ENTREPRENDRE, 11 rue du Fbg Poissonnière, 75009 PARIS.

ENTREPRENDRE

La Filiale - 4 usines, 1 400 personnes - d'un Grand Groupe Français recherche son

Contrôleur de Gestion

Dans le cadre du plan Société, il est chargé de la préparation et du suivi des budgets. Il analyse et suit les résultats mensuels avec les principaux responsables.
Il contribue aussi à la performance des structures administratives et à l'harmonisation des procédures par des études sur le terrain.
Ce poste nécessite des déplacements dans les usines, comprendrait à une personne âgée de 28 ans minimum, imaginative et de bon contact, possédant une formation économique supérieure. Une expérience d'audit et de connaissances informatiques seraient appréciées.
Evolution possible dans un groupe dynamique.
Dans un premier temps à PARIS, le poste sera dû au Juillet 1981 à occuper à BORDEAUX au nouveau siège social.
Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à OCS, notre Conseil, sous référence 2196 M.

Conseil en Recrutement
37 Quai Richelieu
33024 BORDEAUX cedex

Service Technique

Assurance Construction (ESQ autorisée) situé à Paris recherche

pour son Service Production

UN TECHNICIEN DU BATIMENT

• formation IUT ou BTS du bâtiment

• première expérience entreprise souhaitée.

Le poste consiste essentiellement en examen de dossiers, en étude de rapports venant des Bureaux de Contrôle en détection de risques.
Une assistance technique auprès des équipes de réalisateurs est également prévue.

Adresser C.V. photo et prétentions à : STAC - Service du Personnel
22, quai de la Mégisserie - 75001 PARIS

offres d'emploi

ASTER-BOUTILLON

GRUPE SCHLUMBERGER

INGENIEUR ELECTRONICIEN de MAINTENANCE

ENSEEHT ou équivalent

Cet ingénieur assurera l'assistance technique après des techniciens d'intervention pour tous les matériels électroniques en service sur le terrain.
Il participera, par son action de formation du personnel, à l'amélioration de la qualité et à la réduction des coûts.
Ce poste implique des déplacements courts mais fréquents en France métropolitaine.

Votre candidature, avec C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions, sera reçue par la Direction du Personnel
VOLUCOMPTEURS ASTER-BOUTILLON
12, place des Euts-Unis - B.P. 432
92541 MONTRouGE CEDEX

Mobil Oil Française

recherche

JEUNES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

DIPLOMES H.E.C., ESSEC

SUP de CO ou équivalent

Libérés du Service National

2 ans d'expérience problèmes de contacts commerciaux et gestion appréciées.

pour postes

ATTACHÉS COMMERCIAUX

suivant besoins de la Société

en résidence Paris ou Province

— Nombreux déplacements.

— Formation complémentaire assurée.

— Possibilité développement carrière en fonction aptitudes.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

recherche

jeunes collaborateurs

— 2 à 3 années d'études supérieures ;

— cultures, dévoués des obligations militaires ;

— libérés rapidement.

DÉPARTEMENT D'ENTREPRENDRE

UNE CARRIERE DANS

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé + photo en pré. la date de dispon. ss n° 52.261, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS - CEDEX 01 qui transmettra.

SOCIETE DE DISTRIBUTION DYNAMIQUE

Région TRAPPES (78)

C.A. 40 M.F. - 70 personnes

recherche

chef du service administratif et financier

VOUS AVEZ :

• une formation supérieure : DECS, SUP de CO ou équivalent

• une expérience dans la fonction

• anglais courant, de bonnes connaissances en informatique.

NOUS OFFRONS :

• la responsabilité (10 personnes) : comptabilité, budget, trésorerie,

relations société mère, informatique, personnel

• la participation à une jeune équipe de direction

• une rémunération selon compétences.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions sous n° 52.603

Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01

qui transmettra

DISCRETION ET REPONSE ASSUREES

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

FICHET-BAUCHE

Z. I. VELIZY

recrute pour service « Recherche développement, alarme et systèmes »

UN JEUNE INGÉNIEUR ELECTRONICIEN DIPLOMÉ

MISSION :

— Étude et réalisation de systèmes de centralisation.

• Connaissance de l'Anglais indispensable.

• Expérience en mini informatique (P.D.P. 11) appréciée.

Adresser C.V. manuscrite, photo et prétentions, Direction du Personnel

15-17, avenue Morane-Gaulnier, 78140 VELIZY.

offres d'emploi

GRUPE THOMSON

INGENIEUR MECANICIEN

HBS, filiale du groupe Thomson, conçoit et développe des machines de codage et de tri automatique du courrier, pour les services postaux français et étrangers. Son expansion le conduit à créer un poste d'ingénieur mécanicien.

Chargé de projets au sein du bureau d'études mécaniques, sa mission sera de la mise au point des spécifications techniques en liaison avec les équipes d'affaires et le client, à la conduite des études et des développements en liaison avec les autres services concernés (bureau d'études électroniques, essais...). Il est responsable d'une petite équipe de 6 dessinateurs, projeteurs et chefs de groupe.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur mécanicien qui ait une expérience de bureau d'études d'au moins 4 ans, si possible dans la petite mécanique.

Compte tenu des investissements engagés et de l'importance du groupe, des perspectives d'évolution très intéressantes peuvent être offertes à un élément de valeur.

Le poste est à pourvoir à Saint-Denis (93).

Des informations complémentaires, détaillées seront fournies en

adressant sous la référence M 2242 à :

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris

IMPORTANTE SOCIETE DE BIENS D'EQUIPEMENT

recherche

3 RESPONSABLES DE RECOUVREMENT DES CREANCES

Les candidats retenus, rattachés au Directeur Financier, assisteront le réseau commercial dans le recouvrement des créances sur une clientèle de PME.

Les fonctions ne seront confiées qu'à des candidats âgés d'au moins 35 ans et ayant un réel esprit d'initiative ainsi qu'un sens commercial affirmé.

Basés en proche banlieue Sud de Paris, les postes impliqueront de nombreux déplacements en France.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 60225, CONTEXTE PUBLICITE

20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Adresser C.V. et photo à n° 51.262 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE
Société internationale spécialisée dans des produits destinés à l'industrie laitière recherche

DIRECTEUR DES VENTES
ayant une expérience de 5 ans environ des ventes dans le secteur laitier.
Vous serez responsable de l'animation et de la gestion de notre réseau commercial, que vous assurerez dans les négociations importantes.
Partenaire de notre Direction, vous serez intégré à une équipe de professionnels avec laquelle vous participerez activement à l'élaboration de la politique commerciale, à la recherche et au lancement de produits nouveaux.
Vous serez disponible pour de courts déplacements en province et à l'étranger.
Veuillez adresser C.V. + photo et prétentions n° T 019.036 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ACTIVITÉ INTERNATIONALE
doit, en raison de son expansion, structurer progressivement les sociétés de son groupe dans le domaine de la trésorerie.
Nous recherchons

COLLABORATEUR FINANCIER
intéressé par la perspective d'une spécialisation trésorerie et capable, en outre, de suivre l'application de certains projets informatiques.
Formation : Ecole Supérieure de Commerce (ou équivalent) complétée par une première expérience professionnelle.
Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. La rotation de nos cadres implique parfois une disponibilité géographique.
Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à n° 5.194 cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

Ingénieurs-informaticiens
Nous sommes une Banque Privée importante, située à Paris et réputée pour son dynamisme. Le développement de nos activités nous amène à recruter des ingénieurs-informaticiens.
Ingénieurs diplômés d'une grande Ecole scientifique, débutants ou possédant quelques mois d'expérience, les candidats devront être attirés par une carrière informatique. Une formation complète sera assurée par la banque. Poste fortement évolutif, dans une informatique de pointe tant par ses matériels que par ses méthodes. Nombreux avantages liés au secteur bancaire.
Adressez C.V., photo et salaire actuel sous la référence 66.10/1260 à ADEQUATION, 62/64 avenue Emile Zola, 75015 Paris.

BANQUE INTERNATIONALE recherche

UN CHEF DE SERVICE
• Crédits et remises documentaires.
• Minimum 10 ans d'expérience bancaire dont 5 en crédits documentaires.
• Anglais indispensable.

UN GRADÉ SERVICE CRÉDIT
• Formation Licence en droit ou équivalent.
• 2 ans d'expérience bancaire.
• Anglais indispensable.

UN EMPLOYÉ Relations clientèle
• 3 ans d'expérience bancaire.
• Anglais indispensable.

UN EMPLOYÉ Service Audit Interne
• Niveau Licence en droit, Sciences Eco ou équivalent.
• Débutant accepté.
• Connaissance Anglais souhaitée.
Env. C.V. et prétentions à STRAIVE (Béf. 266), 38, av. Daumesnil - 75012 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE
Proche Banlieue Ouest recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN
POSITION II B CONFIRME

INGENIEUR ELECTRONICIEN
DEBUTANT
ou quelques années d'expérience.
Diplômés grandes écoles (ESE, Télécom, Grenoble, Toulouse, ISEP, ISEN...)
Connaissances en circuits logiques et analogiques pour études et développement d'équipements aérospatiaux.
Adressez C.V., photo et prétentions à No 52.354 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TÉLÉDIFFUSION
DIRECTION DU PERSONNEL

RECRUTEMENT D'INFORMATIENS PAR CONCOURS

15 ANALYSTES
10 PROGRAMMEURS
DE SYSTEME

Etudes supérieures (hommes et femmes moins de 30 ans) inscriptions jusqu'au 14 avril 1980

PARIS
DIRECTION DES POSTES DE PARIS
140, bd du Montparnasse - 75675 PARIS CEDEX 14

PROVINCE
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES POSTES du chef-lieu du département

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
située Porte de St-Cloud en pleine expansion spécialisée dans des Techniques de Pointe recherche

INGÉNIEURS DE PROJET
ayant une expérience professionnelle en LOGICIEL - INFORMATIQUE - ÉLECTRONIQUE

Env. C.V. et prétentions n° 43.974 sur enveloppe à : J.R.P. 39, rue de l'Arcade, PARIS 8^e qui transmettra.

AGENCE en PLEIN DÉVELOPPEMENT
recherche pour PARIS

JEUNE CHEF DE PUBLICITÉ
Avis de responsabilité, capable d'assurer le traitement de budgets services et industries de haut niveau.
Formation souhaitée :
• Ecoles Sup. de Commerce (HEC, ESSEC...)
• Expérience agence grand public souhaitée.
• Expérience agence grand public souhaitée.
Envoyez C.V. et prétentions, au numéro 51.774, Contesse Publ., 20, av. Opéra - 75001 Paris, qui tr.

quitter l'audit pour devenir controller (chef comptabilité & contrôle de gestion)

• Vous avez peut-être déjà fait ce mouvement il y a quelques années ou vous êtes sur le point de le faire.
• Nous sommes une société industrielle de pointe appartenant à l'un des Grands Groupes Français.
• Dans notre division Audit et Contrôle de Gestion, vous serez chargé de superviser des effectifs de 5 à 10 personnes. Anglais souhaitable.
• Votre expérience d'audit et/ou de contrôle de gestion vous a amené à superviser des effectifs de 5 à 10 personnes. Anglais souhaitable.
Pour participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. avec photo récente s/réf. 78-09 à : ONOMA 26, rue de Belfort 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)

E.C.L. recherche

INFORMATICIEN
Solide expérience informatique sur matériel CI II B 98
Parfaite connaissance IDS II.
MISSION : sera chargé de l'encadrement d'une équipe de réalisation sur un IMPORTANT PROJET TEMPS REEL.
Ecrire avec C.V. détaillé à E.C.L. 34, rue Barmel, 75018 PARIS.

IMPORTANTE GROUPE DE SOCIÉTÉS
recherche pour son Siège à PARIS,

UN CADRE COMPTABLE
de formation supérieure, collaborateur direct de la Direction, qui sera chargé de la révision comptable et du contrôle budgétaire des filiales ou succursales étrangères (Afrique, Asie).
Ce poste comporte des déplacements de courts durée à l'étranger.
Le candidat devra posséder une bonne expérience acquise dans un poste similaire, ainsi que des qualités rédactionnelles.
Adressez lettre manuscrite avec C.V. détaillé et prétentions, sous le numéro 263, à OFLEC, 2, rue Ségur - 75006 PARIS, qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL NATIONAL
PARIS recherche

dans le cadre de sa diversification vers le marché de la gestion informatisée (mini et micro-ordinateurs)

analyste programmeur

• Formation de base : IUT + spécialisations, Licence ou Maîtrise informatique. Formation complémentaire et actualisation assurées par l'entreprise (stages Angleterre et U.S.). Anglais lu et parlé +. Expériences professionnelles : 2 à 3 ans minimum. Connaissances micro-processeurs, langage programmation haut niveau, systèmes d'exploitation.
• Aurs mission d'analyser les problèmes de l'utilisateur. Adapter et compléter la programmation existante chez le Client pour mettre en œuvre le système proposé.
Adressez C.V. détaillé sous réf. 10836, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS

Filiale industrielle et commerciale
1400 personnes - CA 190 millions
d'un important groupe français recherche r

ADJOINT AU CHEF DES SERVICES COMPTABLES
DECS ou équivalent
Quelques années d'expérience comme adjoint de chef comptable ou chef comptable de P.M.E. avec utilisation de l'informatique.
Lieu de travail : PARIS
Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 52.194 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE MULTINATIONAL
recherche

COLLABORATEUR COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
I.U.T. débutant
Option : finance et comptabilité.
Libéré des obligations militaires.
La fonction comporte des tâches courantes d'une comptabilité très élaborée (bilans trimestriels et comptes d'exploitation mensuels, déclarations fiscales, bilans prévisionnels).
La connaissance de l'ANGLAIS est souhaitée.
Adr. lettre et C.V. détaillés manusc. + photo à SIFPE, réf. N° 317, 3, r. de Châteaufort, 75002 PARIS, qui transmettra.

CENTRE DE RECHERCHES
Banlieue Sud Paris, recrute

1 INGÉNIEUR-CHIMISTE GRANDE ÉCOLE
Pour diriger un laboratoire de recherches

• Il aura à formuler, mettre en œuvre et contrôler des substances pyrotechniques.
• Il travaillera, au début, avec 2 collaborateurs.
Ce poste pourrait convenir à un débutant, mais quelques années d'expérience en formulation sont souhaitables.
Une connaissance préalable de la pyrotechnie serait appréciée.
Références à rappeler : FLP 17.
Adressez C.V., prétentions et photo à n° 52.162, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

IMPORTANTE ÉTABLISSEMENT FINANCIER
recherche pour son Centre de Traitement d'opérations bancaires

ANALYSTE BUDGÉTAIRE
Chargé de l'élaboration et du suivi du budget du centre.
• Études supérieures et formation gestion (DECS ou Maîtrise de gestion)
• Connaissance informatique appréciée
• 5 ans d'expérience minimum dont 3 au moins dans contrôle de gestion de P.M.E.
Adressez C.V., photo, salaire et prétentions sous référence 8817 à L.T.P., 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS THERMIQUES DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
recherche

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES
Pour son Service Tuyauberie
Ce poste conviendrait à :
Ingénieur diplômé Grande Ecole, ayant quelques années d'expérience en Tuyauberie ou Génie Chimique.
• Aptitude à démontrer :
— Organisation.
— Jugement.
• Anglais indispensable.
• Allemand souhaité.
Adressez C.V. détaillé et prétentions sous réf. 2228 M à SWEKETS, B.P. 269 - 75424 Paris Cedex 09 qui transmettra.

Banque
Filiiale d'un Important Etablissement Financier Quartier MONTPARNASSE, recherche

ASSISTANT JURIDIQUE et ADMINISTRATIF
Suivi du contentieux, participation aux consultations juridiques et à la vie sociale de la banque. (conseils d'Administration, Assemblées Générales...)
Licence en Droit ou DES et 5 années d'expérience bancaire dans un poste similaire.
Adressez C.V., photo, salaire, prétentions, et numéro de téléphone et postale à n° 52.224, Contesse Publ., 30, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Le Centre d'Informations Financières
recherche COLLABORATEURS COMMERCIAUX (H. ou F.)
— Très bonne présentation
— Goût contact haut niveau
— Formation assurée
— Possibilité encadrement
— Rémunération importante
Tél. pr rendez-vous : 52-20-02 +

AGENCE DE PUBLICITÉ PRESSE INTERNATIONALE
située à Paris 7^{ème}, offre poste intéressant et vivant à collaborateur min. 30 ans, bonne présentation, culture générale, dynamique, pour présenter ses publications étrangères (journaux, magazines) aux agences et à leurs clients. Bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand nécessaire. Format. assurée par nos soins.
Ecrire avec C.V. et photo, sous n° 52 M à SWEKETS, B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09

Société de Conseil
spécialisée dans l'analyse, la recherche, la formation et l'audit des entreprises.
FORMATION SUPÉRIEURE en AUTODIDACTE DE VALEUR
Avant des responsabilités de haut niveau ou une expérience confirmée d'au moins dix ans dans la conduite d'une entreprise.
— De forte personnalité
— Prêt à s'investir totalement pour participer à l'élaboration de notre groupe.
Il EST mobile et disponible pour engagement immédiat.
Tél. 84-14-34 (poste 220 ou 221) C.V. à n° 5.194, Publicité Rénée, 112, bd Voltaire (XIV)

SOCIÉTÉ INGENIERIE MULTINATIONALE
recherche

INGENIEURS PROCÉDÉS
Formation ENSCM Toulouse, ENSIC Nancy ou équivalent. Anglais indispensable. Age min 35 ans. Expérience min 10 ans conception, opérations et démarrage unités pétrochimiques. Lieu Paris ou étranger. Rémunération base France : 180.000 F à 220.000 F par an. Env. C.V. + photo, sous réf. 4.222 à SWEKETS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
DUT, 2 ans d'expérience en programmation de systèmes temps réel. Société de Presse et d'Édition Invalide-Chambre des Députés recherche pour ses darts d'environ 1 an

CADRE COMPTABLE
Nous lui demandons une très bonne formation comptable et une expérience professionnelle qui lui permette de s'intégrer à une équipe d'une dizaine de personnes et de secourir le chef comptable dans la direction du service.
Restaurant d'entreprise.
Env. C.V. et prét., s/réf. 7857 à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

URGENT pour CLAMART

RÉDACTEURS EN MÉCANIQUE EXPÉRIENCÉS
pour notices et manuels techniques, susceptibles de diriger un groupe de travail.
Tél. pour rendez-vous : 64-62-22 M. PAPIN.

IMPTE SE ELECTRONIQUE
PARIS (13^e), recherche

INFORMATIENS
NIVEAU INGENIEUR
Ayant de 2 à 5 ans d'expérience ou débutant pour l'ANALYSE et la PROGRAMMATION de SYSTEMES TEMPS REEL.
Ecrire avec C.V. et prét., à PUBLICITE G.L., N° 27, Fg Montmartre, 75009 Paris qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DISTRIBUTION AUTOMOBILE
recherche :

UN INSPECTEUR APRÈS-VENTE
pour Régies Paris-Nord et Nord.
Adressez C.V. + prétentions + photo sous n° 51.912 à : COMESSE PUBLICITE, 20, avenue Opéra, 75040 Paris, Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ EQUIPEMENTS INDUSTRIELS
recherche pour TRAITEMENT DES EAUX RESIDUAIRES INDUSTRIELLES

INGENIEUR-PROJETS
connaissant épuratoire physico-chimique et biologique. Anglais lu et parlé.
Adressez C.V., photo et prétentions sous référence 8707 M à : PUBLICITE G.L., N° 27, Fg Montmartre, 75009 Paris qui transmettra.

MANUTRA FRANCE
recherche pour mission d'étude dans domaine aérospatial

INGENIEURS
HOMME ou FEMME
Bon niveau universitaire en sciences, physiques (licence, maîtrise, doctorat 3^e cycle). Connaissances thermo-dynamique, problèmes thermo-chocs, langage FORTRAN souhaité.
Lieu de travail : Banlieue Ouest
Env. C.V. et photo, sous réf. : 52-50-10 - 34, rue de Montreuil, 75011 PARIS

10^e couple recherche femme de ménage
travail régulier, 3 x 4 h. par semaine. T. : 20-23-70 ap 19 h.

STE INDUSTRIELLE DE TRANSMISSIONS
recherche pour

TEKROPE
Service Exportation

COLLABORATRICE Bilingue
Parfaite connaissance langue allemande. Ayant notions de Secrétariat - Export.
Tél. pour RV au 757-31-82 (Service de Personnel)

INGENIEURS ELECTRONICIENS
1 à 4 ans d'expérience EN INFORMATIQUE, ET, ET MAINTEN. VHF-UHF

RÉDACTEURS
av. BTS ou DUT élect. ou MG. Exp. C.V. et prétentions sous réf. 4.229 à MEDIA P.A., 5, bd des Italiens, 75002 Paris qui tr.

IMPORTANT ENTREPRISE D'EQUIPEMENT THERMIQUE ET AEREAULIQUE
recherche

INGENIEUR GRANDE ÉCOLE
confirmé dans techniques ci-dessus, esprit inventif, susceptible de concevoir, réaliser et mettre au point innovations dans spécialités ci-dessus.
Adr. C.V. et prét. à n° 52.449 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Important groupe recrute pour poste stable

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
COBOL - ASSEMBLEUR OS libris rapidement.
TEL : 32-64-41, poste 5.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
cherche

ANALYSTES INFORMATIENS
titularisation possible - après concours.
Ecrire C.V. à : rue Carnot, 75001 PARIS.

Important groupe chimiste
recherche pour PARIS-19

UN (E) TECHNICIEN (NE) CHIMISTE
B.T.S. ou D.U.T. de chimie + au moins 5 ans d'expérience de synthèses organiques.

Anglais indispensable. Allemand lu.
Adr. lettre manus. + C.V. + photo à CEGA SA Direction du Personnel, 46, rue Jacques-Dulud, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Société de documentation
recherche pour CLAMART

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONIQUES
EXPERIMENTES pour rédaction de notices techniques

Téléphone pour rendez-vous :
64-62-22, poste 216

Société électronique
en pleine expansion. Banlieue Ouest cherche

pour postes stables et évolutifs.

INGENIEURS ELECTRONICIENS
INGENIEURS TECHNIQUES
AT3 - ATP
solide expérience industrielle. Adressez C.V., prét. et photo sous référence 9.124 à VALENS CONSEIL, 59, rue de Richelieu, Paris-2^e.

IMPTE GROUPE FINANCIER
recherche pour sa filiale de Travail temporaire à succursales multiples

2 TECHNICO-COMMERCIAUX
— Niveau études Ingénieurs ou B.T.S.
— Exp. du commercial non exp.

FORMATION ASSURÉE
Postes attractifs par les fonctions claires, gestion de personnel et par la rémunération.
Env. av. C.V., photo et prét., sous n° 84.391, REGIE-PRESSE, qui transmettra.

IMPTE GROUPE FINANCIER
recherche pour sa filiale de Travail temporaire à succursales multiples

8 TECHNICO-COMMERCIAUX
Jeunes gens possédant un diplôme de l'industrie : C.A.P., B.P. ou B.T.S. Exp. du commercial non exp.

FORMATION ASSURÉE
Postes attractifs par les fonctions claires, embauche de personnel et par la rémunération. Possib. réelles de promotion.
Env. avec C.V., photo et prét. sous n° 84.592, REGIE-PRESSE qui transmettra.

NORD FRANCE
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
GAT 2 connaissances IBM 34 appréciées.
Lieu de travail : LONGPONT-SUR-ORGE
Env. C.V. et photo, Nord France, 21, av. Victor-Hugo, 75116 Paris.

INFORMATIONS « SERVICES »

DOCUMENTATION

L'Europe des vingt prochaines années

La Documentation française vient de mettre en vente les ouvrages suivants :

L'Europe des vingt prochaines années. — Rapport d'un groupe de prospective à long terme animé par Jacques Pelletier et Gérard Tardif. Après avoir rappelé la vulnérabilité de l'Europe d'ici à la fin du siècle sur le triple plan de l'évolution démographique, des ressources énergétiques et minières, et de la défense, ce rapport publié par le commissariat général du Plan traite des situations nouvelles auxquelles seront confrontés les économistes européens dans un monde plus difficile. 224 p., 50 F.

Annuaire de statistique industrielle, 1979. — Cet ouvrage publié par le ministère de l'Industrie (STIS) fournit des informations sur l'ensemble des activités industrielles, y compris celles qui ne sont pas sous tutelle de ce ministère. 372 p., 110 F.

Cahiers de l'Observatoire national des entrées dans la vie active. — Formation et accès à l'emploi des étudiants issus des écoles d'ingénieurs. Les cahiers de l'ONEVA publient les résultats d'enquêtes conduites en permanence selon des programmes plur-annuels et en analysent les résultats essentiels. 88 p., 30 F.

Répertoire des collections photographiques en France, 1980. — La cinquième édition de ce répertoire recense plus de mille collections inventoriées pour la plupart auprès de photographes professionnels. Des notices descriptives, classées par ordre alphabétique, indiquent les caractéristiques essentielles des collections : adresse, statut ou profil, conditions et matériel de

consultation, conditions de communication, description technique et présentation de la collection : par son responsable. 368 p., 90 F.

Histoire de la photographie française. — Des origines à 1920. Par Jean Fage, André Fage et Alain Chailanda. Bien que la photographie ait été à l'origine une invention française, il n'existait pas à ce jour d'ouvrage sur l'histoire française de cet art populaire. 174 p., 90 F.

Publications de l'éditeur officiel du Québec :
L'Estampe. — par Nicole Malenfant. — Cet ouvrage très technique s'adresse non seulement aux praticiens mais aussi aux amateurs de gravures. Il apprend comment on fait une eau-forte, une lithographie, un bois gravé ou une sérigraphie. 328 p., 200 ill., 450 photos, 170 F.

Vocabulaire technique des assurances sur la vie. — Anglaises-françaises. Volume II. 342 p., 19,50 F.

Vocabulaire de la radio et de la télévision. — Français-anglais. 30 p., 10 F.

Carte du Québec. Partie nord. 12 F. Partie sud. 12 F.
La Procession de la fête Dieu à Notre-Dame de Québec en 1880. — Reproduction en couleurs d'un tableau de James Paterson Cookburn, peintre québécois, format 63 x 48 cm. 20 F.

SERVICE NATIONAL

LES FRANÇAIS ENTRE DIX-HUIT ET CINQUANTE ANS DOIVENT SIGNALER LEUR CHANGEMENT D'ADRESSE

Le code du service national (article L. 21) fait obligation aux Français de sexe masculin, âgés de dix-huit à cinquante ans, de déclarer leurs changements de domicile ou de résidence et de répondre aux demandes de l'autorité publique concernant leur situation familiale ou professionnelle.

Ces dispositions ont pour but d'affecter les futurs appelés, les réservistes du service national militaire et ceux du service de défense, en tenant compte de leur résidence et de leurs qualifications. Elles permettent, en outre, d'éviter tout désagrément aux hommes convoqués à une période d'exercice ou mobilisés dont la véritable adresse serait inconnue.

Pour ce faire, il suffit aux Français concernés de remplir la carte de déclaration de changement de résidence qui leur a été adressée à cet effet, ou de se procurer une à leur mairie, à leur commissariat de police, ou à leur brigade de gendarmerie.

UN ATLAS DE L'OUEST.

L'association Ouest-Atlantique vient d'éditer un atlas de géographie industrielle de l'Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes). Les cartes présentent les données géologiques, climatiques, géographiques, agricoles, donnent des indications sur l'emploi, les transports, la recherche, l'enseignement, l'énergie, l'industrie dans ces régions.

* Association Ouest-Atlantique, Immeuble Neptune, 44000 Nantes, tél. (40) 47-11-44.

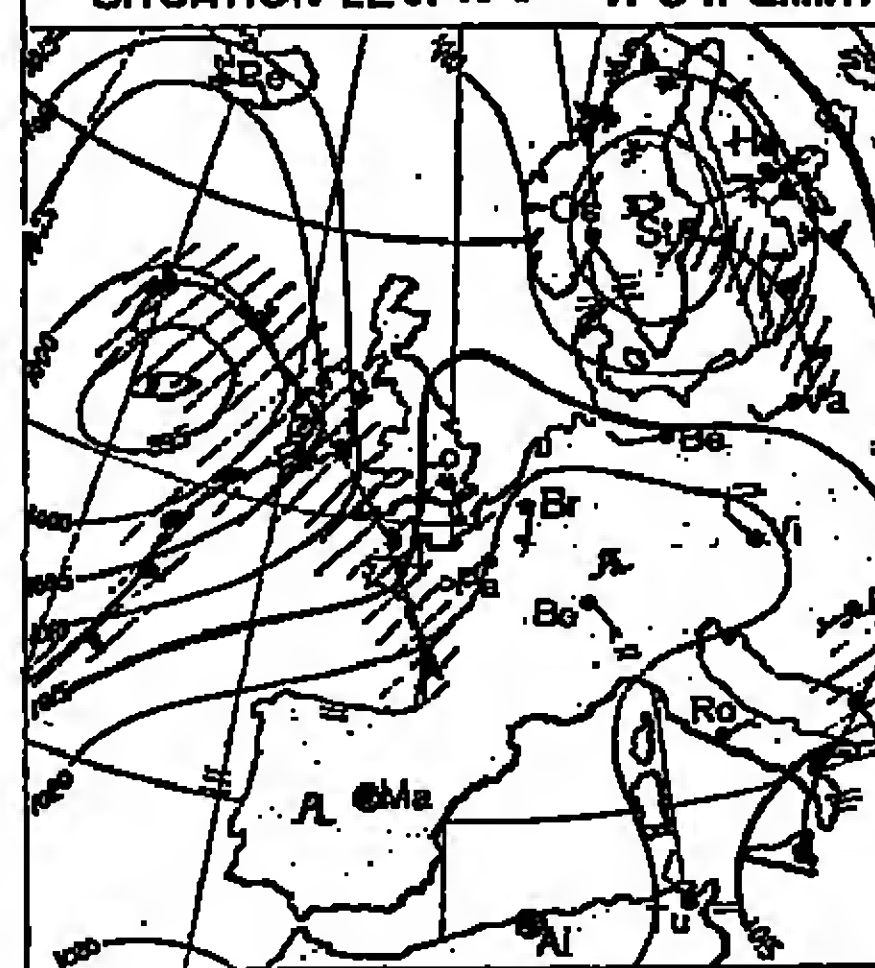
GUIDE FISCAL DU CRÉATEUR D'ENTREPRISE.

La direction générale pour les relations avec le public, la direction générale des impôts et le service de la législation fiscale des ministères du budget et de l'économie viennent de publier un « Guide fiscal du créateur d'entreprise » qui contient les principales dispositions fiscales qui intéressent la création et la vie de l'entreprise.

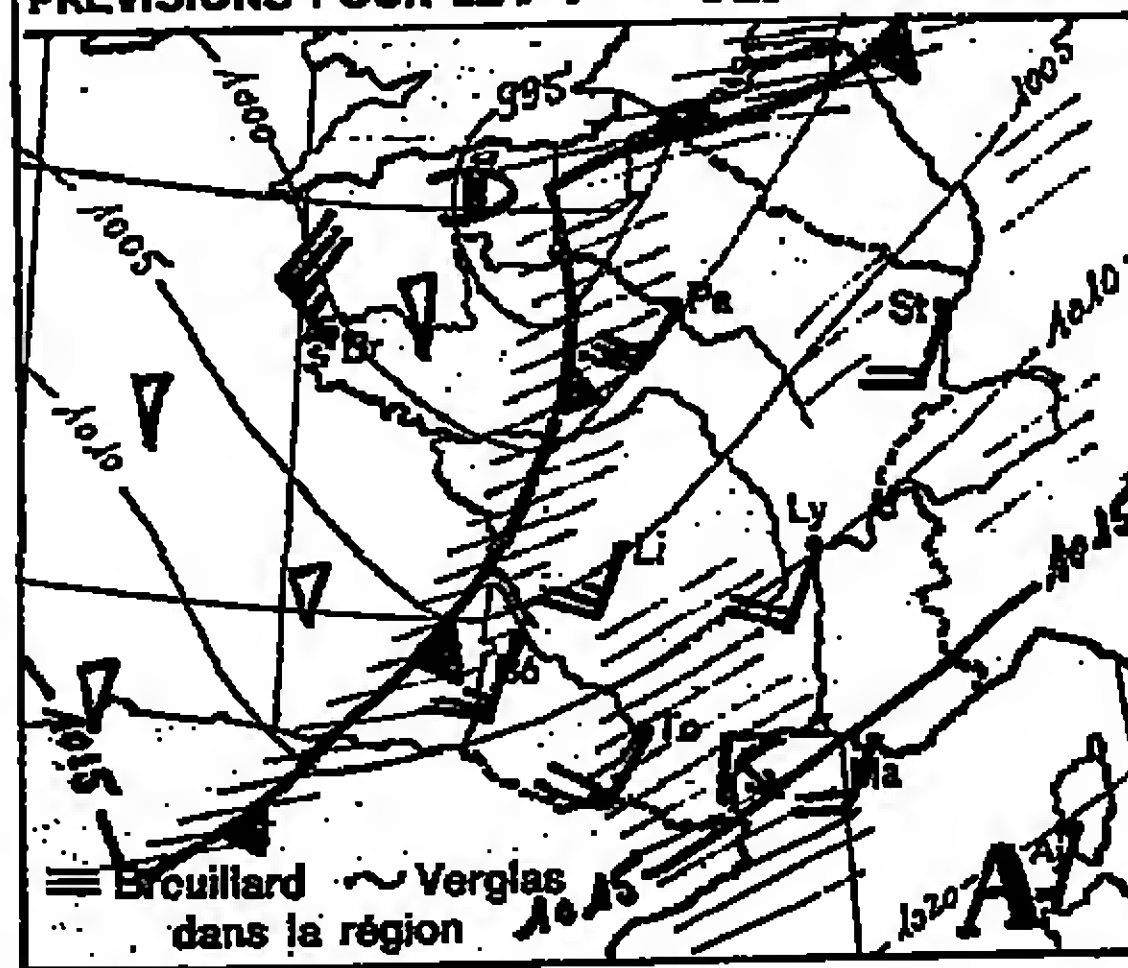
* 72 pages, 20 F. Documentation-Hon Franchises, 29, quai Voltaire, à Paris, et 163, rue Garibaldi, à Lyon.

MÉTÉOROLOGIE

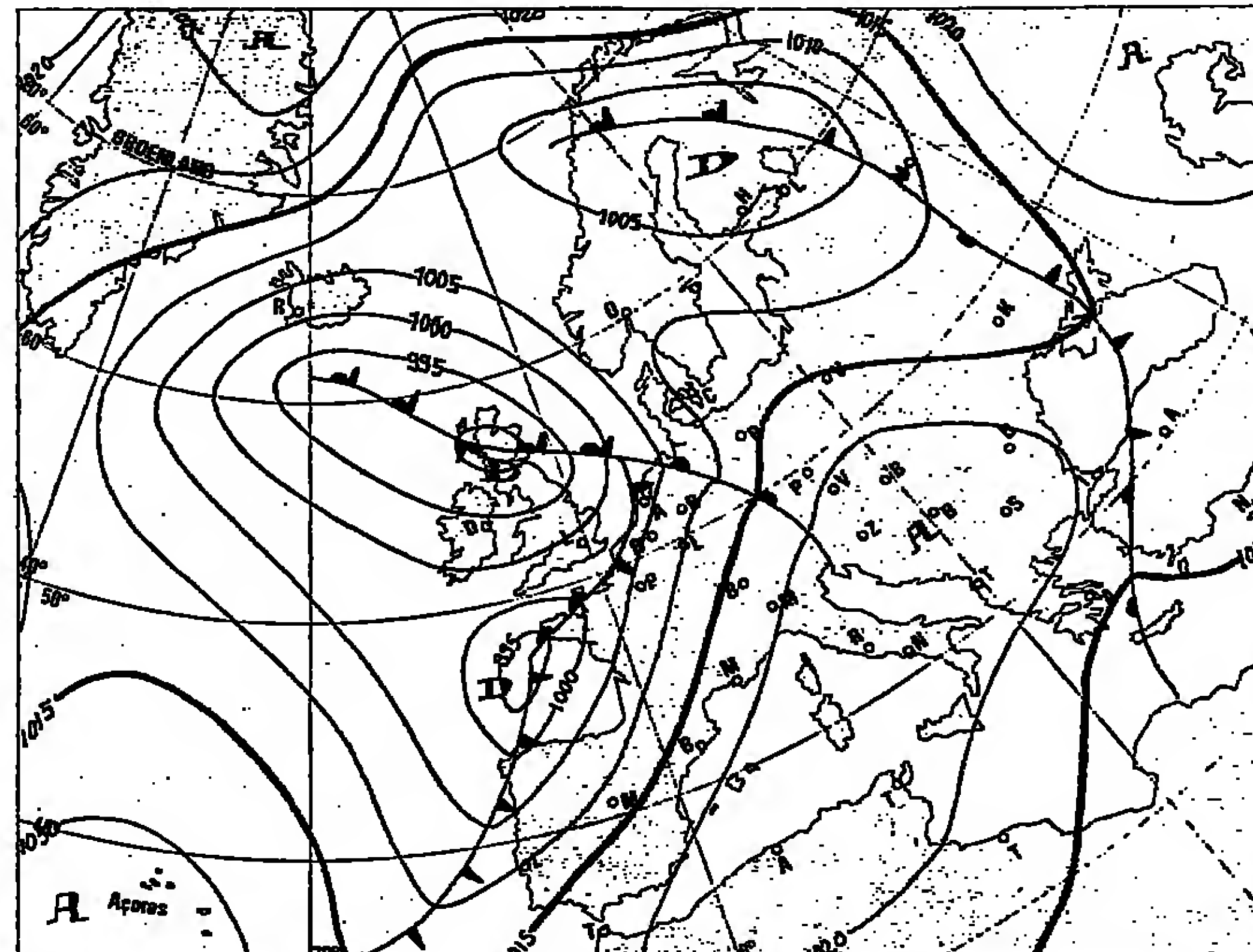
SITUATION LE 31-03-80 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} IV. 80 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le lundi 31 mars à 0 heure et le mardi 1^{er} avril à 06 heures :

La nouvelle perturbation venue de l'Atlantique qui commencera à affecter l'Europe occidentale lundi matin contribuera à progresser vers l'est. Son front froid pénétrera sur la France. Les masses d'air antérieures pourront donner localement des précipitations abondantes. Après son passage, accompagné d'un renforcement des vents, de l'air plus instable pénétrera sur nos régions occidentales.

Mardi matin, cet air instable se produira déjà sur la Bretagne et les côtes de la Manche, les vents s'orientant au nord-ouest. Le soir, ce type de temps atteindra les régions d'Alsace et de Lorraine au nord-ouest du Massif Central et au Bassin aquitain. A l'est de ce type de temps, la ciel sera le plus souvent très nuageux à couvert et pluvieux, avec de temps en temps encore des éclaircies. Les pluies seront localement observées le matin près des Pyrénées et du sud des Alpes à la Corse. Les pluies seront localement observées le soir dans le sud-ouest, les côtes de la Manche et les côtes de la Bretagne et les côtes de la France.

Le lundi 31 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1048,5 millibars, soit 761,7 millimètres de mercure.

Températures de premier chiffre indiquent le maximum enregistré au cours de la journée du 30 mars : le second, le minimum de la nuit du 30 au 31 : Ajaccio, 19 et 5 degrés ; Biarritz, 18 et 10 ; Bordeaux, 16 et 10 ; Bourges, 13 et 7 ; Brét, 9 et 8 ; Caen, 11 et 6 ; Cherbourg, 9 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 7 ; Dijon, 13 et 6 ; Grenoble, 16 et 5 ; Lille, 11 et 3 ; Lyon, 13 et 6 ; Marseille, 16 et 7 ; Nancy, 11 et 4 ; Nantes, 13 et 8 ; Nice, 17 et 10 ; Paris-Le Bourget, 12 et 7 ; Pau, 17 et 8 ; Perpignan, 20 et 9 ; Rennes, 11 et 6 ; Strasbourg, 12 et 5 ; Tours, 12 et 7 ; Toulouse, 14 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 5 degrés ; Amsterdam, 9 et 3 ; Athènes, 17 et 10 ; Berlin, 9 et 3 ; Bonn, 10 et 2 ; Bruxelles, 11 et 4 ; La Caire, 25 et 18 ; Casablanca, 21 et 15 ; Copenhague, 7 et 3 ; Genève, 13 et 5 ; Lisbonne, 20 et 12 ; Londres, 11 et 6 ; Madrid, 22 et 7 ; Moscou, 5 et -1 ; Nairobi, 17 et 15 ; New-York, 12 et 8 ; Palma-de-Majorque, 20 et 5 ; Rome, 20 et 8 ; Stockholm, 3 et 0 ; Téhéran, 20 et 18.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Modifiant les taux de rendement des bons d'épargne des P.T.T. et des bons du Trésor à intérêt progressif émis à compter du 1^{er} avril 1980.

Portant création d'une section du Fonds commun de garantie des caisses régionales de crédit agricole mutuel.

Portant ouverture des concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature (second semestre 1980).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 30 mars 1980 :

UN DECRET
Modifiant le décret du 4 mai 1972 relatif à l'Ecole nationale de la magistrature.

DES ARRETES
Fixant le taux d'intérêt des obligations cautionnées.
Modifiant les taux de rendement des bons à cinq ans et à trois ans de la Caisse nationale de crédit agricole émis à compter du 1^{er} avril 1980.

Modifiant les taux de rendement des bons d'épargne des P.T.T. et des bons du Trésor à intérêt progressif émis à compter du 1^{er} avril 1980.

Portant création d'une section du Fonds commun de garantie des caisses régionales de crédit agricole mutuel.

Portant ouverture des concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature (second semestre 1980).

HIPPISME

Le prix du Président de la République

« REASONABLE CHOICE » GAGNE A AUTEUIL

C'est « Reasonable Choice » (quelque chose comme le « Bon Choix ») qui, le dimanche 30 mars, a gagné, à Auteuil, le prix du Président de la République, solennité-dix septième version. Il partait à six contre un. Propriétaire, M. Ernst Wiget, un ressortissant suisse.

Le chef de l'Etat, qui assistait à l'épreuve, était accompagné de son épouse — en robe et voile — et de trois de ses enfants.

Dans le classement des séries du spectacle de la Loterie nationale, le billet numéro 01785 (série 6) gagne le gros lot de 5 millions de francs. Le bon numéro...

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérant : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

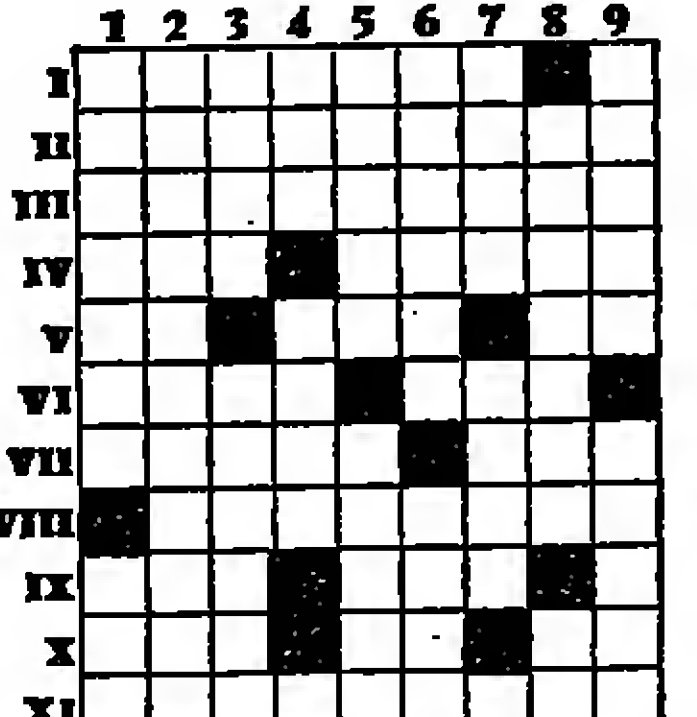
Imprimerie de « Monde » 5, rue des Filles du Calvaire, PARIS-14.
1979

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 5747.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2840



HORIZONTALEMENT

1. Nom qu'on donnerait à tort à tout ce qui est partiel. — II. Rester à côté. — III. Evénement qui justifie le premier acte. — IV. Son début est généralement remarquable ; invoqué par un poète. — V. Romains pour un Charles. — VI. Pour le tirer, il faut un arc. — VII. Qui est donc en grève. — VIII. Qui a donc beaucoup à cacher. — IX. Très gras et très sale. — X. Point de départ. — XI. Fraise quand on parle d'un veau.

VERTICALEMENT

1. Très utile pour celles qui font

tapissier. Est toujours propre quand il est petit. — 2. Qui est donc loin d'être assez large. — 3. Felle quand elle n'est pas tors. — 4. Qui n'est donc rien du tout. — 5. Adverbe indiquant qu'il ne faut plus rien jeter. — 6. Au pied de l'Onanisme. — 7. Source de gaz pour des voisins. — 8. Quand les choses ne sont pas à leur place. — 9. Devint un véritable tyran. — 10. Qui n'a donc rien d'éblouissant.

Solution du problème n° 2839

Horizontalement. — I. Mercurochrome. — II. Opéculé ; Numez. — III. Li ; Ecaille ; LA. — IV. Laid ; Maudit. — V. Es ; Is ; Mize ; Eté. — VI. Abieret ; Erse. — VII. Peloton ; Apre. — VIII. Ocre ; Isran ; Ers. — IX. Esces ; Ecorce. — X. Is ; Arion ; But. — XI. La ; Lu ; Dol ; Une. — XII. Irritant ; Réseau. — XIII. Oc ; Secoue ; Nu. — XIV. Nid ; Uhan ; Doser. — XV. Noir ; Sec ; Bête.

Verticalement. — 1. Mollet ; Opinion. — 2. Epais ; P.C. ; Larcin. — 3. Ré ; Aéré ; Do. — 4. Crédible ; Lis. — 5. Uccello ; Sauter. — 6. Rua ; Sétier ; Ache. — 7. Ombre ; Rossignol ; Maudit. — 8. Tuas. — 9. Lait ; Rend ; Ane. — 10. Aux ; Sac ; Ors. — 11. Onglée ; Noble. — 12. Muee ; Ra ; Ru ; Snob. — 13. En ; Respectueuse. — 14. El ; Terre ; Na ; Et. — 15. Azote ; Es ; Neutre.

GUY BROUTY.

BREF

ASSURANCES

LE NOMBRE DES INFRACTIONS A DOUBLÉ EN UN AN. — Le nombre des infractions pour défaut d'assurance a plus que doublé en un an : 134 497 automobilistes ont été poursuivis pour ce motif en 1978 (dernières statistiques connues) au lieu de 63 407 en 1977.

CONCOURS

PHOTOS DU PATRIMOINE. — A l'occasion de l'Année du patrimoine, la Caisse nationale des monuments historiques et des sites et l'Agence de voyage, Voyage - Conseil, organisent jusqu'au 5 novembre prochain un concours photographique axé sur les petits édifices non protégés (chapelles, lavoirs, cabanons, etc.). Ce concours est doté de cent prix et Voyage-Conseil offre les dix premiers prix dont un voyage en Chine pendant vingt jours pour deux personnes.

* Caisse nationale des monuments historiques et des sites, 63, rue Saint-Antoine, 75004 Paris, tél. 274-22-25, poste 264.

LIBRAIRIE

LE FONCTIONNAIRE. — Chez Berger-Levrault viennent d'être réédités les deux premiers tomes de l'ouvrage de Marcel Piquemal sur le fonctionnaire. Tome 1 : droits et garanties (environ 120 francs) ; Tome 2 : devoirs et obligations (environ 95 francs). A paraître, le tome 3 : les non-fonctionnaires.

LOISIRS

POUR LES JEUNES GIRONDINS. — Le Centre d'information jeunesse aquitaine, à l'occasion de l'Année Internationale de l'enfant, a édité une brochure rassemblant tous les loisirs sportifs et culturels mis à la disposition, en Gironde, des enfants de six à douze ans.

* 5, rue Duffour-Dubergier, 33000 Bordeaux, tél. (56) 48-55-50.

POTERIE PRES DE CARCASSONNE.

Des stages d'initiation à la poterie de deux semaines ou plus sont proposés d'avril à septembre aux plus de seize ans, dans un beau domaine à quelques 5 kilomètres de Carcassonne. Forfait quinze jours : 1 800 F.

* Pierre Thounzelier, Sainte-Marie-de-Gaïs, 11000 Carcassonne.

TRANSPORTS

FACILITES SUR LA SANLIEUE. —

Actuellement, les billets de la banlieue de Paris sont valables uniquement le jour de leur émission ; à partir du 14 avril, ils pourront être utilisés n'importe quel jour, au gré du voyageur, comme les tickets de métro. La période d'utilisation n'étant plus limitée, les voyageurs pourront acquies leurs billets de banlieue à l'avance ; mais ils devront les composer avant leur départ pour les valider.

Cette nouvelle mesure ne concernera évidemment pas les coupons des cartes d'abonnement hebdomadaires de travail ni ceux des cartes orange.

TOURISME

L'U.T.A. ET L'AFRIQUE. — La compagnie UTA vient de publier la nouvelle édition, 1980-1981, de son guide touristique de l'Afrique occidentale et de l'Afrique centrale.

Trois cent douze pages et tous les renseignements sur vingt-deux pays africains entre la Libye et la Zambie.

* U.T.A., D.M.P. - Publiété, 59, rue Arago, 92805 Puteaux. Prix 35 francs.

VIVRE A PARIS

L'OFFICE DE TOURISME AU TELEPHONE. — Les nouveaux numéros d'appel de l'Office de tourisme de Paris sont désormais les suivants :

720-61-72 (accueil, renseignements touristiques, administration) ; 720-12-55 (congrès) ; 720-16-29 (adhésions) ; Paris Sédition Loisirs, 24 heures sur 24, en français ; 720-94-94, en anglais ; 720-89-98.

PARIS EN VISITES

MARDI 1^{er} AVRIL

« Opéra de Paris », 13 h. 15, façade, Mme Merlot.
« La Bibliothèque nationale », 15 h. 30, rue de Richelieu, Mme Alla.
« Hôtel de Clugny », 15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Garnier-Ahlberg.
« Quartier Montmartre », 15 h. 30, rue de Clugny, Mme Hala.
« Hôtel de Malouin », 15 h. 31, rue de l'Université, Mme Lamy-Lesle.
« Caisse nationale des monuments historiques », 15 h. 30, rue de Valenciennes, Mme Hala.
« Le Séat, palais du Luxembourg », 15 h. 30, angle des rues de Valenciennes et de Tournon (Arras).
« La Mosquée », 15 h. 30, place du Prince-de-France (Commune d'Ist et d'ailleurs).
« L'Opéra », 14 h. 30, marches (Mme Hager).
« Histoire de la place des Vosges », 15 h. 30, devant l'église Saint-Paul (Mme Rouch-Guin, Mme Saint-Paul et d'ailleurs).
« La place des Vosges », 15 h. 30, rue Birague (M. de La Roche).
« Les Hôtels de l'île Saint-Louis », 15 h. 30, rue Saint-Louis-en-l'île (Tourisme culturel).
« Les Hôtels de l'île Saint-Louis », 15 h. 30, rue Saint-Louis-en-l'île (M. de La Roche).

GUY BROUTY.

REPRODUCTION INTERDITE

maisons de campagne propriétés

maisons de campagne propriétés

châteaux

CHATEAU 19^e

villegiatures

PHI 490.300 F

els

ILLE DE TERRE A ADAINVILLE

ISE A PRIX : 913.000 Francs

PARTEMENT, CAVE et BOX

PARIS (19^e arrondissement)

ISE A PRIX : 150.000 Francs

SAISON D'HABITATION A PAU (64)

SON A VIEY-CHATILLON (91)

SE A PRIX 100.000 Francs

LEVALLOIS-PERRET (92)

APARTEMENT

APARTEMENT

APARTEMENT

MALAKOFF (92) 11 RUE DES PRES-BOULEVARD

MODERNE LUMIERE 3) STUDIO + CAVE

110 000 F 2) 80 000 F

PLACE SAINT-PIERRE

APARTEMENT

150 000 F 1) 100 000 F

REIN-RECHETRE (Val-de-Marne)

APARTEMENTS de 2 pièces

DE LOCATION ET D'OCCUPATION

ILE-DE-FRANCE

A VILLEPINTE, EN SEINE-SAINT-DENIS

Un nouveau parc d'expositions de 100 000 mètres carrés pourrait accueillir ses premiers visiteurs en 1982

La chambre de commerce et d'industrie de Paris doit, avant l'été, donner son feu vert à la construction d'un nouveau parc d'expositions à Villepinte (Seine-Saint-Denis). Les plans sont prêts. Cinquante mille mètres carrés de halls couverts pourraient accueillir à l'automne 1982 leurs premiers visiteurs.

Le Salon mondial de la machine-outil devait être organisé à Paris en 1983. C'est peut-être l'honneur qui a été confié à la Fédération patronale de la machine-outil, qui en est la responsable, à en effet, quelque mal à trouver une place dans les parcs parisiens d'expositions actuels. En revanche, si le projet de la chambre de commerce de créer un nouveau parc à Villepinte, en Seine-Saint-Denis, voit rapidement le jour, il sera possible de libérer les bâtiments de la porte de Versailles et d'y accueillir les machines-outils. La France alors ne laisserait pas échapper une foire de renommée internationale dans un secteur économique aussi important.

Les salons parisiens s'entassent dans des murs trop étroits. Depuis dix ans, le SIOCB — le salon du matériel de bureau — doit se contenter des 80 000 mètres carrés du CNIT à la Défense. D'année en année, il doit réduire la surface fournie à chaque exposant, ceux-ci étant chaque fois un peu plus nombreux. Les organisateurs du Salon du meuble sont obligés de faire travailler par ordinateur le chiffre d'affaires, et le nombre de salariés des candidats à l'exposition pour déterminer la place qui peut leur être accordée. Tous jours inférieurs à ce qu'ils souhaitent.

Les 220 000 mètres carrés de la porte de Versailles sont remplis près de dix fois chaque année. Record d'occupation. Les parcs étrangers ne le sont généralement que trois ou quatre fois. « Nous sommes à la merci d'une grève de deux jours des employés qui montent les stands. Elle mettrait tout par terre », explique M. Yves Milhond, l'ancien président du conseil municipal de Paris, qui, maintenant, préside au C.N.P.F., un groupe de travail des entreprises exposantes. Les parcs de la Défense, de la gare de Lyon, en bon ordre les salons existants de la porte de Versailles et à la Défense est finalement aussi difficile que de programmer les départs des trains de la gare de Lyon un jour de vacances de neige.

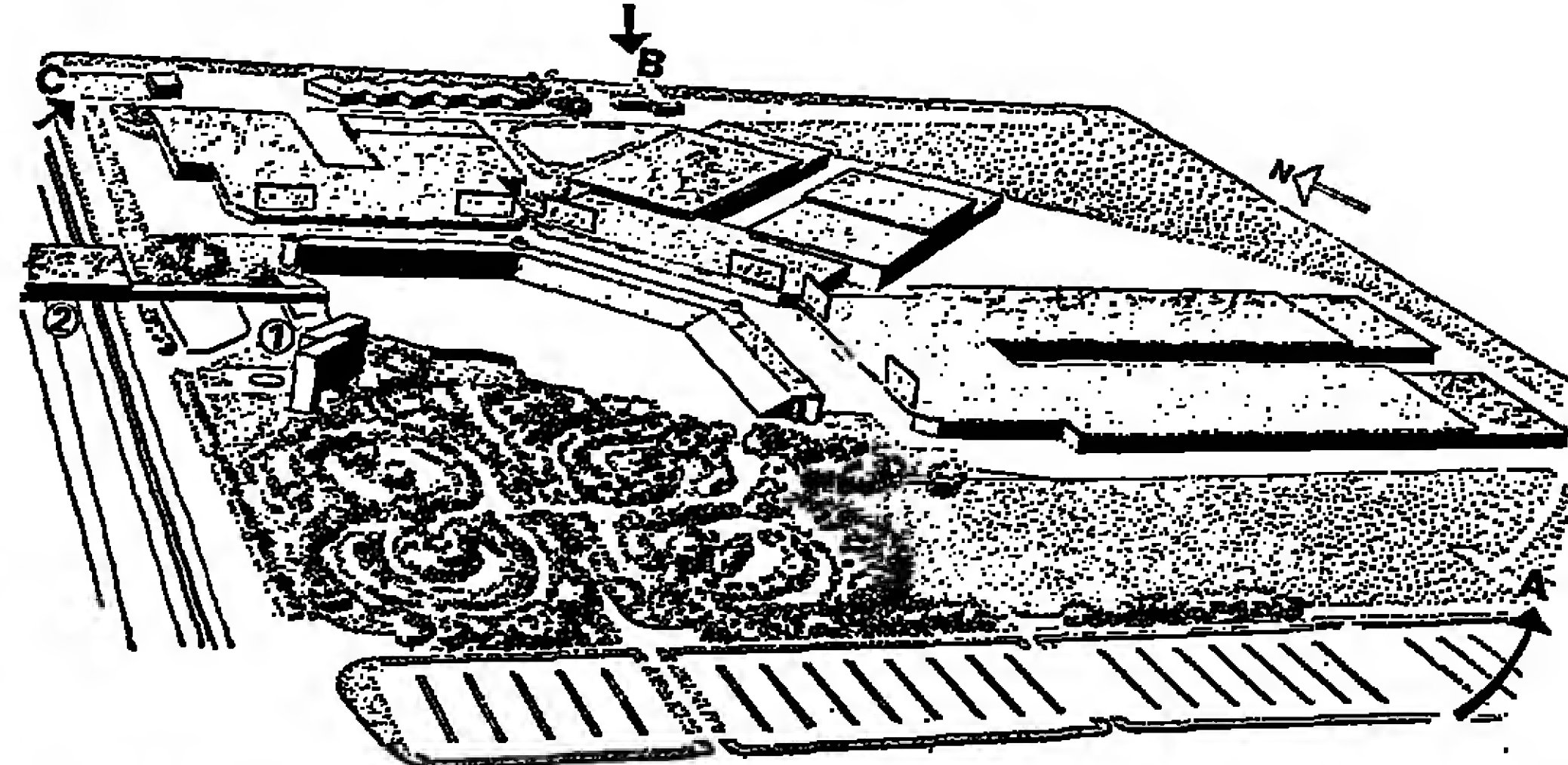
La difficulté n'est pas nouvelle. M. Milhond se souvient encore que pour faire décoller de deux jours le démontage du Salon de l'auto de 1975, afin d'accueillir celui de la bijouterie, l'affaire fut remontée jusqu'à son bureau de président du conseil municipal de Paris.

Accès facile

Depuis longtemps la chambre de commerce et d'industrie de Paris n'est pas seule à étudier les projets les plus ambitieux. Comme celui d'aménager 300 000 à 400 000 mètres carrés derrière le CNIT.

Jusqu'à la fin des années 80, l'ambition est, en effet, de construire un grand parc d'expositions remplaçant celui de la porte de Versailles. Dans les premiers travaux du Schéma d'aménagement de la région parisienne (S.D.A.R.), il est même prévu d'utiliser pour cela les terrains du Bourget que l'aéroport de Paris s'apprête à libérer en totalité. On modifie par la suite les plans d'utilisation de l'aérodrome désaffecté et on ne réserve finalement aux expositions que 40 hectares avec 100 000 mètres carrés bâtis sans possibilité d'extension, et mal desservis par les transports en commun.

Certes, entre-temps, d'importants travaux avaient été entrepris à la porte de Versailles. Les exposants y trouvent maintenant sur une quarantaine d'he-



La maquette du futur parc de Villepinte dans son état actuel. Les visiteurs venant en voiture entreraient par la porte A. Ceux qui prennent le train bénéficieraient de la gare (2 sur notre plan). Les poids lourds pénétreraient par l'entrée B, et les exposants par C. En 1, l'emplacement d'un éventuel hôtel.

tares 220 000 mètres carrés de surfaces couvertes. Disposés en étages, les emplacements ne sont malheureusement pas d'accès très facile. De plus, la moitié des salons utilisant moins de 20 000 mètres carrés, ils se juxtaposent en se chevauchant. Quand l'un expose, un autre s'installe et un troisième démonte.

Il fallait donc trouver un autre terrain. Une possibilité fut étudiée à Marne-la-Vallée, puis abandonnée. Et en juillet 1978, l'Agence foncière et technique de l'Ile-de-France proposa un emplacement sur la zone d'activités nord-est de Villepinte. Elle fut acceptée.

Le futur parc sera admirablement desservi par l'autoroute du Nord et par la B3 mais aussi, et c'est le plus important, par le RER. Une station sera construite sur la ligne Gare-du-Nord-Roissy, ligne qui sera reliée au réseau R.A.T.P. De plus, la proximité de l'aéroport facilitera les liaisons aériennes nationales et surtout internationales. L'espace ne manque pas non plus puisque, à terme, cette zone d'activités s'étendra sur plus de 200 hectares. Une promesse de vente a déjà été signée pour 70 hectares que l'Agence est en train de financer. Après des études préliminaires un architecte (le cabinet C.A.R.) et une société d'ingénierie (la SERI du groupe Renault) ont été retenus.

Les 100 000 mètres carrés bâtis qui composera le futur parc seront répartis en trois bâti-

ments, de taille inégale, dotés de salles de conférences et du matériel le plus moderne. Chacun d'entre eux peut être comparé à un exposé, un autre s'installe et un troisième démonte.

Le visiteur sera directement orienté vers le secteur d'intérêt. Sur tout, tout est prévu pour que son cheminement ne recoupe pas celui des marchandises. Un salon pourra rester ouvert pendant qu'un autre s'installera ou sera démonté, sans gêne pour quiconque.

500 millions

dans un premier temps

La chambre de commerce de Paris est pour l'instant seule maître d'œuvre de l'opération. Mais il n'est guère probable qu'elle gère directement une telle installation. Comme à la porte de Versailles, elle devra mettre en place une société commerciale dans laquelle elle restera partie prenante. La décision définitive devra être prise avant l'été, la maquette sera alors précisée. Si ce projet voit le jour, il participera de la politique d'aménagement de l'Ile-de-France tant souhaitée et guère réalisée.

C'est une opération d'importance, du même ordre que la construction du Palais des congrès de la porte Maillot, estime la chambre de commerce. La seule première tranche qui permettra d'offrir aux exposants

près de 50 000 mètres carrés de halls à l'automne 1982 pourrait coûter aux environs de 500 millions. Les mécanismes financiers n'ont pas encore été précisés. Mais les milieux consulaires rappellent volontiers que les parcs allemands et anglais comparables ont reçu une aide sensible des pouvoirs publics. L'Etat, la région, seront-ils disposés à participer au financement du parc de Villepinte ? Réponse à venir.

Les partisans du projet reconnaissent que ce parc du nord pourrait faire quelques torts au CNIT. Ils assurent aussi qu'il y a place pour tout le monde à Paris tant les besoins sont grands et actuellement insatiables. M. Milhond affirme même avec force : « Il faut laisser vivre et se développer les salons provinciaux ». En tout cas, Versailles ne perdra pas ses « vedettes ». Foire de Paris, Salon de l'agriculture, Salon de l'automobile. Villepinte sera trop petit pour les accueillir.

Le responsable du groupe de travail du C.N.P.F. souhaite, en tout cas, une coordination entre les quatre « espèces » parisiennes : la Foire de Paris, le CNIT, le Bourget et Villepinte. Il faudra harmoniser les programmes d'exposition. Ne serait-ce que pour permettre aux hôtels parisiens déjà débordés dans la situation actuelle de pouvoir accueillir visiteurs et exposants. Autre problème...

THIERRY BRENIER.

POLÉMIQUE A FONTAINEBLEAU

Le bois mort appartient-il à tout le monde ?

Le bois mort, comme solution à la crise de l'énergie. C'est le thème de la thèse développée récemment devant le conseil municipal de Fontainebleau par le sénateur centriste et maire, M. Paul Sérany.

Estimant que l'on peut trouver sur les 17 000 hectares de la forêt domaniale des quantités de bois mort qui suffiraient à alimenter bon nombre de cheminées et, par là même, réduiraient quelque peu la consommation de tout de chauffage, les élus ont décidé d'organiser une opération « bois mort ».

Cette délibération n'est pas du goût de tout le monde, à commencer par la section C.G.T. de l'Office national des forêts, qui la considère « susceptible d'apparaître comme un abus de pouvoir ». Les responsables syndicaux assurent que « ramasser du bois d'est appauvrir la forêt ».

Dans un communiqué dénonçant par ailleurs la « filière bois », qui

selon elle, livrerait la forêt aux grands trusts financiers, la C.G.T. déclare : « Le bois mort comme le bois vivant et comme les produits morts et vivants de la forêt appartiennent à l'Etat, et nul ne peut se les approprier. Les habitants de Fontainebleau n'ont pas plus de droits sur les produits de la forêt que les autres. Autoriser les habitants à s'approprier directement ou indirectement le bois mort de la forêt serait leur conférer un droit d'usage ». A ce sujet, les avis diffèrent. Les partisans du ramassage soutiennent que le droit d'usage consenti en 1271 aux habitants de Fontainebleau et des communes du bocage est toujours en vigueur. Les autres s'en tiennent au code forestier, qui soumet le prélèvement du bois mort à une autorisation.

Les forestiers C.G.T. menacent d'appliquer strictement la loi et de considérer comme délinquante toute personne surprise ramassant du bois, à moins qu'elle ne soit en possession d'un « bon de menus produits » délivré par un agent forestier. Les contrevenants seront alors verbalisés et leurs « instruments et véhicules saisis ».

Le chef du centre de l'O.N.F., M. Gérard Tendon, n'est pas aussi catégorique, mais, tout en reconnaissant que l'idée des élus est généreuse, il estime qu'elle n'est pas évidente à appliquer. Les responsables de l'Office national des forêts craignent que le développement du ramassage du bois mort n'entraîne certains abus que l'on en vienne rapidement à couper des arbres sur pied. « Notre rôle est de conserver l'intégrité de la forêt, et il nous semble essentiel que le ramassage soit soumis à une autorisation préalable pour une durée limitée, comme c'est le cas actuellement », maintient M. Tendon, qui pense cependant qu'une solution de compromis entre les thèses de la ville et celles de l'Office pourrait être trouvée prochainement.

JEAN-LUC PARISON.

Élus et défenseurs de la nature contre un projet d'E.D.F.

HAUTE TENSION DANS LE VEXIN

Huit communes du Vexin français vont être traversées par une ligne électrique à haute tension amenant dans la région parisienne l'électricité produite dans la centrale nucléaire de Paluel (Seine-Maritime). Dans cette petite région rurale qui se croyait à l'abri, ce projet suscite de nombreuses inquiétudes.

Couvrant 40 % de la superficie du Val-d'Oise, alors qu'il n'accueille que 3 % de sa population, le Vexin a toujours réussi à éviter d'être envahi par le béton, alors même qu'il est limité à l'est par la ville nouvelle de Cergy-Fontainebleau.

C'est peut-être cette détermination de tous les élus, toutes étiquettes politiques confondues, qui a endormi les défenseurs du Vexin. Ils se réveillent tard, longtemps après la décision du ministère de l'Industrie.

De nombreux documents établis par les pouvoirs publics ne leur avaient apporté jusqu'à ce jour que des assurances : le 19 juin 1972, le Vexin français fait l'objet d'un classement à l'inventaire supplémentaire des sites ; le 11 octobre 1979, le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme est approuvé par le préfet de région tandis que, le 20 décembre, le Plan d'aménagement rural est avalisé par le préfet du département. Quelques mois plus tôt, les états généraux du Vexin avaient paré du projet de créer une zone naturelle d'équilibre, laquelle une décision publique devrait intervenir prochainement. Tous ces documents garantissaient « la sauvegarde et la mise en valeur du Vexin français, la préservation de son caractère rural ».

Depuis 1973, l'électricité de France avait déposé une déclaration d'utilité publique pour les travaux d'établissement d'une ligne électrique Mésorolles-Remise-Plessis-Caszy. « C'est outrage », précisent les techniciens.

« est destiné à renforcer, à partir du poste de Mésorolles, la grande boucle de 400 kilovolts qui ceinture l'agglomération parisienne. Il contribuera en outre à répartir (...) l'énergie en provenance de la centrale nucléaire de Paluel ». Trois tracés sont alors proposés, puis rejetés par les élus concernés. En 1977, le Comité technique de l'électricité étudie un quatrième tracé qui est en fait une variante du premier et passe par huit communes du Vexin. Dès 1978, la Commission départementale des sites et le conseil général se prononcent contre ce tracé. Mais le 30 octobre de cette même année, alors même que les maires des communes concernées soutiennent ne pas en avoir été informés, la déclaration d'utilité publique est prononcée par arrêté ministériel. Cinq lignes publiées au bas d'une page du *Journal officiel* passent inaperçues. Ce n'est que tout dernièrement que la commission départementale de l'environnement a été avertie.

Considérant que « la construction de cette ligne porterait un coup mortel à l'environnement dans le Val-d'Oise en général et dans le Vexin en particulier », elle a décidé de faire appel à l'arbitrage de M. le président de la République. Trois recours ont été aussi déposés auprès du Conseil d'Etat, dont un par « les Amis du Vexin ». M. Jacques Du-paquier, le secrétaire général de l'association, estime en effet que les procédures adoptées dans cette affaire ont été « irrégulières ».

Il se plaint du manque de publicité, et pense qu'il aurait fallu une nouvelle enquête d'utilité publique, celle de 1974, n'étant plus valable, puisque c'est une variante du tracé présenté qui a été retenue. Même si, à la préfecture, on reconnaît que le dernier tracé est « dommageable pour le Vexin », on ne cache pas qu'il est, pour le site, et parmi tous les choix possibles, « un moindre mal ».

JACQUELINE MEILLON.

En bordure des Invalides l'intendant dans son jardin

Le maire de Paris inaugurera en juin prochain les nouveaux aménagements de l'esplanade des Invalides et du jardin de l'intendant.

Couvrant 1 hectare, le jardin de l'intendant, au coin de la place Vauban et du boulevard de la Tour-Maubourg, sera ouvert gratuitement au public dès le 1^{er} juillet. Tracé d'après un plan à la française, il comporte un bassin central de 920 mètres carrés (dont la construction est achevée) et sera entouré d'allées, de contre-allées et de pelouses en bordure.

Le long du boulevard de la Tour-Maubourg, où des espaces pour les promeneurs ont été réservés, on a déjà planté des tilleuls argentés, tandis qu'à l'ouest une seule file d'arbres va former une bordure transparente afin que ce coin de verdure apparaisse aux yeux des visiteurs du tombeau de l'Empereur.

Une statue de Jules Hardouin-Mansart, qui se trouvait dans la

cour de Metz — c'est une œuvre de Dubois, un sculpteur qui eut son heure de gloire au dix-neuvième siècle, — sera placée dans le jardin et rappellera aux promeneurs le nom de celui à qui on doit l'admirable coupole de jadis et d'or qui s'accorde si bien avec le ciel de Paris.

Enfin, si les cars qui encombraient fâcheusement l'avenue de Breteuil et la place Vauban vont disparaître pour être parqués avenue de Ségur, il reste une ombre au tableau : la triste clôture de fer qui entoure le jardin de l'intendant. Il n'a pas été possible, faute de crédits, de prolonger jusqu'à les dourves dont la construction avait été décidée par André Malraux et qui s'arrête au jardin même.

Il faudrait donc trouver une solution à cette difficulté financière pour que les dourves qui figuraient sur les plans primitifs puissent entourer désormais l'ensemble des bâtiments.

ANDRÉE JACOB.

LENTILLES DE CONTACT

Un progrès fantastique pour les yeux sensibles avec les nouvelles lentilles américaines, souples, ultra-minces.

Adaptation par spécialistes. Reparez avec vos lentilles le jour même.

Promotion pour les moins de 30 ans : FORFAIT COMPLET 746 F.

Uniquement sur présentation de ce bon avant le 30.4.80.

Laboratoires OSIRIS 21, avenue de Friedland - 8^e - Tél. 563.55.99

LE CONVERTIBLE, FAÇON GUERMONPREZ.

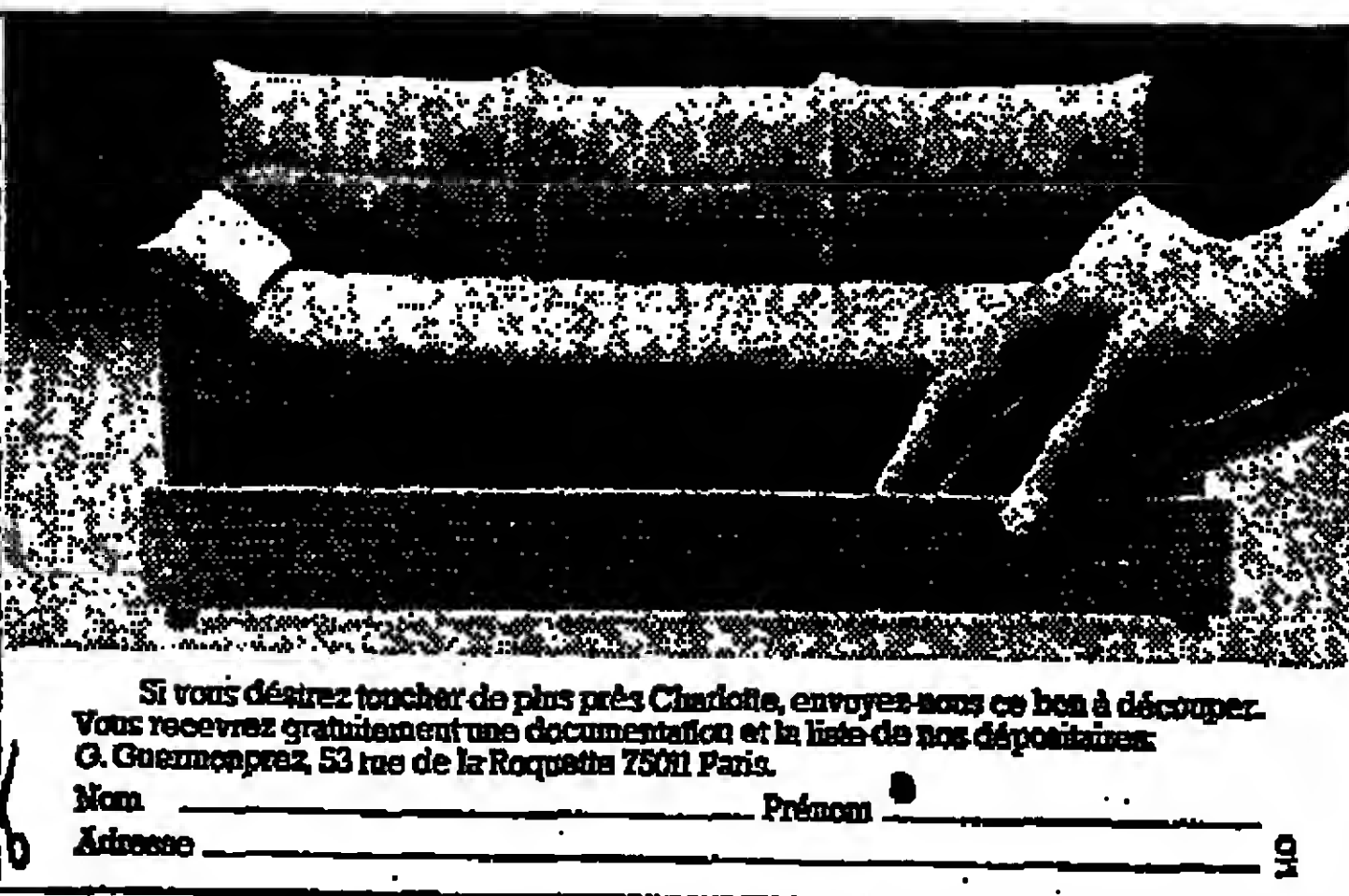
Charlotte est le premier canapé-lit conçu comme un vrai lit. Avec un matelas confortable, suffisamment épais (11 cm) et large (190 x 145), et un sommier à lattes de bois qui assurent un

meilleur couchage. Car Gérard Guermonprez a voulu que Charlotte soit plus qu'un simple lit d'appoint.

En fait Charlotte c'est un très beau canapé, élégant, d'entretien

facile (ses coussins et ses accotoirs sont déhoussables) dans lequel vous dormirez mieux.

guermonprez Vous ne paierez que la façon.



ENVIRONNEMENT

Les suites de la marée noire du «Tanio»

Importante manifestation de Bretons
mercredi à Paris

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — Les Bretons ont manifesté leur colère le mercredi 2 avril dans l'après-midi à Paris. Au cours d'une assemblée générale extraordinaire, le comité de coordination et de vigilance des communes du littoral des Côtes-du-Nord a mis au point, samedi, à Lannion, les derniers détails de cette manifestation.

Une demande d'audience a été adressée par télégramme au président de la République, qu'une délégation d'élus souhaite pouvoir rencontrer à l'issue du conseil des ministres du 2 avril. La manifestation proprement dite aura lieu à 15 heures sur l'esplanade des Invalides où est prévu le rassemblement.

Sur le littoral, les vents violents de secteur ouest de vendredi et samedi et une mer très forte ont provoqué la constitution de nombreuses plaques de pétrole. Des plages nettoyées, à Tréguier, ont été à nouveau souillées. Dans

son bulletin de liaison quotidien, le P.C. central du plan Polmar à la préfecture de Saint-Brieuc faisait état, dimanche, d'une irrigation continue provenant de l'épave de l'avant du Tanio, de 100 à 300 mètres de large et s'étendant sur une dizaine de miles nautiques, avec formation dans le sud-est de très nombreuses plaques.

Ajoutons que M. Charles Josselin, président socialiste du conseil général des Côtes-du-Nord, a indiqué que M. Aymar Achille-Fould, délégué national à la mer, lui avait assuré que «le délit imposé aux assureurs pour décider du sort de l'épave du Tanio serait mis en œuvre le 2 avril». M. Josselin a ajouté que le délégué national à la mer lui avait d'autre part assuré que les militaires resteraient sur place aussi nombreux et aussi longtemps qu'il le faudrait.

JEAN VIDEAU.

Le Conseil d'Etat conteste
la déclaration d'utilité publique d'un projet
de station touristique dans l'île d'Oléron

Un important projet d'aménagement touristique du littoral de Vert-Bols, dans l'île d'Oléron, avait fait l'objet en 1972 d'une déclaration d'utilité publique, dont le tribunal administratif de Poitiers avait prononcé l'annulation par un jugement du 29 octobre 1978. Statuant en appel, le Conseil d'Etat a confirmé ce jugement par une décision du 28 mars 1980, rendue sur le rapport de M. Pierre Bandet et les conclusions de M. Jean-Michel Galabert, après observations de M. Martin-Martin.

Le juge administratif contrôle l'utilité publique des opérations dont la réalisation exige le recours à la procédure d'expropriation. A cet effet, il fait le bilan d'un côté, de l'intérêt public qui s'attache à chaque opération, de l'autre, des divers inconvénients qu'elle entraîne.

coût financier, inconvénients d'ordre social, atteinte à d'autres intérêts publics.

Dans le cas de la zone d'aménagement concerté de Vert-Bols, ce bilan a été considéré comme négatif par le Conseil d'Etat, qui a jugé que, si la création d'une station aménagée dans une zone à vocation touristique présente en elle-même un intérêt public, le projet litigieux portait à l'environnement une atteinte telle qu'il ne pouvait être légalement déclaré d'utilité publique.

Le Conseil a, en effet, relevé qu'en raison de son importance (quatre mille cinq cents lits répartis en plusieurs centaines de logements avec leurs équipements annexes) et de son implantation sur 67 hectares de forêt domaniale, en bordure de plage, dans une zone littorale, ce projet présentait un caractère

BAUME DE JASMIN CHINOIS

Guangdong se situe à la zone tempérée du Sud de la Chine. La température y est élevée. C'est une région arrosée abondamment. On y cultive beaucoup de jasmains. On produit le baume d'odeur naturelle avec les fleurs de jasmains pour répondre aux besoins du pays aussi bien qu'à ceux de l'étranger. Le baume est largement utilisé comme parfum de luxe et cosmétique. Il est très apprécié par les clients étrangers grâce à son excellente qualité et à son odeur naturelle extraordinaire.



BAUME DE GRANDE FLEUR DE JASMIN

Spécifications :
— Point de fusion : 45-50 °C
— Teneur en arôme : + de 80 %
— Teneur en acidité : — de 12 %

BAUME DE JASMIN DE TEMPERATURE NORMALE

Spécifications :
— Point de fusion : 45-50 °C
— Teneur en arôme : + de 80 %
— Teneur en acidité : — de 12 %

Conditionnement :
— En bouteille aluminium de 1 kilo.

Compagnie d'import et d'export de produits naturels - Succursale de Guangdong

Adresse : 428, rue « 623 », Guangdong, Chine

Adresse télégraphique : Guangzhou Proconat

Une étude polémique

TERRITOIRE SANS LIEUX
"La banalisation planifiée des régions"
de Jean-Michel Roux
Coll. Aspects de l'Urbanisme - 232 p.

Amorce une grande polémique contre le mythe de la fatalité du progrès qui met la nature sous cloche.

Catalogue Urbanisme et Architecture gratuit sur demande
17, rue Rémy Dumonceau 75686 Paris Cedex 14

dunod

TRANSPORTS

Le développement du fret aérien

AIR FRANCE EN INDE : LES BOEING DES COTONNADES

Air France a continué de se maintenir en 1979 au quatrième rang mondial pour le trafic de fret exprimé en tonnes-kilomètres transportées, derrière Flying Tigers, Panam et Lufthansa. Son rythme de progression a été de 13,4 % par rapport à l'année précédente : elle table pour cette année sur une croissance d'environ 10 %.

New-Delhi. — Fielmes routes de cotonnades au départ de Delhi pour le Boeing-747 tout cargo d'Air France. Avec le prêt-à-porter, l'avion a trouvé en Inde un marché à ses dimensions.

L'Inde a commencé d'exporter ses cotonnades aux quatre coins du monde il y a cinq ans à peine. C'est alors que les compagnies aériennes se sont mises à « penser fret ». Quelques vols spéciaux au début, puis, très vite, l'engorgement : 1 000 tonnes en souffrance sur l'export de Delhi au printemps 1976. Les autorités locales lancent un appel d'offres : deux transporteurs seulement y répondent : Panam et Air France.

Parce que le pays recherche l'autosuffisance dans les domaines de pratique, pour ce faire, une politique très restrictive en matière d'importations, les compagnies aériennes sont condamnées à mener à pied d'œuvre des appareils vides. Une seule solution pour lever cet obstacle : trouver des « points d'appui » à la descente vers Delhi. Panam en possédait un en Iran qu'elle approvisionnait en armes au départ des Etats-Unis. Air France en disposait d'un autre dans le Golfe qu'elle alimentait en produits finis à partir de Paris. Ces deux transporteurs étaient donc bien placés pour « tirer leur ligne » jusqu'en Inde afin d'y charger à la montée leurs avions-cargos.

Gênée par la politique protectionniste des responsables aéronautiques, et notamment par leur

La compagnie nationale, qui a achevé 309 000 tonnes de fret en 1979, exploite, outre des avions mixtes, une flotte spécialisée composée de quatre Boeing-747 tout cargo, quatre Boeing-747 combinés et cinq Boeing-707 tout cargo dont elle se sépara à la fin de 1983. Son objectif est d'assurer le trafic avec les appareils gros

porte-conteneurs et garanti des délais d'acheminement de port à port : dix-huit jours vers l'Europe, vingt et un jours vers les Etats-Unis. A son avis, « les cotonnades indiennes peuvent supporter l'avion, puisque le coût de leur transport vers Paris est de l'ordre de 10 francs le kilo ».

Le réacheminement en camion à partir de Paris est, aux yeux des responsables locaux d'Air France, un « argument de vente essentiel ». Trente pour cent du fret que la Compagnie nationale traite à l'export ont notamment pour destination la France, 33 % l'Europe et 11,8 % la Grande-Bretagne.

Détournement de trafic

En outre, le fait pour Air France d'être le seul transporteur avec Panam à exploiter sur l'Inde des Boeing-747 tout cargo, lui offre la possibilité de prendre en charge du fret hors format et des gros lots. C'est ainsi que la compagnie nationale vient de transporter de Delhi à Berlin-Ouest, via Paris, la base d'un haut fourneau d'une usine d'armement. Pour passer à bord cette pièce détachée de 19 tonnes, elle a dû déplacer de Rolsky une plate-forme et trois mécaniciens.

Si la précarité des installations au sol de traitement du fret limite quelque peu les ambitions d'Air France, la manœuvre des douaniers attachés à certaines compagnies aériennes et rétribués par elles remplit leur mission n'est pas non plus sans influence sur le chargement d'un avion. L'exemple au bout de quelques mois, ces fonctionnaires indiens ont tendance à suivre les plus « contacts » et à « lâcher » leur transporteur.

A l'import, Air France, comme toutes les compagnies étrangères, affiche de mauvais résultats : un millier de tonnes en 1979, essentiellement des biens d'équipement. Le levée de l'état d'urgence, en 1977, a permis une certaine « libéralisation » des échanges extérieurs qui s'est traduite par un déplacement de certaines licences. Malgré tout, Air India, grâce à une politique très active de promotion, a pu contrôler, l'an dernier, 80 % du fret à l'import au lieu de 42 % à l'export. La plupart des produits importés le sont, en effet, par des organismes gouvernementaux.

« Air France », dans la négociation d'un contrat, les Français rechignent à la fusion de leur transporteur national », regrette M. Teyssier.

Tout compte fait, le rôle d'Air France en la matière est sans commune mesure avec l'état actuel des relations économiques entre Paris et Delhi, puisqu'en valeur les produits indiens représentent 2,4 % des importations françaises et les produits français 2,7 % des importations indiennes. « Nous redressons cette situation », note M. Teyssier : en 1979, l'Inde

porteurs : le 747 pour le long-courrier et l'Airbus pour le moyen-courrier.

A l'avenir, Air France entend renforcer ses positions sur les marchés traditionnels (Amérique du Nord, Europe, Japon) tout en prenant pied sur de nouveaux marchés (Brésil, Mexique, Chine). L'exemple de l'Inde illustre cette politique offensive.

représentant en recettes notre quatrième marché à l'export, derrière les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest.

Au début, pour s'introduire sur le marché local, les responsables d'Air France ont un peu « tapé dans le tas ». Aujourd'hui, ils ont établi un fichier clientèle, et accru le nombre des démarcheurs. « Autrefois, nous avions affaire aux transitaires, maintenant nous avons le contact avec les expéditeurs », affirment-ils.

Quid de l'avenir ? La manière fort désordonnée dont l'Inde gère ses quotas d'exportation incite les industriels du textile à expédier leur production via des pays hors quotas comme le Sri-Lanka, qu'ils, pour justifier ce détournement, font exécuter les finitions dans ces zones de transit. Les compagnies aériennes s'inquiètent de ce détournement de trafic qui les laisse sans défense. Plus grave cependant paraît être la concurrence de plus en plus vive que des pays de l'Asie du Sud-Est commencent d'exercer, avec un certain succès, contre les cotonnades indiennes.

En cas de malheur, Air France perdrait avec le prêt-à-porter indien l'essentiel de son trafic. Saurait-elle se retourner ? Lorsqu'il y a deux ans, le gouvernement indien interdisait l'exportation de l'argent, Air France avait dû se transformer en banque sous forme de lingots, la compagnie nationale, qui en transportait 1 000 tonnes par an, s'est alors classée le coup 17. Elle n'est pas la seule à se voir ainsi transformée en banque. « Nous n'aurions pas à regretter d'avoir été présents au bon endroit au bon moment », Jacques de Barrin.

JACQUES DE BARRIN.

● Ibéria dans le rouge. — La compagnie espagnole Ibéria a perdu, l'an dernier, 2 591 millions de pesetas (162 millions de francs). Ce bilan financier, « très négatif », selon la direction, est dû notamment à l'augmentation du prix du carburant, à l'arrêt forcé d'exploitation des DC-10 après l'accident de Chicago et à la campagne terroriste contre les centres touristiques espagnols menée par l'organisation indépendantiste basque ETA. — (A.F.P.)

● Faillite d'une compagnie cargo britannique. — La faillite de la British Cargo Airlines, principal transporteur privé de fret aérien, vient d'être confirmée. Ses quatre cents employés vont être licenciés. Né au mois de juillet dernier de la fusion de deux petites entreprises britanniques, la compagnie a accumulé depuis lors des pertes estimées à plus de 2 millions de livres (4 millions de dollars) à cause de la forte hausse des prix du carburant, du ralentissement du commerce international et de la concurrence des grandes compagnies qui acheminent davantage de fret sur leurs vols réguliers grâce à leurs avions gros porteurs. — (A.F.P.)

Il y a soixante-dix ans un hydravion décollait de l'étang de Berre

De notre correspondant

Marseille. — La ville de Martigues (Bouches-du-Rhône), l'aéroport de Martigues et l'Aéro-Club de France viennent de célébrer le soixante-dixième anniversaire du premier vol d'un hydravion : celui-ci décolla, le 28 mars 1910, de l'étang de Berre, avec à son bord Henri Fabre, son inventeur-construc-

Les ailes, d'une envergure de 15 mètres et d'une surface de 24 mètres carrés, étaient placées tout à l'arrière, au-dessus de deux flotteurs, tandis qu'un long-geron unique formé d'éléments cellulaires — sur lequel se perchait le pilote, — lui aussi soutenu par un troisième flotteur, portait à l'avant deux petites ailes superposées. L'ensemble ne pesait pas plus de 475 kilos. Le moteur, un Gnome de 50 ch conçu spécialement par Laurent Seguin, propulsait l'engin et était placé tout à l'arrière.

Issu d'une famille d'armateurs marseillais, Henri Fabre avait obtenu une bourse familiale de 100 000 francs pour mener ses recherches durant près de quatre années. Il avait été le premier à penser que le meilleur moyen de ne pas s'écraser au décollage ou à l'atterrissage était de s'envoler ou de se poser sur l'eau. De 1907 à 1910, il construisit quatre prototypes, et seul le dernier, dont il expérimenta une à une les pièces qu'il inventait au fur et à mesure, réussit à s'arracher de l'étang. Canard s'élevait par sa conception des modèles habituels.

Au cours du premier vol historique — Henri Fabre étant aux commandes bien qu'il n'ait jamais piloté un aéronef auparavant — l'hydravion, après avoir glissé 300 mètres sur la surface de l'étang, parcourut 500 mètres. Quelques heures plus tard, dans le port de La Mède, Henri Fabre réalisait son exploit en présence d'huissiers et de gendarmes en parcourant 800 mètres à 5 mètres d'altitude. Le lendemain, l'hydro-aéroplane parcourait 6 kilomètres !

JEAN CONTRUCCI.

MARS

Jeu 27

Ven 28

Sam 29

EXCEPTE DIMANCHE 30

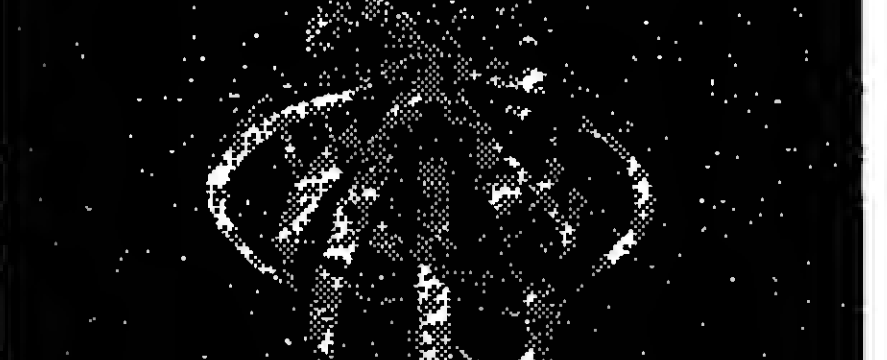
Lun 31

AVRIL

Mar 1

Mer 2

rendez-vous
annuel
de
l'électronique
mondiale



composants
électroniques 80

PARIS
27 mars - 2 avril
Porte de Versailles de 9 h à 18 h

Composants : mesure
matériaux et produits
équipements et méthodes.
Invitation sur simple demande :
S.D.S.A. 20, rue Hamelin
F 75116 Paris
Tel. 505.13.17 - Telex 630 400 F

et défenseurs de la nature
contre un projet d'E.D.F.
AUTE TENSION DANS LE VENT

Un important projet d'aménagement touristique du littoral de Vert-Bols, dans l'île d'Oléron, avait fait l'objet en 1972 d'une déclaration d'utilité publique, dont le tribunal administratif de Poitiers avait prononcé l'annulation par un jugement du 29 octobre 1978. Statuant en appel, le Conseil d'Etat a confirmé ce jugement par une décision du 28 mars 1980, rendue sur le rapport de M. Pierre Bandet et les conclusions de M. Jean-Michel Galabert, après observations de M. Martin-Martin.

Le juge administratif contrôle l'utilité publique des opérations dont la réalisation exige le recours à la procédure d'expropriation. A cet effet, il fait le bilan d'un côté, de l'intérêt public qui s'attache à chaque opération, de l'autre, des divers inconvénients qu'elle entraîne.

En bordure des Invalides
l'entendant dans son jardin

ENTILLES DE CONTACT
746 F.



Le Monde

économie

MARCHÉ COMMUN

**FAUTE D'ACCEPTER SA POLITIQUE AGRICOLE
LES BRITANNIQUES DOIVENT SE RETIRER DE LA G.E.E.**

déclare M. Chirac

De notre correspondant

Limoges. — A la tribune du parc des expositions de Limoges, M. Jacques Chirac, qui présidait le samedi 29 mars le rassemblement régional du R.P.R., a sur-tout traité de l'agriculture. « Le président de la République a eu raison de dire un jour que l'agri-culture était le pétrole de la France. Il aurait tort de n'en tirer aucune conclusion au niveau politique. »

« L'agriculture sera la chance de la France dans les prochaines élections », a souligné le prési-dent du R.P.R.

Jugeant « consternants de médiocrité » les débats de l'Assemblée de Strasbourg, M. Chirac a affirmé, à propos de la politique agricole communautaire, « Avec la complexité de certains par-ticulières, la Grande-Bretagne citée par les Etats-Unis engage une vaste opération visant à faire éclater l'architecture de la poli-tique agricole. Si les Britanniques ne veulent pas accepter la règle de la politique commune à la-quelle ils ont souscrit ils doivent s'en retirer » — M. S.

ÉTRANGER

SELON L'O.C.D.E.

L'Italie va être confrontée à un arrêt de la croissance

La performance de l'économie italienne a été « à de nombreux égards satisfaisante » en 1979 et « nettement meilleure » que prévu, écrivent dans leur étude annuelle, les experts de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) et le pays a fini l'année « sur un niveau très élevé d'activité ».

L'Italie a enregistré l'an der-nier un des taux de croissance les plus forts du monde indus-triel : 5 %. Indique de son côté le rapport général sur la situation économique, que vient de publier le gouvernement de Rome. Cette

expansion, qui a permis une aug-mentation de l'emploi de deux cent mille personnes, a été ren-due possible par une augmenta-tion sensible des exportations (+ 8,9 %) et de la consommation privée (+ 5,1 %), tandis que les investissements ont progressé de 6,5 %.

En contrepartie, le coût de la vie a connu un rythme annuel de hausse de 20 %, à la fin de 1979. Les prix à la consommation ont même augmenté de 3,2 % en janvier et de 1,3 % en février. Ainsi le rapport gouvernemental conclut-il : « Aux incertitudes de

la situation internationale, il faut chercher à éviter d'ajouter les in-certitudes d'origine interne pour ne pas compromettre la reprise de l'économie italienne ».

Selon l'étude de l'O.C.D.E., qui met en avant le ralentissement de la demande étrangère, la ponc-tion sur le revenu national de la facture pétrolière et les consé-quences de l'inflation, l'Italie connaîtrait cette année un flé- chissement du rythme de crois-sance et même un recul absolu de l'activité du second semestre (- 2 % en taux annuel pour la production industrielle). Le chô-mage devrait s'aggraver pour dé-passer en fin d'année 8 % de la population active. L'inflation res-tait forte, surtout au début de l'année, pour marquer ensuite une décadence (14,9 % au se-cond semestre contre 21,5 % au premier), l'inconvenue résidant dans l'importance des augmenta-tions contractuelles des salaires.

Cependant, la balance cour-ante devrait se solder à nouveau par un excédent (1,5 milliard de dollars) mais nettement moins substantiel qu'en 1979. Les expor-tations pourraient augmenter de 4,5 % environ et les importations se tasser ou même décliner en fin d'année. Compte tenu d'une détérioration des termes de l'échange, de 8,5 %, la balance commerciale enregistrerait un déficit de l'ordre de 5 milliards de dollars, plus que compensé par les recettes nettes au titre des invisibles.

Les autorités italiennes se trou-vent donc, pour la troisième fois en six ans, « confrontées avec la perspective d'une interruption de la reprise », soulignent les experts de l'O.C.D.E. Cette situation « crée de difficiles problèmes pour la politique économique à court terme » mais elle « soulève égale-ment la question des possibi-lités de changement du processus de formation des revenus et des autres réformes institutionnelles qui pourraient contribuer à per-mettre une croissance plus sou-tenue et plus régulière ».

Coherence

Dans un futur proche, un nou-veau resserrement de la politique monétaire — « seul véritable ins-trument possible en Italie per-mettant des ajustements rapides dans la régulation de la de-mande » — pourrait, selon l'O.C.D.E., apparaître « opportun » en cas d'accélération de la spirale prix-salaires. « L'objectif fonda-mental reste, souligne l'étude, le contrôle des facteurs internes d'inflation ».

Pour l'avenir, le retour à une croissance équilibrée dépend, se-lon les experts, de l'évolution des coûts salariaux. Ainsi, en Italie, le mécanisme de l'échelle mobile s'est traduit par une surindica-tion des bas-revenus qui « a vrai-semblablement eu des effets négatifs sur l'emploi, en ac-croissant la substitution capital-

SUEDE

La balance commerciale sué-doise a accusé en 1979 un déficit de 4,3 milliards de couronnes, alors qu'elle avait été excédentaire de 5,4 milliards en 1978. Le déficit avec les pays de C.E.E. s'est à lui seul aggravé de 4 mil-liards pour atteindre 5 milliards de couronnes. Cette détérioration est due essentiellement à la hausse des importations suédoises de pétrole en provenance de la Grande-Bretagne, qui se sont élevées à 4,9 milliards. Avec la R.F.A., principal partenaire, le déficit a été de 7,9 milliards. — (A.F.P.)

travail et conduit, de toute évi-dence, à un clargissement du travail clandestin ».

Il faudrait donc aménager, ou plutôt réformer, le mécanisme de fixation des salaires dans son ensemble, ce qui « demandera un très large consensus et un chan-gement de l'attitude des partici-pants sociaux ». D'une façon générale, l'Italie aurait besoin de l'élaboration d'une politique éco-nomique « cohérente », besoin qui est masqué par l'existence, comme le souligne l'O.C.D.E., d'un grand nombre de firmes pros-pères » et par les faiblesses d'adap-tation du pays. « Il serait très dommageable, conclut l'étude, que l'accumulation de rigidités insti-tutionnelles surimposées obère le dynamisme de l'économie dans le futur. »

En Union soviétique

EN 1979 LE COMMERCE EXTERIEUR S'EST ACCRU PLUS AVEC L'OUEST QU'AVEC L'EST

(De notre correspondant.)

Moscou. — Les échanges extérieurs de l'U.R.S.S. ont augmenté de 14 % en 1979 pour atteindre 80,3 milliards de roubles (près de 514 mil-liards de francs). Les expor-tations ont progressé de 19 % pour atteindre 42,4 milliards de roubles, et les importations de 9,6 %, se situant à 37,9 milliards.

L'agence Tass, qui a publié ces statistiques, le 24 mars, souligne que « comme les années pré-cédentes, c'est le commerce avec les pays socialistes qui s'est déve-loppé avec le plus grand dyna-misme ». Toutefois, les chiffres donnés par Tass ne semblent pas confirmer cette appréciation : de 1978 à 1979, les échanges de l'U.R.S.S. avec les pays socialis-tes sont passés de 42 à 45 milliards de roubles, soit une croissance de 7 % seulement, alors qu'avec les pays capitalistes l'augmentation atteint 30 % (25,8 milliards de roubles l'année dernière). Tass note cette progression au compte des « effets bénéfiques de la dé-tente internationale dans les an-nées 70 ».

En tête des principaux partena-ires de l'U.R.S.S., l'agence cite la R.F.A. et la France. Rappelons que les échanges franco-soviéti-ques ont augmenté de 33,6 % en 1979 (16,15 milliards de francs) et qu'ils ont triplé en cinq ans. Avec les pays en voie de dévelop-pement, la progression des échan-ges est moyenne, soit 11,8 %. Selon Tass, l'Irak et l'Inde vien-nent en tête de ces pays pour le commerce avec l'U.R.S.S.

Faisant allusion aux récen-tes mesures d'embargo décidées par le président Carter, l'agence officielle soviétique conclut : « Le développement du com-merce extérieur de l'U.R.S.S. at-teste le caractère mutuellement avantageux de la coopération et des échanges entre pays à ré-gimes socio-politiques différents. Le commerce avec l'U.R.S.S. per-met notamment à l'Occident de stimuler la conjoncture, d'atté-nuer les tensions sur le marché du travail et de réduire le chô-mage. » — D. V.

En France, on n'a pas seulement des idées. On cherche aussi du pétrole.

En France, la recherche pétrolière ne date pas d'hier. La production française de pétrole et de gaz naturel ne peut sans doute satisfaire aujourd'hui que 7 % de notre consommation. Mais, par les temps qui courent, chaque goutte de pétrole produite sur le sol national représente un peu plus d'indépendance, un peu plus de sécurité. C'est aussi une appréciable économie de devises.

Voilà pourquoi les compa-gnies pétrolières redoublent leurs efforts de recherche dans notre pays. La mise en valeur de nouveaux gise-ments, en particulier en mer, exige une grande maîtrise technologique et d'énormes investissements.

En France, dès cette année, les compagnies pétrolières vont augmenter de près de 40 % leurs dépenses qui, dans ce seul domaine, dépasseront 1,3 milliard de francs.



Les compagnies pétrolières investissent pour que la France ait du pétrole.

Centre Français d'Informations Pétrolières. 16, avenue Kléber. 75116 Paris.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GRENOBLE

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

2^e DIRECTION — 6^e BUREAU

AVIS D'OUVREURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

1^{er} AVIS

Poste 400/225/63/20 KV DE CHAMPAGNIER

Extension à 400 KV

Electricité de France, Service National, prévoit la création d'un nouveau poste de transformation 400 KV en extension du poste existant 400/225/63/20 KV de CHAMPAGNIER. Les travaux projetés sont entièrement situés sur la partie libre du terrain du poste actuel. M. le Préfet de l'Isère informe le public que le projet sera soumis à une enquête publique, conformément aux dispositions du Code de l'Expropriation.

L'enquête publique s'ouvrira à la mairie de CHAMPAGNIER, où sera déposé le dossier d'enquête du 10 avril au 9 mai 1980 inclus. Il sera joint ce dossier un registre dans lequel le public pourra consigner ses observations. Le dossier pourra être consulté à la mairie aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront égale-ment être adressées par écrit au Commissaire-Enquêteur à la mairie de CHAMPAGNIER. Les observations faites sur le projet pourront en outre être reçues par le Commissaire-Enquêteur le 8 mai 1980, de 15 heures à 17 heures, à la mairie de CHAMPAGNIER.

M. Jean-Louis CALONNE, Général de Brigade de la Gendarmerie du cadre de réserve à Grenoble, est nommé en qualité de Commis-saire-Enquêteur.

Après la clôture de l'enquête, une copie du rapport du Commis-saire-Enquêteur contenant ses conclusions motivées sera déposée à la mairie de CHAMPAGNIER et à la Préfecture de l'Isère.

La communication des conclusions du Commissaire-Enquêteur pourra être faite à toute personne en faisant la demande au Préfet de l'Isère.

Le dossier soumis à l'enquête comportera une étude d'impact conformément aux dispositions du décret du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature.

L'étude d'impact, incluse au dossier d'enquête pourra en outre être consultée à la Préfecture et dans les bureaux de la Direction Interdépartementale de l'Industrie - Région RHONE-ALPES, 3, rue de la Liberté à Grenoble, pendant le délai de l'enquête, tous les jours de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures, samedis, dimanches et jours fériés exceptés.

صكنا من الأهل

CONJONCTURE

LE TAUX DES BONS DU TRÉSOR A CINQ ANS EST PORTÉ À 12 %

Le taux brut des bons sur formule (ceux que peut acheter le public) à cinq ans émis par le Trésor public et par les R.T.T. sera porté de 10,5 % à 12 % pour des bons conservés jusqu'à l'échéance à compter du 1^{er} avril. Cette hausse est également applicable aux bons à cinq ans de la Caisse nationale des crédits agricoles, des Groupements régionaux d'épargne et de prévoyance et de la Caisse nationale de l'énergie, précise le communiqué du ministère de l'économie.

Cette décision a été prise afin « de maintenir une hiérarchie satisfaisante des taux entre les divers instruments d'épargne offerts en France », précise notamment le communiqué.

MONNAIES

AVANCE GÉNÉRALE DU DOLLAR

Sur toutes les places, le dollar monte mais la progression est moins rapide à Paris, ce qui traduit la grande fermeté du franc envers les autres devises du S.M.E. (système monétaire européen). A Paris, la devise américaine était cotée jeudi en fin de matinée à 447,98 F et à Francfort à 1,9425 DM. D'où il résultait que la devise allemande valait à Paris 2,3040 F soit un cours très proche du plancher (2,3003 F pour un DM) à l'intérieur du S.M.E.

A Zurich, le dollar a progressé jusqu'à 1,94 F suisse tandis qu'à Londres la livre sterling cotait 2,11 dollars. La livre est actuellement l'autre monnaie forte de l'Europe.

Alors que les taux d'intérêt se défontent à Paris, ils sont au plus haut sur les marchés de l'endormissement et de l'endormissement.

Le cours de l'once d'or (31,103 grammes) a été coté par opposition à Londres à 99,25 dollars, mais le prix a eu ensuite tendance à glisser : un peu avant midi il s'établissait autour de 98,20 dollars, c'est-à-dire à un niveau proche de celui de vendredi.

Plus de quinze jours de grève dans les postes de Montpellier

De notre correspondant

Montpellier. — Comparable par sa durée et ses causes au mouvement qui, il y a à peine quelques semaines, avait paralysé la distribution du courrier à Carcassonne (Aude), une grève des facteurs se prolonge à Montpellier (Hérault) depuis plus de quinze jours. Mais alors qu'à Carcassonne une solution avait pu être trouvée, la situation s'est brusquement tendue à Montpellier à la fin de la semaine écoulée, figeant sur leurs positions les directions départementales et régionales des P.T.T. et les syndicats.

La grève a commencé le 12 mars pour protester contre la suppression de la deuxième tournée de l'après-midi, qui ne concernait qu'une partie de la ville. Cette mesure se traduisait par la suppression de douze passages des facteurs dans le centre-ville et dans le quartier satellite de la Palude. Pour les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., le service rendu à l'usager était de nouveau amputé, et outre l'abandon de cette restructuration des tournées, ils réclamaient l'amélioration des effectifs et des conditions de travail.

Sur les deux cent vingt facteurs de Montpellier, un peu plus de quatre-vingts pour cent cessèrent le travail.

L'administration postale estime que la suppression de la deuxième tournée de l'après-midi se justifiait au moins pour deux raisons : d'une part, la faible quantité et la nature du trafic de cette deuxième distribution, en conséquence des moyens qui lui sont consacrés ; d'autre part, le souci d'améliorer les conditions de travail du personnel et enfin l'harmonisation d'ensemble de la tournée nationale en préservant sa qualité.

Le conseil général de l'Hérault a affirmé sa solidarité avec les grévistes ; la chambre de commerce et d'industrie de Montpellier a pris des mesures « pour sauvegarder le courrier des entreprises » ; des négociations se sont engagées et paraissent à la fin de la semaine dernière, sur le point d'aboutir quand brusquement les choses s'aggravèrent le samedi 29 mars. Les guichetiers de Montpellier-recette principale de Montpellier-préfecture, les distributeurs télégraphiques et les brigades de réserve ont arrêté le travail. Des mouvements de solidarité se sont manifestés dans le service des chèques postaux.

ROGER BECIAUX.

SOCIAL

Après l'augmentation unilatérale des honoraires médicaux

« L'Etat doit intervenir », estime M. Bergeron

De notre correspondant

Tarbes. — Au congrès départemental F.O. des Hautes-Pyrénées, qui s'est tenu samedi 29 et dimanche 30 mars, et qui a été marqué par une alerte à la bombe, heureusement sans objet, M. André Bergeron, secrétaire général, a déclaré : « Je regrette le comportement à l'heure actuelle de l'Angleterre, bien que l'aise été fort. Nous ne pouvons pas en cause le caractère libéral de la médecine, mais nous souhaitons que des règles soient établies à travers de libres négociations. Nous ne pourrions pas accepter la décision prise unilatéralement par les médecins et maintenant par les dentistes d'augmenter leurs honoraires (...). C'est la raison pour laquelle, dans les entretiens que nous avons eus avec le président de la République, nous avons demandé que l'Etat intervienne en vue de protéger les intérêts des assurés sociaux. »

Au sujet de la cinquième semaine de congés payés, M. Bergeron a précisé : « Nous en avons parlé avec le président de la République. Il a été entendu que si le problème n'est pas résolu dans le cadre de la négociation sur l'aménagement du temps de travail, nous reviendrons poser la revendication au président de la République, revendication qu'il a qualifiée de juste. Je suis par conséquent convaincu, comme je l'ai déjà dit, que le problème sera résolu dans le bon sens. (...) »

GILBERT DUPONT.

Elections professionnelles

USINOR - DUNKERQUE : la C.F.D.T. recule au bénéfice de F.O.

(De notre correspondant.)

Dunkerque. — Les résultats des élections des délégués du personnel à Usinor-Dunkerque étaient attendus avec intérêt à la suite du conflit interne qui s'est produit l'année dernière dans la section syndicale C.F.D.T. de l'usine (le Monde des 6 et 11 avril 1979). On se souvient que plusieurs dirigeants syndicaux, dont la C.F.D.T. a mis en cause la gestion, ont adhéré à la C.G.T. Celle-ci n'a que très peu bénéficié des séquelles de cette affaire, qui a surtout profité à F.O. enlevant un siège à la C.F.D.T.

Premier collège ouvrier : inscrit, 7 624 (-75) ; votants, 5 251 (-328) ; exprimés, 5 006 (-355) ; C.G.T., 2 952 (+0,75 % sur les suffrages exprimés) ; C.F.D.T., 1 146 (-1,2 %) ; F.O., 894 (-3,25 %).

Deuxième collège : inscrits, 2 847 (+21) ; votants, 1 927 (-12) ; exprimés, 1 894 (-21) ; C.G.T., 387 (-1,5 %) ; F.O., 353 (+4,3 %) ; C.F.D.T., 352 (-6,7 %) ; C.G.C., 697 (+3,9 %).

MARDYCK : gain C.F.D.T.

Non moins intéressante était la consultation à l'usine de Mardyn-Mardyn, après le récent conflit à la pointe duquel se trouve la C.G.T. Celle-ci (5 sièges) en perd un au profit de la C.F.D.T. (4), C.G.C. (3) et, du même coup, la majorité.

Premier collège ouvrier : inscrit, 1 228 (-75) ; votants, 819 (-121) ; exprimés, 795 (-22) ; C.G.T., 385 (-2,06 %) ; C.F.D.T., 258 (+4,51 %) ; F.O., 35 (-1,55 %).

Deuxième collège : inscrits, 476 (-17) ; votants, 327 (-38) ; exprimés, 324 (-31) ; C.F.D.T., 137 (+2,06 %) ; C.G.C., 187 (-1,71 %) ; F.O., 0 (-0,3 %).

Votre entreprise bénéficie d'un soutien intéressant dans le canton de Berne (Suisse)

lors de son implantation ou de son développement aide financière, cession de terrains industriels, allégements fiscaux, marchés du travail attractif.

Envoyez nous vos documents supplémentaires sur le canton de Berne et ses bénéfices économiques.

Entreprise :
Nom :
Adresse :
NPA et localité :
Pays :
Retournez ce coupon au :
Bureau de l'aide au développement économique du canton de Berne,
Gare d'attache BERN, CH-3001 Berne,
tel. 031 64 45 38.

Bern, dit de votre côté

Nous attendons votre visite à la foire de Hanneau au stand de la Confédération suisse pour le développement commercial.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ des + bas	Rep + ou Des	Rep + ou Des	Rep + ou Des
S. E.-U.	4.482 4.455	- 265 - 235	- 498 - 425	- 1185 - 1115
S. Can.	2.732 2.716	- 18 - 32	- 118 - 218	- 318 - 318
Yen (100)	1.782 1.781	- 33 - 19	- 75 - 52	- 329 - 77
DM	2.312 2.318	+ 64 + 83	+ 121 + 189	+ 399 + 445
Florin	2.166 2.124	+ 32 + 54	+ 76 + 184	+ 176 + 228
F.S. (100)	14.388 14.418	- 680 - 435	- 1085 - 950	- 3285 - 2175
F.S. (1000)	2.455 2.442	+ 128 + 154	+ 258 + 284	+ 635 + 882
L. (1000)	4.954 4.957	- 241 - 179	- 479 - 419	- 1272 - 1248
S. Japon	9.701 9.714	- 439 - 359	- 828 - 729	- 3900 - 1920

TAUX DES EURO-MONNAIES

	DM	DM	DM	DM	DM	DM	DM	DM	DM
	5 1/8	5 5/8	5 7/8	5 1/2	5 1/8	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
S. E.-U.	18 5/8	18 5/8	18 5/8	18 5/8	18 5/8	18 5/8	18 5/8	18 5/8	18 5/8
Yen	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2
Florin	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2
F.S. (100)	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8
L. (1000)	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
S. Japon	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4
Fr. Franc.	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4

QUI VOUS AIDE A GAGNER LES MARCHÉS ETRANGERS ?

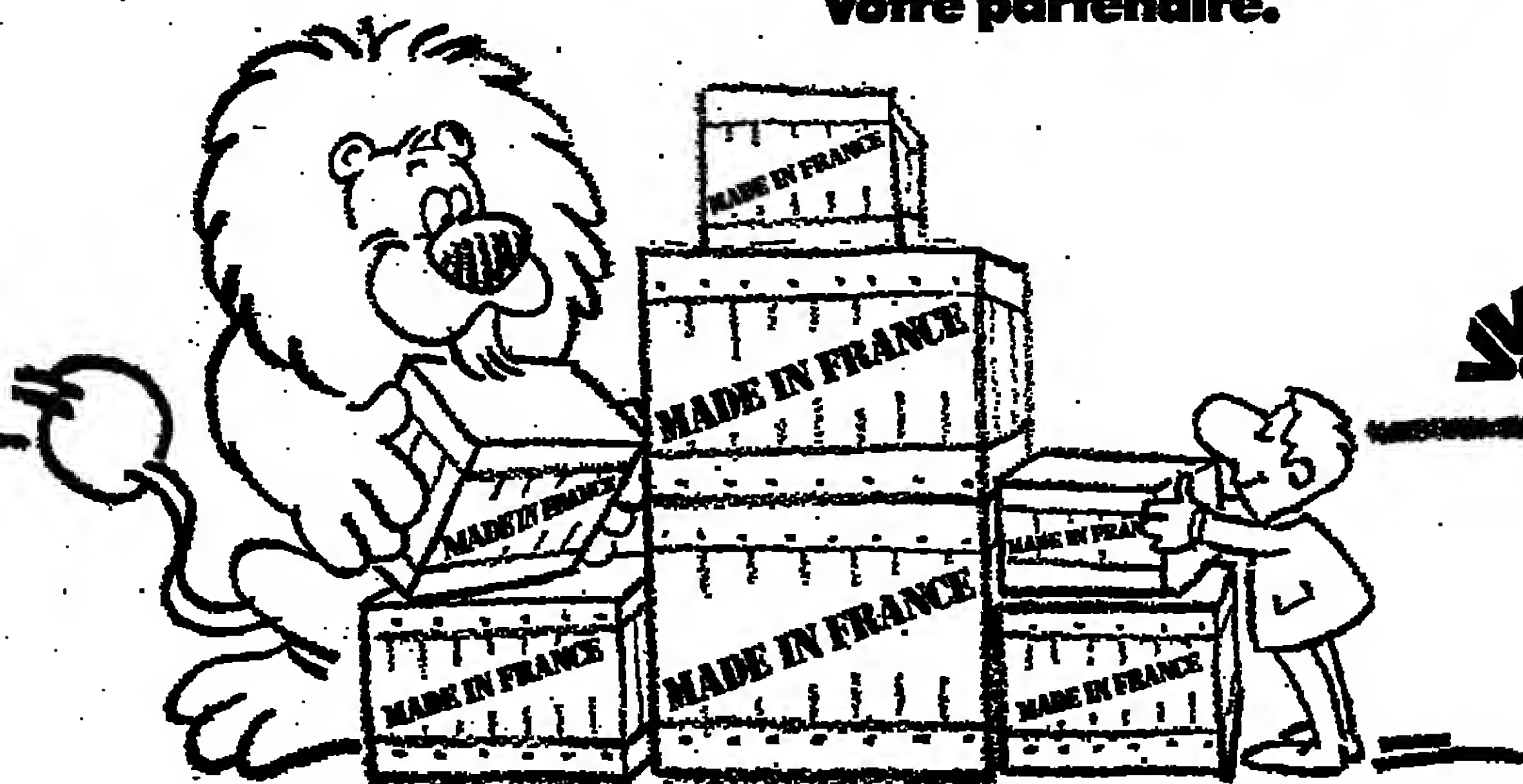
Exporter est nécessaire pour votre entreprise. Mais comment réaliser cette percée sur l'étranger ?

Vous désirez :

- devenir exportateur,
- conquérir de nouveaux marchés sur tous les continents,
- accélérer le rapatriement de vos créances sur l'étranger,
- accroître votre savoir-faire en commerce international...

Présent dans le monde entier, le Crédit Lyonnais a des possibilités d'action à la mesure de votre volonté d'expansion. Consultez-le.

CREDIT LYONNAIS
Votre partenaire.



Arrêt de la croissance

En Union soviétique

EN 1979
LE COMMERCE EXTERIEUR
S'EST ACCRU PLUS AVEC L'OUEST
QU'AVEC L'EST

Le commerce extérieur de l'Union soviétique a connu en 1979 une croissance importante, mais avec une nette préférence pour l'Ouest. Les échanges avec les pays occidentaux ont progressé de 12,5 %, tandis que ceux avec les pays de l'Est n'ont augmenté que de 3,5 %.

Les exportations soviétiques ont atteint 100 milliards de dollars, contre 90 milliards en 1978. Les importations ont été de 85 milliards, contre 75 milliards en 1978.

Le déficit commercial de l'Union soviétique s'est accru de 15 milliards de dollars en 1979, contre 10 milliards en 1978. Ce déficit est principalement dû à l'augmentation des importations de biens d'équipement et de matières premières.

REPUBLIQUE FRANCAISE

IS D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE

Le 1^{er} avril 1980, à 14 heures, aura lieu l'ouverture d'enquête publique relative à la construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre Paris et Lyon.

Cette enquête aura pour objet de recueillir les observations et suggestions des intéressés sur le projet de loi relatif à la construction de cette ligne.

AFFAIRES

PRÉCÉDANT SES CONCURRENTS

Philips lance un nouveau type de lampe plus économe en électricité

Le groupe néerlandais Philips lance, le 31 mars, en Europe et aux États-Unis, un nouveau type de lampe. Dénommée « S.L. », elle produit, à en croire ses promoteurs, autant de lumière qu'une lampe à incandescence normale, avec une durée de vie cinq fois plus longue et une consommation d'électricité inférieure de 75 %. Philips produit, à partir des Pays-Bas, plusieurs centaines de milliers de « S.L. » en 1980, et plusieurs millions en 1981.

De notre envoyé spécial

Amsterdam. — Après avoir quelque peu rouillé pendant des années, le monde de l'éclairage va connaître lui aussi la révolution technologique. Tous les grands constructeurs travaillent, depuis 1974, sur l'« ampoule miracle ». Celle qui, tout en produisant autant de lumière, consomme moins et dure plus longtemps. Tous, en presque, ont semble-t-il trouvé la solution. Les groupes américains General Electric et G.E.S., Sylvania, les japonais Hitachi et Toshiba, sans parler de l'allemand Osram (Siemens). Le groupe néerlandais Philips vient cependant de remporter, d'une courte tête, la première manche. Il est le premier à mettre sur le marché plusieurs centaines de milliers de ce qu'il qualifie, non sans emphase, d'« ampoules révolutionnaires ».

Baptisée « S.L. », cette lampe est plus grande de moitié que la classique ampoule à incandescence. En fait, elle s'apparente plus à un tube fluorescent. Elle en a, semble-t-il, la même technologie. Les chercheurs ayant tenté de miniaturiser et d'intégrer les divers éléments d'un tube à l'intérieur de l'ampoule qui est dotée du même culot qu'une lampe classique. Philips a investi environ 90 millions de francs, dont plus de la moitié en recherches, dans ces nouvelles lampes.

Une S.L. de 18 watts (1) produit autant de lumière qu'une lampe normale de 75 watts, soit une économie de 75 % sur la consommation d'énergie. Sa durée de vie (cinq mille heures) est cinq fois plus longue. La s'arrêteront les miracles, car le prix, lui, est conséquent. La S.L. sera vendue en moyenne 65 F, soit, plus de quinze fois le prix des lampes à incandescence. Certes, sur une

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(1) Quatre types de lampes sont, pour le moment, disponibles (de 11 watts à 25 watts).

POUR ENRAYER LA PERCÉE JAPONAISE

Vidécorder demande la mise en place en Europe de quotas d'importation pour les tubes de T.V. couleur

M. Abel Farnoux, P.-D.G. de la société Vidécorder, second fabricant européen derrière Philips de tubes pour télévision couleur, estime que les gouvernements européens devraient instituer des quotas aux importations japonaises dans ce secteur pendant cinq ans. « Si rien n'est fait, la question de la survie de l'industrie électronique européenne grand public va se poser rapidement », a estimé M. Farnoux le 28 mars, à l'occasion d'une réunion de presse.

Vidécorder, filiale de Thomson-Brandt (75 %) et du groupe américain R.C.A. (25 %), a fabriqué 2,5 millions de tubes en 1979 et espère atteindre les 3 millions d'unités en 1981. La société devrait trouver de nouveaux débouchés avec le projet de rachat par Thomson d'une partie des activités grand public en Europe du groupe américain G.T.E.-Sylvania (Le Monde du 27 mars).

L'usine de tubes de télévision couleur que le groupe américain possède à Tirlemont, en Belgique, ne serait pas concernée. Le projet d'accord ne prévoit, en effet,

que la cession par G.T.E. à Thomson de filiales allemandes (Saba : fabrication de radio, télévisions, chaînes hi-fi), et française (Vidéon) : composant pour téléviseurs.

G.T.E. aurait donc l'intention d'arrêter purement et simplement la fabrication des tubes en Europe. L'usine belge, qui produit 450 000 tubes par an, serait reconvertissement la production de matériel d'éclairage (un des points forts de G.T.E. en Europe), ainsi que dans la fabrication d'un composant spécialisé pour récepteurs de T.V. couleur. Un produit bien particulier dont le groupe américain est un des principaux et seul fournisseur avec Philips — du marché européen.

Thomson et Vidécorder ne souhaitent pas, pour leur part, reprendre l'usine belge qui ne correspond plus aux normes actuelles de production (quantité, automatisations des chaînes, etc.). Passé dans l'orbite de Thomson, Saba devrait donc tout naturellement équiper ses récepteurs de T.V. couleur (450 000 par an) en tubes... Vidécorder.

L'accord de principe entre Thomson et G.T.E.-Sylvania a été, semble-t-il, négocié très rapidement. Certes, l'opération avait déjà été envisagée tout au moins dans ses grandes lignes, lors de l'« offre Claude » (1). Mais elle n'aurait pas débouché, à l'époque, sur un accord « formel de trois » entre Thomson, G.T.E. et les autorités françaises. Le groupe américain aurait alors pris langue avec Philips... une initiative qui aurait découragé Thomson-Brandt à braver les clauses et à améliorer ses propositions.

Les grandes manœuvres dans l'industrie électronique de l'électronique grand public n'en sont pas pour autant terminées. Le sort des activités radio — télévision des groupes I.T.T. et A.E.G.-Telefunken reste toujours en suspens. — J.-M.Q.

(1) G.T.E.-Sylvania a racheté récemment à I.T.T. la société de lampes Osram. Les pouvoirs publics avaient longtemps hésité à donner leur accord.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

bail équipement
Société anonyme au capital de F 65 420 000
22, place Vendôme, 75001 Paris, tél. 281.52.52

crédit-bail mobilier

EMPRUNT 14,80%
F 200 MILLIONS
(100 000 obligations de F 2000 nominal)

Prix d'émission : F 2000 par obligation.
Intérêt annuel : 14,80 % soit F 296 par obligation payable le 9 avril de chaque année et pour la première fois le 9 avril 1981.
Date de jouissance : 9 avril 1980.
Durée : 10 ans.
Amortissement : en 10 tranches égales à partir du 9 avril 1980 par remboursements au pair ou par rachats en Bourse.
Amortissement anticipé : uniquement par rachats en Bourse ou par offres publiques d'achat.
Taux de rendement actuariel brut : 14,70%

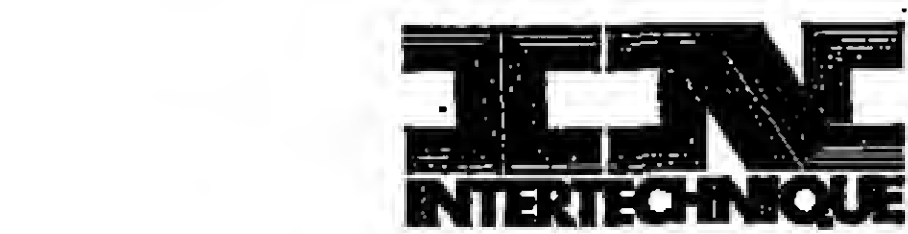
Les obligations sont émises en vertu d'un mandat de la Banque Paribas.

EUROPE N° 1 - IMAGES ET SON

L'assemblée générale ordinaire d'EUROPE N° 1 - IMAGES ET SON, qui s'est tenue le 25 mars 1980 à Monaco-Carlo sous la présidence de M. Sylvain Florist, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1979, qui se soldent par un bénéfice de 4 597 272,55 F contre 39 401 398,62 F pour l'exercice précédent soit une progression de 13,09 %. Toutes les résolutions proposées par le conseil d'administration ont été adoptées.

L'assemblée a décidé de distribuer un dividende brut global de 36 000 000 F, en augmentation de 10,83 % par rapport à l'exercice précédent et d'attribuer aux comptes de réserves ou de report à nouveau une somme de 7 111 115,35 F. Le montant brut du dividende s'élève à 30,80 F par action de 100 F et à 30,80 F par action de 50 F.

Pour les actionnaires de statut fiscal français, le dividende net après précompte s'élève à 28,32 F et le



RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1979

Le conseil d'administration, réuni le 25 mars 1980, a approuvé les comptes de l'exercice 1979 qui se soldent par un bénéfice net après impôt de 4 597 272,55 F. Le montant total hors taxes des commandes reçues est de 468,4 millions de francs contre 379,4 en 1978.

Bénéfices d'exploitation : 46,5 millions contre 35,8 millions.
Bénéfices nets après impôt : 19,9 millions contre 15,1 millions.
Participation du personnel : 4,7 millions contre 3,5 millions.
Bénéfices nets après impôt et participation : 15,2 millions contre 11,6 millions.
Marge brute d'autofinancement : 22 millions contre 15,5 millions.

Les résultats de l'exercice 1979 sont satisfaisants pour la société-mère et ses filiales tant françaises qu'étrangères, le chiffre hors taxes est de 468,4 millions de francs contre 379,4 millions de francs en 1978. Le bénéfice net après impôt est de 4 597 272,55 F contre 39 401 398,62 F en 1978. Le montant total hors taxes des commandes reçues est de 468,4 millions de francs contre 379,4 millions de francs en 1978.

SIGNATURE ENTRE LE BANCO DE MOÇAMBIQUE ET LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'UNE CONVENTION DE CRÉDIT

A l'occasion du passage à Paris du gouverneur du Banco de Moçambique, Banque centrale de ce pays, la Société Générale a signé, comme chef de file d'un pool de banques françaises, la convention d'application du protocole gouvernemental

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Direction générale : 17, rue Caumartin, Paris-9^e

AVIS DE TIRAGE

Les porteurs d'obligations Caisse nationale de l'énergie, provenant de l'indemnisation des biens transférés à l'électricité de France et de la Caisse nationale de l'énergie, sont avisés que les vingt-neuvièmes obligations d'amortissement de 100 000 F, émises le 10 mai 1979, à partir du 10 mai 1980.

Les obligations sorties à ce tirage seront remboursables à partir du 1^{er} juin 1980.

UNION GÉNÉRALE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS UGIMO

Le conseil d'administration s'est réuni le 21 mars 1980 pour arrêter les comptes de l'exercice 1979 et prendre connaissance des résultats de l'activité de la société.

Le marché locatif des immeubles d'habitation demeure très satisfaisant, le nombre moyen d'appartements en instance de relocation n'ayant été que de 17 sur un total de 1 800 en 1979.

Les recettes globales, incluant les indemnités compensatoires, s'élevaient à 49 millions 274 000 francs en 1979, soit une progression de 8,8 %.

Après affectation de 6 millions 254 000 aux comptes d'amortissement et de provisions, le bénéfice net qui intègre cette année une plus-value nette de cession à long terme, s'élève à 22 millions 794 000 francs progressant ainsi de 11,3 %.

Le conseil propose à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 10 juin 1980, la distribution d'un dividende de 11,50 francs par action (dont 2,34 francs réservés de l'exercice précédent) et la répartition d'un acompte sur le revenu des actions de 10,50 francs par action (dont 1,50 francs réservés de l'exercice précédent).

BANQUE STEINDECKER S.A.

Fondée en 1881

Une assemblée générale extraordinaire s'est tenue le 27 mars 1980 sous la présidence de M. Robert Steindecker pour décider une augmentation de capital, et porter celui-ci de 18 millions de francs à 30 millions de francs.

1) Sous forme d'incorporation de réserves pour 1 500 000 F ;
2) En numéraire pour 10 500 000 F.

Cette augmentation de capital en numéraire des réserves pour une partie de participation par les sociétés suivantes :

— E. Steindecker & Cie (Holding)	30,72 %
— E. Henri Dupleix	11,82 %
— Banque de l'Union Occidentale	10,00 %
— Omnium Financier de Paris	10,00 %
— Fondation Jeanne d'Arc	8,75 %
— Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur, COFACE	5,00 %
— Mutuelle Assurance Artisanale de France, M.A.A.F.	5,00 %
— Mutuelle Assurance des Commerçants et Industriels de France, M.A.C.I.F.	5,00 %
— Mutuelle Assurance des Travailleurs Mutualistes, M.A.T.M.U.T.	2,16 %
— Banque Générale du Commerce	2,16 %
— Divers	7,95 %
Total	100,00 %

De ce fait, quatre nouveaux administrateurs ont été nommés et la composition du conseil d'administration, après ces nominations, est la suivante :

— Président directeur général : M. Robert Steindecker ;
— Vice-président directeur général : M. Jean-Louis Lévêque ;
— Administrateurs :
— M. Robert de Beauvoir ;
— M. Henri Dupleix ;
— COFACE représentée par M. Chappelle ;
— Fondation Jeanne d'Arc représentée par M. Pierre Banaquaux ;
— M. Marc Hamonin ;
— M. Jean Levy ;
— Mutuelle Assurance Artisanale de France représentée par M. Lévêque ;
— Omnium Financier de Paris représenté par M. Joseph Camille Genton.

Par ailleurs, M. Henri Bousquet, de l'Omnium Financier de Paris, Jacques Vaudier, directeur général de la Mutuelle Assurance des Commerçants et Industriels de France, se joindront au comité de direction de la banque.

SOGINCO SICAV

L'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 27 mars 1980 a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1979 et mis les statuts en harmonie avec la loi 79-12 du 3 janvier 1979.

An cours de cet exercice, la valeur liquidative est passée de 133,68 francs à 133,84 francs après distribution d'un dividende net de 20,50 francs le 2 avril 1979. L'actif à la fin de cette période s'établissait à 128,6 millions de francs.

Le compte de résultats fait apparaître un bénéfice distribuable de 4,8 millions de francs permettant la mise en paiement d'un dividende net de 4,8 francs, assorti d'un crédit d'impôt de 1,2 franc, soit un revenu global de 6,05 francs qui, sur la base de la valeur liquidative ex-coupon au 31 décembre 1979, assure un rendement de 4,74 %.

Le dividende sera mis en paiement le 1^{er} avril 1980, contre remise des coupons n° 21 et 22 aux guichets des banques fondatrices :

- Société Générale ;
- Banque de Neufchâteau, Schlumberger, Mallet ;
- Société Générale Alsacienne de Banque.

Les actionnaires de SOGINCO pourront, jusqu'au 30 juin 1980 inclus, réinvestir le dividende net en souscrivant des actions de la SICAV sans droit d'entrée.

SOGINTER SICAV

L'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 27 mars 1980 a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1979 et mis les statuts en harmonie avec la loi 79-12 du 3 janvier 1979.

An cours de cet exercice, la valeur liquidative est passée de 410,53 francs à 417,91 francs après distribution d'un dividende net de 20,50 francs le 2 avril 1979. L'actif à la fin de cette période s'établissait à 381,2 millions de francs.

Le bénéfice distribuable s'élève à 37,7 millions de francs permettant la mise en paiement d'un dividende net de 19,82 francs, assorti d'un crédit d'impôt de 2,45 francs, soit un revenu global de 22,27 francs qui, sur la base de la valeur liquidative ex-coupon au 31 décembre 1979, assure un rendement de 5,20 %.

Le dividende sera mis en paiement le 1^{er} avril 1980, contre remise des coupons n° 29 et 30 aux guichets des banques fondatrices :

- Société Générale ;
- Banque de Neufchâteau, Schlumberger, Mallet ;
- Société Générale Alsacienne de Banque.

Les actionnaires de SOGINTER pourront, jusqu'au 30 juin 1980 inclus, réinvestir le dividende net en souscrivant des actions de la SICAV sans droit d'entrée.

DOLLFUS-MIEG ET CIE

Le conseil d'administration de Dollfus-Mieg et Cie, lors de sa dernière réunion, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1979. Ce dernier, après déduction des provisions et réserves, se soldait par un bénéfice net de 1 million de francs contre une perte de 60,7 millions en 1978.

Quant au groupe D.M.C., dont le chiffre d'affaires 1979 approche 4,5 milliards de francs (+ 17 % par rapport à 1978), et ses comptes ne sont pas encore définitivement arrêtés, on estime qu'il dégagera un bénéfice consolidé, incluant des items inclus, de 10 millions de francs (ce qui représente environ 20 francs par action, intérêts des titres exclus) contre une perte nette consolidée de 14,7 millions de francs en 1978. Ce résultat correspond à une marge brute d'autofinancement de plus

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 11,20 % février 1975

Les intérêts courus du 14 avril 1979 au 14 avril 1980 sur les obligations Electricité de France 11,20 % février 1975 seront payables, à partir du 14 avril 1980, à raison de 100,80 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 1,20 F (montant global : 102 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 16,79 F, soit un net de 85,21 F.

ELECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 10,20 % novembre 1975

Les intérêts courus du 25 avril 1979 au 25 avril 1980 sur les obligations Electricité de France 10,20 % novembre 1975 seront payables, à partir du 25 avril 1980, à raison de 101,80 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 1,20 F (montant global : 102 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 15,20 F, soit un net de 76,60 F.

ELECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 10,20 % mai 1976

Les intérêts courus du 30 avril 1979 au 30 avril 1980 sur les obligations Electricité de France 10,20 % mai 1976 seront payables, à partir du 30 avril 1980, à raison de 101,80 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 1,20 F (montant global : 102 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 15,20 F, soit un net de 76,60 F.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions) à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires adhérents : Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et banques affiliées, Société générale alsacienne de banque, Société marseillaise de crédit, Banque de l'Union européenne, Banque de l'Indochine et de Suez, Caisse centrale des banques populaires et toutes les Banques populaires de France, Société centrale de banque.

صك: مات الأمل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
21. MAI

Marché creux

BOULEVARD CROIX
Déjà par son caractère de dernière
jour, la Bourse du samedi est une
guerre distinguée par son activité
en ce début de semaine, essayant
de se débarrasser par l'antonion des
des affaires, les cours se font
façon assez irrégulière, mais dans
des limites étroites le plus souvent
se terminant finalement, l'indicateur
n'est pas satisfaisant.
immédiat de son niveau précédent.

Tous les composites, sans excep-
tion, ont été mis au même
régime, aucun non plus que
n'importe quel affecté. Au total, sans
évaluation de hausse significative, les
ont été mis au même régime, les
parties lesquelles l'on a été
cours d'Alstom (+ 6,6 %), C.M.
(+ 6,1 %), S.T. (+ 6,1 %),
(+ 5,7 %), S.T. (+ 5,7 %),
égal de baisses a été relevé, dans
les plus fortes ont touché S.E.B.
(- 4,4 %), C.F. (- 4,4 %),
et C.F.I. (- 4,8 %).

[illegible]

Sur le marché de l'or, les cours ont peu varié et après être remonté à 72 490 F, le lingot est revenu à 71 800 F (+ 400 F). Quant au napoléon, il a même perdu 110 F à 659 F (après 660,10 F).

LONDRES

Les valeurs industrielles accentuent un peu leur avance initiale dans un marché, cependant, toujours très calme. Irrégularité des pétroles. Reprise des mines d'or.

VALEURS	CLOTURE 7/2	COURS 28/2
Bankam	114	116
British Petroleum...	345	345
Comptines	66	66
De Beers	\$ 10	\$ 10
Imperial Chemical	362	364
Johnson Tinne Zinc Co.	342	348
Shell	111	111
Richards	131	112
Van Leer 3 1/2 %	29 5/8	28 3/4
West. Africaine	58	58 1/2
Western Holdings	62 1/2	53 1/4

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

DANAMARK. Société à 125 parts de 200 couronnes, dont vingt-cinq en distribution gratuite d'une action pour dix couronnes.

LABORATOIRE R. BELLO. Bénéfice net pour 1978 : 21.54 millions de francs, dont 10 millions de francs. Ce résultat comprend 33,5 millions de francs de plus-values et 17,5 millions de francs de moins-values. Il a été aussi établi après constitution d'une provision pour hautes des dépenses de 10 millions de francs, des provisions et réserves d'une provision pour risques de 10 millions de francs.

COMPAGNIE FONCIÈRE... - Dividende global pour 1979 : 12,75 francs.

SOFFO. Dividende global pour 1979 : 22,50 francs.

CARREFOUR. Distribution d'une action gratuite pour chaque 10 actions détenues. Une provision pour fluctuation des effectifs de 10 millions de francs (part du groupe) atteint 270 millions de francs contre 238 millions de francs l'année précédente.

Le déficit pour 1978 est accusé de 10 millions de francs contre 35,6 millions l'année précédente.

V.F. Dividende pour 1979 : 12,50 francs.

COL'RS DU DOLLAR A TOKYO

	28 3	31:3
1 dollar (en yens) ..	249 80	245 70

Taux du marché monétaire

Effets privés 2 / 307 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES

DE LA BOURSE DE PARIS
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Basse 100 : 29 décembre 1972

Indice général	125,5	122,5
Assurances	231,7	228
Chemins de fer	147,2	144,8
Sociétés financières	147,8	144,8
Sociétés investies, portef.	125,6	122,4
Agriculture	125,6	122,4
Aliment.	125,6	122,4
Aliment., artisanat, distill.	125,6	122,4
Artif., cycles et L. équi.	70,8	71,7
Aut. transp. auto, L. équi.	147,2	143,7
Aut. transp. ferrov.	147,2	143,7
Carrières salines, carbons	125,6	121,2
Chem. métall., et raffin.	125,6	122,4
Chem. pétrol.	125,6	121,2
Indust. pap.	125,6	121,2
Indust. pap., cap. cartons	89,3	83,7
Indust. pap., comp. cartons	94,3	82
Indust. pap., impr.	125,6	121,2
Métall., ess. des p. métall.	45,5	45,3
Métall. métallurgiques	177,7	173,5
Métall. min.	125,6	121,2
Prod. chimiq. et dériv.	153,3	139,5
Services public et transp.	100,1	99,5
Textiles	125,6	121,2
Autres	140,8	139,5
Valeurs étrangères	141,7	135,3
Aut. transp. auto, L. équi.	147,2	143,7
Aut. transp. ferrov.	147,2	143,7
Carrières salines, carbons	125,6	121,2
Chem. métall., et raffin.	125,6	122,4
Chem. pétrol.	125,6	121,2
Indust. pap.	125,6	121,2
Indust. pap., cap. cartons	89,3	83,7
Indust. pap., comp. cartons	94,3	82
Indust. pap., impr.	125,6	121,2
Métall., ess. des p. métall.	45,5	45,3
Métall. métallurgiques	177,7	173,5
Métall. min.	125,6	121,2
Prod. chimiq. et dériv.	153,3	139,5
Services public et transp.	100,1	99,5
Textiles	125,6	121,2
Autres	140,8	139,5
Valeurs étrangères	141,7	135,3
Aut. transp. auto, L. équi.	147,2	143,7
Aut. transp. ferrov.	147,2	143,7
Carrières salines, carbons	125,6	121,2
Chem. métall., et raffin.	125,6	122,4
Chem. pétrol.	125,6	121,2
Indust. pap.	125,6	121,2
Indust. pap., cap. cartons	89,3	83,7
Indust. pap., comp. cartons	94,3	82
Indust. pap., impr.	125,6	121,2
Métall., ess. des p. métall.	45,5	45,3
Métall. métallurgiques	177,7	173,5
Métall. min.	125,6	121,2
Prod. chimiq. et dériv.	153,3	139,5
Services public et transp.	100,1	99,5
Textiles	125,6	121,2
Autres	140,8	139,5
Valeurs étrangères	141,7	135,3
Aut. transp. auto, L. équi.	147,2	143,7
Aut. transp. ferrov.	147,2	143,7
Carrières salines, carbons	125,6	121,2
Chem. métall., et raffin.	125,6	122,4
Chem. pétrol.	125,6	121,2
Indust. pap.	125,6	121,2
Indust. pap., cap. cartons	89,3	83,7
Indust. pap., comp. cartons	94,3	82
Indust. pap., impr.	125,6	121,2
Métall., ess. des p. métall.	45,5	45,3
Métall. métallurgiques	177,7	173,5
Métall. min.	125,6	121,2
Prod. chimiq. et dériv.	153,3	139,5
Services public et transp.	100,1	99,5
Textiles	125,6	121,2
Autres	140,8	139,5
Valeurs étrangères	141,7	135,3
Aut. transp. auto, L. équi.	147,2	143,7
Aut. transp. ferrov.	147,2	143,7
Carrières salines, carbons	125,6	121,2
Chem. métall., et raffin.	125,6	122,4
Chem. pétrol.	125,6	121,2
Indust. pap.	125,6	121,2
Indust. pap., cap. cartons	89,3	83,7
Indust. pap., comp. cartons	94,3	82
Indust. pap., impr.	125,6	121,2
Métall., ess. des p. métall.	45,5	45,3
Métall. métallurgiques	177,7	173,5
Métall. min.	125,6	121,2
Prod. chimiq. et dériv.	153,3	139,5
Services public et transp.	100,1	99,5
Textiles	125,6	121,2
Autres	140,8	139,5
Valeurs étrangères	141,7	135,3
Aut. transp. auto, L. équi.	147,2	143,7
Aut. transp. ferrov.	147,2	143,7
Carrières salines, carbons	125,6	121,2
Chem. métall., et raffin.	125,6	122,4
Chem. pétrol.	125,6	121,2
Indust. pap.	125,6	121,2
Indust. pap., cap. cartons	89,3	83,7
Indust. pap., comp. cartons	94,3	82
Indust. pap., impr.	125,6	121,2
Métall., ess. des p. métall.	45,5	45,3
Métall. métallurgiques	177,7	173,5
Métall. min.	125,6	121,2
Prod. chimiq. et dériv.	153,3	139,5
Services public et transp.	100,1	99,5
Textiles	125,6	121,2
Autres	140,8	139,5
Valeurs étrangères	141,7	135,3
Aut. transp. auto, L. équi.	147,2	143,7

INDICES QUOTIDIENS

(INSER, base 100 : 29 déc. 1978)		
	27 mars	28 mars
Valeurs françaises ..	99	98,9
Valeurs étrangères ..	94,6	96,7
Cio DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961)		
Indice général	102,5	101,7

BOURSE DE PARIS - 31 MARS - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible][illegible]

E La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h.

[illegible]

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LA TENSION INTERNATIONALE : « Discordances attentionnelles », par René Foch ; « Bahrein n'est pas Phnom-Penh », par Didier Motchane ; « Le désar de guerre », par Thierry de Beaucourt.

ÉTRANGER

3-4. PROCHE-ORIENT
4. AMÉRIQUES
4-5. AFRIQUE
6. ASIE
— La mort de M. Ton Duc Thang, président de la République du Vietnam.
6-7. DIPLOMATIE
7. EUROPE

POLITIQUE

10. La Prusse prend la défense de M. Marchais.
11. M. Giscard d'Estaing devant les jeunes rassemblés au Bourget.

SOCIÉTÉ

12. La lutte contre le terrorisme.
13. ÉDUCATION
13. RELIGION
— Les conférences de Carême à Notre-Dame : l'espérance, un au-delà ici-bas.

13. DÉFENSE
15. SPORTS
— FOOTBALL : les visiteurs du Parc des Princes. Nîmes : l'accent du terroir.

— AUTOMOBILISME : Nelson Piquet (Brabham) gagne le Grand Prix de Long Beach.
18. SCIENCES
— Le gouvernement fixe les modalités de gestion et de financement de la recherche publique.

CULTURE

16. LE JOUR DE LA MUSIQUE : Robinson Crusoe, d'Offenbach.
— ROCK : Téléphone à New-York.
— CINÉMA : Ching Ching, de Nikita Mikhalkov.

EUROPA

19. Le dialogue euro-musulman n'est pas pour demain.
— Un entretien avec M. Filippo Maria Pandolfi.
— La cherté à la fraude fiscale internationale.
20. Les clés de la conjoncture.
22-23. Malgré la crise, des raisons d'espérer.

INFORMATIONS « SERVICES »

37. DOCUMENTATION : l'Europe des vingt prochaines années.

RÉGIONS

38. ILE-DE-FRANCE : un projet de parc d'expositions à Villepinte.
— Huit communes du Vexin contre E.D.F.

EQUIPEMENT

39. TRANSPORTS : le développement du fret aérien.

ÉCONOMIE

40. ÉTRANGER : l'augmentation multiséculaire des honoraires médicaux.
42. AFFAIRES : B.A.S.F. devient le numéro un mondial de la chimie.

RADIO-TELEVISION (18)

— Annonces classées (25 à 38) ; Carnet (14) ; Journal officiel (37) ; Météorologie (37) ; Mote croisé (37) ; Programmes spectacles (17) ; Source (49).

● M. de Guiringaud, ancien ministre français des affaires étrangères, est arrivé dimanche 30 mars à Pékin, où il remettra un message de M. Barre à un vice-premier ministre du gouvernement chinois. M. de Guiringaud est à la tête d'une délégation qui prendra part à une « quinzaine médicale France-Chine ». — (A.F.P.)

● Avarie simulée au large de la Bretagne. Une défaillance dans le treuil du remorqueur Abeille Flammes a obligé, le lundi matin 31 mars, la marine nationale à interrompre un exercice de remorquage du super-pétrolier Esso-Normandie placé en avarie simulée au large de la pointe de Penmarc'h (Finistère). L'opération se déroulait normalement avant la rupture d'un joint au treuil malgré une mer agitée et des vents forts. Le pétrolier, aux cuves remplies d'eau de mer, avait été puis en remorque après qu'une équipe spéciale d'intervention de la marine nationale eut été hélitreillée à son bord.

A Londres

Échec de la conférence mondiale sur le cacao

Londres. — Les négociations menées à Londres entre pays producteurs et pays consommateurs de cacao, en vue de définir les bases d'un nouvel accord international destiné à remplacer celui arrivant à expiration lundi 31 mars à minuit, ont échoué dimanche soir 30 mars. Il n'aura donc fallu que quatre jours aux parties en présence pour faire le constat de leur incapacité à trouver un compromis. Incapacité ou impossibilité, le président de l'alliance des producteurs ayant par avance déclaré mercredi 28 mars, à Abidjan : « Nous allons dire à ces messieurs les représentants des consommateurs de cacao : « Bonjour et au revoir ; cela nous a fait plaisir de vous rencontrer », et puis nous rentrerons chez nous. » (Le Monde) du 27 mars.

Les pays producteurs exigeaient au départ la fixation d'un prix plancher de 120 cents américains (5,35 F) la livre. Les pays consommateurs avaient d'abord offert de payer 100 cents (4,44 F) la livre ; ils s'étaient ensuite déclarés prêts à entamer des discussions sur la base du prix demandé par les producteurs, mais seulement lors d'une prochaine rencontre au cours de laquelle seraient évoqués d'autres points importants, comme la gestion du fonds de stabilisation. En attendant, ils avaient proposé de prolonger de trois mois l'accord en vigueur depuis 1975.

« Pas question », ont rétorqué les pays producteurs, déterminés à obtenir immédiatement un prix garanti de 120 cents. En cas de refus, ils ont offert, ultime et maigre concession, de reconduire l'accord en vigueur, mais vidé de son contenu, c'est-à-dire de ses clauses économiques, et de liquider le fonds de stabilisation. Rappelons à cet égard que, lors de l'accord signé en 1975 et entré en

vigueur en 1976, une fourchette de prix avait été fixée entre deux cents et trois cents cents américains (à l'exception des Etats-Unis). Lorsque les prix du marché étaient inférieurs ou dépassaient les limites convenues, le stock régulateur intervenait. Les pays consommateurs ont repoussé les propositions des pays producteurs.

Une résolution présentée par les pays producteurs et acceptée par les pays consommateurs a été finalement adoptée. Elle stipule que le fonds de stabilisation de 220 millions de dollars (968 millions de francs) sera liquidé et redistribué aux producteurs. Le conseil international du cacao (I.C.C.O.) se réunira une dernière fois, à Londres le 4 juin prochain, afin de procéder à cette liquidation du fonds de stabilisation. Puis il sera dissout. Ce fonds a été alimenté pendant sept ans par les contributions des pays producteurs (1 % par livre de cacao exporté, plus les intérêts). — (A.F.P.)

ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS ENTRE L'INSTITUT PASTEUR ET LE GROUPE MÉRIEUX

Les négociations entre le groupe Mériel et l'Institut Pasteur (I.P.P.), filiale industrielle de la Fondation Pasteur, en vue de fusionner leurs activités (le Monde du 1^{er} novembre 1979) ont échoué. Au cours d'un conseil d'administration, tenu le 27 mars dernier, les dirigeants de l'I.P.P. ont constaté que les actionnaires majoritaires de l'Institut Mériel (Rhône-Poulenc) et Bio-Mérieux (M. Alain Mériel) n'avaient pu archer une action commune devant mener à un rapprochement avec l'I.P.P.

De son côté, M. Charles Mériel, patron de la Fondation Mériel, a déclaré : « Je n'ai pu accepter les propositions de rapprochement ». Est-ce la fin d'un vieux rêve ? Les pouvoirs publics vont tenter d'intervenir, soit pour une reprise du dialogue, soit pour permettre à l'I.P.P. d'élaborer une solution de rechange en trouvant un nouveau partenaire, qui pourrait être la SANOFI (Sif Aquitaine).

● Conflit des aciéristes en Grande-Bretagne : augmentation de 15 % des salaires, propose la commission d'enquête chargée de résoudre le conflit des aciéristes de British Steel Corporation. La direction avait proposé 14 %, et les syndicats réclament 19,7 %.

ARRÊT DES RECHERCHES EN MER DU NORD

Le naufrage de la plate-forme "Alexander-Kielland" a fait cent vingt-trois victimes

Quarante et un morts, quatre-vingt-deux disparus et quatre-vingt-neuf rescapés. Le naufrage de la plate-forme-hôtel « Alexander-Kielland », qui était amarrée au Nord au-dessus du champ pétrolifère sous marin Edda (satellite d'Ekofisk), aura été particulièrement meurtrier. Aujourd'hui, il n'y a plus d'espoir de retrouver de nouveaux survivants, et les recherches ont été arrêtées.

Plus de trois jours après la catastrophe, les experts attendent avec impatience l'arrivée à Stavanger (Norvège) du pylône n° 5 sur lequel reposait en partie la plate-forme et dont la rupture du câble d'acier est à l'origine de la catastrophe. Phillips Petroleum a décidé de remonter à la côte l'ensemble de la plate-forme pour procéder à une enquête complémentaire et récupérer les victimes qui en seraient encore prisonnières.

De notre envoyé spécial

dommager le réseau d'oléoducs norvégiens. Une équipe spécialisée de plongeurs britanniques a examiné l'épave dimanche. On envisage, semble-t-il, de sectionner la tour avant de commencer le transport. Le cinquième pylône de la plate-forme, dont la rupture est à l'origine de l'accident, devait arriver ce lundi, dans la matinée, à Stavanger, où des experts de la compagnie pétrolière américaine et de la commission publique norvégienne vont immédiatement l'examiner. On pense ici que l'accident est dû probablement à des fissures dans le métal et aux conditions atmosphériques épouvantables. « Nous avons reçu la mauvaise nouvelle du naufrage de la plate-forme », a déclaré M. Odd Omland, chef technique à bord.

À Oslo, les réactions ont été jusqu'à présent très modérées. Aucun parti de veut exploiter cette catastrophe nationale à des fins politiques, et le premier ministre, M. Nordli, a indiqué, dimanche, qu'il ne répondrait à aucune question concernant les activités pétrolières norvégiennes avant Pâques. Mais cet incident est survenu quelques heures seulement après la confirmation, par le Parlement, de la décision discutée du gouvernement d'entreprendre, le mois prochain, des forages d'exploration au nord du pays.

Quatre partis (centriste, chrétien-populaire, libéral et socialiste de gauche) y sont opposés. Ils estiment que ces opérations vont se heurter à d'importantes

Après sa défaite devant Saint-Jean-de-Luz (9-24)

LE RACING CLUB DE FRANCE QUITTE L'ÉLITE DU RUGBY

Le sort du Racing Club de France est scellé : la saison prochaine, le quinze parisien évoluera dans le groupe 2 du championnat de France de rugby. Sanction d'une saison où les joueurs « bien et blanc » n'ont rien réussi, pas même leur sortie, puisque, dimanche 30 mars, pour leur dernier match au stade Jean-Bouin dans le groupe des quarante meilleures équipes nationales, ils ont subi la loi des Basques de Saint-Jean-de-Luz (24 à 9). Sanction aussi d'une crise interne grave qui avait provoqué, au printemps 1979, le départ de joueurs de talent, les avants Peron, Chevalier, Detrez, Folbaum, et les trois-quarts Mesny et Saubier.

Toutefois, Jean Duchay, le président de la commission rugby au sein du Racing, n'en tire pas trop d'amertume : quel que soit le sort de l'équipe première, on continuera, au R.C.F., à jouer au rugby, tous les dimanches, dans quinze formations, dont onze de jeunes, qui groupent au total plus de quatre cents pratiquants.

Le numéro du « Monde », daté 30-31 mars 1980 a été tiré à 551 086 exemplaires.

LES MANIFESTATIONS D'AGRICULTEURS

● FRANCE : pour la revalorisation des revenus

Les manifestations d'agriculteurs qui depuis vendredi 28 mars, se sont développées à travers la France pour la revalorisation des revenus des paysans devraient se poursuivre tout au long de cette semaine. « Un roulement continu de manifestations est prévu dans l'ensemble du pays », a déclaré samedi 29 mars M. François Guillaume, président de la F.N.S.E.A. « Nous arrêterons probablement au cours de la semaine prochaine une stratégie, car nous ne comptons pas en rester là », a-t-il précisé, en soulignant que « le combat risque d'être long » et en laissant entendre que les agriculteurs européens pourraient « recommencer l'opération de Strasbourg dans une autre capitale européenne, à Bruxelles, par exemple ».

Ce lundi matin 31 mars, plusieurs manifestations se dérouleront dans le sud de la France. À Toulouse, nous signalons notre correspondant, les agriculteurs bloquent avec leurs tracteurs toutes les routes nationales et départementales entre Toulouse et les chefs-lieux des sept autres départements de la région, à l'appel de la Fédération Midi-Pyrénées de la F.N.S.E.A., qui a reçu l'appui des jeunes agriculteurs du MODER, des producteurs de lait, du parti socialiste et du parti communiste. À Rodez (Aveyron), les agriculteurs ont manifesté dès 8 h. 30 lundi matin, avant de se diriger vers Albi (Tarn) où doivent se rassembler tous les manifestants de la région. Pendant le week-end, de nombreuses manifestations se sont déroulées dans plusieurs départements, nous signalant nos correspondants, notamment à Lagny-sur-Seine (Seine-et-Marne), où près d'un millier de paysans ont bloqué samedi l'accès de la ville, de même qu'à Nevers (Nièvre), à Orléans (Loiret), à Lantivy (Mayenne), à Lorient (Morbihan) et dans le Lot-et-Garonne, où deux mille agriculteurs ont barré les principaux axes routiers du département, avant de défilier dans les chefs-lieux de canton et d'arrondissement. À Romorantin (Loir-et-Cher), peu après la dissolution d'une de ces manifestations, les grilles de la sous-préfecture ont été enfoncées par des tracteurs.

Dans le Rhône, après les incidents qui avaient opposé vendredi 28 mars, près de Lyon, les manifestants aux forces de l'ordre, les agriculteurs du département ont décidé de « rompre toute relation avec l'administration et les pouvoirs publics » afin de protester contre la « violence de l'intervention » de la police. Enfin, la municipalité de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), où s'était déroulée vendredi la plus importante des manifestations (le Monde, daté 30-31 mars) a protesté, dans un communiqué, contre les dégradations commises dans la ville, dont elle estime le coût à environ 80 000 F.

● DANEMARK : contre la vente des terres des exploitants endettés

De notre correspondante

Copenhague. — Sur proposition du gouvernement (minoritaire social-démocrate) le Parlement danois a voté, à une confortable majorité, 700 millions de couronnes (835 millions de francs) d'aide, sous forme de prêts et de subventions d'intérêt, aux jeunes agriculteurs dont la situation a été gravée de lourdes dettes à la suite de l'achat de leur ferme. Seuls l'extrême gauche, les géorgistes et le Parti du progrès (chasse à l'impôt sur le revenu) ont voté contre. Toutefois, plusieurs partis, notamment les conservateurs et les libéraux, ont appuyé cette loi sans enthousiasme, voire avec réticence, car les milieux agricoles s'estiment très insuffisamment pour leur permettre de résoudre leurs innombrables difficultés.

Les agriculteurs danois ont en outre soutenu au Parlement social-démocrate de les avoir taxés, en décembre, d'un impôt foncier extraordinaire et d'avoir également, à la même date, augmenté l'impôt sur la fortune. Ils ont multiplié les manifestations de mécontentement, en particulier, à l'occasion de ventes aux enchères, d'une exploitation est « bradée » après sa saisie sur demande des créanciers. Presque toujours, il s'agit de propriétés non pas de très jeunes agriculteurs mais de familles qui exploitent depuis dix à quinze ans et se sont endettées pour moderniser leur ferme ou acheter à grandes quantités de la nourriture pour leur bétail. À maintes reprises, lors de réunions houleuses, les agriculteurs ont réclamé la démission immédiate du ministre de l'agriculture, M. Dallager, jugé par

eux — comme d'ailleurs ses collègues de Christiansborg — « associé et provocateur ». Celui-ci a, il est vrai, en résumant des paroles malheureuses, « il n'est pas écrit dans la Constitution, a-t-il notamment déclaré, que les agriculteurs ne doivent jamais faire faillite ».

Traditionnellement, il y a toujours eu des tensions assez fortes entre les sociaux-démocrates et les milieux agricoles danois (rares sont, en général, les agriculteurs, même modestes, qui votent social-démocrate) ; mais il y avait longtemps que ces tensions n'avaient atteint un tel degré.

CAMILLE OLSEN.

LE CHIC, LE RÊVE... TISSUS "COUTURE" PRINTEMPS-ÉTÉ

SOIES ADORÉES
LAINAGES FRINGANTS
GABARDINES Océaniques
TWEEDS ALTIERS
IMPRIMES SEVILLANTS
(genre) L'ÉTOILE
COTONS PARADISIAQUES
TOILES AUDACIEUSES
DESSINS SURDOULES
MOUSSELINE COQUINES
VOILES ÉDÉNiques
LAMES LYRIQUES
DENTELLES ONIRIQUES
BRODERIES NUPTIALES

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le Centre F.C.P., organisme privé de formation, organise pendant le long week-end de l'Ascension (du 19 au 25 mai 1980) une semaine « REFLEXIONS DU DIRIGEANT » sur le thème : « Comment introduire un micro-ordinateur dans mon entreprise », à THALESVILLE, près du Centre de THALESVILLE. Pour recevoir une documentation détaillée, écrire ou téléphoner au Centre F.C.P., 2, avenue du Stade-de-Combarthe, 92100 BOULOGNE. Tél. : 820-54-03.

vosre bureau à paris

GEICA

Groupement d'Enseignement et d'Initiation du Commerce et de l'Artisanat

36 bis, rue du Lavoir Paris 2

Tél. : 205-41-12

* Tout pour une S.A.R.L. (service courrier compris)

LATREILLE

SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT POUR HOMMES

COSTUMES PURE LAINE depuis 890 F

POUR DAMES

TAILLEURS et ENSEMBLES depuis 350 F

CATALOGUE SUR DEMANDE

62, St-André-des-Arts, 6^e PARKING RÉSERVÉ

TRÉCA Venez essayer le CAD

CAD le logiciel à télécommande électronique ne demande aucun effort pour faire monter ou descendre les deux extrémités du lit amovible, ou séparément.

EXPOSITION ET VENTE

37, av. de la République - PARIS 12^e Métro : Parmentier - Paris 12^e Métro : Parmentier

CAPELOU DISTRIBUTEUR

Tél. 357.46.35.

ILC L'anglais des affaires? L'affaire de ILC!

Notre cours intensif "Vie Professionnelle" débute le mardi 8 avril.

Téléphonez à nos hôtesses : 325 41-37

International Language Centre - 20, passage Dauphine, 75006 Paris

élégance, confort, naturel

les costumes boutique de **feruch**

costume d'été pure laine super léger, 1750 F

costume d'été pure soie, 2200 F

saharienne polyester soie, 1050 F

feruch haute couture, 35 rue François 1^{er} Paris 8^e Tél. 256.65.43

A B C D E F G

مكتبة الأمل